PERIODICAL ROOM
GENERAL LIBRARY
UNIV. OF MICH.

OCT 9 - 1936

REVUE DE PARIS

1er OCTOBRE 1936

★ ★ ★	*Guerre en Espagne*	481
CLAIRE SAINTE-SOLINE.	*L'Idylle en Crète. — I.*	497
LORD WESTER WEMYSS.	*Souvenirs*	524
HENRY DE MONTHERLANT.	*Monsieur Dandillot*	540
E.-J. GIGNOUX.	*C. G. T. 1936*	556
DANIEL HALÉVY.	*Seize mai* (fin)	569
STÉPHANE LAUZANNE.	*Ambassadeurs d'Amérique*	603
GUSTAVE HIRSCHFELD.	*L'Hôtel de Matignon*	612
NOËLLE ROGER.	*Études préhistoriques*	644
MICHEL CALMANN.	*Politique japonaise*	669
GEORGES POUPET.	*Le Festival de Salzbourg*	686
C. BOUGLÉ.	*En quête d'une Philosophie*	697
FRANÇOIS PORCHÉ.	*Le Théâtre*	709

LA LIVRAISON DE 240 PAGES : 7 Frs.

43e ANNÉE *NUMÉRO 19*

A NOS LECTEURS,

« Au cours de la dernière réunion du Syndic de la Presse périodique, le plus grand nombre d revues et publications périodiques,

« Considérant qu'elles ne sont pas en état d supporter les charges nouvelles de toutes sortes q leur incombe ;

« Considérant qu'à l'étranger les revues et publ cations se vendent à des prix bien supérieurs au prix français ;

« Ont adopté la solution dont la Presse quot dienne a dû prendre l'initiative, à savoir l'augme tation des prix de l'abonnement et de la vente a numéro et décidé d'appliquer cette mesure au cou du mois d'octobre. »

En conséquence, les prix de la REVUE D PARIS, dont le nombre de pages ne sera pas mod fié, seront, à partir du 15 Octobre, fixés comme suit

Abonnement :

	Un an.	6 mois.	3 mois.
Paris, Seine et Seine-et-Oise.	120 fr.	61 fr.	31.5
Départements et Colonies. . .	126 »	64 »	33
Étranger :			
Pays à demi-tarif postal. . . .	150 »	76 »	39
Pays à plein tarif postal. . . .	180 »	91 »	46.5

Le NUMÉRO (France) : **7** fr. **50**

Les abonnements en cours seront servis sans augmentation de pri

GUERRE EN ESPAGNE

A en croire M. Jouhaux, retour de Madrid, où il a été l'hôte du Président de la République espagnole, la cause de la guerre civile qui déchire la nation voisine est facile à déterminer : « L'Espagne est victime des ambitions militaristes et le gouvernement de Madrid n'assume aucune responsabilité dans le conflit : *il ne fait que se défendre.* »

Les auditoires de la C. G. T. qui applaudissent ce langage péremptoire ont d'autant moins de raisons de douter de sa sincérité que M. Azana lui-même, rompant avec la réserve traditionnelle des chefs d'État, a tenu à adresser à la presse française une déclaration pleinement confirmative : « La rébellion militaire », dit-il, « n'a été provoquée ni par le gouvernement légitime de la République, ni par son Parlement. Ce n'est pas une réplique à une agression antérieure. Les rebelles prétendent arracher par la force au peuple espagnol la liberté de régir ses destinées. Le peuple entier a pris les armes pour se sauver. Que défend tout ce peuple? Simplement sa liberté. »

La formule est heureusement choisie, comme la plupart de celles qui émanent du Front Populaire : elle est simple, claire et elle fait image. Est-elle exacte? C'est une autre affaire.

Les journaux marxistes de France et d'Espagne l'appuient, à vrai dire, par un semblant de démonstration : c'est parce que les élections espagnoles de janvier dernier n'ont donné

Copyright 1936 *Revue de Paris*.

aux droites coalisées que 198 sièges contre 256 au Front Populaire que les militaires espagnols auraient jeté leur épée dans la balance et déclenché la guerre civile. Cet étalage de chiffres semble concluant et M. Azana a vraiment l'air de parler au nom du « peuple espagnol ».

Il sait cependant à merveille que ce n'est qu'une apparence et que jamais consultation électorale ne fut plus complètement faussée que celle qui a élu le Parlement actuel. Non seulement le bloc des Droites avait été frauduleusement dissocié par les promesses d'indépendance faites, sans la moindre intention de les tenir, aux catholiques basques et catalans qui, aujourd'hui, expient durement leur crédulité sous la plus atroce des tyrannies. Mais encore, malgré cet escamotage de plusieurs centaines de milliers de voix, qui votèrent avec le Front Populaire sans partager une seule de ses idées, la coalition des Gauches obtint en tout 4 497 696 suffrages, tandis que le bloc des Droites en obtenait 4 910 818. Ces chiffres, qui sont officiels, démontrent que M. Azana et ses amis n'ont aucun droit à gouverner l'Espagne : en stricte justice, c'est le bloc des Droites qui devrait être à leur place.

Si cette majorité conservatrice de plus de 400 000 voix se changea finalement, au Parlement, en une majorité révolutionnaire de 58 sièges, c'est que les élections avaient lieu suivant le mode de votation ridicule institué par la Constitution de 1931, qui avantageait sans mesure les agglomérations ouvrières au détriment des régions agricoles. On a pu calculer, après les élections de janvier dernier, que chaque député du Front Populaire était élu en moyenne par 17 000 voix, alors qu'il en avait fallu 25 000 pour élire un conservateur. Et le blâme causé par ce scandale, s'il incombe surtout aux constituants révolutionnaires de 1931, n'a pas épargné le chef de l'opposition de droite, M. Gil Roblès, qui, pendant son passage au pouvoir, en 1935, négligea pour des besognes moins urgentes la révision constitutionnelle qui eût enlevé à M. Azana et à ses amis le prétexte mensonger dont ils se servent aujourd'hui.

Ce Parlement de fantaisie constituait bien, par son existence seule, cette « provocation » dont M. Azana nie l'existence. Mais il y eut pire. M. Alcala Zamora, le singulier

Président de la République élu en 1931, qui conciliait avec sa profession de foi de catholique pratiquant une attitude politique purement maçonnique, avait désigné pour faire les élections un haut gradé de la secte, le F.·. Portela Valladarès, 31e. A peine le résultat des élections connu, ce « grand inquisiteur commandeur », puisque tel est son titre en Loge, résolut d'exploiter révolutionnairement la situation en s'autorisant de la fausse majorité obtenue (qui ne s'était même pas rassemblée et dont les pouvoirs n'étaient pas validés) pour annuler par simples décrets ministériels toute l'œuvre législative des Cortès précédentes. En trois jours, à coups de décrets (on rapporte que M. Barriobero, secrétaire général du Grand Orient espagnol, les tenait tout prêts), les lois patiemment élaborées par l'assemblée où dominait le formaliste parlementaire Gil Roblès furent mises à néant.

Dans aucun pays du monde pareille procédure ne pourrait être considérée comme la conséquence normale d'une victoire électorale, même régulière. On voit que la « provocation » niée par M. Azana a parfaitement existé du fait du ministère.

Elle revêtit, d'ailleurs, dès le début un caractère de guerre civile engagée par le gouvernement contre les citoyens paisibles. Depuis l'insurrection communiste des Asturies, en octobre 1934, plusieurs milliers d'insurgés étaient détenus, dont beaucoup s'étonnaient qu'on leur eût épargné le peloton d'exécution. Ils avaient, en effet, trempé dans 1335 assassinats, dont beaucoup commis avec d'affreux raffinements de cruauté, incendié 58 églises ou couvents, 63 édifices publics, 28 fabriques et 800 maisons. A ces misérables, qui avaient mérité et attendu le pire, le F.·. Portela Valladarès décida de rendre purement et simplement la liberté, comme si une loi d'amnistie avait été votée, et il le fit par décret. Les libérés y virent un encouragement à renouveler leurs crimes et tous les groupements anarchistes et communistes de la Péninsule à les imiter.

En quelques jours, sans qu'un seul acte de défense de la population se fût manifesté, la situation redevint révolutionnaire; les violences contre les personnes, les assassinats, les

incendies d'églises, les pillages de biens privés se produisirent dans toute l'Espagne. Un courageux député de la droite, M. Calvo Sotelo, bien connu à Paris, où il a résidé deux ans, résolut de fixer pour l'Histoire, qui oublie vite, les faits qui épouvantaient déjà son pays. Il le fit de la façon la plus officielle en déposant sur le bureau des Cortès un paquet de dossiers justificatifs et en prononçant un discours dans lequel il résumait les documents produits, discours qu'il fit insérer dans le compte rendu des débats parlementaires (*Diario de Cortès*).

Il en résultait qu'en un peu plus d'un mois et demi (du 15 février au 2 avril), le Front Populaire d'Espagne avait réalisé, en pleine paix publique, l'extraordinaire tableau de chasse ci-après, sous l'œil indifférent de la police et de la garde civile (gendarmerie), à qui le gouvernement prescrivait de laisser faire :

Pillages.

De monuments publics	58
D'établissements publics et privés	72
De domiciles particuliers	33
D'églises	36
TOTAL	199

Incendies.

De monuments publics	12
D'établissements publics et privés	45
De domiciles particuliers	15
D'églises (dont 50 détruites)	106
TOTAL	178

Attentats divers.

Émeutes	169
Fusillades	39
Agressions	85
Blessés	345
Tués	74

Voilà l'état de choses que M. Calvo Sotelo dénonçait avec preuves à l'appui à la tribune des Cortès à une époque où

le gouvernement du Front Populaire ne pouvait prétendre qu'il se « défendait », puisque personne ne l'attaquait et n'esquissait même un geste de défense contre les violences des bandes lâchées sur l'Espagne. En prononçant son courageux réquisitoire, l'infortuné Calvo Sotelo ne se dissimulait pas qu'il risquait sa vie. Le F.·. Casarès Quiroga, qui avait succédé comme premier ministre au F.·. Portela Valladarès, le prévint d'ailleurs du sort qui l'attendait, en lui disant, en guise de réfutation, qu'il serait rendu « personnellement responsable » de l'émotion que ne pouvait manquer de soulever son discours. Quelques semaines plus tard on comprit ce que le F.·. président du Conseil avait voulu dire : un camion chargé de « gardes d'assaut », troupe de police d'un esprit très avancé, s'arrêtait à l'aube, devant la porte de Calvo Sotelo et le mettait en état d'arrestation; le soir du même jour, son cadavre atrocement défiguré était abandonné dans un cimetière de Madrid.

A partir de ce moment, le gouvernement du Front Populaire put commencer à dire, sans mentir, qu'il se « défendait ». L'assassinat de Calvo Sotelo, en enlevant les dernières illusions de ceux qui en gardaient encore, allait déchaîner la rébellion.

***

Le regretté Calvo Sotelo n'était pas seulement un excellent journaliste et un député courageux : il avait la lucidité d'un véritable homme d'État. Il connaissait notamment fort bien la puissance de la Franc-Maçonnerie, qui, avec 6 000 membres à peine, domine depuis cinq ans la politique espagnole. Se rendant compte que cette association secrète était résolue, au moins dans ses sphères supérieures, à faire un pas décisif vers le communisme et qu'elle avait les moyens de l'imposer au pays, puisqu'elle disposait de tous les rouages de l'État, il comprit que le salut ne pouvait venir que d'une insurrection générale contre les bandes révolutionnaires qui faisaient déjà régner la terreur. Sur quelles forces organisées l'Espagne pouvait-elle compter pour cette insurrection nationale? Il n'en existait que deux.

En premier lieu, le parti carliste, dont un siècle d'existence et cinquante années d'inaction apparente n'avaient pas entamé la solidité. Au cours d'une visite que nous fîmes en Navarre, il y a plus de trente ans, nous fûmes frappés de trouver dans la plupart des fermes, accroché au-dessous d'un portrait de père ou d'aïeul, un béret rouge d'ordonnance, celui que le disparu avait porté lorsqu'il servait dans l'armée de l'un ou l'autre don Carlos. Bien que n'ayant pas pris les armes, non plus que sa génération, le descendant qui faisait voir ces souvenirs aimait à être armé de fusil et de cartouches et tenait à honneur de faire partie d'une société sportive. Il n'était donc pas douteux que la Navarre très conservatrice d'esprit et profondément catholique, répondrait au premier appel pour la résistance au communisme dévastateur. Calvo Sotelo en reçut l'assurance du chef le plus ardent du parti carliste, don Manuel Falconde, qui réalise le tour de force de tenir groupé autour d'un principe ce parti qui n'a plus de prétendant pour le diriger.

Mais don Manuel Falconde ne cacha pas à Calvo Sotelo qu'il ne pouvait répondre que de la Navarre, qui fournirait 20 000 volontaires carlistes, tout le reste de l'Espagne ne pouvant en donner que 10 000 par petits groupes éparpillés. C'était tout juste de quoi faire une Vendée navarraise, forme de guerre qui a échoué par deux fois depuis un siècle.

La Phalange pouvait donner davantage. Cette association, formée par Antonio Primo de Rivera, fils du dictateur qui démissionna en 1930 et mourut à Paris quelques mois plus tard, a pour programme précisément celui du disparu : une dictature militaire antimarxiste et antiparlementaire. Le nombre de ses adhérents passait 200 000, dont plus du quart se composait de jeunes gens d'esprit très ardent. Les quelques gestes de résistance opposés aux violences communistes et anarchistes avaient été accomplis par eux en quelque sorte spontanément. Calvo Sotelo était donc certain d'être bien accueilli par leur Directoire, alors composé de dix membres et aujourd'hui presque anéanti : Antonio Primo de Rivera, arrêté en juin sous un prétexte mensonger, a été assassiné dans sa prison par ordre du gouvernement et sept de ses collègues ont été tués çà et là par des « pisto-

leros » officiels ou sont tombés les armes à la main depuis le début de l'insurrection. La Phalange constituait une force sérieuse, aussi combattive que les carlistes et répandue un peu dans toutes les provinces.

Calvo Sotelo connaissait trop l'histoire de son pays pour ne pas souhaiter la participation à l'insurrection d'un élément militaire important. Mais là, la prudence s'imposait. L'armée espagnole a été bouleversée de fond en comble depuis l'avènement de la République en 1931. Les officiers ou généraux conservateurs ont été mis d'office à la retraite ou abreuvés de dégoûts pour les forcer à la demander. Les généraux francs-maçons, par contre, se sont multipliés. En mars 1935, un courageux député de la Droite, M. Cano Lopez, portait la question à la tribune des Cortès et constatait, en donnant les noms des intéressés, que, sur *vingt-trois* généraux de division alors en activité, *vingt et un* étaient franc-maçons. Pour les généraux de brigade la proportion était sensiblement la même. Tous ces militaires avaient prêté le serment du Grand Orient espagnol, qui est le plus étroit qui existe : « Je jure obéissance sans restriction au chef du Conseil des 33e et à celui qui le représente. Je jure de ne reconnaître aucun mortel comme supérieur à lui. » Cette formule exempte d'équivoque datait — le croirait-on? — du temps de la monarchie et Primo de Rivera fut le premier président du Conseil qui s'en inquiéta.

Calvo Sotelo résolut donc de ne s'adresser qu'à un homme qui était son ami personnel : le général Francisco Franco, la gloire de l'armée espagnole, dont il a été le plus jeune général de brigade, puis le plus jeune général de division. Exclusivement préoccupé de la grandeur de l'Espagne, le général Franco s'était toujours tenu à distance de la politique et cela suffisait à le rendre suspect au Front Populaire. Comme il jouissait d'un prestige incontestable sur le corps d'armée du Maroc, où il avait fait toute sa carrière, on pouvait craindre beaucoup de lui et le gouvernement de M. Azana avait trouvé plus sûr de le nommer gouverneur des îles Canaries, où on l'estimait neutralisé. Sa destitution devait suivre au premier prétexte qu'il donnerait. Sachant Franco ulcéré, Calvo Sotelo escomptait une réponse favorable à ses ouvertures et fut très

surpris d'échouer complètement. Franco répondit à l'émissaire qui lui avait été envoyé que ses opinions personnelles étaient républicaines et qu'il ne pouvait perdre de vue que son ami Sotelo était monarchiste alphonsiste : une collaboration avec lui donnerait au soulèvement l'allure d'une tentative de Restauration, ce qu'il estimait impolitique.

En réalité, à ce moment-là, le général Franco avait déjà reçu d'autres offres, dont nous parlerons tout à l'heure.

Calvo Sotelo ne devait pas voir la réalisation du mouvement dont il avait conçu l'idée. Son retentissant discours aux Cortès sur les excès encouragés par le Front Populaire avait déjà attiré l'attention de la Franc-Maçonnerie et lui avait valu la trop claire menace du F.·. Casarès Quiroga. Ses démarches dans les milieux carlistes et phalangistes transpirèrent et achevèrent de le faire apparaître comme un « homme à supprimer » dans un milieu qui n'attache guère d'importance à la vie humaine. Un matin de juillet la camionnette fatale déposait chez lui un peloton de « gardes d'assaut » chargés, disaient-ils, de l'arrêter et qui, en réalité, allaient l'assassiner. A en croire certains récits qui ont filtré au sujet du crime, celui-ci fut perpétré calle Santa Brigida, au siège particulièrement discret d'une loge de Madrid. Le gouvernement se borna à ouvrir une enquête, qui fut presque immédiatement clôturée. Le mouvement insurrectionnel qu'avait rêvé Calvo Sotelo éclatait, hâté par sa mort tragique.

***

Nous avons dit que le général Franco, au moment où il écarta les propositions de Calvo Sotelo, en avait déjà reçu et agréé de similaires. Elles émanaient d'un groupe de généraux qui ne s'était pas formé pour la circonstance, puisqu'il remontait au temps de la dictature de Primo de Rivera et avait été créé pour combattre celle-ci.

Soldat valeureux, mais servi dans sa carrière par sa parenté avec le général son oncle, le dictateur était jugé très différemment par les officiers subalternes et par les officiers généraux. Sa popularité était grande auprès des premiers, qui lui étaient reconnaissants du prestige rendu à l'uniforme. Les seconds,

au contraire, lui reprochaient d'avoir été systématiquement mis en valeur quand il était jeune officier, puis de s'être plus tard fait valoir lui-même de façon exagérée. Ces critiques étaient d'autant plus acerbes que, nous l'avons vu, dès le temps de la monarchie la plupart des généraux de l'armée espagnole étaient affiliés à la Franc-Maçonnerie. Or celle-ci, dès 1925, préparait le renversement d'Alphonse XIII, renversement qui ne fut momentanément empêché que par le *pronunciamento* de Primo de Rivera.

Combattre dans l'ombre la popularité du dictateur ne paraissait pas suffisant aux Loges. Sans doute on avait réussi ainsi à ébranler sa bonne entente avec le roi, qui se plaignait, maintenant, de n'être plus « que le deuxième personnage d'Espagne »; mais le désaccord s'aigrissait dans l'ombre sans éclater. D'autre part, le Parlement paraissait discrédité sans remède par les scandales financiers dévoilés par Primo de Rivera et personne n'était prêt à se faire son champion. Les organisations terroristes, promptement matées par le dictateur, tâchaient de se faire oublier. Même la conspiration de droite ourdie à Paris par M. Sanchez Guerra avait fait long feu... Les Loges furent donc amenées à songer à un coup d'État purement militaire, prenant pour base les nombreuses affiliations de généraux qu'elles possédaient.

Tous ceux à qui, parmi les dignitaires de l'armée, « l'acacia était connu » répondirent avec empressement en 1929 à l'appel de M. Barriobero, secrétaire général du Grand Orient espagnol, qui constitua les généraux francs-maçons en « Union fraternelle militaire » sous la présidence du F.·. général San Miguel Cabanellas (aujourd'hui président de la Junte militaire de Valladolid). Seul, le F.·. général Sanjurjo, alors commandant de la garde civile, n'avait pas été convoqué, en raison de l'amitié personnelle qui l'unissait au dictateur. Mais l'assemblée désigna celui de ses membres qui donnerait le signal de la rébellion en proclamant la chute de la dictature, la levée de la censure et le rappel des Cortès : elle n'eut, d'ailleurs, qu'à accepter l'offre d'un de ses membres, le F.·. général Goded, officier d'une bravoure insouciante et généralement heureuse, qui s'offrit pour la tâche la plus périlleuse comme il devait s'offrir, en juillet dernier, pour tenter la dif-

cile conquête de Barcelone, ce qui lui valut finalement d'être envoyé devant le peloton d'exécution de Montjuich.

La chaleur du climat et la véhémence des échanges de vues permettent mal, en Espagne, de garder le secret d'une conspiration. Primo de Rivera fut donc bientôt informé de l'appel aux armes dont le général Goded devait donner le signal. Il s'en ouvrit au roi et lui manifesta l'intention de résister, mais ne tarda pas à se rendre compte qu'Alphonse XIII ne l'appuierait pas dans le conflit. Il prit alors le parti de démissionner et de partir pour Paris, où une mort inexpliquée l'attendait. Alphonse XIII le remplaça par le général Bérenguer, personnellement dévoué au souverain, mais d'intelligence limitée, et qui s'entoura de francs-maçons. La révolution, retardée à la force du poignet par Primo de Rivera, devenait inévitable : en avril 1931 c'était chose faite.

Il nous faut suivre maintenant l'évolution de « l'Union fraternelle militaire », constituée par le F.·. Barriobero contre le dictateur et qui n'avait pas eu l'occasion de faire appel aux armes. Au moment de la crise qui amena la chute de la monarchie, son rôle, pour être passif, n'en fut pas moins décisif. Le F.·. général Mola (aujourd'hui commandant des armées du Nord) était chef de la Sûreté sous le ministère Bérenguer et reçut à ce titre de diverses personnalités qualifiées l'avertissement de ce qui se tramait; il refusa de prendre aucune mesure de sécurité, alléguant qu'il ne voulait pas « qu'on lui dessinât des diables sur le mur ». Quant au F.·. général Sanjurjo, auquel ses F F.·. ne craignaient plus de faire appel depuis la mort de Primo de Rivera, ce fut son refus d'employer contre l'émeute qui grondait ses 36 000 gardes civils qui démoralisa le roi et le fit se résigner à l'exil.

***

Ayant ainsi contribué, par sa seule attitude, à renverser Alphonse XIII, « l'Union fraternelle militaire » s'attendait à jouer sous le nouveau régime un rôle important et semblable à celui que les militaires avaient joué dans l'histoire de l'Espagne au siècle dernier. Elle ne tarda pas à se rendre compte que les temps étaient changés. Les dirigeants de

la Franc-Maçonnerie espagnole n'inclinaient plus vers la dictature d'un général libre penseur, tel Espartero, O'Donnell ou Serrano, mais vers la dictature du Prolétariat. Leurs relations avec Moscou s'affirmaient plus nettement chaque jour. Leur préoccupation constante, après la lutte contre l'Église, était d'affaiblir l'armée en ruinant dans son sein l'esprit de discipline et en lui refusant les crédits indispensables. Pour francs-maçons qu'ils fussent, les membres de « l'Union fraternelle » étaient trop militaires de carrière pour n'être pas inquiets de cette politique.

Pourtant ils ne manifestèrent aucune impatience pendant les premières années de la République. Leur collègue, le F.·. général Sanjurjo, mécontent qu'on eût remplacé son commandement de la garde civile par celui des carabiniers (douaniers), s'insurgea et fit vainement appel à l'armée; la solidarité maçonnique ne joua en sa faveur que pour lui épargner la peine de mort et hâter sa grâce quand il fut envoyé au bagne. Quand éclata l'insurrection communiste des Asturies, en octobre 1934, ce fut un des principaux membres de « l'Union fraternelle militaire », le F.·. général de division Lopez Ochoa, qui fut chargé de la réprimer à l'aide de la Légion étrangère, amenée une première fois du Maroc. Lopez Ochoa suivit avec une extrême docilité les instructions de ses supérieurs maçonniques, ne faisant fusiller que quelques comparses, qui avaient eu l'imprudence de braver les conseils de guerre, emprisonnant seulement les auteurs de crimes avérés et épargnant avec soin les principaux coupables, tel le sinistre Gonzalès Pena, doublement intangible puisque à la fois F.·. et député aux Cortès.

Cet état de choses dura jusqu'aux élections de janvier dernier et au bouleversement politique qui suivit. Quand ils virent les milliers d'insurgés des Asturies rendus à la liberté, des réceptions officielles organisées en l'honneur de l'incendiaire et assassin Gonzalès Pena et tous les groupes communistes et anarchistes d'Espagne prenant figure d'agents autorisés du gouvernement et n'en pillant et n'en tuant que mieux, les chefs militaires francs-maçons se rendirent compte qu'ils avaient été dupés et qu'à moins d'adhérer sans réserve au Bolchevisme, ils devaient faire machine en

arrière. Un fait acheva de leur ouvrir les yeux : ce fut l'incarcération de leur collègue Lopez Ochoa.

Ce général avait toujours fait étalage de républicanisme, même sous la monarchie; son dévouement maçonnique lui avait valu la difficile mission de réprimer l'insurrection des Asturies en épargnant les insurgés communistes, dont on voulait pouvoir se servir encore; enfin ses relations de parenté le situaient dans le monde gouvernemental. Il n'y avait donc exactement aucune raison pour que le Front Populaire l'arrêtât — sauf le ressentiment profond des mineurs asturiens, qui ne lui pardonnaient pas d'avoir mis fin à l'existence de la Commune des Asturies.

Le F .·. Casarès Quiroga ne put résister à leur pression et fit arrêter le F.·. Lopez Ochoa, dénonçant ainsi la solidarité maçonnique au détriment d'un général d'une docilité exemplaire[1].

Tous les membres de « l'Union fraternelle militaire » se sentirent atteints quand on arrêta Lopez Ochoa et se concertèrent sur ce qu'il convenait de faire. A part quelques hauts dignitaires de Loges, tels que les généraux Riquelme et Castellano, qui se réservèrent, tous furent d'avis que la solidarité maçonnique avait été violée par le gouvernement et que l'appel aux armes était licite. Mais, pour cette grave entreprise, des concours étrangers à « l'Union fraternelle » étaient nécessaires. Le premier dont on s'assura fut celui du général Franco, qui rongeait son frein dans son gouvernement des Canaries et qui promit de soulever le corps d'armée du Maroc, qui lui était tout dévoué (6 000 légionnaires, en 8 bannières d'infanterie, autant de tirailleurs marocains et 4 000 hommes d'aviation, d'artillerie et de services divers).

La décision de la rébellion prise, les militaires ne perdirent plus de temps pour agir. Celui qu'ils avaient passé à attendre les handicapait déjà cruellement en les privant en partie

1. La rancune des Asturiens ne désarma pas, d'ailleurs, pour cela. Le général, malade, avait été transporté à l'hôpital militaire de Carabanchel et s'y trouvait quand commença la guerre civile. Une vingtaine d'Asturiens s'introduisirent de force dans sa chambre et le criblèrent de coups de revolver (il fut percé de 40 balles); après quoi on lui coupa la tête, qu'on voulait envoyer à Oviédo où elle serait exposée sur une place publique. Mais le Front Populaire ne s'empara pas de la ville à la date prévue et la tête du général fut jetée à l'égout.

de l'instrument sur lequel ils comptaient pour triompher. Sous le régime du Front Populaire, ce n'étaient pas seulement les cadres de l'armée qui avaient été épurés : les effectifs, en effet, pour raison d'économie, étaient devenus squelettiques. Séville, par exemple, chef-lieu du corps d'armée d'Andalousie et garnison habituelle de trois régiments, comptait tout juste 500 soldats quand l'insurrection éclata et Saragosse en avait moins encore. Ces garnisons fantômes avaient, en outre, été très éprouvées par la propagande antimilitariste, en sorte que les hommes, quand on leur lut l'appel aux armes de Franco, murmurèrent un peu partout : « Cela ne nous regarde pas; c'est une affaire entre les officiers et le gouvernement. » L'échec du général Goded à Barcelone et celui du général Garcia de la Herranz à Madrid, entre autres succès du Front Populaire, furent nettement causés par la défection des soldats et d'une partie des sous-officiers.

Une autre défection, qui faillit tout compromettre, fut celle de la flotte de la Méditerranée, la seule qui fût en état d'appareiller, celle du Ferrol, au nord, étant désarmée : l'arrivée du corps d'armée du Maroc en fut retardée de deux semaines et le passage du détroit en est encore grandement gêné aujourd'hui.

Mais le principal mécompte de « l'Union fraternelle militaire » vint de la force insoupçonnée des syndicats ouvriers, dont on avait pourtant pu voir à l'œuvre, pendant l'insurrection des Asturies, l'esprit belliqueux et l'acharnement antisocial.

Ce serait une erreur de juger du syndicalisme espagnol d'après celui qui existe en France. Le récent Congrès d'unité à Toulouse, qui vit fusionner les 200 000 adhérents de la C. G. T. U. communiste et les 800 000 membres de la C. G. T. socialiste, a évidemment marqué un progrès révolutionnaire; mais il est impossible de prendre au sérieux l'affirmation du citoyen Jouhaux selon laquelle la C. G. T. fusionnée « approche maintenant de 5 millions d'adhérents » : sans doute compte-t-il pour arriver à ce chiffre tous les bénéficiaires des récentes lois sociales, auxquels les militants s'efforcent, en exploitant leur reconnaissance, de tirer une cotisation. Mais les syndicalistes espagnols sont d'une autre espèce.

Leur nombre, pour une population moitié moindre que celle de la France, est beaucoup plus élevé : *2 millions 600 000 cotisants*, se répartissant entre trois tendances : *socialiste* (Union Général de los Trabajadores), la plus importante; *anarchiste* (Union Nacional del Trabajo), presque aussi nombreuse; *communiste* enfin, dont le développement est récent et n'a été obtenu par Moscou qu'à grand renfort de subventions et d'envoi sur place d'instructeurs politiques. Ces trois organisations, dont l'anarchiste est la plus active et entraîne ordinairement les deux autres, disposent de budgets réguliers somptueux; chaque cotisant est tenu de payer une peseta (2 francs) *par semaine*, sauf cas de chômage, et n'ose guère se dérober à cette obligation. C'est donc un total de plus de 200 millions de francs que se répartissent annuellement les trois officines révolutionnaires, en dehors de toute subvention moscovite ou autre.

Cet argent, chichement dépensé pour soutenir les grèves, l'a toujours été largement, au contraire, pour développer le sport syndicaliste. Les jeunes ouvriers ont été dressés, ainsi, à une discipline rudimentaire et souvent entraînés au tir. La guerre civile venue, il a suffi que le gouvernement maçonnique distribuât des armes aux organisations ouvrières pour disposer dans l'ensemble de l'Espagne de *plusieurs centaines de milliers* de miliciens rouges, très braves (tous les Espagnols le sont), assez médiocres pour une guerre en rase campagne, mais excellents pour la guerre de rues et de barricades. Notons que le général Franco, pour l'Estrémadure seulement, déclare en avoir désarmé près de cent mille.

Cette masse, tombant dans un des plateaux de la balance à l'heure où les régiments métropolitains se révélaient déficitaires comme effectifs et incertains comme esprit, pouvait donner la victoire au Front Populaire. En fait, les premières colonnes avec lesquelles les généraux commencèrent leurs opérations comprenaient une grosse majorité de volontaires Carlistes ou Phalangistes (80 p. 100 pour la colonne du colonel Garcia Escamez, qui fit diligence pour s'emparer du col de Somosierra, porte ouverte sur la plaine de Madrid). Ces volontaires étaient des guerriers aussi novices que les miliciens populaires, mais les dépassaient certainement en volonté de disci-

pline et en esprit de sacrifice. Six semaines de guerre civile en ont fait d'excellents soldats.

Il est curieux de constater que ces volontaires de droite, encadrés par leurs aumôniers et tous porteurs de scapulaires et de médailles bénites, forment à proprement parler l'armée la plus catholique que l'Espagne ait compté depuis le Moyen Age. Les généraux qui les commandent se sont bien gardés de contrarier un état d'esprit qui fait considérer à leurs soldats cette guerre comme une Croisade. Loin de là, ils ont en quelque sorte donné des gages au catholicisme de leurs troupes. Le F.·. général San Miguel Cabanellas, président de la Junte militaire de Valladolid, vient de prescrire que le crucifix doit être rétabli dans toutes les écoles des régions soumises aux militaires. Le F.·. général Queipo de Llano, qui a réussi à sauver la plupart des églises de Séville, a fait célébrer avec un éclat particulier la fête traditionnelle du 15 août, tombée en oubli depuis l'avènement de la République. Et le F.·. général Mola a tenu à accompagner le général Franco à la cathédrale de Burgos pour une messe solennelle en vue de la délivrance de l'Espagne.

Quelque chose de cette ferveur toute politique subsistera-t-il après l'écrasement du communisme et de l'anarchie?

***

Comme il n'est jamais de drame, si affreux soit-il, qui ne comporte un épisode comique, la décision d'insurrection de « l'Union fraternelle militaire » causa une série de quiproquos dans les milieux maçonniques responsables de l'avènement du Front Populaire. On n'ignorait pas l'hostilité récente du F.·. San Miguel Cabanellas et l'on supposait qu'il entraînerait quelques-uns de ses collègues, mais on ignorait combien et lesquels. On croyait pouvoir compter, par exemple, sur le F.·. général Queipo de Llano et l'on attribuait sa froideur momentanée à l'éviction du président Alcala Zamora, dont sa fille a épousé le fils. Un bon procédé effacerait cette brouillerie et le président Azana télégraphia à Queipo de Llano lui demandant de prendre, pour s'opposer à Franco, le commandement du corps d'armée d'Andalousie.

C'était déjà chose faite quand le télégramme arriva, et voici comment :

Imitant, mais avec plus de bonheur, la tentative du général Goded à Barcelone, le général Queipo de Llano s'était présenté à Séville alors que les incendies d'églises et les pillages venaient de commencer, il avait pris le commandement des troupes et donné une si rude leçon aux incendiaires qu'ils ne se sont plus manifestés depuis. Après quoi il dicta le premier bulletin Radio-Séville, annonçant qu'il se ralliait à la prise d'armes de Franco. Ce coup de main heureusement réussi a valu au général Queipo de Llano la haine profonde du Front Populaire, dont les journaux ne cessent de le couvrir d'injures.

Le général Mola, commandant des armées du nord, est presque aussi maltraité par eux. Se rappelant ses services contre la monarchie, M. Azana lui avait offert par télégramme le Ministère de la Guerre dans le remaniement ministériel. Mola répondit ironiquement : « Refuse. Je viens de prendre le commandement des insurgés du nord. » Et en même temps il poussait son avant-garde sur Soria et Somosierra...

En résumé, l'Espagne mise à deux doigts de sa perte par les intrigues révolutionnaires de la Franc-Maçonnerie, sera peut-être sauvée *in extremis* par le sursaut d'indignation des francs-maçons portant l'uniforme, pour qui le républicanisme et l'anticléricalisme n'allaient pas jusqu'à l'abolition du sentiment national et à la haine de la civilisation.

★ ★ ★

L'IDYLLE EN CRÈTE

A ma fille Paulette.

UN MARCHÉ A HERAKLION

— Rien de tout cela ne me fait envie, — dit Marie en se penchant vers les marmites de cuivre alignées sur le fourneau. — Rien, il y a trop d'huile et trop de sauce dans ta cuisine, ce soir. »

— La chaleur te rend difficile, ma petite âme. Laisse donc là le mouton bouilli, les combeaux et le macaroni. Regarde, ça, c'est du poisson! Ce matin il était encore dans la mer. Pareil à la fleur du rosier, si tu le touches, tu le ternis avec tes doigts. Comment les veux-tu, les barbets, ma fille?

— Mets-les sur le gril et veille à ce qu'ils soient bien cuits.

L'homme maigre, barbu, déjà grison, était coiffé d'un turban noir et portait, serré autour de la taille, un tablier de toile brodé sur lequel il passait les mains après avoir touché les rougets, coupé la tomate ou tiré les piments du vinaigre. D'une incomparable dextérité, lorsqu'un client venait examiner les plats, il avait une manière à lui de ramener à la surface, du premier coup de cuiller, l'unique morceau de viande un peu charnu ou la seule pomme de terre saine de la marmite. Il remplissait les assiettes avec une équité qui rendait muet le client le plus jaloux et quand il préparait le poisson, il vous le faisait sauter en l'air à croire que la bête, encore vivante, donnait de grands coups de queue. Tel était Philippo, comptable, serveur, cuisinier, patron du restaurant moderne à Héraklion.

Depuis une semaine, Marie se nourrissait de sa cuisine et cela suffisait à établir entre eux une certaine intimité.

— Tu as au moins retenu une bonne place, dehors, ma fille. L'hiver, c'est à qui sera le plus près de mon fourneau, mais à cette saison, chacun veut manger dans la rue et je ne sais plus où mettre les tables. Le policier me dit que je gêne la circulation des autos. Elles n'ont qu'à faire un petit détour, ça ne les retarde guère. Il faut bien que mes clients aient de l'air. La terre et la fraîcheur sont à tout le monde, n'est-ce pas, ma petite âme? Et pour manger, on aime être à l'aise. Cette place, c'est le cœur de la ville, vois-tu. Lorsque tu soupes ici, tout vient défiler devant toi. Même si je faisais de la mauvaise cuisine, j'aurais encore une clientèle, rapport à la situation; mais la Madone m'est témoin que, pour la cuisine, je ne crains personne. Tu peux aller au nouveau restaurant du port ou bien à l'Alhambra, tu verras. Un peu plus cuit, tes barbets?

— Oui, laisse-les sur la braise encore une minute. Tu sais, c'est le dernier repas que je prends chez toi.

— Tu pars! Pourquoi pars-tu? Une ville comme Héraklion, tu peux chercher dans toute la Grèce, tu ne trouveras la pareille.

— Je veux aller dans un village.

— Dans un village, ma Vierge! Ils vont te laisser mourir de faim, dans un village. Tu regretteras Philippo et ses marmites. Où vas-tu au juste?

— Je ne sais pas. Quelque part sur la route de Cania.

— Tu prends le service demain matin?

— Je crois que c'est le plus simple.

— Et tu n'as pas retenu ta place? Alors attends, attends, ma fille. Une lueur passa dans ses yeux. Hep! par ici, loustro, cours me chercher Takis. Il doit être au Café du Commerce à cette heure. Cours vite et ramène-le.

A cette allégresse, Marie comprit qu'il s'agissait d'une affaire d'argent dans laquelle sans doute elle serait dupe. Cependant, Philippo préparait la sauce du poisson en chauffant ensemble de l'huile et le jus d'un citron.

— Laisse-moi faire, ma fille, je vais t'arranger ça, moi.

Takis ne tarda pas à entrer. C'était un homme dans la force de l'âge, puissant, coloré, avec une moustache trop noire, des cheveux bouclés et luisants. Il portait le costume crétois :

petite veste bleu vif soutachée, large culotte bouffante, guêtres de cuir clair laissant à nu le genou. Dès qu'il fut mis au courant, il s'écria :

— Toi, prendre le service! Toi, voyager avec les sacs et les barils. Cela ne se peut pas. La Madone ne le permettrait pas cela! Pense que tu n'aurais rien pour t'asseoir et qu'on ne te laisserait même pas la place de bouger un pied. Non, je te donnerai ma plus belle voiture et la meilleure place de ma voiture.

— Et combien veux-tu?

— Nous verrons plus tard. Nous ne nous disputerons pas pour de l'argent. Ce que j'en fais, c'est seulement pour ton plaisir.

— Dis tout de même ton prix.

— Trois cents drachmes. Tu vois, je suis un honnête homme, je ne te vole pas. C'est juste ce que demande le service. Pas un centime de plus, n'est-ce pas, Philippo? Pas un centime, je te le jure.

Il fit claquer l'ongle de son pouce contre ses dents, ébaucha trois signes de croix et cracha sur le sol.

— Là, tu me crois maintenant? C'est entendu, je t'attendrai à huit heures devant l'Alhambra.

— A huit heures, soit, mais tu viendras prendre mes bagages à l'hôtel.

— Quels bagages?

— Deux valises, mes toiles, un chevalet.

— Alors, ce sera soixante-cinq drachmes de plus pour tes paquets.

— Trois cents, pas davantage.

— Tu veux donc me ruiner et mettre mes enfants dans la misère? Sais-tu ce qu'il faut d'essence pour aller jusqu'à Cania? Enfin mettons soixante, mais tu détruis ma maison.

— Trois cents et laisse-moi souper en paix.

— Écoute, écoute, sois raisonnable, ma très belle. Parce que tu es une Européenne, seule dans notre pays et que tu parles un peu notre langue, je veux bien me dépouiller pour toi. Cinquante et c'est comme si je te faisais cadeau de mon sang.

— Trois cents et pas un mot de plus; mes poissons seraient froids. Si tu es d'accord, tu me feras signe. Au revoir.

Takis s'installa sur la terrasse du bar « Minos » face au restaurant. Il tira son comboloï et se mit à jouer avec les lourds grains d'ambre. Peu après, le garagiste vint s'asseoir à sa table.

— Glisse un peu sur la gauche, — dit Takis. — Je surveille l'Européenne. Suppose que le boiteux vienne lui proposer ses services. J'ai l'œil. Jusqu'à présent c'est moi qui tiens l'affaire.

Il n'ignorait pas que la jeune fille logeait au-dessus du restaurant, en plein cœur de la vieille ville. Certes, l'hôtel était ancien et de propreté douteuse; il y flottait une odeur trop brutale d'antiseptique pour qu'on ne soupçonnât point la présence de punaises; mais de mieux placé, il n'y en avait pas, toute la vie grouillait sous ses fenêtres.

Après avoir achevé une tranche de pastèque avec du fromage, Marie se dirigea vers l'entrée qui s'ouvrait sur une rue latérale. En ces derniers jours d'août, il faisait encore clair longtemps après le coucher du soleil et les boutiquiers profitaient, jusqu'à la fin, de cette lumière retenue qui faisait paraître les fruits plus gonflés, plus éclatants, et les passantes plus belles.

Cependant, les petits marchands du trottoir, qui peuvent tenir toute leur fortune dans leurs deux mains, avaient regagné les faubourgs. Il ne restait qu'un jeune garçon serrant deux tourterelles contre sa poitrine.

— Prends-les, — dit-il à Marie. — A cette heure, je te les abandonnerai presque pour rien.

— Elle sont jolies, mais qu'en ferais-je? Je n'ai pas de maison.

Comme elle approchait son doigt, l'un des oiseaux fit un brusque mouvement de tête et la piqua du bec. Elle ne bougea pas, alors il recommença furieusement; puis, ne parvenant pas à percer cet étrange fruit, il changea de tactique et fit des révérences sans fin tout en roucoulant.

— Tu peux les caresser, si c'est ton plaisir.

Marie passa plusieurs fois la main sur les plumes d'une cendre délicieusement douce.

— Je te remercie, — dit-elle.

— Ce n'est rien. A ton service, — répondit le garçon. Et il

sourit avec une telle candeur, une tendresse si simple, que Marie eut l'impression d'avoir reçu un présent qui lui réchauffait le cœur.

La chambre restée close avait gardé la chaleur de la journée. Il faisait étouffant entre ses murs. Une odeur fade d'eau croupie montait du lavabo démodé. Marie s'empressa d'ouvrir les volets et de passer une robe de nuit légère. Puis, comme il était encore trop tôt pour se mettre au lit, elle laissa l'ombre gagner la pièce et demeura sur le balcon. Vue du premier étage, la rue était encore plus opulente. Une vraie rue orientale avec ses étalages merveilleux : des corbeilles de raisin, de figues, de tomates, des montagnes de pastèques, des cuves pleines d'olives noires et huileuses, des œufs de poissons, des harengs saurs, de pleins tonneaux de fromage et partout, en guirlandes, en touffes, en bouquets, le plus bel ornement : les grappes d'oignons roses. Les senteurs se mêlaient; il montait dans le soir un parfum substantiel, un peu écœurant, assez subtil cependant pour être non seulement supportable, mais presque captivant.

A chaque minute, le jour baissait, les lumières s'allumaient au carrefour; l'heure était venue de rentrer les marchandises et de fermer les boutiques. Les garçons commencèrent de s'affairer, balançant les couffins, roulant les barils, avec une telle audace, une telle hâte, qu'une maladresse semblait toujours inévitable. Mais la main rapide redressait le tonneau, rattrapait le panier d'œufs juste au bon moment; c'était un miracle sans cesse renouvelé et là-haut, penchée sur la balustrade, Marie s'amusait à la vue de cette dextérité, de cette jonglerie gratuite et prodigieuse.

Soudain, on frappa contre sa porte. Elle donna la lumière et s'attendit à voir entrer la patronne qui venait parfois sans raison bavarder, la nuit tombée; mais ce fut Takis qui parut. Il pénétra dans la chambre sans qu'on l'en priât.

— Je viens voir tes bagages.

— Regarde. Les voilà.

— Ma chère fille, ils pèsent au moins trente okes. Tu ne trouveras personne qui accepte de les transporter à Cania pour moins de soixante drachmes. Moi, je te dis quarante et n'en parlons plus.

Cette visite intempestive, le regret de voir sa contemplation interrompue, la gêne aussi d'être surprise en déshabillé, tout cela mettait la jeune fille de méchante humeur.

— Je dit trois cents, pas une de plus. Entends-tu?

L'emportement la gagnait, elle oublia de parler grec et continua en français : « Chez nous, on ne discute pas ainsi. Oui, c'est oui, non, c'est non. Tu comprends? Je trouverai bien un autre voiturier. Allez, sors d'ici, vite. » Le ton suffisait à rendre le sens des paroles intelligibles. Takis sortit docilement, mais Marie qui écoutait n'entendit point son pas sur les marches. « Il attend », pensa-t-elle. Soudain la situation lui parut comique et sa colère tomba. Une minute, deux minutes passèrent, elle avait envie de tourner la poignée, mais il eût encore fallu se fâcher, elle n'en était plus capable et puis le vrai jeu n'était-il pas de patienter chacun de son côté? Elle revint sur le balcon, les boutiques avaient leurs volets de bois et la rue ne présentait plus aucun intérêt. Enfin, au bout de cinq minutes bien comptées, un poing heurta la porte.

— Et entre donc, — cria-t-elle. — Tu ne me laisseras pas dormir ce soir?

— Ma petite âme, je ne veux pas que tu te fatigues dans leur sale camion. Qu'irais-tu raconter en Europe sur notre pays si je te laissais voyager ainsi? Alors, c'est entendu pour trois cents drachmes et je viens chercher tes bagages. Merci mille fois. Je prendrai soin de toi comme de mes yeux. Que ton sommeil soit bon et que la joie demeure avec toi.

Les affaires sérieuses étant réglées, il eut un regard curieux vers la Française, puis se retira dans l'ombre du palier.

« On en fait grand cas de ces Européennes, songeait-il en descendant. Qu'ont-elles de plus que les femmes de chez nous? Elles ne sont pas chiches de montrer leur peau, et puis après? Elles n'ont seulement pas de chair sur les os. Celle-ci a une tête solide, c'est entendu; mais pour un homme, ce n'est pas tant d'avoir une femme avec une bonne tête qui compte. As-tu vu son corps sous l'étoffe? Maigre comme celui d'un chevreau. Et ses fesses. Ses fesses tiendraient dans mes deux mains. »

Subitement, une pensée lui vint, il s'arrêta sur une marche :

« Avec les deux soldats, le pope, le chauffeur et la petite,

la voiture est pleine, c'est sûr ; mais bah! de l'Européenne il n'y en a quasiment pas, et puis ils se serreront un brin. Je vais tâcher de dépister un autre client. »

Et, passant le seuil, il se dirigea tout droit vers l'Alhambra que fréquentaient les voyageurs de commerce.

ENTRE MONTAGNE ET MER

A huit heures et demie, l'auto démarra. Takis continuait de faire des salutations, des souhaits de bon voyage, des compliments en veux-tu, en voilà.

— Es-tu bien, ma fille? As-tu au moins tes aises? Elle ne paie pas de mine, mais c'est une fameuse voiture, tu verras.

En vérité, il s'agissait d'une mauvaise guimbarde qui faisait un bruit inquiétant de ferraille.

— Elle ne va pas nous laisser en route? — questionna le voyageur, un petit maigre habillé à la mode d'Athènes qui se tenait à côté de Marie.

— Sois tranquille, le moteur est encore bon.

A côté du chauffeur, l'unique place était occupée par deux jeunes soldats que la peur de tomber tenait étroitement enlacés.

« Pourquoi sont-ils tellement serrés là devant, tandis qu'ici la place ne manque pas? » se demandait Marie. Ce bonheur ne devait pas durer. Après s'être engagée dans une rue étroite bordée de boutiques, la voiture s'arrêta devant la porte d'un cordonnier. Une femme parut :

— Il est prêt. Il arrive. Attends seulement une minute, mon enfant.

Un quart d'heure passa, le chauffeur perdait patience, les soldats s'apprivoisaient et commençaient à rire. Enfin le voyageur parut. C'était un pope volumineux, écarlate, hors d'haleine, luisant de sueur. Guêtré comme les paysans, il portait la soutane et le bonnet des gens d'église. Après avoir posé deux énormes sacs de provisions sur les pieds de ses voisins, il s'installa carrément, profondément, au milieu du siège d'arrière, puis l'auto repartit sur les pavés inégaux. Les trépidations calaient chacun à sa place, c'est dire que selon les lois de nature les gros s'étalaient aux dépens des petits.

A peine avaient-ils fait ainsi une centaine de mètres que le nouveau venu murmurait quelques mots à l'oreille du chauffeur, celui-ci grommela et fit stopper la voiture devant un café.

Le pope dut s'arracher à la douceur du siège et descendit.

— On me l'apporte ici dans un instant, mon cher fils. Le marchand est sûrement en route, il va venir, il vient. Qu'est-ce qu'une minute?

Le chauffeur répondait :

— Nous sommes déjà en retard à cause de toi. Je pars, reste si tu veux.

Les soldats s'amusaient :

— Au revoir. Tu courras après nous, tu nous rattraperas.

Sur le trottoir, le pope suppliait, allait et venait en tous sens comme si de se démener eût hâté le messager. Le temps passait, les plaisanteries se changeaient en reproches et la voiture allait partir pour de bon quand le prêtre cria :

— Arrête, mon fils, je le vois.

Un moment après, il revint portant avec amour un beau fusil tout neuf. Il appuya l'arme contre les genoux de Marie, reprit sa place avec cet aplomb que donne toujours une belle carrure et, sans être gêné le moins du monde, demanda au chauffeur d'arrêter encore un peu plus loin. Cette fois, il ne s'agissait que d'une pose d'un quart de seconde, le temps de cligner des paupières; mais le conducteur ne voulut plus rien entendre.

— Si on t'écoutait, nous arriverions demain matin. Et les autres voyageurs... Il n'y a pas que toi dans la voiture.

Le pope leva ses deux mains, deux mains épaisses, crasseuses, aux ongles de charbon, et prit le ciel à témoin que les mortels étaient sans pitié pour un brave et saint homme comme lui, qui représentait cependant avec dignité le Seigneur sur la terre.

Puis, fatigué par tant d'émotion, tant de secousses, fermant les yeux, il s'endormit. Toute son ample personne exhalait une odeur agressive que le vent ne suffisait pas à emporter. Sa chevelure sombre était si emmêlée que l'on avait peine à deviner encore le jeu des tresses et sur sa soutane roussie, verdie par le temps, les taches se rejoignaient en un lustre qui rendait l'étoffe raide et froide au toucher. Lorsqu'il entr'ouvrit

les yeux, la route venait de bifurquer et la partie qu'on abandonnait s'enfonçait au cœur des montagnes.

— Où irait-on par là? — questionna Marie.

Le pope tourna vers elle des yeux glauques qui semblaient ne rien comprendre et se tut. Ce fut le chauffeur qui répondit sans se retourner. Un peu plus loin, une chapelle avait été bâtie près du talus. Tous les hommes firent trois signes de croix. Le pope hébété regarda la petite coupole blanche et ne fit pas l'effort de soulever sa main.

La voiture passait entre les monts, grimpait les côtes, descendait les vallons ou longeait les pentes, suivant les caprices de la route. Parfois, on voyait briller, joyeuse au soleil, une large flaque d'un bleu intense qui disparaissait ensuite derrière une butte. En ce jour, la Méditerranée était calme, radieuse, sans une vague, les barques n'avançaient qu'à coups de rames ou sous l'impulsion des moteurs. La route semblait jouer avec elle, s'en écartant, puis revenant jusqu'à la frôler. Par mille agaceries, par d'incessantes coquetteries, ce ruban de terre semblait vouloir forcer la tendresse de la mer. Elle était trop heureuse, trop belle, pour se soucier de quoi que ce fût et reflétait le ciel même avec une splendide indifférence.

Les vignes succédaient aux champs et les essences d'arbres changeaient avec les monts. Ici, des noyers commençaient de perdre leurs feuilles, plus loin s'élevaient des pins, les caroubiers portaient de longues gousses sombres; enfin des oliviers, dispersés ou groupés, il n'y avait point de paysage qui en fût dépourvu, ils étaient la vraie parure de la terre.

La route prit le parti de s'écarter franchement du rivage et de s'enfoncer entre les montagnes hautes de plusieurs milliers de piques, dont on voyait la base rocheuse rougie et brûlée jadis au feu des volcans. Dans un hameau, fait de trois huttes couvertes de roseaux, la voiture s'arrêta, le pope descendit et des femmes vinrent aussitôt à sa rencontre :

— La Vierge vous a protégé, notre père? Vous avez fait un bon voyage?

Elles se chargèrent des sacs et lui, toujours congestionné, retrouvait cependant devant ses fidèles une assurance, une onction, une majesté de pasteur.

— Laissez vos paquets, notre père, le petit vous les montera. Vous n'allez pas vous charger par cette chaleur.

Il ne consentit pas à abandonner le fusil et après avoir bu un verre d'eau, essuyant sa barbe au revers de sa manche, il commença de grimper un sentier à pic, d'un pas qu'on s'étonnait de voir encore si allègre et si vif.

La halte à Réthymno devait durer juste le temps du repas; mais midi était si brûlant que chacun souhaitait un plus long arrêt. Le chauffeur prit prétexte que la voiture allait se fendre en deux comme une noix trop mûre pour commander des réparations et décider qu'on ne reprendrait la route que plus tard.

Marie déjeuna dans le premier restaurant venu. Le ragoût de mouton qu'on lui servit d'autorité fit s'évanouir le peu d'appétit que la chaleur lui laissait encore. Philippo aurait-il si vite raison? Elle se prit à regretter sa cuisine. En Grèce, un bon repas est promptement terminé, un mauvais dure moins encore. A peine êtes-vous installé que vous n'avez rien de plus à faire qu'à vous lever de table et vous n'êtes pas fâché d'en avoir fini, sinon avec la nourriture, du moins avec les mouches.

Qu'allait-elle devenir? Aller jusqu'à la mer, il n'y fallait pas songer. Personne n'était capable de dire le temps que demanderaient les réparations. On pouvait aussi bien partir dans une dizaine de minutes que dans trois heures, et nul n'en avait souci. Marie prit donc le parti de ne pas s'éloigner et de rester assise sur un banc de la place. Les arbres y faisaient une ombre rare, toute marbrée de lumière et la ceinture de maisons gardait la chaleur enclose; mais le ciel était encore moins étouffant que la voûte des cafés et dehors, même en plein midi, il est rare qu'on n'ait pas la chance de profiter de quelque spectacle.

Trois cireurs de bottes se taquinaient et plaisantaient, faute de clients. Dans les boutiques bordant les halles, les chaudronniers martelaient le cuivre, le creusant, le modelant, à petits coups rapides. Un grand garçon blond, le seul qui marchât pieds nus, se démenait sans raison en secouant une tirelire de bois. C'était Spyro, le fou du pays.

— Qu'as-tu là dedans? — questionna Marie.

Il avait la méfiance des simples et refusa de répondre; mais les loustros ne demandaient qu'à bavarder.

— Des drachmes. Il les met de côté pour payer la voiture et partir vers Héraklion. N'est-ce pas, Spyro?

L'innocent passait entre les arbres en sautillant comme un geai boiteux.

— Viens, je te donnerai de l'argent.

Il vint tout droit, sans hésiter et dès que Marie eut glissé quelques pièces dans la fente il repartit en courant. Alors les autres gamins essayèrent de lui dérober son trésor. Il y eut des poursuites, des feintes, des luttes. Le fou criait d'une voix suraiguë, inhumaine, qui déchirait les nerfs. Les cireurs jouaient seulement pour passer les heures. Oubliant que la boîte était l'enjeu, ils se bousculaient, se roulaient par terre, se frappaient, mais toujours sans brutalité; parfois l'un d'eux relevait la tête et souriait à l'Européenne, semblant dire : « Tu comprends, ce que j'en fais, c'est pour m'amuser. »

Pendant ce temps, le soleil s'inclinait lentement vers la pointe occidentale de l'île et la chaleur cédait un peu. Marie pénétra sous le marché. Le patron boucher dormait sur son escabeau tandis que le garçon chassait vaguement les mouches avec un martinet. Les poissonniers, eux, n'avaient pas de loisir. Il leur fallait arroser sans cesse la marée avec de l'eau fraîche. A peine la cruche était-elle éloignée, que les écailles séchaient, durcissaient, devenaient ternes et grises. Au fond d'un baquet, les calmars mêlaient leurs tentacules dans un jus d'encre. Les sauterelles de mer, transparentes, rosées, avaient sur la queue des taches semblables à de larges yeux si bien qu'elles paraissaient d'étranges bêtes à deux têtes.

— Une belle dorade, ma fille?

Marie fit signe que non. Il faisait trop chaud pour insister. Le marchand recommença de faire couler de l'eau sur les dalles. L'odeur mêlée de viande et de poisson était insupportable. C'était une puanteur de vase, de charnier, d'engrais. La jeune fille regagna la place.

Les hommes commençaient à sortir des maisons. Il y en avait de misérables dont les habits n'étaient que trous et pièces disparates et dont les talons nus sortaient de chaus-

sures entaillées. D'autres, cossus, hardis, un peu bellâtres portaient des vestes largement soutachées et de belles guêtres d'un cuir mat, clair, presque blanc. Ceux-ci s'arrêtaient volontiers au milieu de la route pour bavarder et s'ils ne regardaient pas l'Européenne en face, c'était pourtant à son intention qu'ils dressaient la tête, forçaient la voix et prenaient un air désinvolte.

Malgré les enfants, les boutiques, les passants, l'après-midi coulait cependant avec une extrême lenteur. Rien n'est déprimant et mauvais pour l'âme comme ces heures de battement, ces heures vides qui n'ont d'autres raisons d'existence que d'être le lien entre deux vies. Loin d'apporter un peu de repos, elles ont tôt fait de dissoudre les meilleures forces de notre être. « Si je pouvais seulement dormir », songeait Marie en s'appuyant contre un tronc d'arbre. Mais elle n'avait plus assez de simplicité pour trouver le sommeil face au ciel, en plein cœur d'une ville.

Enfin la voiture fut réparée. On ne pouvait deviner en la voyant quels perfectionnements avaient été apportés à sa carcasse; cependant l'ouvrier était content de lui et le chauffeur semblait rassuré.

Le voyageur maigre ronflait sur un banc du restaurant, la figure couverte d'un mouchoir, pour se protéger des mouches. On l'alla chercher ainsi que les deux soldats qui s'étaient égarés dans les ruelles. Marie reprit sa place et l'auto démarra chargée de tout son monde.

L'atmosphère était plus pesante encore qu'au matin. Chacun inclinait son menton vers sa poitrine et demeurait ainsi, somnolent ou méditatif. Les paysages larges et idylliques ne différaient pas assez des précédents pour retenir l'attention. La terre ondulait toujours au voisinage de la route pour monter en cimes plus loin. Un morceau de mer luisait encore puis disparaissait derrière une colline. Sur la terrasse des maisons, les femmes, après avoir trempé le raisin dans l'eau bouillante, l'étalaient pour le faire sécher au soleil; à genoux, la tête penchée, elles semblaient en prières là-haut, sur les toits. Mais c'était surtout dans les vignes que l'agitation régnait. Si l'époque des vendanges n'était pas encore venue, l'expédition de grappes fraîches avait commencé depuis plusieurs

semaines et les bateaux partaient chaque soir pour l'Égypte.

Comme on passait près d'un enclos, un paysan qui guettait la voiture pria le conducteur de lui faire une commission à Cania. La chose était très simple, elle n'en demanda pas moins force explications. Pendant que les hommes discutaient, les paysannes accoururent avec des corbeilles et distribuèrent des raisins à tous les voyageurs.

— D'où es-tu, toi, ma fille?

— De Paris.

— De Paris, ma petite âme, on dit que c'est une si grande ville; vers où se tient-elle?

Marie montra l'horizon?

— Ah! De l'autre côté de la montagne. Il doit falloir marcher longtemps. Mange mon raisin. Est-il doux? C'est du miel et du sucre cette année. Il te nourrit et te désaltère tout ensemble. Encore une grappe?

Le chauffeur n'avait pas arrêté le moteur; la voiture étant secouée sur place, les grains trop mûrs se détachaient tout seuls et saignaient entre les doigts.

On en était aux remerciements, aux adieux, aux souhaits de bon voyage, lorsqu'un gaillard parut soudain contre le marchepied. D'où venait-il? Personne ne l'avait vu s'avancer. Peut-être débouchait-il du sentier bordé de buissons. Il se tenait là, tout grand, tête nue, le front largement découvert, le visage hâlé, si impressionnant que tous les regards demeuraient fixés sur lui. Est-ce parce qu'il portait sur son dos un sac volumineux surmonté de couvertures roulées, ou bien parce qu'il avait tant de hardiesse dans les yeux? On eût dit qu'il arrivait de parcourir toute la terre et que ce voyage ne l'avait même pas fatigué. Il se tenait droit, tendu, encore prêt à l'effort cependant que ses cheveux étaient mouillés et que la sueur coulait sur son front. Il accepta du raisin et mordit dedans à pleine bouche.

— Tu vas à Cania? — questionna le chauffeur.

— Je marche de ce côté.

Il parlait grec sans hésiter, mais avec une sonorité étrangère. « Un Allemand, songea Marie; non, un Suédois ou bien un Norvégien... Un homme du nord à coup sûr. »

— Monte, je ne te prendrai que soixante drachmes.

— Merci.

— Quarante, mais je te déposerai aux portes de la ville à cause du contrôle.

— Non, non.

— Alors trente; mais dépêche-toi.

Le nouveau venu allait encore refuser lorsque ses regards croisèrent ceux de Marie. Il s'établit durant une seconde une correspondance que ni l'un ni l'autre n'avait prévue.

— Soit, — dit-il. — Je descendrai quand il me plaira.

Il prit place entre la jeune fille et le voyageur de commerce dans le fond de la voiture et posa son bagage devant lui.

— Excusez-moi. Je vous encombre avec mon sac.

— Pas du tout. Il doit être terriblement lourd à porter.

— Non. C'est affaire d'habitude.

Il s'exprimait en français avec un accent qui ne rappelait celui d'aucune province. Un accent, même pas, une cadence nouvelle des mots.

Il se tut un moment, puis soudain :

— De beaux arbres, par ici. Vous avez vu ce caroubier? On se demande comment il peut trouver dans le roc une sève si généreuse.

— La vigne y puise bien son sucre.

Il se tourna vers elle. Chaque échange de regards avivait la sympathie. Elle ajouta, levant la tête vers les fortes ramures.

— Il est de belle taille, mais je préfère encore un vieil olivier.

— L'olivier... C'est un arbre qui déçoit le vulgaire. Il faut être poète pour l'aimer.

Sa façon de clore une conversation était irrévocable. Marie se tut. Maintenant, indifférente aux champs, aux villages, elle attendait le bon plaisir de son compagnon.

— Vous connaissez la Grèce? — dit-il enfin au bout d'un moment et toujours avec cette brusquerie déconcertante.

— Peu. J'ai vécu un mois à Daphni, un autre à Paros. Et vous?

— Je chemine depuis pas mal de temps. J'ai vu beaucoup de pays; vous pouvez m'en croire, nulle part vous ne trouverez un sens plus harmonieux de la mesure que sous ce ciel.

— Moi, c'est surtout la tendresse qui me retient ici.

— La tendresse... oui... elle est infinie.

Comme il la regardait de nouveau bien en face, elle sentit monter la confusion et eut le sentiment d'avoir manqué de réserve. Il poursuivit :

— Vous allez à Cania?

— Non, dans un village. Je ne sais pas encore lequel. Et vous?

— Je verrai. Je n'engage pas l'avenir. Le bonheur appartient à l'homme vacant.

Les soldats commençaient de chanter une chanson populaire, traînante, nostalgique, coupée de brusques éclats comme si, faisant effort vers la joie, ils retombaient aussitôt dans une plus morne tristesse.

« Pourquoi le hasard l'a-t-il fait surgir au bord de la route? pensait Marie. Il est beau comme un dieu... qu'ils se taisent ceux-ci, ils me feraient crier sans que j'aie de peine... Et le pays? Je deviens aveugle au pays. Tiens, des sapins, de pauvres petits sapins sur les pentes. Que font-ils sous le soleil? Pour ce qui vit est-il donc si difficile de trouver son vrai climat?... La sympathie... ce n'est pas assez dire. Quoi? Je ne sais pas. Une résonance... Chaque mot se prolonge et fait écho. Il parle, une porte s'ouvre sur un monde merveilleux. Je parle, j'ai le sentiment de lui faire une confidence... Sous une lumière plus vive les sapins sont encore plus noirs. »

J'ai aimé une bergère
Une fille incomparable
Et je l'ai trop aimée
J'étais un oiseau qui n'avait pas encore chanté
Un garçon de dix ans...

Les soldats grisés par leurs propres voix fermaient les yeux. « Lorsque tu as la chance de rencontrer un être fraternel, tu ne devrais pas le laisser s'éloigner... continuait Marie. C'est si rare, un être fraternel. Ce qui paraît le plus simple est justement impossible. »

A un tournant, on découvrait de chaque côté de la route deux villages se faisant face sur des collines.

— Où sommes-nous? — questionna Marie.

— Karoti à droite. Kouffi à gauche, — répondit le chauffeur.

« Seule, je serais descendue ici, songea-t-elle. C'est un pays comme celui-là que je cherchais. Alors... Alors il me faut avoir un peu de caractère et ne pas pousser plus avant. »

— C'est justement à Karoti que je désire aller, arrête la voiture.

— A Karoti, et que veux-tu faire là-bas?

— Y passer quelques semaines.

— Mais sais-tu qu'il n'y a pas d'hôtel? Un café, je ne sais même pas s'il existe. Qu'en pensez-vous, camarades?

Les deux soldats levèrent le menton en signe de complète ignorance.

— Crois-moi, viens jusqu'au bourg de Mégaliépiscopi. Là, tu trouveras une bonne auberge en bordure de route.

Les voitures, les camions se suivaient soulevant une poussière blanche.

« En bordure de route... »

— Non, c'est Karoti qui me plaît.

Tous les voyageurs se mirent à rire de cette inclination soudaine pour un méchant village perdu dans les oliviers.

— Tu auras du mal à te faire comprendre des paysans. Ils ne sont pas comme nous habitués aux étrangers. Enfin, essaye. Tu pourras toujours descendre au bourg avant la nuit.

La voiture s'arrêta près d'un chemin creux et, comme Marie allait saluer son compagnon, elle vit que celui-ci s'apprêtait à descendre.

— Permettez, — dit-il, — je parle peut-être assez bien la langue pour vous être utile. Laissez-moi vous installer ici.

Sans attendre la réponse, il chargeait déjà son sac sur ses épaules, le calait d'une secousse et bouclait les courroies.

L'auto s'était éloignée, ils se trouvaient seuls sur le bas côté de la route. Marie sentait une coulée de bonheur la réchauffer et la colorer jusqu'au front; mais sa surprise était si grande qu'elle dut attendre un instant avant de pouvoir remercier son compagnon. Celui-ci ne la regarda point et parut ne rien entendre. Il avait saisi la plus grosse valise, le paquet de toiles et s'avançait vers le chemin creux. Alors le sourire inutile de la jeune fille s'effaça peu à peu de son visage et fit place à une expression d'inquiétude.

Le carrefour était large, engageant; un beau caroubier poussait au milieu. L'arbre divisait le chemin en deux bras qui se rejoignaient aussitôt pour se glisser entre les talus resserrés. Sur l'espace ouvert, des paysans étaient occupés à remplir leur pulvérisateur d'un liquide noirâtre épais, fleurant le goudron et la créosote. Autour d'eux, des futailles vides gisaient sur le sol tout taché par cette huile lourde.

— Bonjour.

— Soyez les bienvenus.

— Les oliviers sont donc malades par ici.

— Ni plus ni moins qu'ailleurs. Dieu a créé partout le bien et le mal en même temps. L'air est sec, c'est un bon temps pour mettre la drogue. Vous venez de Réthymno? Vous êtes Français? Pourquoi n'avez-vous pas pris le service qui est passé voici une heure? Comment vous appelez-vous?

— Maria.

— Pétro.

— C'est ta femme?

— Oui, c'est ma femme.

— Une fille belle comme l'eau fraîche. Que tu en aies la joie pendant de longues années.

Marie comprenait assez le grec pour avoir un sursaut.

— Pourquoi avez-vous dit que nous étions mariés? — demanda-t-elle comme ils avançaient sur le chemin.

— C'est mieux ainsi. Vous ne connaissez pas encore les villageois. Ils ne croiront jamais qu'une femme honnête puisse voyager seule sans l'escorte d'un mari ou de parents âgés. Une jeune fille qui court le monde et pénètre chez eux, c'est l'esprit du mal qui les vient visiter. La mère craint pour son fils et la femme pour son époux. Seriez-vous une sainte, vous ne changerez pas en quelques semaines des idées vieilles de plusieurs générations. Quand on est étranger, le mieux est encore de paraître se conformer aux habitudes des paysans et vous aurez tout à gagner à laisser croire que leurs principes sont les vôtres.

— Oui; mais lorsque vous partirez?...

— On ne doutera pas de mon existence, puisqu'on m'aura vu. Vous serez une femme à qui l'on peut faire confiance. Dans Paros, à Daphni, c'était différent. Là-bas, les gens sont habi-

tués à recevoir des voyageurs. Songez qu'ici vous abordez un monde fermé.

— Je vous remercie, — dit-elle, en lui tendant la main.

Il la saisit et s'inclinant rapidement l'effleura d'un baiser. Il y avait dans ce geste je ne sais quoi d'obséquieux, de mondain, quelque chose de militaire et d'appris qui surprenait et ne s'accordait point avec sa personne.

— Est-ce l'éducation qui a laissé des marques ou simplement la preuve d'une grande timidité? — Marie ne sut que répondre. Elle avait aussi remarqué les doigts larges, épais, carrés de son compagnon. — Quelle bestialité dans la main, quelle spiritualité sur le visage! A coup sûr c'est un étrange mari qui vient de me tomber du ciel.

KAROTI

Du village, caché par les arbres, venait une senteur sucrée, chaude, plus lourde que l'haleine d'une confiserie et moins parfumée. D'abord ce semblait une bonne odeur qui flattait non seulement les narines, mais le palais et la gorge; cependant, à mesure qu'on avançait, la fadeur s'accentuait et l'on respirait plus malaisément. Enfin, aux premières maisons, le souffle se chargeait d'une puanteur si douceâtre qu'il devenait insupportable. Le voyageur tournait en vain la tête de droite, de gauche et même vers le ciel, la senteur des caroubes mûres l'enveloppait étroitement de toutes parts et il ne pouvait s'y dérober. Lui qui avait dit quelques minutes auparavant : « Ça sent bon par ici » aurait donné tout le sucre de l'air pour un peu d'amertume.

La première bâtisse était une école presque neuve et sans doute à jamais inachevée; puis, à partir de là, le chemin pourtant étroit se rétrécissait encore pour se faufiler entre deux rangées de maisons. Cette rue en pente, grossièrement pavée et creusée au milieu pour l'écoulement des eaux était la grande rue du village. Elle était si peu large qu'un homme, les bras écartés, pouvait souvent effleurer les façades en regard et que la charge des ânes, éraflant toujours les murs à la même hauteur, avait fini par user et polir la pierre. Sur cette chaussée, si chaotique qu'elle ressemblait plus au lit d'un torrent des-

séché qu'à une rue de village, les poules cherchaient activement leur nourriture et les cochons vaquaient en liberté. Ces derniers étaient des bêtes de belle race; petits, mais râblés, le groin long, l'oreille dressée, le poil abondant et hirsute. On les aurait pris pour des sangliers si leur habitude de la rue et la liberté qu'on leur laissait n'en avait fait des bêtes de bonne compagnie. Ils se garaient sur le côté dès qu'ils apercevaient un passant, lui laissant l'honneur de la meilleure place et lorsque, par hasard, dans leurs jeux, ils le bousculaient, au lieu de s'enfuir sauvagement ils demeuraient à le regarder de côté avec un air de surprise et de repentir qui forçait le pardon. En somme, les plus jolis cochons qu'on pût souhaiter et non pas de ce blanc rosé qui évoque toujours la crasse à venir et inspire le dégoût, mais des cochons d'un beau noir, d'un marron foncé ou d'un gris soutenu. Il y en avait même qui poussaient l'originalité jusqu'à étaler un pelage bigarré : blanc sur noir, gris sur blanc, beige et brun. Le nettoyage de la rue leur incombait et ils faisaient l'ouvrage avec bonne humeur et dignité.

Les maisons, une quarantaine pour tout le village, n'avaient aucune ordonnance. Certaines, bâties dans un creux, avaient peine à se hausser jusqu'à la rue, d'autres s'ouvraient au-dessus d'une volée d'escaliers. Celle-ci empiétait sur la chaussée, celle-là prenait jour au fond d'une cour. Il y avait un grand porche pour une masure, des voûtes, des colonnes, sans nulle nécessité. Le constructeur, débarquant ici avec science et logique et qui aurait voulu chercher les tenants et aboutissants de cette architecture, aurait trouvé toutes les lois déjouées et les règles en défaut. Un mur épais venait s'accoter contre une méchante cloison, une arche de pierre portait une terrasse de roseaux. Mais si la raison était frustrée, l'œil y trouvait son compte. Ce jeu de murs blancs, de trous d'ombre, ces lignes droites et courbes mêlées, le caprice d'un balcon, tout cela finissait par créer de la beauté. On la dit parfois fille de justes proportions et d'un art réfléchi; elle naissait ici de la plus inconvenable fantaisie.

La rue descendait en pente rapide. Devant le café, elle bifurquait : une partie se dirigeait du côté de la vieille fontaine, l'autre continuait tout droit vers les jardins. Le roc

qui affleurait largement et permettait d'économiser les dalles montrait que le village était construit sur un calcaire blanc, plus dur encore que le marbre. Parfois, une brusque dénivellation naturelle obligeait le passant à l'escalade; on levait le genou plus haut que la poitrine depuis des générations sans que personne n'eût encore songé à creuser des marches dans la pierre.

L'église se trouvait sur un tronçon de rue reliant les deux autres en travers de la pente. Elle n'avait rien de remarquable; blanche avec une coupole couleur de lavande et une cloche qu'on voyait basculer au-dessous d'une croix, il s'en exhalait, comme de toutes les chapelles grecques, une odeur d'encens, d'aromates où le basilic dominait. En cette fin de journée, la lumière se faisait rare entre ses murs et l'éclat jaune des lampes à huile, clignotant devant les icônes, gagnait en importance à mesure qu'approchait la nuit. Le sanctuaire était vide de fidèles, seul un chat se promenait sur l'autel et frottait son poil contre les rameaux à demi fanés. Cette bête audacieuse avait trouvé le moyen, grimpant sur une terrasse, de passer par une vitre cassée pour aborder sur la tête d'un apôtre et de là sauter sur la sainte table. Depuis cette découverte, elle passait le cœur de ses journées au frais et ne repartait que le soir à la chasse aux oiseaux et aux souris. Maigre chasse, sans doute, car elle lui laissait le corps efflanqué, les joues étroites et le museau pointu. Sa vraie beauté tenait dans ses prunelles immenses et mystérieuses.

Le village était presque aussi désert que l'église. Une grand' mère assise sur le seuil de sa maison berçait un enfant dans les langes : « Mes yeux, mes yeux... mon or... » Elle modulait ses mots d'une voix lamentable et dès qu'elle faisait mine de cesser, l'enfant commençait à crier, alors elle répétait inlassablement : « Mes yeux, mes yeux... mon or. » Parfois, elle penchait la tête, et sa vieille peau parcheminée et crasseuse se collait sur le visage en fleur de l'enfant, pour un baiser.

Un homme, conduisant un âne chargé de sacs, montait la grand'rue et s'arrêtait en haut du village près du large figuier, à l'ombre duquel la compagnie de navigation entassait son lot de caroubes. Un employé pesait les sacs et écrivait des chiffres sur une planche. Les gousses mûres craquaient sous

les semelles et croulaient avec un bruit sec. Les ânes profitaient du répit et de l'inattention de leur maître pour attraper quelques fruits et les mâcher de côté en fermant à demi les yeux. Le temps viendrait bien assez vite où ils devraient se contenter d'une nourriture avare; alors, c'était époque de ripailles. Qu'importe s'ils avaient, le soir, les pattes lasses : leur échine était épaisse et leur poil brillant.

Près de l'homme qui recevait les caroubes, Chryssi était accroupie. Vêtue de loques décolorées, coiffée d'un mouchoir qui laissait passer des mèches grises en broussaille, elle se tenait là tout le jour sur ses talons et raccommodait les sacs. Entre ses doigts, l'aiguille était active, mais plus active encore était sa langue. Le représentant de la compagnie entendait sans l'écouter l'interminable monologue de la vieille : « Déjà quatre cent trente-deux okes qu'il nous amène, Alécos, et il n'a gaulé que les arbres de la butte. Combien qu'il en aura d'okes et combien de drachmes recevra-t-il à la fin? Il pourra bien marier son Évangélia après une récolte pareille. Tu la connais, l'Évangélia, une sainte fille que c'est! Aucune main d'homme n'a encore terni son poignet, à celle-là. Moi je te dis qu'elle conviendrait au fils dernier d'Orestis. On ne m'a pas encore demandé mon avis, mais laisse, sitôt qu'il y aura du nouveau, je ne serai pas la dernière prévenue. Il ne se fait guère de mariages sans moi, au village et quand je me mêle d'une union, tu peux croire qu'elle réussit. La discrétion m'oblige à me taire, sans ça je t'en citerais plus de vingt. Toi même, si le malheur venait à tomber sur ta maison et que tu perdes ta chère femme, tu n'aurais qu'à venir me trouver... ce n'est pas que je veuille attirer le deuil sur toi, mon fils. Que la Madone conserve leur mère à tes enfants, voilà ce que je dis, mais la Destinée, personne ne la connaît et personne ne peut la changer... Figure-toi que Calliope prétend que ce mariage est impossible parce qu'ils sont trop proches cousins. Je te demande un peu en quoi le cousinage peut bien gêner. Ici, on est tous parents. Tu en chercherais deux qui n'aient pas une goutte de même sang dans le cœur, tu ne les trouverais pas. Je ne vois pas qu'on soit plus mal bâti qu'ailleurs, au contraire. Où as-tu admiré une plus belle race, réponds? Tu te tais parce que tu ne l'as jamais rencon-

trée. Ce qui fait la force et la santé, vois-tu, c'est la qualité de l'eau et ici, grâce à Sainte Barbara, nous avons la meilleure petite eau qu'on puisse boire. Et fraîche et claire et qui ne tarit jamais. Avec une eau pareille, tu pourrais engrosser ta sœur que tu ferais encore de beaux enfants.

— Tais-toi, — dit l'homme en traçant un trait entre les colonnes de chaque client. — Tais-toi, grand'mère, à force de parler tu finis par dire des bêtises.

— C'est pas encore toi qui m'arrêteras la langue, mon fils. J'aurai bien le temps d'être muette sous la terre. Que la Madone fasse que ce soit le plus tard possible! bien qu'il n'y ait plus grand plaisir ici-bas pour une vieille comme moi. Mais je vois encore beaucoup de choses, on me confie les autres. J'éclaterais si je devais garder tout ça pour moi. Et puis, plains toi. Je t'amuse avec mes histoires. Ne dis pas non. Tout seul, avec ton tas de caroubes, tu trouverais la journée longue. Tu payes Chryssi pour te raccommoder tes sacs, elle te distrait par-dessus le marché. Tu devrais bien lui donner quelques drachmes de plus, sans compter que sûrement cette générosité te porterait chance.

Le village entier était donc occupé à la récolte. Les oliviers attendaient une averse pour gonfler leurs fruits, le raisin achevait de mûrir : pour l'heure, tout le souci allait aux caroubes. La compagnie avait passé marché pour deux drachmes et demie et l'État avait ensuite offert trois drachmes l'oke. L'année précédente, c'était au contraire la compagnie qui avait donné le prix le plus élevé si bien que beaucoup s'y étaient laissé prendre. Ils se consolaient difficilement de ce manque à gagner et se promettaient de faire une récolte si scrupuleuse que pas une gousse ne serait égarée. Les autres avaient aussi à cœur d'atteindre un gros chiffre de vente si bien que tous menaient la récolte avec acharnement. Les garçons grimpés sur les branches faisaient tomber les fruits à coup de gaule. Les femmes, les filles, les enfants mêmes, ramassaient les gousses et les mettaient en sac, tandis que les hommes se chargeaient du transport.

L'ouvrage était mené avec une telle activité qu'on entendait partout un bruit de lourds grêlons, de feuilles froissées et de rameaux brisés.

Chez Orestis, les bras manquaient. La fille mariée, le fils aîné sous l'uniforme, il ne restait que les vieux et Yannakis pour mener à bien la récolte d'une dizaine d'arbres épars autour du village. Le garçon passait ses journées debout sur les branches, la mère demeurait courbée de l'aube à la nuit et le père conduisait l'âne. Quant au petit-fils de quinze mois, il ne fallait point compter sur son aide. Il ne savait pas même se tenir seul sans soutien. On ne pouvait que l'asseoir sur le sol tiède après lui avoir donné une gousse à mâcher. Souvent, il enfonçait le fruit dans sa gorge et menaçait de s'étrangler; parfois, cependant, il se contentait de le sucer gentiment, de le téter comme un sein et la salive coulait alors de son menton sur sa robe.

Marchant sur ses talons, le corps rejeté en arrière pour ne pas tomber, Évangélia descendit vers le soir la pente raide dominant le village. Elle portait une blouse fanée, à longues manches et ses cheveux étaient cachés par un mouchoir de coton blanc, étroitement enroulé autour du front, mais dont une pointe flottait en arrière. Dès qu'elle aperçut ses cousins, elle fit un détour pour embrasser le bébé et lui donner une poire.

— Tu en veux aussi, ma tante?

— Donne toujours.

— Et moi, on m'oublie, — cria Yannakis du haut de l'arbre. — Ces poires petites, toutes fardées de rose, étaient un plaisir pour les yeux; mais sitôt qu'on y mordait, on sentait une telle résistance, une telle âcreté qu'on regrettait d'y avoir porté la dent.

— Vous finissez, vous autres?

— Pas encore aujourd'hui. J'ai laissé mon frère sur la butte et je suis descendue pour changer les chèvres de place. Elles doivent avoir fini de brouter là où elles sont.

— Tout est sec. Elles mangent le bois. Malheur! ce n'est pas ça qui peut leur mettre du lait dans les mamelles.

La mère recommença de ramasser les caroubes. Chaque fois qu'elle se penchait, elle geignait, quand elle se relevait elle geignait encore mais sur un autre ton. Hein! ho! Hein... ho... On eût dit que tout mouvement lui arrachait des reins une horrible souffrance. Mais Évangélia était trop accou-

tumée aux lamentations des vieilles du pays pour s'émouvoir encore. Voyant quelques gousses à ses pieds, elle se baissa. Yannakis en fit aussitôt tomber d'autres; alors, oubliant ses chèvres au piquet, elle continua la récolte sans songer à ce qu'elle faisait, simplement parce qu'elle avait des mains actives et que la compagnie lui plaisait.

Yannakis s'amusait à taper sur les branches juste au-dessus de sa cousine.

— Tu me casses la tête. Gaule donc ailleurs, — criait-elle tandis qu'il s'obstinait à faire pleuvoir les fruits.

— Ma Vierge, il le fait exprès pour me tuer!

Jamais elle ne levait les yeux. Les gousses pesantes la meurtrissaient, mais elle était assez femme pour pressentir qu'à ce jeu blessant l'amour pouvait bien se mêler. Les coups les plus forts lui semblaient les meilleurs et lui donnaient envie de rire. Pour paraître offensée, en vérité pour rendre la partie plus attrayante, elle faisait mine de fuir et tournait autour de l'arbre. Le garçon sautait de branche en branche comme un écureuil et se trouvait toujours en bonne place pour l'atteindre.

— La Madone, arrêtez son bras!

Une douce peur la retenait sous l'arbre et lui faisait oublier ses chèvres.

Quant à Yannakis, sa gaule victorieuse à la main, il venait de découvrir une fille qu'il ignorait. Courbée, les bras pendants, la jupe relevée découvrant des jambes gainées de noir, elle ressemblait, vue de là-haut, à un étrange animal à quatre pattes. Une tache blanche marquait la tête et la croupe saillait, large, ronde, généreuse. C'était surtout cette croupe qui retenait l'attention du garçon. Il aurait voulu la cingler avec des fruits d'une matière plus lourde que la pierre, il aurait voulu lui enlever son arrogance, la faire se plier, la briser. Il aurait voulu...

Soudain il a chaud dans tout le corps. Agé de vingt-quatre ans, il n'ignore pas ce que signifie cet afflux de sang, ce brouillard devant les yeux et cette soif dans la gorge. Après des pensées obscures il conclut : « Toi, ma fille, c'est un bon maître qu'il te faudrait. Laisse, tu ne me passerais pas entre les bras. »

Puis l'instant d'après : « Tout de même, elle ne fera pas une vilaine femme, Évangélia. »

Jamais l'ouvrage n'a paru si léger à la jeune fille. Elle ramasse les gousses à pleines mains, les entasse hâtivement dans son tablier comme si la récolte devait être achevée le soir même. La vieille se lamente plus fort : « Ce que c'est libre, une jeunesse! Pourquoi faut-il que j'aie tant d'années dans les os? » Cependant Évangélia aperçoit un reflet rouge sur le mur. Le soleil se couche déjà! Elle court vers le bébé, le soulève et l'embrasse cent fois en l'appelant : « ma petite âme ». Lui ne sait pas ce qu'un tel élan signifie. Surpris, inquiet, encore tout trempé de salive, il se retrouve le derrière sur la terre avant d'avoir compris d'où lui venaient ces tendresses. La belle cousine descend déjà la pente en courant. L'enfant a bien envie de pleurer : ses pommettes remontent, ses paupières se froncent, il fait sa bouche carrée et agite les bras... mais voilà que justement il aperçoit dans son poing la poire oubliée. Alors, toute trace de douleur s'efface miraculeusement de son visage. Il examine le fruit avec une gravité de savant, le tourne, le retourne, l'écorche, le presse, puis le jette au loin et reprend une caroube à moitié mâchée pour faire travailler des dents toutes neuves.

LA BIENVENUE

— Donnez-moi votre seconde valise.

— Merci, vous avez déjà les mains pleines et votre sac sur le dos. Il y a tout ce qu'il faut pour camper là dedans?

— Pas de tente. Ici, les nuits sont si belles que ce serait dommage de coucher sous la toile. Vous avez remarqué cette profondeur du ciel, cette pureté des astres, passé minuit? Lorsque la terre est toute endormie, c'est alors que l'impression est la plus forte. L'immensité cesse pour un instant d'être une conception abstraite de l'esprit : elle devient présente, elle est palpable. Pour de faibles créatures comme nous, c'est à devenir fou. Vraiment vous n'êtes jamais demeurée si tard dans la nuit? Vous verrez, je vous montrerai.

Pierre s'aperçut qu'il faisait des projets, mais pour l'heure, il lui était impossible de se retenir. Tout son être était plein

de véhémence, porté par l'allégresse, soulevé, gonflé de puissance. Plus encore que dans ses paroles, cet état d'exaltation se voyait dans sa démarche, dans sa façon de lever le front, d'écarter les épaules sous la charge.

Ils avançaient ainsi dans le chemin creux, nouvellement empierré et taillé à flanc de montagne. On avait dû élargir un sentier, mais sans pouvoir se résoudre à sacrifier aucun arbre. Plusieurs empiétaient largement sur le chemin et leurs racines pointaient parmi les cailloux. Tant pis pour la voiture, l'arbre d'abord. Un vieillard avait dit : « Un hiver suffit pour une bonne route, un siècle ne suffit pas pour un bel olivier. »

Tout le monde avait trouvé que c'étaient de sages paroles.

La première personne que les étrangers rencontrèrent fut Chryssi. Toujours accroupie près des caroubes, elle mettait des pièces aux sacs usagés. Dès qu'elle entendit un bruit de pas inaccoutumés, elle s'arrêta de pousser l'aiguille. Des Européens sur les pavés de Karoti! Ça ne s'était jamais vu. C'était un miracle pareil à la descente du Christ sur la terre. Elle ébaucha des signes de croix et se sentit tout en éveil.

— Soyez les bienvenus, mes enfants.

— Bonsoir, grand'mère.

— D'où venez-vous, d'Angleterre, non, de Roumanie? Vous avez fait le chemin à pied, ma Vierge? Mais que pouvez-vous donc chercher dans un pauvre village comme le nôtre? Quelqu'un vous a donné l'idée de venir? Et la route, on te l'a montrée, la route, mon fils? Pourquoi n'êtes-vous pas restés à Mégaliepiscopi? Le pays est mieux fait pour vous, habitués à une vie facile. La France... j'ai connu des gars, moi, qui ont fait la guerre en France, ils racontent que votre terre est grasse et que vos poules sont plus grosses que nos dindons. Ah! pour sûr que c'est un beau sort de voir le jour dans un pays riche et non pas sur une chienne de terre comme celle-ci. La France... moi, on ne m'ôtera pas de l'idée que c'est elle qui nous aidera, un jour, à reprendre notre Sainte-Sophie puisque, maintenant, il ne faut plus compter sur les Russes.

— Où est le café?

— Le café, ma chère fille, tu le reconnaîtras bien, il y a un banc de chaque côté de la porte. Mais Haridimos est dans les champs, à cette heure. Il récolte ses caroubes, comme tout le

monde. Heureusement que la Vierge nous en donne de bons pleins sacs! Il reviendra vers la nuit. Patiente un peu.

— Nous pouvons te laisser nos paquets pour faire un tour de promenade en attendant?

— Laisse ce que tu voudras, mon enfant. Chryssi saurait garder des trésors.

Voyant les étrangers s'éloigner et se sentant trop vite frustrée, elle se leva précipitamment pour courir après eux.

— Vous ne m'avez même pas dit comment vous vous appelez, mes pigeons... Pétro. Il y en a un autre dans le fond du village. Maria. Les Maria ne manquent pas, elles ont la meilleure patronne du ciel. Alors, c'est ta femme? Elle est aussi fraîche qu'un brin de jasmin. Que la Madone la conserve toujours à tes côtés! Depuis combien de temps es-tu marié?

Il hésita : « Trois ans. »

— Et tu as combien d'enfants?

— Aucun.

— Aucun, ma Vierge! Quel grand malheur!

Elle posa ses mains ridées et crasseuses sur la robe de Marie, juste au-dessous de la ceinture.

— Rien là dedans, ma fille, depuis trois ans.

La voix était interrogative autant que pitoyable. Quel mal cette Européenne pouvait-elle avoir dans le ventre pour que rien n'y germât?

— La petite eau d'ici est bonne pour l'enfantement, tu verras; et moi je prierai chaque jour saint Siméon pour toi.

CLAIRE SAINTE-SOLINE

(A suivre.)

SOUVENIRS

Lady Wester Wemyss, veuve de lord Wester Wemyss, — qui fut, on le sait, *First Sea Lord* (premier lord de l'Amirauté) pendant la guerre et à ce titre signa avec le maréchal Foch l'armistice de 1918 — a composé, avec les notes de son mari et les lettres que celui-ci lui avait écrites, un ouvrage d'un grand intérêt historique, qui n'a pas encore été traduit en français. Nous en avons extrait plusieurs passages particulièrement importants. Ceux qui sont présentés sous la forme personnelle sont tirés directement de lettres de l'Amiral. Ceux qui sont rédigés à la troisième personne ont été mis au point par lady Wemyss à l'aide des notes laissées par son mari. (N. D. L. R.)

WEMYSS ET L'AUTRICHE-HONGRIE (1918)

L'amiral était encore à Wemyss, le 16 juillet, quand il apprit la nouvelle offensive allemande. La contre-offensive victorieuse de Foch le 18 devait marquer le début d'une nouvelle étape de la guerre. A partir de ce moment les armées alliées allaient poursuivre leur marche triomphante jusqu'à la victoire.

Au mois de juin le ministre de la Marine, sir Eric Geddes, avait dû se transporter en Russie où l'état des affaires était loin d'être satisfaisant. Les alliés avaient accueilli avec enthousiasme la Révolution russe, mais les conséquences de celle-ci se révélaient désastreuses. La politique d'oppor-

1. Rappelons que la *Revue de Paris* publia naguère une belle étude de l'amiral Wemyss sur la *Marine et la Conférence de Washington* (1er mars 1922).

tunisme des Alliés, tantôt combattant avec les bolchéviks, tantôt contre eux, n'avait été ni digne ni heureuse. A la consternation générale, des rumeurs relatives au meurtre de l'Empereur commencèrent à circuler au mois de juillet. L'argent et la propagande bolchéviques passaient pour avoir été la cause de la grève de police à Londres au début de septembre. L'assassinat par les bolchéviks de l'attaché naval britannique, le capitaine Cromie, qui défendait son Ambassade, remplit d'horreur l'Amirauté. Le corps lacéré du malheureux, exposé à une fenêtre de l'Ambassade et livré aux railleries de la populace de Pétrograd, ne fut restitué et n'obtint des obsèques décentes que sous un drapeau neutre et grâce aux efforts du ministre danois, Scavenius.

Qu'une semblable insulte à la marine et à la nation pût demeurer sans punition souleva la colère de Wemyss à l'égard des politiciens, incapables, semblait-il, de défendre l'honneur de leur pays. Leur ignorance et leur désir de rester dans cette ignorance étaient pour lui un constant sujet d'étonnement.

A son retour d'Égypte, au cours d'une des réunions du Cabinet, lord Curzon lui avait dit de son air le plus onctueux : « Si je comprends bien, Amiral, vous vous êtes fait certaines opinions? » « Oui, et diablement fortes encore », fut la réponse inattendue. Curzon tourna les talons et ne demanda plus jamais rien. Des opinions indépendantes et fermes, c'était la dernière chose qui pût plaire aux hommes politiques, car ils vivaient dans un monde à eux, bien éloigné de la réalité. Les tendances révolutionnaires qui, grâce à Lloyd George et à Clemenceau, commençaient à dominer dans les conseils alliés, cherchaient maintenant à inclure dans les buts de guerre toujours changeants des Alliés, la destruction de la Monarchie des Habsbourg. Cette question était une de celles que Wemyss connaissait le mieux. Il l'avait étudiée dans les documents laissés par son beau-père, sir Robert Morier, une des plus grandes autorités contemporaines en matière de politique allemande et autrichienne, et il ne doutait pas que la disparition de la Monarchie austro-hongroise ne dût entraîner deux résultats : la création d'une Europe Centrale unie, projet si longtemps demeuré la bête noire des Alliés, et la réunion des provinces autrichiennes de langue allemande à l'Allemagne, donnant

ainsi à cette dernière l'hégémonie contre laquelle tant d'or et de sang luttaient depuis quatre ans.

Il résuma ces idées dans un mémoire débutant ainsi :

« C'est un fait bien connu qu'en 1866, avant Sadowa, Bismarck avait offert à l'Autriche l'alliance et l'amitié de la Prusse, à condition qu'elle se détachât de l'Allemagne et transportât sa capitale de Vienne à Pesth. Cette conception : un grand Empire Germanique comprenant toutes les terres allemandes, l'Autriche allemande, les Provinces baltiques, etc... alliées à une grande puissance balkanique dont les Hongrois seraient la tête, les Magyars étant très favorables à l'Allemagne, n'avait pas cessé de hanter l'esprit de beaucoup d'hommes d'État allemands. »

La désagrégation de l'Empire austro-hongrois devait conduire automatiquement au même résultat. L'Allemagne s'adjoindrait les terres héréditaires des Habsbourg (Erbländer) ainsi que le Tyrol, apte à fournir les meilleurs soldats. La Hongrie deviendrait probablement le membre prédominant d'une fédération balkanique. Ce mémoire se terminait ainsi :

« La grande leçon de cette guerre aura été la force de l'homogénéité. Plus grand est le bloc homogène, plus puissant sera son pouvoir d'attraction politique et économique sur les états de moindre importance dont il est entouré. L'acquisition des Provinces germano-russes (baltiques) a obligé la Finlande à entrer dans la sphère d'influence allemande. L'acquisition de provinces austro-allemandes forcerait la Pologne, probablement la Suisse et peut-être même l'Italie, à suivre le même chemin. »

Wemyss essaya de faire circuler ce mémoire parmi les ministres, mais sans succès; lord Milner fut le seul qui prit la peine de le lire. Il devait apprendre plus tard que les plus chauds partisans de la destruction de l'Empire austro-hongrois étaient M. Balfour et le Foreign Office. Il commençait à se sentir atterré à l'idée des conséquences que pouvait entraîner une paix conçue avec un tel manque de jugement. Ses craintes étaient partagées par d'autres, car, peu de temps après, le ministre de Danemark, M. de Castenkyold, grand ami et habitué de Mall House[1] vint, tout furieux, lui dire que M. Balfour et le Foreign Office avaient offert le canal de Kiel au

1. Résidence du Premier Sea Lord (Lord de l'Amirauté).

Danemark. L'offre avait été énergiquement repoussée, le Holstein étant ultra-allemand et Kiel plus encore. Castenkyold ne tarissait pas sur la folie d'une telle proposition.

L'ARMISTICE

On s'attendait à l'arrivée très prochaine de parlementaires allemands. Le maréchal Foch représentant les armées alliées et Wemyss représentant les marines alliées devaient recevoir ces délégués. Après une dernière entrevue avec le premier ministre, Wemyss quitta Londres le 6 novembre au soir.

Jeudi 7 novembre 1918.

« Arrivé à Paris à 7 heures du matin et reçu à la gare par le brigadier général Grant, de l'état-major du général Du Cane. Il m'accompagnera au Grand Quartier Français quand le moment sera venu — probablement aujourd'hui. Réunion avec l'amiral de Bon et l'amiral Benson au Ministère de la Marine... Vu, à déjeuner, Townshend, porté à se montrer communicatif. Été en automobile à Senlis avec Grant pour voir le maréchal Foch; thé avec Du Cane. J'ai rejoint le train du Maréchal à 5 heures du soir accompagné de Hope, Marriott et Bagot. Nous sommes partis immédiatement; notre train a été aiguillé sur une voie de garage en forêt de Compiègne. Celui qui amène les délégués allemands est attendu pendant la nuit et sera placé près du nôtre.

Les Français sont naturellement transportés de joie, mais calmes et dignes. Le Maréchal est tranquille et confiant. Il m'a dit qu'il se proposait de parler le moins possible et de laisser les Allemands s'expliquer, puis il leur communiquera les conditions d'armistice. S'ils en acceptent les principes, il discutera peut-être les détails. »

Vendredi 8 novembre.

« Le train amenant les Allemands est arrivé à 7 heures du matin. J'ai vu le Maréchal de bonne heure et l'ai trouvé plutôt nerveux, mais très digne. Un message a été envoyé aux Allemands pour leur dire que nous les recevrions à 9 heures. Les plénipotentiaires sont Erzberger, le comte von Oberndorff,

le général von Winterfeld et le capitaine Vanselow. La mission s'est présentée à 9 heures et a été introduite dans le salon par le général Weygand. Le Maréchal et moi nous tenions à côté et n'avons fait notre entrée que lorsque tous ont été réunis. Erzberger a présenté sa délégation et le Maréchal a fait de même pour la nôtre. Le Maréchal a demandé alors officiellement aux Allemands le but de leur visite et s'ils avaient des lettres de créance. Celles-ci furent remises au Maréchal, et lui et moi quittâmes le salon, pour les examiner. Elles étaient parfaitement en règle, signées par le prince Max de Bade, mais ne donnaient aucun pouvoir pour signer un armistice.

A notre retour au salon nous nous assîmes des deux côtés de la table, chaque mission faisant face à l'autre et le général Weygand lut à haute voix les conditions de l'Armistice, qui furent traduites par les interprètes (anglais et français).

Le général von Winterfeld, lisant également, demanda alors de la part du Haut Commandement allemand que les hostilités fussent immédiatement suspendues. Cette mesure, disait-il, pouvait sauver beaucoup de vies. Foch répondit que la cessation des hostilités n'aurait lieu qu'après la signature de l'Armistice. Les Allemands demandèrent alors officiellement un texte de ces conditions. On le leur remit et une courte discussion eut lieu sur la manière de le transmettre à Berlin. Ils étaient venus sans chiffre. La Conférence prit fin après que la réponse eut été fixée à 11 heures du matin.

Tous les Allemands sont très affligés, ce qui est naturel. Erzberger montre plus de nervosité que les autres, mais Winterfeld et Vanselow semblent les plus malheureux. Le Général, dans son petit discours pour demander la cessation des hostilités, s'est servi du mot « déroute » au sujet des armées allemandes. Les clauses navales et militaires ne paraissent pas les affecter autant que les clauses civiles et financières. Mon impression est qu'ils sont obligés de signer et qu'ils signeront. Bourbon-Busset chargé de les amener dit qu'il les croit tous très déprimés[1].

Vingt-quatre heures supplémentaires ont été demandées, mais cette requête a été refusée. Le temps calculé est suffisant. Erzberger est d'aspect vulgaire, le bourgeois allemand typique.

1. Colonel comte de Bourbon-Busset, ami de Wemyss.

Le train est très confortable. J'ai une excellente « cabine » de la taille de deux compartiments de wagons-lits. Nous avons un wagon entier pour nous seuls. Il y a un bureau pour l'état-major, une salle à manger et la chambre du Maréchal avec son salon. Apparemment on n'a pas pensé aux bains!

C'est un curieux spectacle que ce train arrêté en pleine forêt! Il pleut et les feuilles tombent; cependant rien de triste, au moins pour nous, ne se dégage de cette scène. Les deux trains sont à deux cents mètres l'un de l'autre. On aperçoit à travers les arbres des sentinelles en bleu horizon. Il n'y a rien d'autre en vue. Nous sommes en communication téléphonique avec Paris et le monde.

Vraisemblablement l'armée allemande est en voie de démoralisation. Les journaux qui viennent d'arriver confirment la nouvelle de mutineries dans la marine. Quelle influence cela va-t-il avoir sur les clauses navales? En principe nos adversaires les accepteront malaisément.

Le Maréchal m'a dit qu'au cas où l'Armistice ne serait pas signé, il était sûr d'avoir la capitulation dans trois semaines. Il paraît qu'hier tout un régiment allemand a déposé les armes et s'est avancé en criant que la paix était faite. Bourbon-Busset dit que les Allemands jettent leurs armes et un télégramme venu aujourd'hui assure qu'ils abandonnent leurs cuisines de campagne. La mission ne fait pas allusion au bolchévisme.

Aucune autre réunion officielle.

Hope a vu Vanselow qui a à peine posé quelques questions relatives aux clauses. Le blocus l'effraye et il semble croire que nous allons le continuer dans le but d'affamer leur pays pendant l'Armistice. Vanselow a également demandé si nous coulerions des sous-marins pendant l'Armistice. C'est vraiment incroyable! Il dit que le bolchévisme a fait son apparition dans l'armée pendant les mois d'avril et de mai. En réalité, c'est pendant cette période qu'ils ont éprouvé leurs plus lourdes pertes; dans ces conditions attribuer le fléchissement du moral au bolchévisme est ridicule. On me dit que, pendant toute la journée d'hier, vendredi, les délégués ont été très déprimés, mais qu'ils se sont un peu remontés pendant le dîner.

Vendredi soir, j'ai eu une longue conversation avec Foch. En réponse à mes questions, il m'a dit que la condition la plus

dure de l'Armistice était le peu de temps laissé à la 9e armée pour se retirer. Pour l'exécuter, les Allemands devraient tout abandonner derrière eux. Foch veut que la défaite de l'armée allemande soit complète. Il connaît peu les questions navales. Je lui ai donné certains renseignements qui l'ont intéressé et j'ai essayé de lui expliquer ce que la marine fait et a fait. Je crois qu'il commence à comprendre quelque peu le sujet. Il m'a expliqué les difficultés que rencontrerait l'ennemi en quittant la Belgique et cela m'a fait comprendre pourquoi Vanselow a parlé de se servir de navires allemands à Anvers pour évacuer les troupes. Foch ne veut de cela à aucun prix. Nous devons aussi garder les navires allemands à notre disposition pour ravitailler tous les pays. »

Dimanche 10 novembre.

« Nous avons été en auto à Soissons hier matin. C'est vraiment un affreux spectacle. Il ne reste pas une maison habitable. La cathédrale est littéralement coupée en deux. Quand on traverse les rues on a l'impression de visiter quelque nouvelle Pompéi. On nous a montré, à l'entrée de la ville, des maisons transformées avec beaucoup d'ingéniosité en vraies forteresses sans qu'on ait modifié leur apparence extérieure. Les nouvelles reçues pendant la journée de samedi ont été inouïes : l'abdication de l'Empereur (au premier abord on croyait que Max de Bade resterait chancelier); puis un manifeste au peuple allemand et au monde entier disant qu'un gouvernement socialiste et démocratique avait été formé et que les fonctions de chancelier seraient assurées par Ebert. Il semble aussi que la République est proclamée en Bavière. Tout est confusion. Il est possible que les plénipotentiaires n'aient plus de pouvoirs et on pourrait croire qu'Erzberger, au moins, n'est plus en place.

J'ai télégraphié hier soir au premier ministre pour lui dire que la mission craignait que la persistance du blocus continuât à affamer l'Allemagne et que je proposais de lui dire que nous envisagerions le ravitaillement du pays.

Von Oberndorff a vu Weygand hier et a indiqué certaines

clauses qui, selon le point de vue allemand, doivent être modifiées.

Dans l'après-midi de dimanche j'ai fait une longue promenade avec G. Hope. Il n'y avait rien à faire. Un courrier allemand était parti à midi vendredi; mais en dépit de tous les arrangements il n'a pu passer les lignes à cause des tirs des Allemands, premier indice que la discipline de nos ennemis devient défectueuse. Le courrier a finalement été expédié en aéroplane.

J'avais causé très longtemps après dîner avec le Maréchal, dimanche soir et je me disposais à gagner mon lit quand un aide de camp arriva et me dit, de la part du Maréchal, que celui-ci croyait que les envoyés allemands avaient reçu des instructions, qu'ils voudraient probablement nous voir cette nuit même et qu'il me faisait demander de me tenir prêt à cette éventualité. En conséquence je ne me couchai pas et je m'étendis seulement jusqu'à minuit, heure à laquelle on me prévint que les envoyés demandaient à être reçus immédiatement. Ils furent introduits dans le wagon et nous reprîmes nos sièges dans le même ordre que le vendredi. Les Allemands ne montrèrent qu'une faible tendance à protester. Au sujet d'une ou deux questions secondaires, comme le nombre de locomotives ou d'aéroplanes à livrer, ils nous assurèrent qu'ils ne pouvaient satisfaire à nos demandes, leurs forces se trouvant surestimées. Le Maréchal se montra raisonnable et les conditions militaires de l'Armistice furent signées. En ce qui concernait les forces allemandes dans l'Afrique Orientale, on accepta de supprimer le mot de capitulation qui se trouvait dans le texte original.

Lorsqu'on en vint à discuter les clauses navales, Vanselow chicana d'une façon inutile et fatigante. Il demanda s'il était admissible que la flotte allemande fût internée, étant donné qu'elle n'avait pas été battue. J'eus un certain plaisir à lui faire observer, conformément à la logique, qu'elle n'eût eu qu'à sortir pour l'être.

En discutant la situation sous-marine, il me dit, ce qui me causa une certaine surprise, que les sous-marins n'atteignaient pas le nombre de 160. Ceci me donnait la chance d'obtenir ce que j'avais toujours voulu, c'est-à-dire tous les sous-marins. Je

dois dire ici que la question des clauses navales de l'Armistice a donné lieu à beaucoup de discussions. J'avais d'abord demandé la reddition de onze cuirassés, six croiseurs cuirassés, huit croiseurs légers, cinquante contre-torpilleurs et de tous les sous-marins. Les politiciens effrayés et, considérant ces conditions comme trop dures, désiraient les atténuer. Ils craignaient qu'elles fussent inacceptables pour les Allemands. En même temps, ils considéraient (très justement) qu'au point de vue de la Grande-Bretagne, l'instant présent était psychologiquement le meilleur, pour obtenir la paix. J'avais eu plusieurs discussions avec le Premier ministre à ce sujet et je savais que les Français, pour la même raison, désiraient que les clauses fussent adoucies, et souhaitaient qu'elles le fussent plutôt au détriment de la marine britannique qu'à celui de l'armée française. Pendant que nous discutions de ce sujet, Foch m'avait dit : « Vous attendez-vous à ce que mes hommes continuent à se battre pour des navires qui ne se battent pas? » dévoilant ainsi son ignorance de la situation générale et de la part que la marine avait prise à la guerre. Lloyd George avait essayé d'atténuer les clauses et suggéré toutes sortes de compromis : la réduction du nombre de bateaux à livrer, etc... il avait ensuite accepté l'internement des bâtiments de surface — « surface vessels » — comme un compromis. Je l'avais accepté, ayant reçu moi aussi, faute de mieux, l'assurance que ces bâtiments ne seraient pas rendus à l'Allemagne, mais livrés par elle au moment de la paix. Il en était de même des sous-marins; Lloyd George avait discuté le mot *tous*. En fixant un chiffre qui, j'en étais sûr, nous livrerait la totalité des sous-marins ennemis, j'avais espéré atteindre mon but — ce que je fis. C'était dès lors un plaisir et une satisfaction pour moi d'avoir la possibilité d'insérer le mot *tous* dans les clauses. L'Armistice fut signé à 5 h. 10 du matin et il fut décidé qu'il serait daté de 5 heures et que les hostilités cesseraient à 11 heures. Les Allemands retournèrent à leur train et nous nous séparâmes. Devant partir pour Paris à 7 h. 30, je jugeai qu'il était trop tard pour me coucher et, Hope et moi, nous allâmes faire une promenade dans la forêt. J'éprouvais une curieuse impression à l'idée que la guerre était enfin terminée et que le massacre allait cesser à 11 heures.

Je retournai à Paris avec le Maréchal et j'allai tout droit avec lui au Ministère de la Guerre. Nous y fûmes reçus par Clemenceau qui ne cherchait pas à dissimuler sa satisfaction et sa joie. J'allai ensuite à l'Ambassade et j'envoyai un télégramme détaillé au gouvernement. Comme je quittais l'Ambassade la nouvelle commençait à circuler et les rues étaient déjà pleines d'une foule joyeuse. L'après-midi, la multitude qui se pressait sur la place de la Concorde était immense. Je quittai Paris le soir et j'arrivai à Folkestone à 9 h. 30 le lendemain matin. »

PARIS 1919

Le moral à Paris depuis l'Armistice avait changé autant qu'à Londres. Une trop longue attente avait transformé l'enthousiasme en déception, l'espoir en pessimisme; tout ce qui, gens et choses, touchait à la Conférence — déjà surnommée « le grand Guignol » par les Parisiens, — était amèrement critiqué et l'on disait la victoire des Alliés aussi dépourvue de tête que celle de Samothrace. Partout où l'on allait et dans n'importe quelle classe de la société, on entendait le même son de cloche : indignation au sujet des lenteurs de la conférence, dangers de révolution, manque de confiance dans les négociateurs.

Wemyss se concerta avec l'amiral de Bon et l'amiral Benson; ils décidèrent d'essayer d'orienter la Conférence, non vers un renouvellement d'armistice en février, mais vers l'ouverture des préliminaires d'une paix militaire et navale permettant de démobiliser l'armée et la marine et de lever le blocus. De lamentables échos des souffrances de la population allemande arrivaient des régions occupées où nos soldats partageaient leurs rations avec les femmes et les enfants. Les trois amiraux résolurent de demander au maréchal Foch de se joindre à leur démarche et celui-ci le fit de grand cœur. Le 27 février il avait remis à Wemyss les insignes de grand croix de la Légion d'honneur qui lui était conférée pour services rendus au moment de l'Armistice. Une cérémonie simple et touchante avait eu lieu aux Invalides en présence de sa

femme, du général Weygand, et d'autres généraux. Le maréchal Foch avait loué la loyauté et l'énergie de Wemyss, au cours d'une charmante allocution.

L'univers entier semblait réuni à Paris et les Wemyss retrouvaient non seulement leurs nombreux amis français, mais d'autres, venus de tous les coins du monde, occupant les postes les plus imprévus et remplissant les plus étranges missions. Le général Botha avec lequel ils avaient voyagé en venant de Londres était envoyé en Pologne à son grand étonnement, car il ne parlait d'autres langues que le hollandais et et l'anglais, tandis que sir Esme Howard, l'ancien condisciple de Wemyss, était désigné pour la même mission. Aubrey Herbert figurait comme délégué de l'Albanie et le colonel Lawrence accompagnait l'Émir Fayçal, sur qui il racontait la délicieuse anecdote suivante : quand le Conseil Suprême de la Guerre lui avait demandé à quelle puissance l'Arabie désirait donner son mandat, l'Émir avait fait observer que l'Empire arabe était déjà une grande puissance à l'époque où la France était province germanique, l'Angleterre inconnue et l'Amérique non encore découverte. Avec un tact plein d'à-propos, l'interprète avait traduit : L'Émir dit que l'Empire arabe était un grand Empire quand les Alliés et les Puissances associées n'avaient pas encore l'importance qu'elles possèdent à présent.

La proposition de Prinkipo offrant de négocier avec les bolchéviks et reçue par ceux-ci avec dédain et mépris émanait, disait-on, du président Wilson et causa le plus amer ressentiment en même temps qu'elle ajouta au discrédit déjà jeté sur la Conférence. Venant d'officiers alliés, de Polonais, de réfugiés russes, les comptes rendus d'atrocités commises par les bolcheviks, atrocités si monstrueuses que nos esprits se refusaient à les imaginer, affluaient de toutes parts.

L'exécution dans la forteresse Pierre-et-Paul du grand-duc Paul Alexandrovitch, des grands-ducs Nicolas et Georges Michailovitch, du grand-duc Dimitri Constantinovitch, exécution ordonnée par une juive sadique alors commissaire de Petrograd, eut lieu dans les conditions les plus révoltantes (le grand-duc Nicolas Michailovitch trop faible et trop malade pour se tenir debout avait été fusillé dans une

brouette) et souleva d'autant plus d'horreur que les grands-ducs Paul et Nicolas, ce dernier, éminent historien, membre correspondant de l'Académie française, étaient très connus à Paris. On eût dit que la démarche de Prinkipo avait représenté pour les bolchéviks une autorisation au massacre, car ils s'enhardirent par la suite jusqu'aux dernières extrémités.

Wemyss avait poursuivi ses négociations avec succès pendant ce temps; l'amiral de Bon était également actif; il était moins aisé de s'entendre avec l'amiral Benson. On décida finalement que les chefs navals et militaires écriraient chacun à leurs premiers ministres respectifs, en insistant sur l'urgente nécessité de commencer les préliminaires de la paix. En conséquence Wemyss écrivit une lettre très énergique à Lloyd George, appelant son attention sur les dangers d'un délai; le maréchal Foch agit de même vis-à-vis de Clemenceau tandis que l'amiral Benson était amené, non sans difficulté, à écrire au président Wilson.

Le 31 janvier Wemyss constata qu'il avait remporté un triomphe : ses vues étaient approuvées. Sur le désir de Clemenceau, il devait demander la réunion d'un conseil chargé de discuter les clauses de la paix dès son retour à Londres, retour qui devait avoir lieu le lendemain même. L'Amirauté le rappelait et le travail s'était accumulé en son absence.

Il retrouva une grande confusion en Angleterre : grèves continuelles dans le métro, les autobus, etc... Des émeutes avaient éclaté à Glasgow, et à Belfast. Des troupes avaient été appelées dans ces deux villes et l'on y comptait déjà des morts et des blessés.

Le 6 février il était de retour à Paris pour la Conférence de la paix où les chefs navals et militaires, le maréchal Foch et Wemyss, tous deux signataires de l'Armistice, devaient prendre la parole pour exposer leurs vues. Ils s'étaient donné rendez-vous au quai d'Orsay à trois heures; on les fit attendre au dehors jusqu'à cinq heures et demie, heure à laquelle on vint leur annoncer que la séance avait pris fin. Leur indignation est plus aisée à imaginer qu'à décrire. Wemyss exprima d'abord à Lloyd George et ensuite à Clemenceau sa façon de penser. Il entendit le second dire à Foch : « Vous êtes maré-

chal de France, vous vous connaissez en affaires militaires, mais les questions économiques ne vous regardent pas. »

La sagesse et les connaissances de ceux que « cela regardait » apparurent clairement quand un comité d'experts comprenant le gouverneur de la Banque d'Angleterre certifia que les capacités de paiement de l'Allemagne atteignaient vingt-quatre milliards de livres sterling.

Les esprits peu à peu s'échauffaient et il ne fut pas surprenant qu'au quai d'Orsay, l'après-midi suivante, alors que de nouveaux efforts pour remettre la séance étaient tentés, le maréchal Foch suivi par le général Weygand quittât la pièce en claquant la porte, et disant qu'il n'en pouvait supporter davantage. Le Conseil Suprême de la Guerre espéra un instant que l'incident était clos, mais Wemyss insista pour être entendu.

Avertissant le Conseil de l'intolérable situation créée par un retard prolongé et indiquant les dangers courus de ce fait, il insista sur la nécessité d'établir les préliminaires d'une paix navale et militaire. « Paix ! » s'exclama le président Wilson d'un ton choqué, « l'Amiral parle-t-il de paix? — Oui, monsieur le président », fut la prompte réponse, « j'avais toujours cru que nous étions ici pour cela ! » Comme Wemyss le racontait plus tard, le mot « Paix » avait produit sur l'auguste assemblée le même effet qu'un coup de fusil sur un vol de perdreaux; tous les assistants s'étaient levés et se préparaient à quitter la salle. Ce fut en vain que Wemyss s'efforça de retenir les ministres et de leur expliquer son point de vue; tous l'approuvaient, mais...

Ce fut seulement quelques années plus tard, lors de la publication de l'ouvrage de M. Lansing « Peace Negotiations » que Wemyss comprit que l'opposition du président Wilson venait de ce qu'il avait décidé qu'aucune paix ne serait ébauchée sans inclure dans ses prémisses la convention de la Société des Nations. Il écrivit alors à M. Lansing qui répondit qu'il se souvenait très bien du Conseil Suprême de la Guerre du 8 février 1919, Conseil où Wemyss avait présenté un plan relatif aux préliminaires de paix et où M. Wilson et M. Balfour s'étaient montrés ses principaux adversaires.

Wemyss avait sans doute compris, depuis lors, le motif de

leur opposition. Rien ne pouvait être fixé avant que le Covenant au sujet de la Société des Nations fût présenté et adopté. « Là était l'écueil, écrivait-il, sur lequel toute suggestion pratique au sujet d'une paix immédiate devait échouer. Le monde avait à payer rançon pour les mauvais pilotes incapables d'assurer le sort de la Conférence. »

Déplorant « le véritable cauchemar qu'avaient été les affaires internationales durant les deux dernières années », résultat de ce qu'il appelait « le désastre de Paris », l'amiral pensait « que beaucoup de choses eussent pu être évitées si la Conférence de Paris avait agi sagement et équitablement au lieu de se laisser guider par des théories impraticables basées sur un idéalisme exagéré ». Wemyss n'avait jamais eu la moindre foi dans la Société des Nations, si bien définie comme « l'idée du XIXe siècle sur ce que devrait être le XXe ». Son idéalisme avait des racines réalistes et son robuste bon sens lui disait que, dépourvue de force armée et par conséquent incapable d'imposer ses décisions, la Société était appelée à devenir une simple « société de discussions », plus faite pour amener des guerres que pour les empêcher.

FRANCE ET ANGLETERRE[1]

Fermement convaincu que la paix du monde et la prospérité de l'Europe dépendaient dans une large mesure de la continuité des relations cordiales entre l'Angleterre et la France, Wemyss craignait que si ces dernières demeuraient exposées à des épreuves du genre de celles subies à la Conférence de Lausanne, l'amitié si nécessaire des deux pays ne se trouvât compromise d'une façon inquiétante.

Quoique certaines difficultés pussent s'élever occasionnellement entre ces deux grandes puissances, il pensait que leurs intérêts n'entraient pas en conflit. La politique de la France, pays agricole se suffisant à lui-même en grande partie, tendait principalement à assurer la sécurité de ses frontières. Celle de l'Angleterre, île surpeuplée, dans l'impossibilité de nourrir

1. Les idées que l'amiral Wemyss professait en 1922 sur les relations de la France et de l'Angleterre nous semblent avoir aujourd'hui un intérêt d'actualité particulièrement vif.

des millions d'habitants, s'appliquait à maintenir son commerce. Aucun conflit de principe ne devait opposer ces politiques si différentes, et cette absence des causes habituelles de guerre pouvait favoriser une politique d'alliance, faite de force et de mesure et appelée à garantir la paix générale.

« Mais, écrivait Wemyss, les divergences ne peuvent être réglées d'une façon satisfaisante que par une volonté réciproque de prendre en considération les susceptibilités nationales, par la confiance en une mutuelle bonne foi et la connaissance de la psychologie des deux parties.

» Par malheur, c'est justement cette connaissance qui manque à la plupart des Anglais et des Français. Le Français arrive à une conclusion par la logique, l'Anglais par instinct, sentiment et même sentimentalité. La différence des deux méthodes suffit à rendre les négociations difficiles. L'Anglais, avec son sens inné de sécurité, héritage de générations vivant à l'abri de l'invasion, comprend difficilement l'anxiété du Français, qui, en l'espace d'un siècle, a vu trois fois son territoire envahi et occupé par l'ennemi. D'autre part le Français, qui ne possède pas l'expérience de la misère créée par l'impossibilité de trouver du travail, ne peut guère concevoir la situation déplorable amenée par le chômage forcé d'un million d'hommes. Chaque pays se trouve en face de problèmes difficiles à résoudre et imparfaitement compris par l'autre. Une meilleure compréhension mutuelle éliminerait rapidement les malentendus existants, malentendus qui tendent à nuire à la cordialité des relations. Dans bien des occasions, au cours de la guerre, des concessions importantes ont été obtenues par des hommes dont l'expérience et la sympathie à l'égard des difficultés rencontrées par autrui ont seules rendu l'accord possible. Il est malaisé d'admettre que des efforts semblables ne puissent atteindre le même résultat dans un moment où le besoin d'unité est tout aussi grand quoique moins apparent. Le traité de Versailles nous a laissé un héritage accablant. Ses défauts sont universellement reconnus, mais si d'autres nations moins exposées peuvent en envisager froidement la revision, la France qui voit en lui la seule garantie de ses frontières, considère toute suggestion semblable avec méfiance. Son attitude ne peut rencontrer qu'une entière sympathie chez ceux qui

connaissent différents aspects de la brûlante question de sécurité.

» La paix est le grand but, mais lorsque tant d'intérêts sont en jeu, on ne peut y travailler qu'en éliminant les causes de conflit ou en unissant des puissances moralement et matériellement assez fortes pour l'assurer. Si la première de ces conditions est réalisable, elle ne le sera que dans un avenir assez éloigné pour demeurer hors de la portée de la politique actuelle. La seconde est possible et c'est sur elle que repose le seul espoir de sauver l'Europe.

» Les traditions politiques de l'Angleterre et de la France devraient engendrer un libéralisme éclairé, aussi distant de l'autocratie que du communisme. Une liberté sans désordre, une autorité sans despotisme, tel doit être l'idéal, le principe vital commun des deux pays; cette solidarité de sentiments est la condition nécessaire de la création des États-Unis d'Europe, véritable espoir d'une paix universelle.

LORD WESTER WEMYSS

MONSIEUR DANDILLOT[1]

C'est une manie propre à presque toute jeune fille, que vouloir montrer ses parents à l'homme qu'elle aime, même si ses parents sont de purs idiots, qui à coup sûr vont le dégoûter d'elle. Costa fut invité à déjeuner chez les Dandillot.

L'apparition de la famille amenait toujours en lui trois réflexes. Effroi du mariage menaçant : « Je les vois venir! » Sentiment du ridicule, le ridicule étant inhérent pour lui à l'idée de famille. Hargne, car il ne pouvait que détester les parents, qui représentaient l'ennemi possible. Ces réflexes le mirent cette fois dans un état d'excitation où entrait pour beaucoup la pensée du risque, de l'épreuve à surmonter.

Solange avait voulu l'allécher en lui disant : « Vous verrez, mes parents sont très sympathiques. » — « Mais sympathiques à qui? pensait-il. A elle? Peu m'importe. A moi? Qu'en sait-elle? » Il songeait à ces gens qui vous annoncent sur leurs *cartons*, pour vous encourager, ce qu'on pourra manger chez eux : « Thé. Porto. » (Grossièreté de la politesse européenne, comparée à celle des *sauvages* : Chinois, Arabes, etc...)

Madame Dandillot évoquait, par la taille, un cheval, et par l'habitus, un gendarme; mettons, pour tout concilier, qu'elle évoquait un cheval de gendarme. Elle avait une tête de plus que son mari et que Costa. Avec effroi, Costa reconnut en elle la caricature de sa fille. Le même nez, mais déformé, les mêmes

1. Les pages que nous publions ici sont extraites d'un roman de M. de Montherlant, *Pitié pour les femmes*, qui doit paraître cet hiver. Le héros du livre, Costa est l'amant d'une jeune fille, Solange Dandillot.

lèvres, mais décolorées, le même regard, mais alourdi. Si cela n'était pas terrible, parce que c'était dans la nature, c'était impressionnant. « A cinquante ans, ma maîtresse sera cette horreur. Et déjà, dans quinze ans, une dondon. Avertissement du ciel : il n'y a pas une seconde à perdre. » Il fut ulcéré en pensant que madame Dandillot était au courant de leur liaison, que peut-être, en certaines circonstances, elle avait dicté à Solange sa conduite. La pensée que Solange ne savait pas mentir l'accablait, comme une journée trop lourde.

M. Dandillot, au contraire, à la noblesse de son visage, jamais on ne l'aurait pris pour un Français. La face rasée, une chevelure touffue de jeune homme, presque blanche : un peu cet air du « bon docteur », tel qu'il apparaît dans les réclames de produits médicaux. Son sourire, qui était charmant, montrait des dents éclatantes et intactes. Mais tous les traits étaient tirés par la souffrance : l'homme était marqué, et Costa se disait : « C'est du cinquante-cinq au jus et la fuite. » A table, M. Dandillot ne prononça que quelques paroles de politesse.

Rien n'est plus révélateur que la demeure d'un individu, on l'a dit bien souvent. L'intérieur des Dandillot dénotait une absence de goût esthétique rare malgré tout dans leur milieu social, et à Paris. Quelques objets assez beaux voisinaient avec des ordures de bazar, et prétentieuses, encore; aucune excuse dans leur état : tout cela était plutôt cossu. Costa eût compris qu'un célibataire voué à une grande tâche s'accommodât d'un tel logis, par indifférence aux choses extérieures, et dédain pour elles. Mais une famille « séculière »! et cette fille ravissante! Que Solange n'eût pas forcé les siens à avoir un foyer décent, qu'elle supportât ce décor obscène, cela lui parut une lourde charge contre elle : impossible qu'il n'y eût pas en elle quelque chose de mauvaise qualité, qui se trouvât à l'aise dans cette mauvaise qualité de tout ce qui l'entourait. Et il lui paraissait également grave qu'elle n'eût pas hésité à le lui montrer, qu'elle ne soupçonnât pas la gêne qu'il en ressentait, ni ce qu'il en tirait contre elle.

Madame Dandillot dit que sa fille n'avait jamais été malade (« Elle commence à faire l'article »), qu'elle n'aimait ni les parfums ni les bijoux, et comme Costa disait qu'il ne les aimait

pas davantage, elle minauda : « Cela vous fait un point de plus de commun ». (« Elle nous traite déjà en fiancés. La peste soit... ! ») Elle fit aussi l'article pour son mari, afin sans doute que Costa ne crût pas qu'elle avait épousé un cadavre. M. Dandillot, à l'en croire, avait fondé quasiment le sport français. Il avait dirigé des sociétés sportives, encouragé les jeunes, été un « homme d'action ». Costa refoulait tout ce qu'il aurait voulu répondre : que l'action est une gale : on se gratte et c'est tout; que la seule action digne de ce nom est intérieure; que tout homme d'action, quand on le pousse un peu là-dessus, en arrive à ne plus savoir que dire, tant l'action est indéfendable, etc...

Solange, sans mot dire, gardait les yeux baissés sur son assiette. Elle était gênée au possible, de voir Costa au milieu des siens. Sa gêne lui durcissait le visage, lui donnait l'air sournois et méchant. Vie de famille, voilà bien de tes coups! A cet ange de douceur tu parviens à donner un air de femme fatale. Qui verrait Solange, en ce moment, pour la première fois, serait bien forcé de se dire : « C'est une rosse finie. Gare! »

Costa et madame Dandillot parlèrent le néant durant une heure. Afin d'être sûre de plaire à l'écrivain, et aussi de ne pas dire de bêtises, madame Dandillot répétait, après un laps de temps convenable, cela même qu'avait dit Costa. Si Costa disait, aux hors-d'œuvre : « Le journalisme n'empêche nullement un écrivain véritable de faire son œuvre », madame Dandillot, au café, proclamait avec un air entendu, et comme si c'était une vérité dont il fallait convaincre Costa : « Vous savez, on peut très bien faire une œuvre littéraire, et écrire dans les journaux. » Costa se sentait de plus en plus ridicule. L'idée qu'il était là en tant que fiancé possible était si diminuante pour lui! Un fiancé! Un « gendre »! Tout fier-à-bras qu'il fût, il n'arrivait pas à secouer ce sentiment d'humiliation.

Après le déjeuner, une « visite » s'annonça. Madame Dandillot et Solange la reçurent au salon. M. Dandillot pria Costa de le suivre dans son bureau. Costa songea : « S'il me dit : « Je vous confie Solange » (sa gorge se serra, d'attendrissement), je répondrai : « Elle sera pour moi comme une petite sœur. » C'est une phrase qui ne promet rien. Car, ma maîtresse, elle est pour moi comme une petite sœur. »

Dans son bureau, M. Dandillot se laissa tomber au fond d'un fauteuil bas. Il parut tout petit, comme une mouche qui se recroqueville au moment de mourir. Ses cuisses squelettiques se dessinaient sous le pantalon. Nous ne décrirons pas le bureau, car nous savons que le public, lorsqu'il lit un roman, saute toujours les descriptions.

— Monsieur Costa, — dit-il, — je ne suis pas ce que vous croyez. Si je n'ai guère parlé, à table, c'est qu'il y a trente et un ans que je prends mes repas avec madame Dandillot : nous nous sommes dit ce que nous avions à nous dire. J'ai perdu l'habitude de parler, ou ai pris celle de parler seul dans ma chambre. Pour vous, j'ai préféré vous parler en tête à tête, car je voudrais vous parler sérieusement. Cependant, il y a quelque chose qui me chiffonne un peu chez vous : je voudrais vider mon sac à ce propos, avant de parler de moi. Puis-je vous parler avec une franchise absolue?

— Essayez toujours, nous verrons, — dit Costa, sentant bien cette fois, sur sa nuque, le souffle fatal de l'hippogriffe.

— Allons, allons! — dit M. Dandillot, souriant, feignant de croire à une plaisanterie. — A un homme qui a écrit ce grand bouquin-là (il indiquait un livre de Costa, placé sur une table voisine) on doit une franchise absolue. Voici donc : pourquoi avez-vous ça?

Il désignait la boutonnière rouge de Costa.

— Je n'aime pas me singulariser. Si je l'avais refusée...

Il allait continuer : « ... j'aurais eu l'air d'en faire un plat », mais s'arrêta court, subodorant la gaffe.

— Eh bien, si vous l'aviez refusée? Je voudrais vous montrer quelque chose.

Le père de Solange se leva, prit dans une commode une liasse de papiers, tendit à Costa une coupure de *l'Indépendant de Mâcon*, juillet 1923. Titre : *Notre concitoyen, Charles Dandillot, refuse la Légion d'honneur*. Sous un « chapeau » lyrique, ou plutôt lyrico-prudent, on lisait la lettre écrite par M. Dandillot à l'infortuné préposé aux pluies rouges :

Monsieur le Ministre,

J'apprends que vous voulez me proposer pour la Légion d'honneur.

J'ai consacré ma vie, dans l'ombre, à la jeunesse française. Je ne l'ai pas fait en vue d'une récompense qu'il faut partager avec n'importe qui.

Par ailleurs, j'ai cinquante-sept ans. Permettez-moi, Monsieur le Ministre, d'exprimer un souhait : que le gouvernement, à l'avenir, ait des informateurs un peu plus qualifiés, lorsqu'il s'agira de lui indiquer les hommes qui ont fait quelque chose pour le pays.

Veuillez croire, etc...

Costa vit là le dépit d'un homme qui n'a pas été décoré à trente ans, et rien de plus. « Comme remerciement à un monsieur qui a eu une pensée gentille, ce n'est pas trop mal tassé. » Que M. Dandillot eût communiqué son chef-d'œuvre à *l'Indépendant de Mâcon*, cela aussi lui parut assez significatif. M. Dandillot lui fit ensuite un laïus sur la « pureté ». Costa connaissait bien ce laïus : il le faisait lui-même à l'occasion. Sa pensée véritable sur les honneurs était qu'ils sont de ces choses qu'Epictète appelle « les choses indifférentes ». Et il était visible, par cette lettre, que les honneurs comptaient beaucoup aux yeux de M. Dandillot.

Pendant que ce dernier cherchait dans le carton, Costa avait jeté sur la couverture de son livre un regard d'auteur : les écrivains lorgnent leur nom imprimé comme les jolies femmes, ou qui se croient telles, lorgnent les miroirs. Et il avait vu que le « grand bouquin » n'avait guère plus d'une dizaine de pages coupées. Il est vrai qu'on peut très bien situer un auteur, pour avoir lu de lui dix pages seulement.

Lorsqu'il eut terminé le laïus « Pureté », M. Dandillot dit :

— Est-ce que Solange vous a averti que j'étais condamné? Cela n'est pas sûr, mais je pense bien que je suis condamné.

— Mademoiselle Dandillot ne m'a rien dit de semblable.

— Je serai mort dans un mois. La fin des illusions!

— Pour moi, la mort sera la fin des réalités.

— Pour moi, la fin des illusions. Je vais mourir à soixante et un ans. Eh bien, pour un homme qui depuis trente ans a vécu selon certains principes de vie naturelle, qui raisonnablement devaient lui donner longue vie et longue jeunesse, c'est un fiasco. Soixante et un ans! C'est l'âge où tout le

monde meurt. Or, songez : depuis plus de trente ans, j'ai vécu fenêtres ouvertes, je n'ai jamais pris d'alcool, jamais fumé. Depuis plus de trente ans, vous entendez, jamais une goutte d'eau chaude, ou seulement tiède, n'a touché mon visage ou mon corps, même quand j'étais indisposé. Depuis plus de trente ans, levé chaque matin à six heures, et ma séance de culture physique, nu. Et il y a un an encore, je campais en montagne, je faisais mes quarante kilomètres dans la journée, sac au dos, comme un jeune homme, la tête découverte au soleil ou à la pluie. D'ailleurs, si mon visage est ridé, mon corps, il n'y a pas plus d'un mois, était celui d'un jeune homme. Maintenant encore, ne croyez pas que j'ai le ventre ballonné, dit-il, indiquant son ventre : je porte une ceinture de flanelle, c'est elle qui fait cette épaisseur; en réalité j'ai la taille très mince. Bref, ma vie a été *naturelle*; vous pesez bien ce mot : *naturelle*? Et tout cela pour mourir à soixante et un ans, c'est-à-dire au seuil de la vieillesse. Et quand des tas de gens, qui ont vécu la vie la plus molle et la plus frelatée, dépassent soixante-dix et quatre-vingts ans. Alors je me dis : ce n'était pas la peine, j'ai été roulé.

Costa trouva que, en effet, ce n'était pas la peine. Il se souvenait du mot de l'Écriture : « J'aurai le même sort que l'insensé. Pourquoi donc ai-je été plus sage? » Il dit :

— L'important est de savoir si, vous priver de tabac, de vin, etc..., cela vous coûtait.

— Souvent, oui. Surtout le lever à six heures. Mais je voulais me vaincre. Si j'avais lutté pour gagner mon pain, et le pain de mes enfants, je me dirais : cela n'a pas été perdu. Mais non, j'ai toujours vécu de mes rentes. Si j'ai lutté, c'était contre moi-même, c'était du luxe. Aujourd'hui je me dis : je me suis gêné pour rien. Voyez-vous, monsieur Costa, dans la vie, il ne faut pas être courageux, c'est inutile. Moi, cependant, je suis obligé de continuer. Il faut tenir jusqu'au bout.

Il rejeta sa mèche en arrière, d'une saccade de la tête, avec un geste qu'ont les jeunes garçons, ou les chevaux qui encensent.

— Pourquoi tenir jusqu'au bout?

— Vais-je renier un idéal de trente-deux ans? M'infliger ce démenti? J'en connais qui riraient de trop bon cœur, je veux

dire : de trop méchant cœur. J'ai donné aux gens qui m'ont approché l'image d'un certain type d'homme. J'ai le devoir de maintenir cette image jusqu'au bout, même si je me suis trompé. Tenez, mes yeux sont éteints, mon cœur est éteint, mon âme est éteinte. Pour me remonter je sais bien ce qu'il faudrait : du champagne. Mais comment voulez-vous que je demande ça? J'aurais l'air de donner un croc-en-jambe à toute ma vie. Non, je ne déserterai pas.

Quelle déviation de la conscience! pensait Costa. Voilà comment on devient un homme-mensonge, en croyant être « pur ».

— Je vais mourir, — poursuivit M. Dandillot, — et, si j'y fais la moindre allusion, on me dit que je « me frappe »! Mais chut...

On entendait du bruit, dans la pièce voisine. M. Dandillot dit : « Vous savez, les murs ont des oreilles. » Son expression était celle d'un enfant pris en faute. Quand le bruit eut cessé, il reprit :

— Oui, je vais mourir, et il faut que je rigole! Il faut que je paraisse ignorer que je meurs, pour que les miens puissent s'amuser avec la conscience tranquille. Quand je serai à l'agonie, il faudra que je dise une parole qui me fasse honneur, pour que les miens puissent la répéter dans la famille. Vous, est-ce que vous ferez un mot historique, quand vous serez à l'agonie?

— J'espère bien garder un peu de tenue dans l'agonie, c'est-à-dire ne pas faire de mots historiques. Si j'étais absolument forcé de dire quelque chose, il me semble que je demanderais pardon au public, pour n'avoir pas mieux exprimé ce que j'avais dans le cœur...

— Vous, vous êtes un homme public, c'est différent. Moi, je croyais avoir droit que la comédie cesse un peu à présent, depuis trente ans qu'elle dure, avoir droit à trois semaines de vie sincère avant de disparaître de ce monde. Tout au contraire, la comédie va battre son plein, elle ne fait que commencer! Hier, le médecin est venu, il devait me faire une intervention douloureuse. Je brûlais de me plaindre, à seule fin qu'on me dise de « réagir » et que je puisse m'écrier : « Réagir? Et pourquoi? Quand je n'ai plus qu'une goutte

d'énergie, à force de l'avoir dépensée trop généreusement, il faudrait que j'emploie cette dernière goutte d'énergie à me contrefaire pour vos beaux yeux! Il faut que mon cadavre se mette au pas de parade, et s'y mette avec souffrance, pour que vous soyez contents, pour que vous ne me méprisiez pas? Eh, méprisez-moi donc! Qu'est-ce que cela me fera, au lieu où je vais? » Voilà ce que j'aurais voulu leur crier. Au lieu de cela, j'ai fait le Romain, l'homme de bronze, — pas un signe d'appréhension, pas une plainte. Et, tandis qu'ils m'admiraient (du moins je le suppose), c'est moi qui me méprisais pour ce ridicule héroïsme.

— Ainsi, — dit Costa, — vous vous mentez à vous-même, et cela — qui est toujours très grave — cela, pour l'opinion du monde!

— Ah! l'opinion du monde! Si encore elle m'avait su gré de la leçon que je donnais. Mais on n'a fait que me traiter de maniaque. « Dandillot, qui ne mange pas de conserves parce que ce n'est pas une nourriture naturelle... Enlevez votre foulard quand vous apercevrez Dandillot, sans cela il vous fera une sortie : vous savez bien qu'il casse la glace l'hiver pour se baigner. » Ma femme se moque de moi sans se cacher. Solange affecte de prendre mes idées au sérieux, mais je sais bien que c'est uniquement par gentillesse. Mon fils faisait le contraire de tout ce qu'il savait être mes principes, exprès, pour m'ennuyer. Donc, résultat négatif sur toute la ligne. Non seulement j'ai donné un exemple qui n'a pas eu valeur d'exemple, mais il est possible que l'exemple que j'ai donné ne méritait pas d'être exemplaire. Cependant tout cela aurait peut-être été autre si, comme vous, j'avais des œuvres... Ah! vous, vous êtes tranquille!

Costa se dit que le monde croirait que M. Dandillot était mort de la pierre. Mais peut-être qu'en réalité il mourait de n'avoir pas reçu la part qu'il se croyait due. Comme les lampes ont besoin de pétrole, les hommes ont besoin d'être nourris d'une certaine quantité d'admiration. Quand ils ne sont pas admirés assez, ils meurent. Le seul moyen d'apaiser les derniers jours de M. Dandillot, c'eût été de flatter sa vanité. Costa était touché, aussi, de voir ce vieillard envier, si naïvement ou si noblement, sa création d'écrivain, à lui homme de trente-

quatre ans. Il l'imaginait horrible, ce drame de n'avoir pas pu s'exprimer.

M. Dandillot parla avec amitié de « l'avenir » de Costa. « Vous obtiendrez tout ce que vous voudrez! etc... » La *cauda* toutefois fut ceci : « Et cependant, malgré tout cela, votre place dans l'opinion publique n'est pas ce qu'elle devrait être. Je ne sais pas si vous vous en rendez compte... » — « Il est amer, pensait Costa, de sorte qu'il veut à toute force que j'aie des raisons de l'être aussi : ça le consolerait un peu. Et pourtant, très visiblement, il me veut du bien. Mais quoi! il ne faut pas en demander trop aux hommes. » Tout cela lui paraissait d'autant plus savoureux qu'il restait convaincu que M. Dandillot n'avait jamais lu plus de dix pages de lui.

L'écrivain reprit :

— Ne dites pas, cher monsieur, que votre leçon est perdue. Vous m'en donnez une, en ce moment, qui confirme ma propre façon de voir : que c'est folie de se contraindre sans en avoir de fortes raisons.

Tout moribond qu'il fût, M. Dandillot était encore assez vivant pour se contredire furieusement, qui est la vie même. La conclusion de Costa ne fut pas de son goût. Il proclama :

— Tout ce qu'il y a de bien dans le monde naît par la contrainte.

— Je n'en crois rien! — dit Costa, avec vivacité. — Il pensa à part soi : voilà le type de ces lieux communs petit-luxe avec lesquels la pauvre humanité essaye de justifier ses sueurs.

— Laissez-m'en au moins la pensée, — dit M. Dandillot. — Si ce que j'ai fait est vain, qu'il me reste au moins de m'être dépassé en le faisant.

Costa vit alors à quel point ce vieil homme était vaincu. Et il avait grand pitié de lui.

Il lui parut que Sénèque avait écrit, à peu près, ce que venait d'exprimer M. Dandillot. Il le lui dit. Mais à ce nom de Sénèque M. Dandillot se fâcha.

— Ah! qu'on ne me parle plus de ces farceurs! J'ai rempli jadis des cahiers avec des extraits de moralistes : je ne mourrai pas sans en avoir fait un feu de joie. De qui lisais-je donc, l'autre jour, cette expression : « un fumier de philosophies[1] »? Enfin,

1. Panaït Istrati.

monsieur Costa, vous qui êtes homme de lettres, vous savez bien que nous avons davantage besoin d'une dactylo qui copie un texte intelligemment, que d'une nouvelle conception de l'univers! Les charlatans! J'aime la vie, je n'y ai que de l'agrément, et il faut que je trouve très bien de la quitter à jamais! On me sonde, et il faut trouver que le mal qu'on me fait est agréable! J'ai connu des vieillards qui parlaient avec sérénité de leur fin prochaine, continuaient, sachant leur mort imminente, d'administrer leurs affaires comme si de rien n'était. Eh bien! c'étaient tous des gens bouchés, des imbéciles. Les gens intelligents ont peur, et sont paralysés par leur peur. Allez, coquins de philosophes, en route pour le cabanon, si vous êtes de bonne foi. Et si vous vous payez ma tête, qu'on fasse sauter la vôtre. Oui, je m'étonne qu'il ne se soit jamais trouvé un empereur pour faire mettre à mort, en masse, toute cette engeance de philosophes, au même titre que les chrétiens.

« Il est un peu excité, pour un moribond, pensait Costa. Mais peut-être est-ce ainsi que cela doit se passer. » Il dit, pour dire quelque chose :

— Vous oubliez que la plupart d'entre eux ont péri par le fait du prince, instrument de la justice immanente.

M. Dandillot ferma les yeux un instant, avec une expression intense de fatigue. « Voilà le résultat des marches de quarante kilomètres à soixante ans! se dit Costa. Hélas, l'énergie se paie. Mais il est défendu de le dire. Faisons des *louveteaux!* » Gardant les yeux fermés, M. Dandillot souleva ses deux avant-bras, et les laissa retomber sur les accoudoirs du fauteuil, dans un geste de résignation et de tristesse.

— Ce que je voudrais, c'est dormir. Mais madame Dandillot et Solange me réveillent sans cesse pour me donner des médicaments. Les médicaments ne me font rien, et dormir m'est doux; n'importe! il faut m'enlever le sommeil à cause des médicaments. Jusqu'à la fin, il faut agir selon *ce qui se fait*, non selon la réalité.

Costa, qui avait cru que ce déjeuner était un traquenard matrimonial, et que M. Dandillot l'avait fait venir à huis clos pour lui détailler les avantages de sa fille, était toujours plus surpris de voir qu'il n'était jamais question d'elle, ou plutôt

que M. Dandillot l'englobait dans ce groupe — les « siens » — dont il parlait avec si peu d'amitié. Il en vint à penser que madame Dandillot seule savait ce qui se passait entre Solange et lui. Ou elle s'y plaisait, par gloire, sans y voir plus loin, et les Dandillot, en ce cas, étaient d'assez singulières gens. Ou elle voulait donner un air « fiançailles » à cette liaison, pour que les apparences fussent sauves, mais seulement un air, pas de réalité. Ou elle s'était mis en tête de mener l'affaire jusqu'au bout. Mais il semblait bien que, de toutes façons, M. Dandillot fût négligé. Ce qui était naturel, puisqu'il serait mort dans peu de temps.

M. Dandillot rouvrit les yeux, parut désigner, d'un mouvement vague de la main (à la hauteur des livres), tout ce qui se trouvait dans la pièce, et dit :

— Tout ça, qu'est-ce que ça me fait! Ce sont des bêtises pour que les vivants tuent le temps. Maintenant je vois clair. Et tout ça ment. La pendule, qui indique une heure qu'il n'est pas : elle est arrêtée. Le baromètre, qui est détraqué. Le Corot au mur, qui est faux. Les livres, je n'en parle pas. Tout est imposture, et c'est tellement notre atmosphère que, le jour où nous découvrons cette imposture, nous mourons, comme les gens qui se sont tellement habitués à la drogue, qu'ils meurent si on les en prive.

Il redressa tout à coup le buste, avec le geste de l'homme qui se raidit.

— Je vous sais gré de deux choses. De n'avoir pas cherché à m'illusionner sur mon état. Et de n'avoir pas cherché à me consoler. Voyez-vous, si une pensée pouvait me consoler, c'est que je meurs de mort naturelle, que je ne meurs pas pour une « cause »...

Costa ne répondit pas. M. Dandillot ajouta :

— Il se peut d'ailleurs que je meure d'une autre mort que la naturelle. J'ai là de quoi hâter le dénouement, si je souffre trop. (Il désigna une armoire.) Deux tubes de comprimés de gardénal. Je fais dissoudre, je bois, et c'est fini.

— Oui, mais si la dose n'est pas assez forte, et si vous en revenez, qu'est-ce que vous vous faites passer par votre famille!

— Vous croyez? — dit M. Dandillot, avec un étroit sourire,

enfantin. — Mais non, allez, avec du gardénal, aucune chance que j'en revienne.

— Pourquoi pas un bon coup de revolver? (Il ricana.) Pour ne pas compromettre votre famille?

— Oui, à cause de Solange. Et puis, avec un revolver, l'arme se redresse, et on risque de se rater.

— Vous n'avez qu'à viser l'os du maxillaire. Non, ce qu'on risque, c'est que l'arme s'enraye. Je connais ça. Saletés d'armes! Pis que tout : la fausse sécurité. Quand on veut tuer quelqu'un, parlez-moi d'un bon couteau. On n'a encore rien trouvé de mieux que ça.

— Comme je ne peux pas me tuer avec un couteau, je m'en tiens au gardénal. Est-ce que vous trouvez que c'est une lâcheté, de se tuer?

— Ceux qui appellent cela une lâcheté sont ceux qui sont trop lâches pour le faire.

— C'est tout à fait mon avis.

Il y eut un silence, comme si chacun d'eux avait conscience qu'ils avaient vidé une question. Puis M. Dandillot reprit :

— J'ai passé quarante ans à faire des choses qui me coûtaient, et à les faire sans y être forcé. Jeune homme, j'ai pâli sur des codes, avec une très mauvaise mémoire, alors que tout le monde, ma famille et moi, savait que je ne serais avocat que pour la frime, un ou deux ans. Je me suis marié sans amour, sans vue intéressée, et sans goût pour le mariage. J'ai eu des enfants parce que ma femme en voulait : je puis bien vous le dire, Solange n'a pas été la bienvenue. J'ai eu un appartement à Paris, alors que j'aimais la nature et la solitude, mais il « le fallait ». J'ai continué d'aller aux eaux, longtemps après avoir vérifié, année sur année, qu'elles n'avaient sur moi aucun effet. J'ai fait tout cela sans raison, simplement parce qu'on faisait ainsi autour de moi, ou parce qu'on me disait que je devais le faire. Et maintenant je vais mourir, sans savoir pourquoi j'ai mené une vie qui me déplaisait, alors que, à un moment donné, rien ne m'empêchait de m'organiser une vie qui me plût. Est-ce que cela n'est pas singulier?

— Pas du tout. L'homme se laisse embringuer : c'est la règle. L'homme vit au hasard : c'est la règle.

Tout à coup la porte s'ouvrit. Madame Dandillot parut, et, s'adressant à son mari :

— Je suis venue voir si vous n'aviez besoin de rien.

— Mais non, merci.

— Vous n'ouvrez pas davantage la fenêtre? Vous!...

— Non, le bruit me fatigue.

— Je vois que votre bouteille d'eau de Cologne est vide. Je vais en envoyer acheter une autre.

— Non, l'eau de Cologne, c'est trop froid...

— On ne peut tout de même pas réchauffer l'eau de Cologne! Allons, je vous laisse.

Pendant quelques instants, Costa et M. Dandillot restèrent silencieux. Sans nul doute, madame Dandillot, derrière la porte, avait entendu tout ou partie de leurs dernières paroles.

A voix plus basse, M. Dandillot dit :

— Ah! aller dans une clinique! Avant de mourir, voir un peu un nouveau décor, de nouveaux visages que ceux que je vois depuis trente ans. Mais c'est un rêve : cela même m'est interdit. Savez-vous la seule occupation qui me soit supportable au point où j'en suis? Brûler ma correspondance. Quarante-cinq ans de correspondance. Si on additionnait les heures qu'on a passées à sa correspondance, et à d'autres besognes pareillement inutiles, on verrait qu'on y a perdu des années. Vous qui êtes jeune, je vais vous donner un conseil : ne répondez pas aux lettres, ou n'y répondez que très peu. Non seulement il ne s'en passera rien qui vous nuise, mais les gens ne vous en tiendront pas rigueur : c'est un pli qu'il suffit de leur faire prendre. Moi, en détruisant ma correspondance, je dis *non* à ce qui a été ma vie. Et j'en ai du plaisir. J'en ai aussi à priver madame Dandillot de celui qu'elle aurait eu à fouiller dans mes affaires. C'est drôle que je vous parle ainsi, à vous que je ne connais pas.

Cette façon de jeter son secret dans l'abîme, Costa la reconnaissait : plus d'une fois il avait agi ainsi avec Solange. M. Dandillot, sans le savoir, lui rendait la mystérieuse confiance qu'il avait eue en la jeune fille; et il en était songeur.

— Ma femme, — reprit M. Dandillot, — ma femme a la religion du Français moyen : elle ne pratique pas, ne prend pas les sacrements, et va à la messe du dimanche. Solange

prétend être incroyante, va à la messe avec sa mère, et serait fâchée de n'y pas aller. Mais, Solange, elle ne sait pas... vous la connaissez : elle est encore en bouton. Moi, j'ai toujours été païen. On ne peut pas aimer la nature comme je l'aime, et Jésus-Christ. D'ailleurs, nous avons une preuve infaillible que le christianisme était inférieur aux hautes philosophies païennes : c'est qu'il a triomphé. On sait la sorte de choses et de gens qui triomphent (*rictus d'amertume*). Ce n'est pas que je n'admire l'enseignement du Christ. Une religion, quelle qu'elle soit, se sauvera toujours du ridicule par la charité. Mais saint Paul a gâché tout. Un des points les plus acquis de ma morale était donc : ne pas voir de prêtre à mon lit de mort. Il va de soi que cela reste mon intention. Mais, dans le bouleversement qui s'est fait en moi ces temps derniers, j'avoue que ce « geste » me paraît moins riche de sens qu'autrefois. Et vous, monsieur Costa, peut-on vous demander où vous en êtes avec la foi religieuse?

— Je suis vieux-chrétien, vieux-chrétien *de sangre azul*. Mais, bien entendu, je n'ai pas la foi et ne pratique pas.

— Ah! j'en suis bien content. Je ne pourrais pas serrer la main tout à fait franchement à un homme que je saurais qui a une foi religieuse, n'importe laquelle. Tenez, donnez-moi la main, voulez-vous? (Il la serra avec force.) Eh bien, voyons, malgré cela, est-ce que vous tiendriez à avoir un enterrement religieux?

— Je souhaiterais que mon cadavre fût emporté directement du lit de mort à la fosse commune. Et enfoui là pas trop profond, pour que les chiens le déterrent, et le mangent.

— Parfait. Mais le prêtre, enfin? Verriez-vous un prêtre, si vous alliez mourir?

— C'est selon. Si je mourais au milieu des miens, je pense que oui. Pour deux raisons. Pour contenter à peu de frais mon entourage, qui le souhaiterait ardemment. Et pour qu'on me fiche la paix. Que les gens vous tourmentent et vous persécutent, à cette heure-là, quand on ne demande plus que la tranquillité, ça doit être atroce. Voulez-vous toute ma pensée sur cette manifestation religieuse? Elle n'a aucune importance, et c'est lui en prêter une indûment, que s'arc-bouter contre elle. Mais si je mourais loin des miens, — ce que je souhaite

de tout cœur — et si personne ne me parlait de prêtre, je n'en ferais pas venir.

— Vous avez sans doute raison. « Ça n'a aucune importance » : voilà sans doute le fin mot de tout. Tenez, il y a beaucoup d'ordre dans cette pièce : tout y est classé, étiqueté, aisé à retrouver. Eh bien, si j'avais été désordonné, quelle différence cela ferait-il maintenant? Un autre exemple. J'ai toujours, par principe, acheté les choses de la meilleure qualité. Mais un complet de quinze cents francs, ou un complet de sept cents s'effrangent au talon après le même nombre de mois. De sorte qu'il faut toujours changer le complet après le même temps. C'est dire qu'il n'y a en définitive aucune importance à ce qu'un vêtement soit bon ou soit mauvais. Comme il n'y a aucune importance à ce qu'un homme soit bon ou soit mauvais.

M. Dandillot appuya le poignet droit à la naissance de son nez, entre les yeux, comme pour tamiser la lumière qui le fatiguait, malgré les volets aux trois quarts fermés, et sa main magnifique pendit le long de sa joue. Se tenant ainsi, il dit :

— J'ai adoré le soleil. J'ai cru qu'il guérissait tout. J'ai cru que si on avait n'importe quoi — une congestion pulmonaire, ou un ulcère, ou une jambe cassée — il suffisait d'aller s'étendre au soleil, et qu'on guérissait. Oui, j'ai cru cela, du fond de moi-même je l'ai cru : c'était du fétichisme. Et je l'ai répété à des centaines de jeunes gens. Et maintenant, un ciel seulement un peu lumineux me fait mal, je ne peux plus le supporter. Si je sortais je me mettrais à l'ombre. (Dire que peut-être, de ma vie, je ne reverrai un ciel voilé!) Y a-t-il donc une vérité pour les vivants et une vérité pour les moribonds? Je me suis enivré de la beauté du monde et des créatures, et, je puis le dire, d'une façon bien désintéressée, car je n'ai jamais été coureur. Et maintenant tout ce qui vit m'est une offense, et je me sens prêt à le haïr. Je ne lis plus aucun journal. Peu m'importe tout cela, puisque je le quitte! Ma femme veut m'emmener au Bois en voiture. Eh bien, non. Je ne veux plus voir la beauté du monde, puisque bientôt je n'en jouirai plus. Cela me ferait mal, et je ne veux pas avoir mal.

— Il est curieux de vous voir, devant la lumière, une réaction exactement contraire à celle de Gœthe mourant.

— Encore vos grands hommes! — dit M. Dandillot, avec impatience. — Que m'importe Gœthe! Qu'il meure comme bon lui semble : personne n'a plus le pouvoir de m'être un exemple. Gœthe se mettait aussi à apprendre l'histoire naturelle à soixante-quinze ans, et il est entendu qu'on doit trouver cela admirable. Eh bien, je suis avec Montaigne : « La sotte chose qu'un vieillard abécédaire! »

Costa fut un peu choqué. Par bon ton, il s'était autosuggestionné que Gœthe était un des phares de la pensée humaine, bien qu'en son for intérieur il le trouvât surfait scandaleusement.

A ce moment, Solange entra : la dame en visite venait de partir. Et Costa connut cette curieuse sensation, qu'un être qu'il aimait vivement lui parût importun.

M. Dandillot ne faisant rien pour éloigner sa fille, ce fut Costa qui prit congé après quelques instants. Dans l'antichambre, il rencontra madame Dandillot.

— Je ne comprends pas ce qu'a mon mari. Il gémit pour descendre de son lit. Il gémit pour enfiler son pantalon. On croirait qu'il le fait exprès. Et c'est un homme qui a eu toute sa vie beaucoup de caractère.

— Vous ne comprenez pas ce qu'il a? Il a qu'il meurt, Madame.

— D'abord, Dieu merci, ce n'est pas sûr du tout. Et puis, en admettant même qu'il se croie menacé, n'est-ce pas le moment de montrer sa fermeté? Quand la montrera-t-il, si ce n'est au moment de l'épreuve? Au contraire, savez-vous ce qu'il disait hier au médecin : « Docteur, ne me faites pas mal! » — « Mais ce ne sera rien... » — « Oui, oui, je connais les façons de parler des médecins. Eh bien, vous entendez, *je ne veux pas avoir mal.* Que les autres acceptent de souffrir si cela leur plaît. Moi, je m'y refuse. » C'est un peu pénible pour ceux qui l'aiment, de l'entendre parler ainsi, devant le monde.

Costa dit n'importe quoi, et sortit. « Ainsi, pensait-il, il me fait venir pour s'épancher, et il ment! Il sera mort dans un mois, et il ment! Le vieux frère! »

HENRY DE MONTHERLANT

C. G. T. 1936

OU LE QUATRIÈME POUVOIR

« J'en suis resté à la vieille idée de Proud'hon : l'atelier fera disparaître le gouvernement. »

(LÉON JOUHAUX.)

Traditionnellement, on nous dit aux jours d'amabilité qu'en plus de l'exécutif, du législatif et du judiciaire, il existe un quatrième pouvoir : la presse. Depuis que la France est à ce point « libre, forte et heureuse » que diverses libertés y sont en permanence contestées, la vacance du quatrième pouvoir est manifeste : mais dans l'opinion de beaucoup, elle est comblée par la coexistence de deux gouvernements : l'un, qui est le gouvernement officiel, à la tête duquel s'évertue l'honorable M. Léon Blum, l'autre, qui est le « Gouvernement de masses » et dont on peut situer le centre d'opération et d'inspiration à la Confédération Générale du Travail.

C'est un fait que la C. G. T. a fourni depuis quatre mois au gouvernement en place ses idées essentielles et même ses collaborateurs : ses réclamations et ses plaintes sont immédiatement entendues : sauf dans l'affaire d'Espagne, elles ont toujours eu, en quelque sorte, force de lois. Enfin le désir d'en haut est manifestement que la C. G. T. soit partout : son secrétaire général, M. Léon Jouhaux, est devenu depuis peu de semaines à la fois membre du Conseil Général de la Banque de France et de tel organisme discret, comme le Comité d'action colonisatrice et de paysannat indigène, qui ne peut que se réjouir d'un tel apport de substance.

Mais précisément, pour le pays, plus encore que pour le Comité d'action colonisatrice, il est utile de connaître la qualité de cet apport; ce qui suit n'est qu'une modeste contribution à cette nécessaire analyse.

***

Nous ne pensons pas remonter ici aux sources du mouvement cégétiste : il y faudrait beaucoup de temps et beaucoup de place. Nous ne retiendrons du passé que quelques faits essentiels, parce qu'ils éclairent le présent et peuvent dans une mesure commander l'avenir.

Nous ne produirons en particulier qu'un document, mais capital, le texte de la « charte d'Amiens » de 1906, confirmé depuis lors par de multiples congrès et où on lit notamment ce qui suit :

« La C. G. T. groupe, *en dehors de toute école politique*, tous les travailleurs conscients de la lutte à mener pour la disparition du salariat et du patronat. Le Congrès considère que cette déclaration est une reconnaissance de lutte de classes qui oppose, sur le terrain économique, les travailleurs en révolte contre toutes les forces d'exploitation et d'oppression, tant matérielles que morales, mises en œuvre par la classe capitaliste contre la classe ouvrière. »

On ne s'étonnera pas, au rappel de ce texte, qu'il ait, en des temps plus récents, provoqué chez certains des troubles de conscience : conçu à l'époque des grèves épiques et de l'éloge de la violence, il a paru gênant quand la C. G. T. s'est peu à peu « officialisée ». Si la séparation du syndicalisme et de la politique reste théoriquement formelle, elle ne saurait tromper aujourd'hui personne, et un habile opportunisme sut apporter quand il fallut des tempéraments pratiques au dogme de la lutte des classes. La tactique a eu de ces exigences, et aussi la rivalité qui s'établit, au lendemain de la scission de Tours, entre la C. G. T. orthodoxe et la C. G. T. U. communiste. De même l'internationalisme de la C. G. T. avait subi en 1914 une louable éclipse. Au Congrès du Havre en 1912, M. Léon Jouhaux avait fait voter un ordre du jour constatant que les

« prolétaires n'ont pas de patrie ». En août 1914, aux obsèques de Jaurès, le même Léon Jouhaux prononçait un discours qui recueillit les éloges de Barrès. « Au nom des organisations syndicales, disait le leader cégétiste, au nom de tous ces travailleurs qui ont déjà rejoint le régiment et de ceux, dont je suis, qui partiront demain, je déclare que nous allons sur les champs de bataille avec la volonté de repousser l'agresseur. » En dépit de ses prévisions, M. Léon Jouhaux n'eut pas la bonne fortune de collaborer personnellement à ce belliqueux ouvrage, mais c'est à sa forte personnalité que le mouvement syndicaliste doit d'avoir traversé sans trop de dommages les difficultés multiples de ces dernières années.

Parmi ces difficultés, la principale fut bientôt que la C. G. T. cessa de représenter pratiquement la classe ouvrière : l'échec des tentatives de grève générale au lendemain de la guerre, l'émigration d'importants contingents de travailleurs manuels vers la C. G. T. communiste, enfin les années de « prospérité » où les conflits du travail devinrent rares et où le recrutement se ralentit à proportion, placèrent les leaders syndicalistes en tête à tête avec les fonctionnaires[1]. Or, sans le dire, à coup sûr, le manœuvre ou l'ouvrier spécialisé se sent plus d'intérêts communs avec son directeur, soumis comme lui aux vicissitudes de l'économie privée, qu'avec l'instituteur ou le facteur, muni des sécurités de la fonction publique. On s'en aperçut quand la prépondérance de l'élément fonctionnaire au sein de la C. G. T. offrit, à partir de 1932, c'est-à-dire au commencement des tentatives de déflation budgétaire, l'inconvénient d'obliger la Confédération à prendre des attitudes extrêmes pour la défense de positions assez peu populaires. Au Congrès de 1933, on entendit des propos inquiétants sur la désaffection de la classe ouvrière et son défaut de « vibration » devant les mots d'ordre syndicaux. La nécessité d'un sérieux coup de barre ne cessait de se préciser.

A la veille des élections de 1936, il y fut satisfait de deux manières : par la fusion des deux C. G. T. réformiste et communiste, et par la collaboration de cet ensemble avec le « Front

1. D'après le septième annuaire de la Fédération Syndicale Internationale, la C. G. T. au 31 décembre 1931 ne comptait que 30 p. 100 d'ouvriers manuels, non compris ceux de l'État.

Populaire », dont la plate-forme allait faire de larges emprunts aux laboratoires cégétistes.

***

Il y aurait beaucoup à dire sur les conditions dans lesquelles s'effectua la fusion C. G. T. et C. G. T. U. Il est connu que les instructions de Moscou prescrivaient depuis longtemps aux communistes français le « noyautage » de la G. C. T. réformiste. Il est non moins connu que M. Jouhaux, hostile au communisme, résistait à l'opération. En juin 1928, à la Conférence du Travail, s'élevant, dans des conditions que nous rappellerons plus loin, contre les législations « totalitaires », il s'écriait : « Ils sont nombreux ceux qui, dans cette Conférence, ont condamné et condamnent encore le régime des Soviets russes. Nous aussi, nous l'avons condamné : contre lui, nous prenons position : contre lui, nous luttons. » En dépit de ces accents, la mystique de l'unité ouvrière et les consignes répétées de Moscou devaient être les plus fortes. Dès le début de 1933, la C. G. T. U. réclamait la réunion d'un congrès d'unité. Plus d'un an après, en juillet 1934, elle s'entendait encore répondre par la C. G. T. « qu'elle paraissait beaucoup plus préoccupée de développer une controverse autour de cette question de l'unité que de réaliser cette unité » : les vieilles fédérations, comme celle des mineurs du Pas-de-Calais, votaient des résolutions hostiles à la fusion.

Le point d' « accrochage » était très net et mérite de le demeurer. « La charte d'Amiens » interdit, nous l'avons vu, au syndicalisme, toute action politique : or, disaient les « purs » de la C. G. T., les syndicats communistes étant aux ordres de la IIIe Internationale, font par là même de la politique. Cramponnés à cet argument, les « purs » durent céder le jour où les communistes se déclarèrent prêts à respecter l'indépendance du syndicalisme, tout de même qu'ils se déclaraient militaristes et protecteurs de la religion. Déjà la méthode de « Paris vaut bien une messe » animait les Soviets de France. Au bénéfice de quoi s'ouvrait favorablement à Toulouse, le 2 mars dernier, le Congrès de « réunification ». Les cadres des deux C. G. T. fusionnaient « moitié-moitié » : à cette heure commença un duel sévère et discret entre

M. Léon Jouhaux, maintenu au secrétariat général de la Confédération reconstituée, et l'équipe de son nouvel adjoint, le camarade Racamond, « œil de Moscou ».

A la C. G. T. rénovée, il fallait un programme; c'est alors que se développa une « opération » communiste qui ne détonne pas dans la série des acrobaties du parti. M. Jouhaux est un « planiste » type, par disposition intellectuelle et même physique : on le voit sans peine, bien installé devant son guéridon, figurant les « trusts » avec des bouts d'allumettes et reconstruisant ainsi l'économie : il avait donc doté la C. G. T. d'un « plan ». En août 1933, au Congrès de la Fédération Syndicale Internationale, il célébrait d'un organe généreux les mérites de l'économie dirigée. Un mois plus tard, le Congrès de la C. G. T. réclamait des mesures qui, depuis lors, ont fait leur chemin : prolongation de la scolarité, abaissement de l'âge de la retraite, congés payés, etc... Dans l'été de 1935, la C. G. T. réunissait les éléments essentiels du Front Populaire en gestation et leur soumettait un programme comportant, outre ces mesures de détail, un grand projet de travaux publics, la nationalisation du crédit et des industries-clefs, la réforme du Conseil National économique. Le Front Populaire accueillit poliment ces suggestions, mais les revendications qu'il produisit en janvier 1936, en vue de la campagne électorale, ne contenaient pas l'essentiel de la pensée de M. Jouhaux, c'est-à-dire la politique de nationalisation. Et quand, au Congrès de « réunification » de Toulouse, on en fit la remarque, les communistes insistèrent très vivement pour qu'on s'en tînt au programme le plus modéré, celui du Rassemblement populaire, dont aussi bien la C. G. T. était membre.

C'est en cet état que la victoire électorale de mai surprit nos gens.

***

La victoire produisit deux effets : d'une part, en moins de vingt-quatre heures, M. Léon Blum se posait en chef de gouvernement et se préoccupait des conditions dans lesquelles il exercerait le pouvoir; d'autre part, un intense mouvement d'agitation gréviste gagna, peu à peu, tout le territoire.

M. Blum, dont on attendait — non sans raison — de

« grands changements », témoigna toutefois dans ses démarches préalables d'un rigoureux conformisme : à ce titre, il ne pouvait ignorer qu'il vaut mieux voir ses amis politiques à l'intérieur de son ministère qu'au dehors : M. Jouhaux fut prié de participer au gouvernement.

Ce n'était point la première fois. Quand d'aventure on aborde un tel sujet, le secrétaire général de la C. G. T. aime à faire connaître sur un ton revenu des grandeurs que, s'il avait voulu... Et cela est vrai, mais M. Jouhaux ne veut pas, d'abord parce qu'il y a la charte d'Amiens et ensuite parce qu'il a vu trop de ministres trembler devant lui pour apprécier beaucoup l'emploi. Cependant, devant l'offre du « camarade Blum », la C. G. T. se déclara prête à collaborer dans des « organismes techniques » que d'ailleurs elle ne définissait point : elle rappelait en même temps son programme minimum et spécialement son plan de « grands travaux » : à ce propos, elle paraissait suggérer la création d'un « commissariat au chômage ». Titre déplaisant, mais il faut bien commencer!

L'intérêt de ces échanges de vues s'éclipsa bientôt devant l'ampleur du mouvement de grèves. Nous n'analyserons pas les origines de ce dernier : pour ce qu'elles ont de révolutionnaire, le travail a été fait magistralement ici même par M. Jacques Bardoux : pour ce qui est de l'adhésion générale aux consignes des agitateurs, il faut tenir compte de l'état d'esprit de fort braves gens, à qui on répétait depuis des mois que la victoire du Front Populaire leur assurerait pour toujours le pain, la paix et la liberté. Ainsi s'était créée une mystique assez forte pour que, dès le 4 mai, ses adeptes n'acceptassent plus de différer d'un jour l'avènement de l'âge d'or.

Que les survivants de l'ancienne C. G. T. et M. Jouhaux lui-même aient été surpris par l'ampleur du mouvement, voilà qui est probable. Les occupations d'usines , qui commencèrent dès le début de mai dans la métallurgie de la région parisienne, correspondaient à une consigne explicitement énoncée en août 1935 au Congrès de la IIIe Internationale : le Congrès voyait là non seulement un instrument de pression efficace sur le patronat, mais un geste symbolique capable d'entamer « le fétichisme de la propriété ». M. Jouhaux n'est

pas fétichiste, mais il est sage et prudent. On ne le vit jamais donner inconsidérément dans des nouveautés encore mal éprouvées : il n'approuva donc point formellement celle-là et se borna à protester contre l'usage de la force pour mettre fin à ces délits. Plus tard, quand devant le Sénat, au cours d'une séance mémorable, M. le Ministre de l'Intérieur dut s'engager à faire cesser les occupations, la C. G. T. se déclara prête à l'aider, ce qui ne risquait point de l'emmener très loin. Depuis quelques jours elle avait d'ailleurs atteint les sommets avec la conclusion de l'accord Matignon.

L'histoire de cette négociation est à écrire et ce sera œuvre difficile. Que devant une situation de plus en plus angoissante (l'accord est du 7 juin, c'est-à-dire trois ou quatre jours avant le point culminant de cette première crise), le gouvernement ait essayé d'une confrontation entre des représentants du patronat et des représentants ouvriers, la chose est assez naturelle. Le moins qu'on en puisse dire est que la Confédération Générale du Travail l'exploita moins naturellement.

De l'accord lui-même, la C. G. T. retirait :

1° La reconnaissance de la liberté syndicale;

2° Le relèvement des salaires en cours avec contrats collectifs;

3° L'institution des délégués d'usines.

La question des congés payés et celle de la semaine de quarante heures, très anciens chevaux de bataille du mouvement syndical, ressortissant au Parlement, lui furent soumises peu de jours après : les délégués patronaux à Matignon n'eurent à connaître de ces mesures que pour formuler sur leur incidence les réserves utiles.

Tandis qu'ils s'en allaient affronter leurs mandants, M. Léon Jouhaux se présenta aux siens dans tout l'éclat du triomphe. La T. S. F., mise à sa disposition, transmit aux plus lointains auditeurs les témoignages de la puissance de la C. G. T. et de son secrétaire général. Le 16 juin, devant le Comité confédéral, M. Jouhaux fit son bilan : emporté par sa fougue, il fit connaître, non seulement que les revendications syndicalistes essentielles trouvaient satisfaction dans l'accord et les projets de lois concomitants, mais encore qu'il avait fait

admettre par le gouvernement le principe de la « réquisition éventuelle » de certaines entreprises. On ne sut pas très bien de quoi il s'agissait, car M. Jouhaux abonde ainsi en aperçus, privés par la suite de développement, mais on ne pouvait lui contester le droit de dire que son succès était « historique ». Chacun enrichit l'histoire comme il peut.

***

Il faut battre le fer tandis qu'il est chaud. La C. G. T. le battit énergiquement. De même que l'échec des grandes grèves de 1920 l'avait singulièrement affaiblie, le succès de juin 1936 la fortifia au delà des prévisions. M. Jouhaux depuis le 7 juin déclare parler au nom de quatre millions de syndiqués et, dans ses enthousiasmes les plus récents, on l'a vu partir d'un pas allègre vers le cinquième million. Il y aurait à dire sur ce chiffre et aussi sur les conditions de certaines adhésions : pendant les occupations d'usines toutes sortes de pressions s'exercèrent librement, mais par contre, on vit des « techniciens », des artistes, des intellectuels voler de leur plein gré au secours de la victoire, dans l'espoir sans doute d'accéder à leur tour au salaire minimum, et aussi par l'effet de ce « grégarisme » qui est la marque du temps présent.

Cependant, l'accord Matignon s'exécutait : le Parlement, docile, votait tout ce que le Gouvernement de masses lui réclamait par l'intermédiaire du gouvernement légal. A ces nombreux titres et emplois, M. Jouhaux ajoutait dans le même temps ceux de membre du Conseil Général de la Banque de France, du conseil d'administration de l'Office du Niger, du Comité d'action colonisatrice et de paysannat indigène (?) etc..., etc... Le 13 septembre devant la Fédération du Bâtiment, il s'en excusait avec modestie : « Cela s'ajoute à de nombreux autres titres, disait-il, dont les jetons de présence sont peu de chose, lorsqu'ils ne représentent pas des zéros. Mais il est bien évident que, si j'ai accepté ces postes, ce n'est pas Jouhaux, individualité qui les a acceptés, c'est Jouhaux, secrétaire de la C. G. T., c'est Jouhaux pour servir la C. G. T. et, par delà la C. G. T., l'intérêt général de ce pays. »

Il est réconfortant de savoir que le destin de M. Jouhaux

s'identifie ainsi de quelque manière avec celui du pays, mais M. Jouhaux souhaitait pour sa part, que le pays s'identifiât davantage encore avec la C. G. T. D'où ses plus récents efforts en faveur du monopole syndical et, sur un plan tout différent, de l'intervention en Espagne.

Le secrétaire de la C. G. T. a beaucoup parlé en ces dernières semaines, à Paris et en province, devant les instituteurs et diverses corporations. Tandis que les patrons se hâtaient vers les conventions collectives, supputaient leurs bilans et faisaient leurs échéances d'après-grèves, le vainqueur les traitait à la cantonade de « budgétivores dont on vient de rogner les dents » et parlait de « certaines hyènes mécontentes », dont on ne sut pas s'il les fallait chercher parmi les sénateurs ou les marchands de canons. Mais, à l'abri de ces mouvements oratoires, c'est l'antique chasse aux « jaunes », qui réclamait tous les soins de l'état-major cégétiste.

De la manière la plus expresse, l'art. 3 de l'accord Matignon reconnaissait « le droit pour les travailleurs d'adhérer librement et d'appartenir à un syndicat professionnel constitué en vertu du livre III du Code du Travail ». On ajoutait — trait émoussé contre les occupations — que « l'exercice du droit syndical ne devait pas avoir pour conséquence des actes contraires aux lois ».

Le 7 juin, M. Jouhaux signait tout cela mais, dès le lendemain, il donnait à entendre qu'en vertu de son pouvoir discrétionnaire ne sauraient être considérés comme valables que les syndicats cégétistes. La pensée du maître fut pieusement observée : on commença par voir des syndicats cégétistes refuser de signer des contrats collectifs à côté d'autres syndicats : des grèves se multiplièrent sous le prétexte que les patrons embauchaient des non-cégétistes : on connaît même des projets de contrats collectifs où le droit est officiellement retiré au patron d'embaucher des non-syndiqués ou des syndiqués qui ne soient pas de l'obédience de M. Jouhaux. C'est apparemment ce qu'on appelle la liberté syndicale.

A certains égards, cette situation est assez piquante parce qu'elle va directement à l'encontre des thèses soutenues par M. Jouhaux en d'autres circonstances. De 1927 à 1930, cet esprit volage s'est attaché abondamment à Genève à la cri-

tique du régime syndical italien. En juin 1927, M. Jouhaux produisait en particulier une vive critique de l'article 12 de la loi fasciste du 3 avril 1926 ainsi conçu : « Les associations d'employeurs, de travailleurs, d'artistes, de spécialistes non reconnues par la loi continuent d'exister, comme associations de fait, d'après la législation en vigueur. » L'orateur de la C. G. T. tenait cette survie pour illusoire et clamait : « Si l'association professionnelle reconnue licite n'a aucun moyen de poursuivre les objets pour lesquels la loi ne lui interdit pas de se constituer, la reconnaissance du droit d'association n'est qu'une hypocrisie. » Et M. Jouhaux précisait, un peu plus loin, en quoi la loi fasciste molestait les syndicats non officiels : « Ces associations, disait-il, n'ont aucun moyen d'action, aucune possibilité de poursuivre leurs buts. Elles ne peuvent représenter les intérêts de leurs membres : elles ne peuvent conclure des contrats collectifs : elles sont nulles et inexistantes au regard du pouvoir. »

Nous nous excusons de citer ces quelques fragments d'une glose exceptionnellement abondante : ils suffisent à montrer que le monopole syndical combattu avec violence par M. Jouhaux, quand M. Mussolini l'exerçait, est le même qui lui devient non seulement sympathique mais indispensable, quand M. Jouhaux y prétend.

Ce paradoxe un peu excessif n'a pas manqué d'être souligné. Collaborateur subtil, M. Belin est venu au secours de son maître dans un récent article du *Peuple*. « Il est bien vrai, a-t-il reconnu, que M. Jouhaux a dit ce qu'on vient de rappeler, mais il l'a dit parce que la liberté syndicale ne veut pas dire que tous les syndicats ont liberté de se constituer puis d'agir. Cela veut dire que doivent être considérés et admis à agir les seuls syndicats qui sont vraiment libres, c'est-à-dire qui décident d'eux-mêmes sur les questions dont ils ont à connaître. » Conclusion : ne sont vraiment libres que les syndicats cégétistes et la C. G. T. se réservera d'apprécier la mesure dans laquelle les autres le seront. D'avance, le diagnostic est négatif.

On ne pense pas qu'il soit de meilleur exemple de la manière dont un certain fascisme de gauche chausse les bottes du fascisme de droite.

***

Parallèlement au monopole syndical, la C. G. T. suivait les affaires d'Espagne. M. Jouhaux, vice-président de la Fédération Syndicale Internationale, a toujours un regard sur l'étranger. Cette fois, il entraîna avec véhémence son organisation dans une campagne pour l'appui délibéré au gouvernement de Madrid. En plusieurs meetings il fut permis d'acclamer, à côté du nom de Jouhaux, des « canons pour l'Espagne ». Et c'est l'honorable M. Belin, disciple préféré, qui présida au « Vel d'Hiv » l'exhibition de la Pasionnaria.

Mais voici que, sur cette route, M. Jouhaux dut constater qu'il s'avançait seul avec les communistes, dont la compagnie ne le réjouit d'ordinaire que très subsidiairement. Le « camarade Blum » restait à l'arrière : il condamnait l'intervention non par tendance et bien plutôt contre son inclination, mais mieux placé, ou mieux entouré, il supputait les risques énormes d'une erreur politique. M. Léon Blum a une phobie que l'on comprend. Il ne veut pas être un jour appelé « Blum la guerre ! » Alors il parle en conséquence et parfois il agit.

Rien de plus curieux que la manière dont se voyant ainsi en flèche M. Léon Jouhaux, soucieux de ne pas sacrifier l'accessoire à l'essentiel, opéra sa retraite. A Lille, il déclare maintenir sa position espagnole, mais il convient que les gouvernements, vu leurs responsabilités particulières, peuvent penser autrement. Puis après le fameux discours de M. Léon Blum à Luna-Park, après l'échec moral de la grève, dite d'avertissement, dans la région parisienne, M. Jouhaux achève son repli. « La C. G. T., explique-t-il modestement le 9 septembre, n'a pas entendu jouer le rôle d'arbitre des destinées du gouvernement. Dans un pays constitutionnel c'est le Parlement qui doit jouer ce rôle, mais la C. G. T. pense que dans les circonstances actuelles elle avait le devoir de préciser son opinion. »

Bien entendu, mais la C. G. T. sait aussi que les avantages substantiels du pouvoir ne sont pas sur la route de Bilbao. L'essentiel est de ne pas mettre en péril le gouvernement de Front Populaire, docile et empressé, et cela d'autant moins que, sous de magnifiques apparences, la situation si brillante au début de juin révèle quelques symptômes inquiétants. Il

y a eu l'affaire de Clermont où les syndiqués non cégétistes ont été assez nombreux pour occuper la préfecture : il y a deci, de-là, d'autres dissidents qui font moins de bruit, mais qui, tout grévistes qu'ils sont, vont prier discrètement les préfets de faire évacuer leur usine afin que le travail puisse reprendre : et il y a surtout des cartes d'adhérents qu'on commence à retourner à la C. G. T.

Alors, suivant la méthode invariable, le « général » opère le changement de front classique. De même qu'au soir de la grève d'avertissement pour l'Espagne, il fallut pour faire « marcher » de nombreux ateliers leur expliquer en dernière heure qu'ils manifestaient pour le maintien du contrat collectif, M. Jouhaux se mit à dénoncer derechef les infractions des patrons à l'accord Matignon. Tandis que le camarade Dumoulin s'en allait faire le nécessaire aux grèves du textile du Nord, la C. G. T. s'en allait en corps voir M. Léon Blum : et comme on s'entend vite entre augures, une nouvelle série « d'entrevues Matignon » était organisée afin de réparer, beaucoup plus que les conventions collectives, les fissures révélées dans l'édifice triomphant de la C. G. T.

***

On en est là et c'est une étape significative : c'est pourquoi nous nous y sommes arrêté un peu longuement.

Le syndicalisme est un fait : il faut convenir de son rôle nécessaire dans la complexité de l'économie moderne. La vieille C. G. T. s'était formée peu à peu de ce rôle une conception à la fois raisonnée et extensive : elle comptait des cadres entraînés et conscients de leurs responsabilités. Aujourd'hui, et surtout depuis juin, la situation est complètement transformée : le courant a grossi les troupes de M. Jouhaux d'un flot hétéroclite de néo-syndicalistes absolument ignorants de leur état. Dans cette masse, le communisme travaille à plein bras, comme le faucheur engagé dans la masse des épis mûrs. L'assurance dont témoigne en toute occasion M. Jouhaux ne laisse pas moins paraître la difficulté croissante de sa position. Les avantages matériels conquis à la classe ouvrière ont naturellement provoqué une période d'enthousiasme dont il est

surprenant qu'on discerne si vite le reflux. Pour tenir en main cette masse énorme, il faut lui proposer sans cesse un « slogan » nouveau, et c'est ainsi qu'on oscille de l'Espagne à Matignon. M. Jouhaux, cependant, est un trop vieux routier pour ne pas voir que la solution n'est pas là, et qu'une explosion est possible à tout moment. Quand en juillet, au Congrès Syndical International de Londres, il vantait l'organisation de ses troupes et déclarait : « Des ouvriers capables d'occuper les usines et de dicter leurs conditions seront un jour capables d'assurer la direction de ces mêmes usines », il cherchait sans doute à s'illusionner lui-même et à légitimer par avance des accidents possibles.

Comme il est fort croyable que, proclamant depuis quarante ans d'une voix de plus en plus sonore son attachement à la démocratie, M. Léon Jouhaux ait en effet acquis le goût de la liberté, il ne saurait lui échapper que presque partout la C. G. T. n'est plus qu'un service public aux mains de l'État totalitaire. C'est sans doute pourquoi il a tendance à prendre les devants, en disant comme l'autre : « L'État, c'est moi! »

Mais, sans désobliger personne, l' « autre » avait quand même plus de classe.

C.-J. GIGNOUX

SEIZE MAI[1]

XI

AVANT LE COMBAT

Le 17 mai, dans la soirée, affluence sur les boulevards. On était venu des faubourgs, de la banlieue même. On lisait à haute voix, sous les réverbères, le discours de Gambetta, on se répétait les questions qu'il avait posées : Dissolution? Coup d'État? Guerre? La foule regardait, toujours silencieuse, les patrouilles d'infanterie qui la traversaient. Le 24 février 1848, la ville n'avait pas paru plus menaçante, et il avait suffi d'un geste, d'une torche brandie, d'un cheval cabré, d'un soldat trop prompt à tirer, pour déchaîner la fusillade et faire tomber un trône. De quoi demain serait-il fait? reverrait-on les barricades? Cependant, il y avait fête à l'Élysée. Le Maréchal recevait, en grand uniforme, et la Maréchale, debout à ses côtés, montrait à ses hôtes un fier visage que depuis longtemps on ne lui avait vu. Sans doute rêvait-elle à l'Église rétablie dans ses droits, au roi replacé sur son trône, à cette restauration providentielle qu'attendait l'évêque d'Orléans aux avis duquel on avait mainte raison de la croire obéissante. Peut-être pensait-elle simplement, et le Maréchal avec elle, au devoir accompli, aux offenses vengées, à l'âme libérée. Tout le monde était heureux d'apprendre que le duc de Broglie acceptait la

1. Voir la *Revue de Paris* du 15 septembre.

présidence du Conseil, et les journaux républicains du lendemain racontèrent qu'un parlementaire monarchiste, M. de Lorgeril, avait demandé qu'on dansât.

L'acte imprévu du Maréchal avait suscité un mouvement d'appréhension, d'espérance, un ample rêve historique. C'est par là que le Seize mai frappa les imaginations. Laissons tomber le rêve, et voici la réalité avec son relief pauvre : le Seize mai n'est pas un événement éclatant, conforme au style du siècle qui s'achève; c'est un événement confus, conforme au style du régime naissant. Pris en soi, ce n'est guère qu'un changement de ministère. Jules Simon a duré cinq mois, Broglie en durera cinq autres, et les sabres dormiront en paix dans les fourreaux. La dernière des journées du XIXe siècle est une journée manquée.

Les leçons de l'histoire, dit-on, ne profitent jamais. Il y a des exceptions, dont voici l'une : les Français, en 1877, sages plus qu'eux-mêmes ne croyaient l'être, voulaient profiter d'une amère leçon. Ils ne voulaient plus de barricades, de fusillades, de coups d'État. Toute entreprise illégale, d'où qu'elle vînt, aurait été brisée par une résistance morale invincible. Le Maréchal et le duc, quelles que fussent leurs dispositions instinctives, le comprenaient. Le Maréchal respectait la Constitution parce que sa parole y était engagée. Le duc, homme d'État philosophe, la respectait par doctrine et vertu. Tous deux, honnêtes gens et cherchant leur devoir, n'avaient d'autre dessein que d'appliquer l'article 5 de la loi d'organisation des Pouvoirs Publics du 25 février 1875 : « Le Président de la République peut, sur l'avis conforme du Sénat, dissoudre la Chambre des députés avant l'expiration légale de son mandat. En ce cas, les collèges électoraux sont convoqués pour les nouvelles élections dans le délai de trois mois. » Rien moins, rien plus. Le Maréchal était toujours ce même homme qui, entrant à la Présidence, avait demandé d'abord qu'on lui apportât le règlement. La loi limitait ses perspectives, elle limitait aussi ses espérances. Le suffrage universel, électoralement consulté, restait le *deus ex machina* de la constitution française.

Quant au duc, il semble qu'il fût surtout déterminé par les promesses qui le liaient au Maréchal. Si le Maréchal était

entré à l'Élysée, ç'avait été pressé par lui; s'il s'y était laissé fixer pour sept ans, ç'avait été sur ses instances. Le duc avait promis, en retour, de se tenir toujours auprès de lui, de répondre à son dévouement du Maréchal par son dévouement propre. Il n'avait ni conseillé, ni approuvé la lettre du Seize mai; il l'a affirmé, et son affirmation doit être crue. Mis en présence du fait accompli, il ne se dérobait pas. C'est une singulière, une haute figure que la sienne, et malaisée à pénétrer. Le sang des vieux hommes de guerre, les Broglie du XVIIe et du XVIIIe siècle, se mêlait dans ses veines au sang subtil, artiste, nerveux, de madame de Staël sa grand'mère, et, sous le style de ses manières, sous le masque dont il couvre son âme, on devine, on sent errer une cruelle inquiétude, une ironie silencieuse, lointaine, peut-être l'inquiétude et l'ironie de Benjamin Constant son grand-père. Il ne croyait pas (ou à peine) au succès de l'entreprise que le Maréchal lui donnait à conduire; il n'espérait pas (ou à peine) que le peuple français, invité à choisir entre le parti des bourgeois (Thiers, Gambetta) et le parti des nobles (le Maréchal et lui-même) se prononçât contre les bourgeois et pour les nobles, contre un Thiers et pour un Broglie. Le Maréchal et Mgr Dupanloup se faisaient là-dessus des illusions : ils se souvenaient obstinément des élections, des plébiscites populaires, césariens, de 1848, de 1852. Broglie connaissait mieux son temps, appréciait les différences. Pourtant un sentiment d'honneur lui interdisait de déposer les armes, et il ne refusait pas de livrer un dernier combat. Un combat d'arrière-garde, un combat en retraite, a son charme pour un soldat, et les Broglie du XVIIIe siècle, inébranlables dans la mauvaise fortune, avaient réussi à s'illustrer dans plus d'une journée malheureuse. Chez le Maréchal et le duc, ce qui l'emporte et décide, c'est un souci d'honneur : ils veulent se battre jusqu'au bout de leurs chances.

Broglie confia l'Intérieur à Fourtou. Le choix était bon. Fourtou, fort jeune, avait été remarqué par Thiers qui l'avait pris dans son ministère en 1871, et il semble qu'il y eût en lui l'étoffe d'un homme de gouvernement. Il n'était lié ni aux républicains, ni aux monarchistes, ni aux bonapartistes. Il avait le sens de l'État, et voulait en restaurer l'autorité par les moyens qui lui étaient offerts. En cette

fin de mai 1877 il dut constituer, dans le temps le plus court, un corps préfectoral avec lequel il pût travailler. Branle-bas dans les antichambres de l'hôtel Beauvau. Depuis mars 1876, les clientèles républicaines s'y pressaient. Elles s'éclipsèrent soudain, faisant place aux clientèles adverses qui vinrent en foule, formant des groupes dans la longue allée convertie en une bourse aux emplois. La règle était que pour chaque emploi il y eut trois candidats : un légitimiste, un orléaniste, un bonapartiste. Telle était l'unité de la France des ducs. Fourtou conduisit la besogne avec une adroite énergie : en dix jours, il eut son personnel en main. Par contre, il avait perdu le sommeil, et pour longtemps.

Le 16 juin, les députés républicains attaquèrent le gouvernement formé sans leur aveu. « Nous n'avons pas votre confiance, vous n'avez pas la nôtre! » leur déclara Fourtou. Gambetta parla le dernier. Il fit l'éloge de la Chambre dissoute, loua son assiduité, sa modération, puis, d'un mot brutal : « Pourquoi nous chassez-vous? Pour sauver vos places! » Et il conclut : « Nous partons 363, nous reviendrons 400! » Le 22, le Sénat vota, sur la proposition du Maréchal, par 149 voix contre 130 et 12 abstentions, la dissolution de la Chambre. Mgr Dupanloup, que peu de jours auparavant on avait dit mourant, se fit porter à la séance pour que son suffrage ne manquât pas à l'acte qu'il avait si ardemment conseillé. — Et la campagne commença.

XII

LA CAMPAGNE DU DUC DE BROGLIE

Triste campagne, la confiance manquait aux meilleurs. « Je comprends », écrivait Taine, « que M. Gambetta, même sucré par M. Jules Simon, ait paru amer au Maréchal, et que, sentant l'amer à travers le sucre, il ait craché sur le tout... » Pourtant il n'a pas de doute sur l'issue de l'événement : « C'est la charge de Reichshoffen après la bataille perdue », conclut-il, « la défaite n'en est que plus désastreuse. » Et Saint-Valry : « De nouvelles élections générales, avec M. de

Broglie pour drapeau! Voilà une combinaison politique aussi hasardeuse que le fut jadis militairement la marche sur Sedan. » Reichshoffen et Sedan, les deux désastres du Maréchal; Reichshoffen, la charge inutile et sanglante; Sedan, la manœuvre et la bataille si faiblement conduites, jusqu'au dernier instant indécises entre l'attaque ou la retraite : ce double rappel était malheureusement fondé. Le Seize mai est inutile comme Reichshoffen, hésitant comme Sedan. Voici la Chambre dissoute. Où va-t-on? Personne, ni à droite ni à gauche, ne le sait avec exactitude. Vers quelles élections, ou vers quel coup de force? Jusqu'à leur défaite et reddition finales, le Maréchal et les siens ignoreront s'ils veulent appliquer la loi ou la forcer. Alors — le 13 décembre — on saura que le Seize mai n'était qu'un épisode, une procédure électorale conduisant, à travers un ritualisme exact, à l'installation d'un nouveau ministère, le quatrième de cette République qui n'a pas deux ans d'âge et qui, en soixante années, en consommera cent. Le départ est mal pris, tout ira à vau l'eau.

Il est pourtant certain que de grandes causes étaient enveloppées dans l'entreprise du Maréchal. D'abord, celle de l'État, de son indépendance, de sa stabilité, menacées par la suprématie des partis. Mais quel remède propose-t-on? Ni l'Empire ni la Monarchie, on se défend d'avoir un tel dessein. Monarchistes et bonapartistes ont promis de se taire, tant que durerait la crise, sur leurs princes et leurs principes. Au parlementarisme des bourgeois et des franc-maçons, le Maréchal et le duc n'ont rien à opposer qu'un autre parlementarisme, celui des nobles, des grands bourgeois et des prêtres. Le *Bulletin des Communes*, dont ils ont fait leur porte-parole, explique aux populations que tout est perdu, si l'harmonie des trois pouvoirs, Présidence, Chambre et Sénat, est compromise. Ces considérations apprises dans Montesquieu n'étaient pas de nature à passionner les électeurs. Deuxième cause, celle de l'Église et de la religion. Le Maréchal et le duc voulaient défendre les Frères dans les écoles, les Sœurs dans les hôpitaux, les processions dans les rues, les croyances contre les insultes de la presse. L'Église de France, enfin, respectée, visible, omniprésente, comme elle l'était en France depuis toujours, depuis saint Louis, saint Martin même, menacer les politiques qui voulaient lui ôter les

écoles, lui interdire le service du peuple, et enfin l'enfermer dans ses sacristies. Mais Broglie ne voulait pas que ces intentions-là fussent exprimées trop haut, car elles déplairaient, pensait-il, à beaucoup d'électeurs. Quelques évêques ayant fait dire des prières publiques pour les élections, le gouvernement s'en alarma et le ministre des Cultes demanda, par circulaire, à l'épiscopat, un silence absolu sur les élections. Un préfet fut avisé par dépêche d'insister et de rappeler que la consigne avait été donnée d'accord avec le nonce et l'archevêque de Paris[1]. Ce silence fut si bien observé que Lockroy, dans *le Rappel* du 2 août, le remarque et s'étonne : Pas un mandement, pas un sermon, pas un pèlerinage retentissant; des pèlerins normands, qui s'apprêtaient à aller à Rome, furent avisés que leur départ était différé. Toujours cette tactique du 10 mai : « Les drapeaux les plus sacrés doivent être les moins exposés. » A combattre si prudemment, on doit perdre l'espoir de vaincre.

Il y avait enfin une troisième cause, qui était celle de ce qu'on appelait alors « les classes dirigeantes ». Dans toute l'Europe — la France exceptée — ces classes gardaient leurs privilèges. Elles enserraient étroitement l'État, et, grâce à son autorité, maintenaient un certain ton de vie et de pensée, qui était leur ton même, l'expression de leur supériorité. Attaquées, elles se défendaient avec force et bonne conscience. Elles étaient persuadées qu'à côté des droits du peuple existait leur droit propre, le droit des êtres instruits et affinés par une hérédité de fortune et d'éducation. Mais les familles qui formaient les classes dirigeantes françaises se heurtaient, comme les évêques, à une incompréhension trop déclarée de leur opinion publique, à une paralysante hostilité. Elles osaient à peine penser ce que pensaient avec tranquillité leurs voisines d'Angleterre, de Germanie ou d'Italie, et portaient dans leur combat une conscience troublée. De même qu'elles cachaient leurs princes et leurs prêtres, elles parlaient le moins possible du duc de Broglie, leur chef noble.

Celui qu'elles s'appliquaient à montrer au pays, c'était le maréchal de Mac-Mahon, soldat, digne homme, nullement

1. Cf. ce texte peu connu dans l'enquête parlementaire sur les élections de 1877, n° 1345, 1878.

impopulaire. Leurs journaux vantaient sans cesse « le Bayard des temps modernes », s'efforçant de persuader le peuple qu'il y avait dans ce Bayard l'étoffe d'un César. Un Bayard, soit; non davantage; le peuple ne s'y trompait pas, et n'était pas tenté de se remettre entre ses mains. On lui prêtait des mots simples qui faisaient rire. Contemplant l'étendue d'une inondation dont il secourait les victimes : « Que d'eau », déclare-t-il sententieusement, « que d'eau ! » Visitant un hôpital, le médecin l'arrête devant un malade : « Un typhique », dit-il. Et le Maréchal : « Ah, la fièvre typhoïde, je l'ai eue; on en meurt ou on en reste idiot ». Tout cela, indéfiniment répété, mettait en joie un peuple irrespectueux. Tel petit quatrain, mazarinade à peine imprimable, donne assez bien le ton des moqueries. Nous demandons à ceux qu'elle offenserait d'avoir l'obligeance de ne la pas comprendre :

Notre Bayard couvert de gloire,
Notre chef, illustre vaincu,
Aspire à prendre dans l'histoire
La même place que Monck eut.

Il est impossible d'imaginer des politiques plus complètement démunis que ceux qu'on essayait d'appeler, sans grand succès, les *macmahoniens*. Ne faisons pas la faute de leur attribuer un certain sentiment de traditionnalisme français qui nous est aujourd'hui familier. Ce sentiment est entièrement l'œuvre des Drumont, des Barrès, des Maurras, des Péguy, et personne, en 1877, ne savait l'exprimer. Les sentiments, les liens existaient, mais un mauvais sort avait été jeté sur eux, et l'ignorance et la mode les enveloppaient d'une sorte d'interdit. « La France actuelle remonte à 1789 », écrit un bon observateur[1]. « Nous-mêmes, petits bourgeois, avons une idée plus exacte de la société grecque que de la société française il y a un petit siècle. Un Norvégien ne prononcera pas le nom de son pays sans dire : *La vieille Norvège*. La belle figure d'un Français qui s'aviserait de dire : *La vieille France*. » L'expression n'avait pas cours, elle n'eût pas été comprise. Or, le Maréchal et ses amis étaient des hommes de

1. Valère, *Souvenirs Lyonnais*, II, p. 189.

la vieille France, et pour cette raison même ils n'étaient pas compris, ils ne pouvaient pas l'être. Si on les prend un par un, on retrouve en eux, intactes, les qualités de la race, valeur, honneur, esprit, capacité. Mais leur ensemble était vicié par un siècle de divisions et de défaites. Rien n'était perceptible en nos « macmahoniens » qu'un chaos de formules usées, qu'un résidu de querelles périmées, absolument rien qui eut vie, avenir. Dans ce fatras prospéraient l'aigreur, la rancune, la peur, la mauvaise humeur. Saint-Valry, si sagace sur les défauts de ce monde qu'il connaît bien, car c'est le sien, mais il le juge : « Soyez convaincus qu'en tout ce qui se passe, la répugnance pour les gens d'une éducation différente et de mœurs inférieures a au moins autant d'action que les idées et les opinions. On ne consent pas à faire de la politique avec ce qui n'est pas de son monde, de sa société, de son club. »

Le Figaro fut le grand journal de cette croisade manquée. Les catholiques de *La Défense Sociale et Religieuse*, qui avaient fait éclater la crise, n'étaient pas de taille à la conduire; les doctrinaires du *Français* s'y trouvaient déconcertés; les ultramontains de l'*Univers* suivaient le mouvement avec discipline, parce que Rome le leur avait demandé, mais sans flamme, et n'étaient lus que par leur très étroit public. Les journalistes du *Figaro*, seuls, soutenaient le combat avec leur audacieux talent. Villemessant, leur chef, brasseur d'affaires deux fois failli et toujours portant beau, était une réincarnation du premier Figaro, le barbier tourné au bien pensant. Quand il avait pris en main la direction du journal, c'était une feuille des boulevards. Il en avait fait une feuille nationale, européenne. On la lisait partout, dans les châteaux, les cercles, les hôtels. Sur la liste chaque jour plus longue de ses abonnés, les douairières voisinaient avec les demoiselles. Dans la jolie maison de la rue Drouot où il venait d'installer ses bureaux, Villemessant avait appelé un prêtre pour bénir les rotatives. De tout cela, grands principes, esprit, pots de vin, eau bénite, il avait fait une mixture qui se vendait très bien.

Francis Magnard, esprit politique aigu, s'étant récusé pour soutenir activement la cause du Maréchal (il n'écrivait plus

que tous les huit jours, donnant de lointains conseils, laissant entendre qu'il n'était pas enthousiaste de l'aventure), Villemessant avait chargé Bucheron, dit Saint-Genest, de conduire ses abonnés au feu. Militaire de son premier métier, Bucheron avait adopté pour écrire un nom grandiloquent, assorti à la chaleur naturelle de sa parole et de son cœur, car c'était un très brave cœur que Villemessant avait enrôlé là. Par surcroît, non dénué de talent, mais dangereusement naïf. Joseph Prud'homme conservateur, disaient les moqueurs de la gauche.

Bucheron, dit Saint-Genest, se lança dans la bataille et, nouveau Don Quichotte, se cassa deux fois la figure. La première fois, ce fut en juillet. Alors il entreprit de morigéner Veuillot. Celui-ci, plume dangereuse, venait d'écrire : « Le Seize mai a été accompli, non pour défendre le parti conservateur, mais pour sauver l'Église. » A travers ces deux lignes, Saint-Genest vit, avec raison, poindre la question romaine. Il était personnellement bon catholique, mais distinguait entre les choses de la foi et celles de la politique, et le Seize mai, tel qu'il le comprenait, avait été accompli, non pour sauver l'Église, mais pour sauver la société française. Fort de son honnêteté et de sa bonne foi, il osa (peu l'osaient) répliquer au terrible Veuillot. « Les ultramontains et les chevau-légers sont des fous, des fous célèbres en Europe, connus dans le monde entier. Tandis que les républicains ne sont nullement des fous! Ce sont des gens très pratiques, qui, souriant entre eux des folies ultramontaines, en profitent indignement pour leur propre cause, et répètent par imposture ce que les autres ont dit par démence. » Louis Veuillot, chose singulière, ne répondit pas. Peut-être ne voulut-il pas découvrir toute la force d'une pensée que le nonce et l'archevêque avaient convenu de ne pas dire. Il laissa la parole (tout au moins la signature) à son frère Eugène : « Les demoiselles à 3 francs la ligne, principales clientes du journal de M. Saint-Genest, finiront elles-mêmes par ne plus goûter sa littérature de confiseur politique... Nous n'avons nul intérêt à l'empêcher d'être grotesque et de comprendre la religion comme les dames et les demoiselles dont *Figaro* sert l'industrie comprennent les mœurs. » En effet, ce même jour où

Le Figaro imprimait la prose véhémente de Saint-Genest, sa correspondance galante de la quatrième page donnait « *Femme du monde demande à emprunter 400 francs. Kitty, Bourse.* » Et encore : « *Une femme du monde demande à emprunter 10 000 francs. — K. P. 67.* » Ainsi les rotatives servaient à toutes fins.

Deuxième accident. Parmi les partisans du Maréchal, les uns, nous l'avons dit, voulaient qu'on s'en tînt à l'application des lois, les autres demandaient qu'on proclamât l'état de siège. Saint-Genest était de ceux-ci. Le général Bertault, au contraire, était des premiers. L'état de siège remet de grands pouvoirs entre les mains des chefs militaires, et il ne se souciait pas de voir ses commandants de corps ainsi entraînés dans la politique. Saint-Genest l'attaqua directement et le gourmanda avec son ardeur coutumière. Alors le général, se souvenant que le journaliste Saint-Genest était officier de réserve sous le nom de Bucheron, considérant d'autre part qu'il devait, comme tel, respecter ses supérieurs hiérarchiques, lui infligea trente jours d'arrêt à la chambre. Grande joie des républicains.

Cependant les nouveaux préfets faisaient de leur mieux, qui n'était guère. Renonçant à passionner les masses avec la doctrine libérale qu'exposait le *Bulletin des Communes*, ils essayèrent de susciter une passion simple et basse, qui est la peur. Ils n'avaient guère d'autre recours. Peur des « partageux », disait-on en 1848; peur des « pétroleux », avait-on dit au lendemain de la Commune. Malheureusement pour eux, ces peurs traditionnelles avaient perdu beaucoup de leur puissance. Elles subsistaient encore dans quelques familles où on gardait, depuis la Restauration, ses plans pour la fuite et ses cachettes pour l'or. Dans le peuple, dans les classes moyennes, elles étaient éteintes. « Comment voulez-vous, observait Magnard, faire peur à un pays dont le Trésor, chaque mois, annonce des plus-values? » Et Gaston de Saint-Valry, regardant défiler, sur les Champs-Élysées, par un beau jour de juin 1877, les équipages qui revenaient de la promenade des Acacias, admirant leur nombre et leur parfaite tenue : « Comment voulez-vous, écrit-il, qu'on parvienne à

inspirer un effroi bien profond à une société comme la nôtre, qui, après avoir traversé la guerre, l'invasion, la Commune, se retrouve, au sortir de toutes ces calamités, aussi semblablement pareille à elle-même? Le fait, c'est qu'il ne manque pas une rosette au frontail des chevaux. » Et il conclut : La France n'est plus effrayable, comme naguère elle l'a été.

C'était exact. Les préfets avaient beau faire, l'épouvantail agissait mal. Il ne leur restait donc plus qu'à faire métier de gendarme, à contenir la presse et alerter contre elle les procureurs de la République, à surveiller les marchands de journaux, les cabaretiers, les colporteurs, à faire pleuvoir les procès-verbaux. A surveiller et menacer tout ce qui était en mouvement, les commis voyageurs, les employés de chemins de fer, républicains que leurs métiers portaient jusqu'au fond des campagnes. Toutes choses qu'ils firent avec activité. La loi, rien que la loi, toute la loi! Telle était la consigne que leur avait transmise Broglie et Fourtou. Toute la loi, c'est fort agaçant. De graves questions occupèrent les juristes : Le principe de la liberté de la librairie permettait-il à un seul et même individu d'être à la fois épicier et dépositaire de journaux? obligeait-il à ne jamais confondre le commerce de la chandelle et celui du papier imprimé? Toute la loi : les journalistes en faisaient l'expérience. Leur prose était assidûment corrigée, les procureurs leur donnaient des leçons de savoir-vivre et de respect. L'un d'eux ayant écrit : « Une belle gravure représente le Maréchal et son cheval. Il a l'air intelligent (le cheval). » Saisie, poursuite, condamnation. Par ailleurs, la discussion politique gardait une liberté qui étonne. Nous pourrions donner cent exemples; en voici un, pris au hasard dans le *Rappel*, le 5 octobre, et signé Camille Pelletan : « Le gouvernement semble s'être donné ce problème à résoudre : ayant cinq mois devant moi, y faire entrer le plus de violences, d'illégalités, de passion possible... » La politique des chefs voués à la défaite tombe très vite dans l'absurde.

J.-J. Weiss, chaud partisan du Maréchal, toujours homme d'esprit, riait sous cape de ces incohérences et de ces pauvretés. Les bonapartistes en riaient tout haut. Tactique de robins,

disaient-ils. Ils préconisaient une autre manière. « Un bataillon bien commandé, écrivait Paul de Cassagnac, supplée admirablement aux lacunes d'une constitution. » Ils le disaient au duc dans le plus vert langage. Le duc soupirait, et n'écoutait pas. Il voulait mener jusqu'au bout, aux côtés du Maréchal, un combat irréprochable et vain.

Quand Gambetta, le 15 août, s'écria : « Il faudra que le Président se soumette ou se démette! », ces mots catégoriques retentirent comme un tonnerre. C'est une insolence, dirent les conservateurs, il faut poursuivre. Broglie hésita quelques jours, puis, cédant à la clameur des siens, poursuivit. Protestation des républicains, cris contre la tyrannie. Cette protestation, ce récri, voilà tout le profit que Broglie tira de la répression, car Gambetta, condamné par défaut à trois mois de prison, resta libre d'écrire et parler, d'aller de ville en ville, de montrer aux Français le visage du plus florissant des martyrs. Il en était ainsi pour tout. Les républicains, à la fin de la crise, comptaient avec fierté les deux ou trois siècles de geôle qu'ils avaient encourus. Ces sévérités n'avaient existé qu'en façade, nous doutons que des deux ou trois siècles un seul jour ait été effectué. Le duc levait les bras, a écrit Freycinet, et il ne frappait pas. Le Seize mai, écrira John Lemoinne, ce coup d'État en papier. Et Magnard : « Ce pauvre Seize mai, si inoffensif, si bête... »

Si bête, voilà le mot qu'il faut écrire. Je me souviens avoir causé de ces événements, aux environs de 1900, avec Georges Sorel. Il en avait gardé le plus méprisant souvenir. « Le Seize mai, disait-il, c'était trop bête! » Et Ludovic Halévy, archiviste dont la main ne se repose jamais, interrompt, cas unique, le 29 juillet 1877, sa vaste collection de documents et d'articles. « J'y renonce, écrit-il, il se passe trop de choses, et des choses trop bêtes. » Sorel, Magnard, Halévy, sans se l'être donné, ont trouvé le mot juste. Flaubert l'écrit aussi, mais avec une inutile grandiloquence : « La bêtise humaine actuellement m'écrase si fort que je me fais l'effet d'une mouche ayant sur le dos l'Himalaya. »

Nous avons hérité des classiques une certaine idée de la dignité de l'histoire qui empêche d'y faire à la bêtise la place qui lui appartient. Cette place est considérable. Le Seize mai

est, de ce point de vue, un cas exemplaire : c'est une bêtise prolongée pendant six mois, et qui sévit sur trente-six millions d'êtres.

La campagne que nous venons de résumer eut un juge singulièrement clairvoyant et tristement sévère en la personne de Mgr Pie, l'évêque alors illustre de Poitiers, fidèle de Pie IX et ami de Veuillot. Le gallican Dupanloup n'est, en cette occasion, confronté à l'ultramontain, qu'un enfant téméraire.

Déjà, en 1873, quand les monarchistes de l'Assemblée nationale avaient entrepris de remettre Henri V sur le trône, Mgr Pie ne les avait pas suivis. Dans les conditions que les libéraux nous ont faites, dit-il, la monarchie ne durerait pas six mois. Et il se tint sur la réserve. En 1877, même attitude. Il n'avait pas approuvé qu'on pétitionnât à Jules Simon pour secourir le Pape. « *Petitiones vestræ*, recommanda-t-il à ses diocésains, *innotescant ad Deum.* » Présent à Rome en mai 1877 pendant les journées décisives, on ne peut douter qu'il connût les délibérations qu'on y tînt : la dissolution, le nouveau ministère, les nouvelles élections, le silence recommandé aux autorités religieuses, il entendit parler de tout cela, qui ne lui convint pas. Quand il reçut, deux mois plus tard, la circulaire du ministre des Cultes par laquelle il lui était demandé de faire le silence le plus absolu sur la crise politique, il ne s'étonna pas, car, sachant qu'elle devait venir, il avait déjà conseillé l'abstention à ses prêtres. « Que Dieu éclaire ces hommes », leur dit-il, « qu'il les bénisse et qu'il les préserve de nous donner une fois de plus le spectacle des inconséquences du libéralisme ! » L'ensemble de l'événement fut enfin jugé par lui en quelques mots qu'un témoin rapporte : « Nous ne nous piquons pas d'être homme politique. Mais nous en savons assez pour pouvoir dire qu'un coup d'État ne se fait pas contre quelqu'un ou contre quelque chose, mais pour quelque chose incarné dans quelqu'un. »

Mgr Pie avait une vision. Les macmahoniens n'en avaient aucune. Or, sans vision, les peuples meurent.

XIII

NAISSANCE DU BLOC

Les républicains, au contraire, présentaient un front imposant. Le Maréchal leur avait laissé le bénéfice d'une très forte situation défensive : ils s'y tenaient. Programme simple, article unique : réélection des 363. Ainsi se trouvaient effacées les divergences qui existaient entre les républicains de 1848, de 1865, de 1875; entre les grands bourgeois du Centre gauche et les moyens bourgeois de la Gauche républicaine; entre les radicaux ouvriers de Paris, à demi-socialistes, et les radicaux paysans du Midi, à demi-anarchistes. Dans chaque circonscription, un candidat unique, qui est le député sortant de la Chambre dissoute. Le Maréchal a lui-même donné sa forme au pacte du premier bloc républicain. « La République existe, elle est le gouvernement légal du pays, avait déclaré Thiers à la tribune de l'Assemblée nationale, en novembre 1872; vouloir autre chose serait une nouvelle révolution, et la plus redoutable de toutes. » Ces mots-là, souvent répétés, furent le manifeste électoral des gauches. Le vrai parti conservateur, c'est le parti républicain.

Les républicains, quelle que fût leur génération ou leur origine, sentaient un même terrain solide sous leurs pieds, ils étaient sûrs de continuer ensemble l'œuvre commencée par leurs pères. La prise de la Bastille, la nuit du 4 août, la déclaration des Droits de l'homme, tout cela vivait fortement dans les esprits, bien près encore des souvenirs, et gardait une force d'évidence dont il ne subsiste aujourd'hui que des traces. La vérité politique avait été trouvée, dite pour toujours en 1789, voilà ce qui alors était cru. Quiconque discutait cette vérité ou la professait avec faiblesse se rendait par là même coupable d'une scandaleuse hérésie. Le Maréchal, le duc, leurs partisans, révoltés contre elle, étaient des séditieux que tous les bons citoyens devaient combattre. Les républicains renouvelaient contre eux le serment prêté en juin 1789 dans la salle du Jeu de Paume : Ils ne poseraient pas les armes avant d'avoir fait triompher leur droit.

Une bourgeoisie puissante les aidait, rassurant les timides.

Car il y avait dès lors une riche bourgeoisie républicaine. Par exemple, un Dubochet, généreux mécène et patron du parti. D'origine suisse, de religion protestante, républicain de toujours, carbonaro des années 1820, Dubochet, jeune et pauvre, était venu faire fortune à Paris. Entré dans les affaires, il s'y était montré un maître. Le voici, sous le Second Empire, souverain du gaz, prince des voies ferrées. Une de ses nièces (et ses nièces sont ses héritières) épouse un Arnaud de l'Ariège, une autre un Guichard, tous deux amis de Gambetta. Quand éclata la crise du Seize mai, il n'hésita pas. Le dictionnaire Larousse est à lire là-dessus : « M. Dubochet n'était pas homme à se tromper sur les véritables intérêts conservateurs, et il avait reconnu depuis longtemps que ces intérêts ne pouvaient être sérieusement garantis que par la République loyalement soutenue et loyalement pratiquée. Le concours très efficace prêté à la République par un homme de cette importance et de ce mérite [dans la crise du Seize mai] devait produire un effet considérable, et ce fut le dernier service rendu par M. Dubochet à une cause qu'il avait défendue toute sa vie[1]. » Son hôtel de la rue de Surène, une des fastueuses demeures du faubourg Saint-Honoré, servit de siège au grand comité républicain. « Les citoyens qui viennent de Belleville, de Montmartre », écrit madame Adam, grande bourgeoise elle-même, veuve d'un riche banquier, « sont reçus par d'impeccables valets de pied en culottes courtes, habit à boutons d'or. Ils traversent le grand escalier monumental, puis une enfilade de salons superbes, et sont conduits vers Gambetta. La plupart semblent prendre plaisir à être reçus aussi *chiquement*, c'est le mot qu'ils emploient. » Qu'est-ce que nous pouvons faire contre cet état-major de millionnaires qu'on nous jette à la figure? s'écrie avec découragement le chroniqueur politique du *Correspondant*.

Ainsi le Parti républicain formait une nation complète, il avait ses bourgeois et son peuple. Il se faisait gloire d'un chef

1. Là encore, Saint-Valry est pénétrant. « Je doute, écrit-il, que le patriciat moderne se trouve où il le croit et qu'on parvienne à l'organisation de la démocratie (si l'on y parvient) par le ministère des gens du monde. Hors ce qu'on appelle « le monde », note-t-il encore, une bourgeoisie se forme dont « le monde » ne se doute pas. Et il nomme les deux aristocrates les plus caractérisés qu'il ait connus : Boucicaut, du Bon Marché, et Dubochet, du Gaz.

illustre, le doyen des politiques de l'Europe, Adolphe Thiers. Cette façade cossue était bonne à montrer. De même que les conservateurs, pour cacher les défauts de leur coalition, montraient au pays le Maréchal, et lui seul, les républicains, pour cacher au pays le rouge trop vif de leur aile gauche, montrent avec ostentation le vieux Thiers, leur chef. Et leur atout était le bon. Le jeune Gambetta, toujours merveilleux dans la manœuvre, acceptait, avec une parfaite bonne grâce, de servir de second à celui qui, en 1871, l'avait traité de « fou furieux ». La gravure, la lithographie, les mouchoirs imprimés en couleur, aimés des paysans, répandaient par milliers le tableau de cette séance de la Chambre des députés (celle du 17 juin), où, devant Fourtou interdit, Gambetta, d'un grand geste et d'un grand cri, avait désigné Thiers à l'acclamation enthousiaste des gauches : « Le libérateur du territoire, le voilà! »

La vérité érudite oblige à dire que le cri avait été poussé, non par Gambetta, mais par un républicain obscur. La substitution de l'illustre à l'obscur fut immédiatement effectuée par l'imagination populaire, et réalisée par l'image. Telle était cette puissance émotive, créatrice de légendes, qui, en 1877, cimenta un bloc dont la force, après soixante années, n'est pas épuisée.

XIV

LE CHASSEUR FATIGUÉ

Bismarck passa l'été dans ses terres de Varzin et s'y attarda jusqu'à l'arrière-automne. Il affectait de se reposer, de laisser aller les choses. « Bismarck, chasseur fatigué », disait-il. Ainsi voulait-il qu'on le voie.

C'était une feinte, il laissait aller les choses parce qu'elles allaient à son gré. Les yeux mi-clos, le « chasseur fatigué » regardait le gibier qui courait vers les pièges.

Son gibier, c'étaient les joueurs heureux de 1875, les diplomates français qui avaient alerté les diplomates russes, les diplomates russes qui avaient mis le holà à sa politique insolente, qui l'avaient empêché de malmener, d'humilier la France. En cette affaire, c'est lui qui avait été humilié,

chose à peu près unique dans sa vie, et il gardait de cette mésaventure une furieuse rancune. Or, tout allait mal pour ses adversaires, bien pour lui. Pendant que les gentilshommes de France s'enlisaient dans leur entreprise, les hommes d'État russes, plus tragiquement, s'enferraient dans la guerre.

En mai, au moment même où Mac-Mahon avait fait éclater la crise, l'armée russe, traversant le Danube, marchait contre les Turcs. L'été avait été marqué par des batailles indécises, et Bismarck, l'automne venu, eut la joie de voir les Russes arrêtés sous Plevna par l'infanterie d'Osmar-Pacha. Derrière les Turcs, il y avait les Anglais. Quoi qu'il advînt, Bismarck avait la certitude que le Tsar et Gortchakov étaient perdants.

De ce côté, tout était simple, mûrissait par soi-même. Du côté français, il fallait manœuvrer et, sans qu'il y parût trop, aider les républicains. Une note, datée du 18 juin (le chasseur fatigué ne négligeait pas de rédiger des notes), est d'une parfaite clarté : « La presse officieuse », recommande Bismarck, « devra exercer sur l'électeur français la pression la plus forte qu'il se pourra pour lui persuader que, s'il donne sa voix au cabinet en fonction, il vote pour la guerre. » Souvenons-nous du dernier mot de Gambetta : « Craignez qu'on ne dise : la dissolution, c'est la guerre. » Et rappelons l'indication tactique donnée par Sarcey : « Il ne faut qu'une idée bien nette, bien juste, bien claire, répandue et soufflant à travers les villages, pour établir dans les masses électorales de la campagne un courant d'opinion qui emportera toutes les résistances : Avec un ministère clérical, on risque d'avoir la guerre avec l'Italie. Veux-tu, ô paysan, qu'on envoie ton fils se faire tuer pour remettre le Pape sur le trône? Vous verrez ce que répondra le paysan français, si la question politique se pose en ces termes. » A Berlin, un puissant compère va s'employer à la poser ainsi, tel est le pacte conclu entre Bismarck et les républicains.

Sarcey avait raison, la peur de la guerre était un cri électoral très efficace. Écoutons de nouveau ce Saint-Valry dont la vue est si pénétrante. Il constatait tout à l'heure que la peur de la révolution n'agissait plus. Il constate maintenant qu'à cette ancienne peur une peur nouvelle, jusqu'alors

inconnue aux Français, s'est substituée. L'impression terrible laissée par les épreuves de 1870-1871 avait causé ce retournement. « La masse française ne redoute réellement que la guerre, écrit-il, elle n'appréhende qu'une politique qui relancerait le pays dans des complications analogues à celles de 1870 et, il faut bien le dire, le mouvement actuel est loin de la rassurer. Je crois qu'elle se trompe, mais l'inquiétude existe et je dois la noter. »

Bismarck entretenait à Paris des agents de liaison[1]. Premier d'entre eux, ce couple stupéfiant de cynisme, d'audace et de difformité, que formaient, légitimement unis, le comte Henckel de Donnersmarck, grand seigneur de Prusse, et Thérèse Lachmann, dite la Païva, enfant d'un ghetto de Moscou, exercée dans la prostitution parisienne traversée tout entière, du trottoir au lit de Henckel. Ils s'étaient installés sur les Champs-Élysées, dans un hôtel qu'ils avaient fait orner par Carpeaux et Dalou, habitation fameuse, aujourd'hui encore intacte et connue sous le nom de celle qui l'habita. Pour les Parisiens, c'est toujours l'hôtel de la Païva. Le comte Henckel était en Prusse un déclassé. Il chercha à regagner une importance en servant Bismarck à Paris. Il savait recevoir,

1. On voudrait connaître le personnel européen que Bismarck utilise. Très mportant, assurément, Blowitz, correspondant du *Times* à Paris, assez puissant dans les conseils du journal anglais pour arrêter la publication d'un article favorable à la politique de Mac-Mahon au début de la crise (Maurice Reclus, *le Seize mai*, p. 55). Nous avons connu, voici quelque quarante ans, Blowitz, son haut de forme aux reflets éclatants, ses favoris splendides, son corps court et dodu. Tout suspect qu'il fût, c'était un Parisien indispensable aux fêtes, premières, expositions et courses, portant en bandoulière la jumelle des sportsmen. Blowitz était mieux qu'un agent ordinaire, c'était un esprit politique, l'ambassadeur des puissances invisibles. — A Saint-Pétersbourg, nous voyons Le Flô, ambassadeur de France, se plaindre au ministre de Giers du ton de la presse russe. Sur quoi de Giers « appelle dans son cabinet le directeur du *Journal de Saint-Pétersbourg*, M. Horn, juif hongrois très bien vu ici à l'ambassade d'Allemagne et que le comte de Berchem, conseiller de l'ambassade, avait eu jadis la naïveté de me recommander en me vantant son obligeance. » (Le Flô, *Documents diplomatiques français relatifs aux origines de la guerre de 1914*, année 1877, n° 203). Le Flô observe qu'après cette conversation, le ton du journal est devenu plus modéré. Pour l'Italie, nous avons une indication de l'ambassadeur Noailles, très réticente : « Les journaux d'extrême-gauche continuent de se montrer ardents contre nous. J'ai lieu de croire que cette ardeur n'est pas toute spontanée. » (*Doc. Dipl. Français*, année 1877, n° 203). La gauche italienne, c'est Crispi, alors en conversation avec Bismarck. Les deux extrêmes-gauches de France et d'Italie étaient très liées.

Thérèse Lachmann y excella très vite. Sous le Second Empire, Sainte-Beuve et Théophile Gautier avaient été les deux gloires de son salon. Pendant la guerre, Bismarck lui confia la préfecture de Metz. Après la guerre, il ne tarda pas à revenir aux Champs-Élysées, où il lui fut aisé de retrouver des hôtes : les Parisiens ont l'acceptation facile. Paul de Saint-Victor et Émile de Girardin devinrent les familiers de l'hôtel Païva, Gambetta s'y laissa conduire. Quelqu'un protesta : Alexandre Dumas fils, en 1872, fit jouer *La Femme de Claude* : c'est l'histoire d'une espionne qui rentre trop vite dans une maison où son passage a causé des malheurs. Pas de doute : la femme de Claude, c'est Thérèse Lachmann, la Païva. Dumas fils mène le drame jusqu'à son dénouement sanglant : Claude, découvrant les ruses de l'infâme, l'abat d'un coup de feu. Dumas avait beaucoup osé, il fut puni. Il avait, par l'oblique, touché la question juive. Une puissante clique travailla à faire tomber sa pièce. Paul de Saint-Victor, Girardin, Albert Wolff, écrivirent contre elle. *La Femme de Claude*, accident unique dans la carrière de Dumas, fut sifflée. Dumas sortit meurtri de l'aventure. Parisien avisé, il ne recommencera plus un jeu trop dangereux.

Girardin, qui en cette affaire avait bien servi le ménage Henckel, était un curieux homme, un autre Villemessant. Villemessant maniait les salons, les coulisses, les alcôves, et en faisait argent. Girardin maniait les idées (il se vantait d'en avoir une par jour), et de même en faisait argent. Tous deux travaillaient à la Bourse et se rencontraient là. Il avait lancé, en 1834, le premier journal vendu au numéro et bon marché : c'est un des grands initiateurs du siècle. Constamment vénal, on ne le calomnie pas en se risquant à dire qu'il fut, dans l'après guerre de 1871, aux gages de l'Allemagne. Il suffit de lire les mémoires de Hohenlohe pour voir en quels termes il était avec l'ambassadeur d'Allemagne à Paris; il suffit de lire *La France*, journal qu'il dirigeait alors, pour remarquer que ses campagnes servent constamment les intentions de Bismarck. Or, on n'avait jamais vu que Girardin négligeât de se faire payer. Lui et d'autres : l'argent du trésor de Hanovre n'était certes pas inactif, et sa comptabilité n'a été nulle part imprimée.

Bismarck avait d'autres agents que le comte Henckel et sa femme. Des pièces d'archives récemment publiées nous apprennent qu'un certain Hartmann servait d'intermédiaire entre Gambetta et le prince de Hohenlohe, qui causaient ainsi. Gambetta assurait que le parti républicain abandonnait toute idée de revanche; il promettait en outre de mener une campagne décisive (*durchgreifende*) contre l'ultramontanisme. Mais il exprimait une inquiétude : le bruit courait que Bismarck se préparait à faire, en Allemagne, sa paix avec l'Église. Est-ce vrai? Il voulait le savoir. Si les événements, observait-il, prenaient ce tour, ce ne serait pas encourageant pour les républicains français. Non! écrit Bismarck en marge de la lettre de Hohenlohe. Ce *non* était un mensonge. Bismarck venait de mesurer le mal que fait à un pays la guerre religieuse, et pour la même raison qui le décidait à l'arrêter chez lui, il voulait l'installer en France.

Il savourait enfin cette autre joie, plus subtile, de recevoir les avances des gentilshommes de France, et de les dédaigner. Les historiens conservateurs ont beaucoup reproché aux républicains leur acceptation de l'appui allemand. Mais Broglie et Decazes, serrés par la crise, en sentaient l'importance, et le désiraient pour eux-mêmes.

Ils semblent l'avoir recherché dès l'origine de la crise. Le 9 mai — huit jours avant l'acte décisif — l'empereur Guillaume était venu à Metz. Les pays voisins (Belgique, Luxembourg, Hollande) avaient décidé d'envoyer de hauts fonctionnaires lui présenter leurs hommages au seuil de son empire. Que ferait la France? Le Maréchal et Decazes décidèrent que Gontaut-Biron, ambassadeur de France à Berlin, alors en congé à Paris, rejoindrait son poste par le détour de Metz et saluerait l'Empereur dans la cité française perdue. A vrai dire, une démarche si simple, exécutée par Gontaut avec une délicate prudence (il ne resta dans Metz que quarante-cinq minutes), peut s'expliquer par un souci de correction. Mais le prince de Hohenlohe l'explique autrement. Il annonce à son patron la visite de Gontaut, et la commente : « Le but, écrit-il, c'est d'obtenir de Sa Majesté une parole obligeante qui fasse bon effet sur l'opinion publique. » *Et sur la Bourse*, note brutalement Bismarck en marge

de la lettre. En effet, le journal *L'Ordre* va imprimer, pour l'opinion ou pour la Bourse, que l'Empereur a dit à Gontaut : « Il est impossible d'entretenir des rapports diplomatiques avec un gouvernement révolutionnaire tel que celui de Simon. » Dans le rapport écrit par Gontaut à Decazes, on ne lit rien de tel, mais autre chose, où l'intention politique est visible. Gontaut, se conformant aux instructions reçues, a dit : « Nous sommes tout prêts à déclarer publiquement nos sentiments pacifiques dans la forme qui conviendra à Votre Majesté. Je crois que si les deux gouvernements s'entendaient pour faire l'un et l'autre une déclaration de ce genre, l'effet en serait excellent. » L'Empereur écoute, attentif, sympathique, mais prudent : ce n'est pas lui qui est le maître, et Bismarck n'accordera jamais ce que Decazes souhaite obtenir à la veille d'une crise dès lors secrètement décidée.

Il y eut d'autres essais, ceux-ci d'intention non douteuse. Le Maréchal avait dans sa maison militaire un certain général d'Abzac, qui devait à sa femme, allemande, des amitiés nombreuses en Allemagne; sa conversation, pensa-t-on, pourrait produire des effets utiles. On l'envoya, il n'obtint rien. Decazes eut alors l'idée de faire représenter l'armée française, aux manœuvres d'automne de l'armée allemande, par un prince de la maison royale, le duc de Chartres, officier excellent et homme très aimable. Sa présence là-bas eût fait bon effet, elle eût contredit l'opinion populaire que le Maréchal, Broglie et Decazes étaient en mauvais termes avec le gouvernement allemand. Bismarck comprit l'intention. Il connaissait Decazes, il le sentit venir. C'est lui qu'il détestait surtout. « Ce n'est pas un homme, disait-il, c'est un poisson, une anguille dans une eau trouble. » Il fit répondre que la qualité princière du duc de Chartres serait une cause de difficultés protocolaires très délicates à résoudre. Ce n'était pas vrai, le duc de Chartres, l'année suivante, sera agréé aux manœuvres d'Autriche et sa présence y sera agréable à tous. Decazes entendit à mi-mot et n'insista pas.

Faisons pourtant la différence entre la conduite des Droites et celle des Gauches. Les Droites voulaient montrer au pays que leur gouvernement n'était pas un parti d'aventure, isolé en Europe par la suspicion des puissances. Elles ne spécu-

laient pas sur la peur. Les Gauches, opérant de concert avec la presse allemande, reproduisant, pour impressionner les électeurs, les menaçants articles inspirés par Bismarck, blessaient une fibre de la fierté française. Si les républicains ne sentaient pas l'humiliation, les Allemands du moins sentaient leur triomphe, accroissaient leur mépris. « Les Français, écrit Hohenlohe dans ses Mémoires, sont des enfants mal élevés qu'on ne peut gagner par la bonté et qui doivent sans cesse être contenus par la peur. » Les Allemands le pensaient de plus en plus.

En vérité, le chasseur fatigué pouvait sans crainte s'attarder dans ses terres. Tous, d'eux-mêmes, venaient à lui, les républicains, les ducs, un prince. Sa vengeance était proche. L'Europe ne rirait plus, comme elle avait fait quelques jours, en mai 1875.

XV

MORT ET FUNÉRAILLES DE THIERS

Le 3 septembre, Thiers, octogénaire, mourut après une courte suffocation. Sa personne avait tant occupé la France, il l'avait si longtemps et si diversement servie, qu'il semblait devoir l'occuper et la servir toujours. Amis, ennemis sentirent ensemble la stupeur et le deuil.

Quel effet cette disposition allait-elle produire sur les électeurs? Telle fut la question soudain posée. Thiers était grandement utile aux républicains par l'autorité de sa vaste expérience, par le prestige qu'il devait au fait d'avoir servi un roi. C'était leur gloire, leur drapeau, leur garant de sagesse. Sa parole, toujours vive, plaisait aux extrémistes mêmes. Le 26 août, huit jours avant sa fin, il parlait encore, dénonçant les hommes de la droite comme ennemis publics, factieux, « vrais perturbateurs et vrais anarchistes ». Cette pétulance, dans le grand âge, plaisait au peuple. C'était chose entendue que Thiers (monsieur Thiers, disait-on toujours) prendrait après le Maréchal la présidence de la République et Gambetta celle du Conseil. Il n'était plus, quel serait le successeur? Gambetta souffrait toujours de cette note de mauvaise tenue qu'il ne pouvait

effacer et que ses envieux entretenaient avec soin. Les Jules Simon, les Montalivet, les Casimir Périer, les Dufaure, n'auraient pas accepté sa primauté. Ni les Grévy, les Ferry. Le problème était fort sérieux, car les Français de ce temps-là sentaient, beaucoup plus qu'ils ne la sentent aujourd'hui, la nécessité d'un chef prestigieux. « Entre le maréchal de Mac-Mahon et M. Thiers, écrit Francis Magnard, une lutte était possible; elle ne l'est point entre le Maréchal et M. Gambetta; l'Europe rirait trop[1]... Les hommes de la défaite à outrance, du radicalisme niais et persécuteur, restent seuls en face du chef de l'armée, de l'élu de l'Assemblée, du soldat légal. Le fantôme derrière lequel ils s'abritaient n'existe plus. Leur défaite est certaine. »

Il y avait là, pour Mac-Mahon et Broglie, une occasion à saisir. Ils agirent avec netteté, promptitude, générosité. Le Maréchal était absent de Paris, il y rentra. Les funérailles de Thiers, télégraphia-t-il, « doivent être une manifestation nationale, non de parti ». Le duc de Broglie se mit en rapport avec madame Thiers, lui offrit le concours de l'armée, l'église des Invalides où reposait celui dont Thiers s'était fait l'historien. Mgr Guibert, archevêque de Paris, officierait. Madame Thiers accepta l'armée, l'église et l'archevêque, mais réclama pour ses amis le droit de régler le cortège et de prononcer les discours. C'était vouloir tout à la fois le cérémonial des funérailles d'État et la liberté des funérailles partisanes. Le gouvernement eut beau s'ingénier, madame Thiers fut inflexible. Elle devinait l'intention des ducs et ne s'y prêtait pas. Les offres furent donc retirées.

Au jour des funérailles, Paris, ce même Paris si impitoyablement traité par Thiers en mai 1871, fut émouvant

1. Il faut penser qu'il y avait, pour ceux qui gouvernaient et administraient Europe en ce temps-là, quelque chose de ridicule dans le fait que l'État français s'était laissé conquérir par des démocrates bourgeois. « C'est par trop ridicule quand on est la plus ancienne monarchie d'Europe, d'être en République », disait au colonel de La Tour du Pin le comte Andrassy, chancelier de l'empire d'Autriche, en septembre 1879. La date est importante : ce jour même où le comte Andrassy apostrophait ainsi le colonel de La Tour du Pin, attaché militaire à l'ambassade de France à Vienne, il venait de signer le premier traité d'alliance austro-allemande. (Bossau de Garagnol, *Le colonel de La Tour du-Pin*, p. 216.) Une des perspectives diplomatiques ouvertes à la France vaincue venait d'être fermée. Et le ridicule d'une république y était pour quelque chose.

d'ordre et d'unanimité. Rien n'était oublié, et qui eut prêté l'oreille dans les cabarets de Belleville en eut été bien sûr. Thiers n'a dans Paris ni une rue ni un monument, les faubourgs n'ont jamais pardonné. Mais la dissidence ne fut pas montrée. De la place Saint-Georges à Notre-Dame de Lorette, de Notre-Dame de Lorette au Père-Lachaise, une multitude se pressa entre les magasins fermés et la chaussée déserte. Vingt mille hommes accompagnèrent le convoi, un million d'hommes salua la dépouille du petit bourgeois vivace, coriace, presque éternel, du Français des temps anciens, qui avait servi et renversé des rois, servi et combattu des empereurs, et qui léguait à son pays, comme une pensée secrète et longuement couvée, la république des bourgeois français.

Ce fut une journée vraiment nationale, noble et familière, intime et grande, telle que sait les improviser, en ses bons jours, le peuple de Paris. Pour le gouvernement légal, pour le Maréchal et le duc, quelle humiliation : on les avait d'abord remerciés, écartés, puis simplement et paisiblement ignorés. La ville entière, levée en dehors d'eux, sans eux (non pas même contre eux), ne leur fit pas l'honneur d'un cri séditieux. « Le véritable gouvernement », écrivit au lendemain de la solennité le journal de Gambetta, *La République Française*, « le véritable gouvernement était hier dans ceux qui faisaient cortège à la dépouille de M. Thiers. » Ce qu'elle exprimait ainsi, c'était l'impression commune des assistants. Leur juste impression.

Ainsi parut, une fois de plus, la force du courant qui portait les républicains. La mort de Thiers ne les affaiblit pas. Au contraire, les libres funérailles furent pour eux l'occasion d'une sorte de consécration, de sacre populaire. Les Parisiens en firent une ovation muette, une double ovation. Ils avaient salué deux fois : Thiers d'abord, ensuite Gambetta qui marchait tête nue au premier rang des 363. Entre Thiers et Gambetta, il y avait eu des différends graves, des paroles outrageantes. Tout cela était effacé. Thiers avait lui-même nommé son successeur : Gambetta. « Je le présenterai à l'Europe », avait-il dit. Mort, peut-on dire, il le présentait aux Français. Ces républicains, qui jusqu'alors n'avaient paru

capables que d'insurrections, de désordres, avaient-ils changé de nature? Le peuple commençait à le croire, maintenant qu'il les voyait fournir au pays une suite de chefs. Le Roi est mort, vive le Roi! avaient crié les pères. Le Chef est mort, vive le Chef! ainsi pouvaient crier les fils, et l'ancienne confiance renaissait en eux. Un bruit courait alors, qui semble n'avoir pas été sans fondement : Gambetta allait épouser la nièce de Thiers, mademoiselle Dosne. Cela se disait, s'écoutait. La République allait-elle produire une dynastie, devenir une sorte de Troisième Empire?

Si nous quittons la rue et la foule pour entrer dans les conseils intimes du parti, tout change. Les chefs des groupes, maintenant leur ligne politique, avaient décidé que le successeur de Mac-Mahon à l'Élysée serait le prudent Grévy, ennemi très sûr de Gambetta. Celui-ci s'inclina, non sans ronger le frein. On le dit furieux, écrit Halévy dans ses carnets.

XVI

DÉFAITE ET SURSAUTS

Hâtons-nous vers les derniers sursauts. Nous voici parvenus au terme. Fourtou s'obstinait à croire au succès. « Nous gagnerons cent voix », dit-il. Broglie l'écoutait : « Vous êtes beau joueur », observa-t-il. Puis il ajouta pensivement : « Le silence du pays m'effraye. » Ce silence, il travaillait depuis quatre ans à le créer.

Point d'élections sans manœuvre de la dernière heure. Le manœuvrier, en celle-ci, fut Bismarck. Il avait annoncé à Hohenlohe, son ambassadeur, que « tout serait mis en scène à Berlin », il tint parole. Le 11 octobre, trois jours avant les élections, *La Gazette de l'Allemagne du Nord*, son organe propre, imprima que les cabinets de Berlin et de Rome s'étaient concertés pour aviser aux périls d'un triomphe électoral des cléricaux français : ainsi était fourni aux 363 un dernier moyen d'émouvoir l'électeur. La nouvelle était dénuée de substance, le duc de Broglie mit l'opinion en garde et fit poursuivre les journaux qui propageaient la nouvelle allemande. En vain, le coup était porté.

L'événement prouva que la manœuvre n'était pas inutile, car la victoire républicaine n'eut pas le caractère triomphal que la tradition lui donne. Les 363 ne revinrent pas 400, comme l'avait annoncé Gambetta, mais 330. Les efforts de Broglie et Fourtou n'avaient donc pas été entièrement vains, les Droites gagnaient trente sièges. Elles n'en restaient pas moins dominées par 100 voix, elles étaient vaincues.

Soudain mis en présence de l'échec, Fourtou se rebiffa. « L'armée nous reste », dit-il à Broglie. C'était prendre à son compte le conseil de Cassagnac : « Un bataillon bien commandé supplée admirablement aux lacunes d'une constitution. » Broglie n'ignorait pas cette tentation, mais sa vie entière, l'héritage moral, l'autorité des siens, lui interdisaient d'y céder. Les profiteurs d'un état de siège auraient été très vite les hommes de main du bonapartisme, il le savait. « *Pas moi*, répondit Broglie, *pas moi*. — Alors, répliqua Fourtou, allons-nous-en... — Certes non, dit Broglie, nous serons attaqués à la Chambre, nous devons y paraître. »

Cette ténacité étonna d'abord, quelques-uns y virent un défi. Laugel, le secrétaire intime et l'ami du duc d'Aumale, écrit dans son journal, à la date du 9 novembre : « Broglie voudrait, semble-t-il, que tout croulât avec lui ou bien rester maître de tout. Il a l'amour du pouvoir : parler aux hommes, les conduire, les entraîner, c'est sa passion. Les entraîner? A quoi? Il ne sait plus. Mais il lui faut une armée à commander. Il jouit presque des haines dont il est l'objet . » C'est vrai : affronter la haine des radicaux, l'accroître par un mépris bien montré, c'était chose qui plaisait au duc.

Le 14 novembre, la Chambre discuta la nomination d'une commission d'enquête sur les actes des ministres du 16 mai. Ferry soutint la demande. Orateur maladroit, il évoqua l'opinion européenne et la condamnation qu'elle avait prononcée. C'est là-dessus que Broglie fit porter sa réplique. La nature lui avait très peu donné; sa taille était petite, son geste court, sa voix aigre et désagréable. Mais il avait la force; les mots, les traits étaient dardés.

Il couvrit d'abord la personne du Maréchal : « Tous les actes qui ont été faits, dit-il, nous en prenons la responsabilité

entière... la responsabilité pénale même, s'il le faut, puisque vous voulez nous en effrayer... » Ensuite, il attaqua.

S'il m'est arrivé de poursuivre la presse avec vivacité, avec passion même, on trouvera que ce fut toujours pour arrêter cette allégation que les conservateurs mènent la France à la guerre, et que pour parer à cette menace les Français doivent voter contre eux. Jamais, au cours de nos discordes, il n'a été fait usage d'un tel argument. Jamais sous la Restauration : Louis XVIII l'avait expressément interdit. Jamais par Casimir Périer, ni par Guizot. Si j'ai agi avec cette rigueur, ce n'était pas seulement dans un intérêt de parti et pour le bien de la cause conservatrice. Un autre motif m'animait : j'aurais voulu épargner à la France la plus grande humiliation qu'elle ait encore éprouvée...

Le prince Hohenlohe, ambassadeur d'Allemagne, assistait à la séance. Et ce n'est pas sans avoir pris garde à sa présence que le duc acheva son apologie :

Lisez l'histoire et ses tristes leçons : n'est-ce pas sur l'agora d'Athènes qu'on évoquait le fantôme de Philippe de Macédoine? n'est-ce pas dans les diètes de Pologne qu'on se retournait avant de voter pour savoir ce que pensaient et ce que voulaient les ambassadeurs de Catherine?

Il y eut un silence, tout le monde avait compris. Le duc vaincu avait réduit Ferry au silence. C'est à Gambetta qu'incomba la dernière réponse. La tâche ne lui déplut pas. « Il y a plaisir, dit-il, à combattre Broglie, car il a un rude estomac. » Bon jouteur, il ne recommença pas la faute de Ferry, et laissa sans réponse la péroraison dangereuse. Avec un robuste instinct, il frappa où il fallait frapper. « Vous êtes un aristocrate, cria-t-il au duc, un ennemi du peuple! » Si c'est être un ennemi du peuple que ne comprendre d'autre gouvernement que celui des élites, et ne vouloir le bien du peuple que par elles, le duc de Broglie, en effet, était un ennemi du peuple. Telle fut la raison d'un ostracisme aussitôt prononcé, valable pour toujours.

Broglie renversé, on devine, autour du Maréchal, un pénible désordre d'avis. « Résistez », lui dit-on. Résister, c'est vite dit; mais comment? « Dissolvez la Chambre une deuxième fois. Le budget sera refusé. Passez outre au refus... » Le Maréchal

ne savait qui entendre. Broglie s'était retiré, retirant, semble-t-il, son conseil même. Vingt sénateurs, membres du Centre-droit (le duc Pasquier, leur président, avec eux) firent savoir qu'une deuxième dissolution n'aurait pas leur agrément. Le général Bertault, ministre de la Guerre, de même. Decazes, de même. Le Maréchal hésitait toujours, écoutant des voix passionnées parmi lesquelles on devine celle de Mgr Dupanloup. « Il est avéré, écrit Saint-Valry, que Mgr Dupanloup a conféré avec le Maréchal. » Pour connaître son conseil, il n'y a qu'à lire *La Défense Sociale et Religieuse* : de la première à la dernière ligne, elle exhorte à résister.

Le Maréchal se décida à former un cabinet militaire : Le général Douay à la Guerre, le général Ducrot à l'Intérieur, Caillaux aux Finances, ces trois noms furent murmurés d'abord. Cela avait une certaine tournure. La liste parut, donnant d'autres noms : le général de Rochebouët à la présidence du Conseil et à la Guerre, M. de Banneville, ancien ambassadeur, aux Affaires étrangères, et, à l'Intérieur, M. Welche, ancien préfet, candidat malheureux aux élections récentes. Ombres d'hommes, choisis pour effectuer l'ombre d'un coup d'État. Des corps d'armée furent alertés. L'alerte n'alla pas sans murmures dans les casernes. Parmi les officiers mêmes, on devine des résistants. Galliffet, soldat fameux, aristocrate non suspect d'affection républicaine, prononça, dans une réunion d'officiers, quelques mots significatifs : « A l'armée, qui garde un silence absolu dans les dissensions civiles et s'enferme strictement dans ses occupations professionnelles! »

Le général de Rochebouët s'obstina une semaine, toujours à la limite des décisions extrêmes et jamais ne la franchissant. Quelques journées, au début de décembre, furent angoissantes. L'histoire est ainsi faite, jalonnée d'angoisses gaspillées. Ce n'était que velléités. Le 11, elles prirent fin. Nous sommes mal renseignés sur les dernières délibérations des vaincus : ceux qui y prirent part ne se sont pas souciés d'en fixer le souvenir. Nous tâcherons pourtant d'y apporter quelque lumière. La source où nous puiserons est un long récit imprimé dans *l'Estafette* du 6 janvier 1878, et qui ne fut en son temps l'objet d'aucun démenti positif. Nous n'en

connaissons pas d'autre. Le 11 décembre, donc, Batbie et Banneville renonçant à lutter, le Maréchal leur dit : « Je pars avec vous, je donne ma démission. » Tout le monde s'y attendait. Mais Batbie, Banneville, les ministres renonçants, étaient d'un autre avis. Leur vif désir, on est conduit à le penser, c'était que le Maréchal, restant à l'Élysée, couvrît leur retraite et les protègeât, eux et leurs amis, contre la vindicte républicaine. Le Maréchal ne les écouta pas. Il avait rédigé un projet de message, qu'il leur lut. « La résistance, disait-il, m'aurait entraîné à sortir de la légalité. J'ai donné ma parole de maintenir la loi et la Constitution, il m'est impossible de la violer. » Il se retirait donc. Les ministres lui dirent : « Pour que ce message atteigne les Chambres, il faut que l'un de nous l'y porte. Aucun de nous n'y consentira, nous vous demandons de rester. » Le Maréchal était bloqué.

Le lendemain 12 décembre, la question fut reprise tout entière. Sur le conseil de Mgr Dupanloup, Pouyer-Quertier, homme capable et vigoureux, fut appelé. On attendait de lui, peut-être, un conseil d'énergie. Il donna, en effet, un énergique conseil, mais c'était un conseil de retraite. « Les grandes villes industrielles, dit-il (lui-même, rouennais, était chef d'industrie) sont soulevées contre vous. Vous ne pouvez rien, allez-vous-en[1]... » Et de nouveau le Maréchal : « Partons tous ensemble. » Et de nouveau ses ministres : « Nous partirons, vous resterez. » Il y avait un moyen sûr d'émouvoir le Maréchal : c'était de faire appel en lui au sentiment du sacrifice. Les ministres le prirent ainsi. Banneville, chargé des Affaires étrangères, affirma que si la présidence passait

1. On devine, en arrière de ces agitations, les deux princes, le Bourbon et le Bonaparte, très attentifs. En novembre, le comte de Chambord avait chargé Blacas de porter « sans retard » ses félicitations à Pouyer-Quertier que de faux rapports lui montraient décidé à agir. Cf. Foville, *Pouyer-Quertier*, p. 55.

2. Banneville aurait rappelé qu'en mai 1873, après la chute de Thiers, Bismarck avait fait difficulté pour reconnaître l'entrée en fonction du Maréchal. C'est exact, et Gontaut-Biron l'avait écrit en juin 1873. Mais ces lettres, en décembre 1877, n'avaient aucune application; Bismarck, en juin 1873, se réservait un droit de regard sur les affaires de France afin de pouvoir s'opposer, le cas échéant, à l'avènement d'un gouvernement monarchiste. La démission du Maréchal comblait ses vœux. Rien n'était à craindre. Aucun document postérieur à 1873 ne donne la moindre justification de ce qui fut dit au Maréchal d'après *l'Estafette*, ici confirmée par le *Journal* de Goncourt, janvier 1878.

aux mains des radicaux, l'Allemagne susciterait des difficultés : les dépêches officielles lui inspiraient cette crainte[2]. Le devoir impérieux était donc de rester.

Le Maréchal fait peine en cette affaire. Rarement vit-on homme si inégal à la situation qu'il occupe. Il n'était pas fautif d'y être; le fautif, c'était Broglie qui, en mai 1873, d'autorité, presque de force, avait été le prendre dans son commandement militaire pour le placer où il n'aurait pas dû être. Broglie lui avait promis de l'aider constamment, de ne jamais lui manquer, et il avait, de son mieux, tenu sa promesse. Mais l'événement venait de l'écarter violemment, et le Maréchal maintenant était seul. Ainsi paralysé, déconcerté, fatigué par les objurgations dont il était l'objet, avec désespoir et larmes il céda. « Puisque vous m'assurez à l'unanimité que j'ai un devoir à remplir, déclara-t-il, je suis forcé de vous croire. En le remplissant, je vais sans doute perdre aux yeux de ceux qui me connaissent toute ma dignité et une partie de mon honneur. J'aimerais mieux être fusillé que de prendre la résolution que vous m'indiquez. Cependant, j'aime assez mon pays pour lui sacrifier, je ne dis pas ma vie, ce qui est fait, mais la dernière parcelle de mon honneur... »

XVI

DUFAURE IN AETERNUM

On ne fut pas peu surpris d'apprendre que le Maréchal rappelait Dufaure à l'Élysée.

De nouveau Dufaure; ce vieux serviteur du roi Louis-Philippe, roi des bourgeois, était donc destiné à régir, à travers ses débuts difficiles, la république bourgeoise. *Dufaure in aeternum*, ainsi s'installe le régime. Si de nombreux conservateurs, par prudence sinon par sagesse, souhaitaient rompre le combat, les chefs républicains, pour des raisons tout autres, le souhaitaient aussi. Une de ces raisons, fort imprévue, c'était l'ouverture prochaine de l'Exposition Universelle. Au lendemain de leur victoire électorale de 1876, les républicains s'étaient audacieusement engagés à montrer au monde,

en 1878, une France toujours active, belle, brillante à voir, à inviter les Rois, les Empereurs, les cours. Cette audace était un coup de génie, et il fallait le réussir. Le théâtre, l'hôtellerie, le commerce parisiens, puissants dans leur parti, espéraient de cette entreprise des gains comparables à ceux, immenses, qu'avait rapportés l'exposition fameuse de 1867, et leurs chefs, les hommes d'industrie et de Bourse, demandaient, réclamaient même un apaisement des luttes partisanes. Flaubert résume à sa manière toute cette comédie : « C'est à crever de rire, écrit-il, mais nous avons frisé l'égorgement. »

Pour le pays, ce fut la fin du drame. Pour le Maréchal, le drame commença. Une lettre écrite de sa main avait fait éclater la crise, un message envoyé par lui, un constat de défaite, devait la terminer. Telle fut l'exigence des républicains. Dufaure, avec beaucoup de tact, beaucoup de fermeté aussi, l'a dit au vieux soldat. Condamné par les siens à s'humilier pour eux, il s'exécuta. Une blessure lui avait épargné de signer la capitulation de Sedan, rien ne put lui épargner de signer celle du Seize Mai. Dufaure tint la plume et rédigea le texte auquel il dut souscrire : « La Constitution de 1875 a fondé une République parlementaire en établissant mon irresponsabilité, tandis qu'elle a institué la responsabilité solidaire et individuelle des ministres. Ainsi sont déterminés nos devoirs et nos droits respectifs : l'indépendance des ministres est la condition de leur responsabilité. Ces principes, tirés de la Constitution, sont ceux de mon gouvernement... »

La Constitution de 1875 n'est pas si claire, il s'en faut. Elle accorde au Président des pouvoirs dont la grandeur implique une certaine responsabilité. La présidence du Conseil, qui lui appartenait avant 1875, ne lui avait pas été expressément retirée, et il continuait de placer un doute sur la manière dont elle était exercée. Le message de décembre annule tout cela : c'est un véritable codicille ajouté à nos lois constitutionnelles, qui se trouvent par là interprétées, réformées, soumises à une révision révolutionnaire imposée par les seuls élus du suffrage universel. On s'étonne souvent de la diminution dont se trouve atteinte notre magistrature présidentielle. L'origine en est pourtant claire et lisible : le maré-

chal de Mac-Mahon l'a consentie, signée pour tous ses successeurs. Le premier texte, rédigé par Léon Say, allait si loin qu'on pouvait y lire un renoncement au droit de dissolution. Dufaure corrigea cela, mais telle était bien l'intention républicaine, et le droit de dissolution, châtié à son premier essai par une dure défaite, dès lors et en fait cesse d'exister.

Son affliction fit peine aux nouveaux ministres, aux républicains qui en furent témoins. Au moment d'écrire son nom, « ses yeux s'emplirent de larmes », écrit Marcère. « Enfin, puisqu'il le faut! » dit-il, et il signa, puis jeta la plume sur la table, puis s'enfuit plutôt qu'il ne sortit, comme un homme que la colère suffoque et qui n'en peut supporter davantage.

XVII

ULTIMA

Ainsi fut terminée cette crise qui n'est, considérée d'une certaine manière, qu'une anecdote irritante. Au dénouement, rien de visible n'est changé; les partis reviennent, se retrouvent les mêmes. Ceci n'est que la surface. Quant au fond, quant à la disposition des êtres, les changements sont graves. Écoutons encore une fois Gaston de Saint-Valry : C'est du Seize mai, de la bagarre de cinq mois qui nous est ainsi désignée, que date, estime-t-il, la conversion définitive de la France à la République.

En juin 1871, la France se trouvait tout entière dans un état de bouleversement moral qui la rendait malléable, disponible, dirions-nous aujourd'hui, et capable d'accepter de profonds retours vers ses anciennes formes, monarchiques, aristocratiques, vers ses attaches religieuses. En août 1873, les chances de tels retours n'étaient pas abolies. Le refus du comte de Chambord, en octobre, les diminua beaucoup. Saint-Valry estime pourtant qu'aux premiers mois de 1876, à la veille du Seize mai, l'irrévocable n'était pas prononcé. Ce qu'on appelait le parti républicain restait un amalgame en réalité mal lié, un ensemble mal soudé; entre le Centre gauche et les Gauches, il y avait une séparation, un fossé. Il n'était pas impossible d'élargir ce fossé : des politiques habiles

auraient pu manœuvrer. En décembre 1877, c'était fini; fondus au feu de la crise, les éléments ont formé bloc. « Le prince manquant », lisons-nous dans le *Figaro* du 2 juillet 1877, « il fallait chercher dans les entrailles du pays d'où venait et où allait le courant sauveur. » La réponse était venue d'où on la provoquait à jaillir, et elle était républicaine. Le sentiment républicain, jusqu'alors fluide, écrit énergiquement Saint-Valry, *avait pris*.

Inversement, les chefs politiques des classes dirigeantes, par la manière étourdie dont ils avaient risqué et mené l'entreprise, s'étaient fait juger par le peuple. Le peuple, jusqu'alors, même s'il ne les aimait pas, leur gardait un respect qui subit maintenant une diminution. C'est la première, ce n'est pas la dernière. *Trublions*, les baptisera trente ans plus tard Anatole France. *Trublions*, ainsi commence de les voir aux temps dont nous parlons ce *Français moyen* auquel, dans cinquante ans, Herriot trouvera un nom. Les mots sont lents à venir, mais les réalités qu'ils expriment les précèdent, attendant le baptême. Les Français de 1877 ignoraient *trublion*, *Français moyen*, *bloc*. C'est pourtant cette année-là que, pour la première fois, les *Français moyens* formèrent *bloc* contre les *trublions*.

Comment expliquer l'évidente incapacité politique de ces nobles, de ces grands bourgeois français, héritiers directs de ceux qui, depuis des siècles, avaient été les ouvriers du solide État français? Il y a là un désaccord qui étonne, un problème qu'on voudrait résoudre. Proposons cette solution : la fonction des hautes classes, dans l'ancienne France, était essentiellement une fonction de service. Pépinière de soldats, de diplomates, de magistrats, l'aristocratie (j'entends sous ce mot l'ensemble des élites, si diverses, de l'ancienne France) ne gouvernait pas. Sa destinée, sa vocation était d'être employée. Gouverner était le métier des Rois, réservé par eux aux hommes de leur choix. Un Sully, un Richelieu, un Mazarin, un Colbert, ainsi appelés, cessaient d'être huguenots, prélats, gentilhommes, Italiens ou bourgeois. Chacun d'eux tour à tour devenait l'homme du Roi, ce qui revient à dire, en langage moderne, l'homme de l'État. Quand les nobles, en tant que nobles, faisaient incursion dans la politique, ils n'y réussis-

saient pas. Leurs insurrections maladroites dégénéraient en Frondes. En 1789, le Roi avait défailli, les avait laissés combattre seuls, et leur résistance n'avait été qu'une Fronde. Il en fut ainsi de toutes celles qui suivirent, de plus en plus hasardeuses, de plus en plus impatiemment et légèrement conduites. Le Seize mai n'est pas autre chose qu'une sortie désespérée effectuée par les nobles et leurs clientèles, par les Français des quelques régions qui leur restaient fidèles. La charge de Reichshoffen après la défaite, écrivait Taine. Monarchistes sans prince, ils étaient vaincus d'avance. De cette constatation, faite à l'occasion d'une autre crise, naîtra, vingt-cinq ans plus tard, la doctrine de Maurras.

Au lendemain des Frondes nobles, tout s'apaisait, s'ordonnait par l'action victorieuse des Rois, leurs « coups de Majesté ». Au lendemain du Seize mai, tout s'apaise de même et, tant bien que mal, s'ordonne. Mais l'autorité se fraye d'autres voies, évoque d'autres mythes : ce n'est plus le droit divin réalisé par la liturgie de Reims, c'est la voix du peuple articulé par les procédures du suffrage universel. Ce n'est plus le Roi, c'est la République, la Semeuse en bonnet phrygien qui jette le blé au soleil levant. Au lieu d'une Restauration, une Instauration. Quels en seront les effets, c'est le secret de l'avenir.

DANIEL HALÉVY

AMBASSADEURS D'AMÉRIQUE

Et voici qu'une quarantième figure va prendre place dans la galerie des ambassadeurs d'Amérique à Paris.

C'est une grande galerie, toute pleine de l'histoire fiévreuse de la France pendant un siècle et demi, toute garnie aussi de portraits pittoresques ou touchants, austères ou souriants. En tête, il y a le « bonhomme » Benjamin Franklin, roi des savants, qui en 1778 signa le premier traité d'alliance et d'amitié avec la France; à la fin, il y a M. Jesse I. Straus, roi des marchands, qui en 1936 prit une part active au dernier grand traité de commerce avec l'Amérique. Entre les deux, ils sont trente-sept qui, sous les traits les plus divers, incarnèrent la même idée et poursuivirent la même tâche — celle de maintenir intacte l'amitié entre deux peuples, dont l'un avait donné à l'autre la liberté.

Presque tous auraient pu écrire la phrase que le gouverneur Morris, dernier ambassadeur à la cour du roi Louis XVI, écrivait à son gouvernement : « *Je pourrais vous dire que l'intérêt comme la nature font de la France l'alliée de mon pays; mais je préfère vous dire la vérité : j'aime la France.* » Cependant, ils la jugeaient parfois sans excès d'indulgence, comme ce même Morris qui, à l'aube de la Révolution de 1789, mandait à son secrétaire d'État : « *Les Français se font du gouvernement une idée romantique dont, heureusement pour elle, l'Amérique s'est guérie avant qu'il ne fût trop tard* » ou, comme ce Livingston qui, le 13 janvier 1802, écrivait à son président : « *Il n'y a en France plus de peuple, ni de législateurs, ni de conseillers. Un seul homme est tout. Il demande rarement un avis et ne l'écoute*

jamais, quand il ne l'a pas demandé. Ses ministres ne sont que ses secrétaires. »

***

Parmi ces trente-neuf ambassadeurs, il en est qui se trouvèrent mêlés de près à nos agitations intérieures. Tel ce Rush qui, lors des journées de 1848, fut le premier membre du corps diplomatique à se rendre auprès du gouvernement provisoire pour lui notifier que « la république d'Amérique était prête à reconnaître la république de France ». Lorsqu'il se présenta à l'Hôtel de Ville, nous disent les journaux de l'époque, il y fut accueilli par de grands transports de joie. Le président de l'assemblée municipale, un certain M. Dupont, appela la garde nationale, lui ordonna de présenter les armes et s'écria pompeusement :

— En vous serrant la main, c'est la main du peuple d'Amérique que serre le peuple de France.

Le même Rush était pourtant parmi les familiers de Louis-Philippe. Il avait eu avec le roi des Français de fréquents et longs entretiens qu'il a consignés fidèlement dans ses Mémoires. Quelques-uns sont aujourd'hui encore d'une actualité émouvante, car on y retrouve cet éternel dialogue de la guerre et de la paix, qui hante les peuples et leurs gouvernants. Écoutez ce récit d'une entrevue de l'ambassadeur avec le roi à Saint-Cloud :

— Eh bien! — demande le monarque, — avez-vous des nouvelles de votre guerre avec le Mexique?

— D'excellentes, Sire, en ce qui concerne le succès de nos armes.

— Oh! fait Louis-Philippe, je n'en doute pas. Mais ce à quoi je pense, c'est la paix. Quand aurez-vous la paix? Je la désire parce que je suis un ami des États-Unis.

— Votre Majesté ne peut la désirer plus que nous; mais il nous faut avoir une paix juste.

— La guerre, — poursuit le roi, — est toujours mauvaise et les nations n'en retirent jamais ce qu'elles en attendent. Les nations ne parviennent qu'à se faire du mal.

— Mais, si une nation, comme c'est notre cas, a été attaquée par une autre...

— Même alors, — prononce le souverain, — la guerre ne fait pas de bien et mieux vaut toujours l'éviter.

Quel dialogue! Et, bien que datant d'un siècle, ne paraît-il pas dater d'hier?

Il y eut des ambassadeurs d'Amérique plaisants. Tel Sanford qui, sous le Second Empire, invité au premier bal officiel du 15 août, signifia qu'il entendait paraître aux Tuileries « dans le simple habit noir d'un citoyen américain ». A quoi Drouyn de Lhuys, alors ministre des Affaires étrangères de Napoléon III, répondait, courtois et conciliant :

— Venez comme vous l'entendrez. C'est votre personne et non votre habit que Leurs Majestés désirent avoir.

Il y en eut qui commirent des fautes d'étiquette. Tel Mason, homme d'une haute culture intellectuelle mais peu fait aux usages des cours et qui avait horreur de porter des gants. Invité, lui aussi, aux Tuileries, il y vint en costume d'apparat; mais, convié à danser un quadrille avec l'impératrice Eugénie, il posa sa main nue sur la blanche épaule de la souveraine et celle-ci ne put réprimer un léger frisson que la cour remarqua. On en jasa, le lendemain, dans tout Paris et, de désespoir, Mason eut une congestion cérébrale qui l'emporta.

Il y en eut qui passèrent à côté de futurs grands personnages sans s'en douter. C'est ainsi que Bigelow, ambassadeur auprès de Napoléon III, raconte dans ses Mémoires qu'il reçut un jour un jeune officier français qui venait lui demander des lettres de recommandation pour les autorités de Washington.

— Je veux, — déclara-t-il, — aller me battre avec les Nordistes contre les Sudistes.

Bigelow tâcha de le décourager, « craignant les conséquences d'un tel acte ». Peut-être les conséquences eussent-elles été encore plus considérables qu'il ne le supposait, car ce jeune officier s'appelait le capitaine Boulanger...

***

Si on laisse de côté la grande figure de Franklin, qui ouvre la galerie et qui éclate dans son cadre, deux portraits attirent particulièrement l'attention. Ils forment d'ailleurs un étrange contraste : l'un est tumultueux et tapageur, l'autre est sou-

riant et charmant. L'un est celui de Monroe; l'autre est celui de Herrick.

James Monroe est le doctrinaire qui, le 2 décembre 1823, devait, comme président des États-Unis, formuler le fameux précepte : *Notre première maxime fondamentale doit être de ne jamais nous laisser entraîner dans les querelles troublant l'Europe; la seconde doit être de ne pas souffrir que l'Europe se mêle de nos affaires de ce côté de l'Atlantique.* Nous l'avons eu comme ambassadeur à Paris de 1794 à 1796, c'est-à-dire en pleine Révolution. Et, ô ironie du Destin, de tous les ambassadeurs américains qui représentèrent en France la grande République étoilée, il fut celui qui se mêla le plus indiscrètement de nos affaires et qui essaya de nous mêler le plus indiscrètement aux affaires d'Amérique.

Il débarque sur les bords de la Seine en 1794, ayant déjà fait tous les métiers, notamment celui de charpentier, de colonel et d'avocat. Il présente ses lettres de créance au ministère des Affaires étrangères. Et, comme on ne lui répond pas tout de suite, il écrit au président de la Convention nationale pour demander à être reçu par l'Assemblée. Les gens de la Convention étaient peu protocolaires : ils accueillent aussitôt la demande. Et alors on assiste à une scène inénarrable : Monroe, accrédité auprès du gouvernement de la République une et indivisible, fait une entrée solennelle à la Convention, embrasse le président sur les cheveux, monte à la tribune, harangue les députés et leur fait une grande déclaration sur ce que doivent être les relations franco-américaines.

Un homme fut choqué de cette façon de faire. Et cet homme n'était autre que George Washington, alors président des États-Unis. Quand il apprend cette incroyable conduite, il prend la plume et adresse à son représentant une verte semonce, lui rappelant que la salle des séances de la Convention n'était pas faite pour être « le théâtre de civilités diplomatiques ». Et il le prie de mettre plus de réserve dans ses gestes.

Monroe n'en continue pas moins ses manifestations tapageuses. On ne voit que lui à la Convention et on n'entend que lui dans les clubs. Il se mêle à tout. Quand on transfère les cendres de Rousseau au Panthéon — Rousseau qu'exécraient

les puritains de la Nouvelle-Angleterre — il prend part au cortège, brandissant un gigantesque drapeau américain et, seul de tout le corps diplomatique, il pénètre dans le Panthéon. Du coup, George Washington se fâche et rappelle son ambassadeur. Mais celui-ci refuse de quitter Paris. Il se répand en propos aigres contre son gouvernement, contre son chef d'État et cherche à ameuter le Directoire contre l'administration américaine.

— Ne confondez pas, — va-t-il répétant partout, — le gouvernement et le peuple américains. Le peuple est digne d'affection; mais le gouvernement ne vaut pas lourd. Attendez que Washington soit renversé du pouvoir : tout ira alors pour le mieux.

Il fit tant et si bien que le Directoire refusa d'agréer son successeur, un certain Pinckeney, et qu'il faillit en résulter une rupture de relations entre la France et les États-Unis. Heureusement que Talleyrand n'était pas loin! Une des premières affaires qu'il eut à arranger, en arrivant au Ministère des Affaires étrangères, fut la reprise des relations diplomatiques entre Paris et Washington que Monroe avait mises à mal.

Tel était l'homme qui devait un jour recommander à ses concitoyens « de ne jamais se laisser entraîner dans les querelles troublant l'Europe et de ne jamais souffrir que l'Europe se mêle des affaires d'Amérique ». Le moins qu'on puisse dire est qu'il avait une singulière façon de mettre en pratique ses théories...

Chez Myron Herrick, au contraire, tout était douceur de sentiment, noblesse de pensée, grandeur d'âme. Herrick, c'était l'amitié dans ce qu'elle a de plus exquis et de plus touchant. Je l'entends encore me dire :

— Chaque homme ici-bas se trace un but vers lequel il marche. Et, quand il l'a atteint, il s'y cramponne avec tout son cœur. Moi, le but de mon existence, c'est l'amitié franco-américaine. Si elle venait à faiblir, ma vie ne vaudrait plus la peine d'être vécue.

Il me disait cela en 1921, à Washington, par une radieuse matinée de printemps où le ciel souriait à la terre. Il me disait cela en sortant de la Maison-Blanche, où il venait d'avoir un long tête-à-tête avec le président Harding, dont il était l'ami

intime. Le président lui avait offert les postes les plus hauts, les charges les plus élevées. Mais Herrick avait répondu :

— Non, laissez-moi retourner à Paris. C'est là qu'est mon cœur et c'est là qu'est ma place.

Et Harding s'était incliné. Et Herrick était revenu.

Est-il besoin de rappeler ce que, aux jours tragiques de septembre 1914, il avait fait pour ce Paris qu'il aimait? Il avait été le premier, le 3 août, à cinq heures du soir, à savoir que l'Allemagne allait nous remettre sa déclaration de guerre. Il en avait été informé par une dépêche chiffrée de son collègue Gerard, de Berlin : cette dépêche le prévenait que l'Allemagne le chargeait de la défense de ses intérêts et lui demandait de hisser, dans quelques heures, le pavillon américain sur l'ambassade de la rue de Lille. En recevant ce message, deux pensées avaient, comme deux éclairs, jailli de l'âme de Herrick. La première pensée était : « Il faut que la France soit prévenue. » Il s'était accroché au téléphone. Il avait demandé le quai d'Orsay et au quai d'Orsay il avait demandé M. Viviani. D'une voix hachée, où il y eut comme un sanglot, il avait balbutié :

— Dans quelques minutes, je vous préviens, *ils* vont vous remettre leur déclaration de guerre...

Mais soudain sa voix s'était séchée et raffermie. Une énergie incroyable la faisait vibrer. Et elle disait :

— *Ils* m'ont demandé de hisser mon drapeau sur leur ambassade. Ça, jamais, vous entendez. Le drapeau américain ne flottera que sur des édifices français.

C'était sa seconde pensée, une pensée d'indignation que le drapeau aux étoiles blanches de Washington pût être arboré sur la maison où achevait de se perpétrer le crime. Aussi bien cette pensée, aux heures qui suivirent, continua-t-elle de le hanter. Quand les armées allemandes étaient aux portes de la capitale, Myron Herrick, « chargé des intérêts de l'Allemagne », ne songeait qu'à protéger les monuments de la France. Et il mettait sa signature au bas d'affiches, toutes prêtes à être apposées, pour dire que *cet édifice était placé sous la sauvegarde de l'Amérique et de son ambassadeur*. Combien, aux heures sombres de sa grande histoire, la France a-t-elle eu d'amis qui aient fait cela?

Peut-être a-t-il fait plus encore qu'on ne sait point. Il n'était pas seulement ambassadeur des États-Unis en France : il était aussi, si l'on ose dire, ambassadeur de France aux États-Unis. Chaque fois que le besoin s'en faisait sentir, il accourait à Washington, voyait le président, le secrétaire d'État, les sénateurs et, avec toute son éloquence prenante, tout son charme persuasif, il livrait assaut pour expliquer la France, pour faire comprendre la France. Quand il en parlait là-bas, il trouvait des accents d'une tendresse infinie. Selon le mot de Brantôme, « le cœur lui montait aux lèvres ». Et toujours il gagnait sa bataille.

Un jour de la guerre, où il se trouvait à Cleveland, la mort vint frapper rudement à la porte de son foyer. Son petit-fils fut tué par une automobile, alors qu'il se rendait à une fête de charité française et sa femme, qu'il chérissait tendrement, entra en agonie. De longues heures, Herrick, l'âme déchirée, se tint à son chevet. Mais, même en ces minutes tragiques où le monde s'efface pour l'homme, Herrick, lui, pensait encore à la France. Et je conserve comme une relique d'histoire le billet au crayon qu'il m'adressa et où il me disait :

« *Celle qui fut la compagne bien-aimée de ma vie va mourir. Elle meurt des émotions que la guerre horrible lui a causées. Mon regret est qu'elle n'ait pas revu le pays que nous chérissions tous deux et qui souffre de la plus abominable et de la plus injuste des calamités. A cette heure où j'ai le cœur broyé, mon souvenir va encore à la France.* »

Avant de s'enfoncer lui-même dans la mort, il eut son apothéose — ou plutôt l'apothéose de son œuvre. Il vit Charles Lindbergh descendre un soir de la voûte céleste, avec son jeune sourire et son rameau d'amitié, tandis que Français et Américains mêlaient fraternellement leurs enthousiastes acclamations. Et quelques-uns n'oublieront jamais cette scène. Dans un des salons du Palais-Bourbon, perdus, noyés dans la foule des députés, des journalistes, des invités, le vieillard et l'enfant, Herrick et Lindbergh, sont là côte à côte, tout frémissants sous la tempête de vivats. Lindbergh parle le premier : il dit quelques mots charmants de remerciement pour l'inoubliable réception. Herrick parle le second : il dit que cette œuvre d'amitié franco-américaine, qui fut le but de

sa vie, obtient son couronnement dans ce palais où sont assemblés les représentants de la nation sœur, il dit que son rêve est exaucé... Et soudain, il s'arrête, la gorge serrée. Un sanglot étouffé — comme celui que, le 3 août 1914, Viviani entendit dans le téléphone — paralyse sa voix. Que voyait-il? Un nuage entre les deux peuples? Il n'en saurait être de durable... Sans doute étreignait-il une dernière fois son rêve devenu réalité. Et peut-être, à travers l'azur du ciel, voyait-il venir à lui cette ombre glacée qui vient toujours et qui ne respecte ni la beauté, ni la bonté, ni l'amitié.

***

Dans cette galerie, M. William Bullitt, quarantième représentant de la République étoilée, avait sa place toute marquée.

Il arrive en droite ligne du journalisme. Il était, pendant la guerre, correspondant du *Public Ledger* de Philadelphie à Washington et un brillant correspondant. La révolution russe éclate. Le président Wilson envoie mission sur mission à Moscou pour se rendre compte de ce qui se passe et les missionnaires — juristes, universitaires, économistes — reviennent en le renseignant mal ou imparfaitement. Aucun notamment ne pouvait le fixer sur les chances de durée du régime soviétique.

« Si j'envoyais un journaliste », se dit le président qui ne les aimait guère.

Il avait été frappé des dons extraordinaires de jugement et de clairvoyance du jeune correspondant — il n'avait pas trente ans — du *Public Ledger*. Il le dépêcha là-bas et il se trouva que le journaliste seul rapporta de là-bas un verdict que les événements vérifièrent.

— Quelle que soit l'opinion qu'on ait sur le nouveau régime, — déclara-t-il en revenant, — il peut durer et durera longtemps.

Cela fit presque scandale à Washington. Cela ne cadrait pas avec ce qu'on supposait ou ce qu'on souhaitait. On haussa les épaules. On l'écouta en souriant. Puis, peu à peu, on s'aperçut qu'il n'avait point mal vu ni mal prédit. Alors, on lui fit gloire d'avoir été bon prophète. Et, quand M. Roosevelt décida de renouer les relations diplomatiques avec Moscou, il désigna

William Bullitt comme son premier ambassadeur; puis, quand les relations, sans qu'il y eut de la faute de l'ambassadeur, s'avérèrent difficiles, il lui ouvrit toutes grandes les portes du Département d'État. C'est le sort des journalistes de connaître les gémonies et le pavois.

Ne cherchons pas si sa première ambassade laissa à William Bullitt, chez lequel le charme de la courtoisie égale la sûreté du jugement, un souvenir agréable. Mais soyons certains que sa seconde ambassade lui cause une joie pareille à la nôtre. Et souhaitons qu'au jour lointain où il nous quittera, il écrive comme Jefferson, successeur de Franklin : « Si on me demandait où j'aime le mieux vivre, je répondrais : « Dans » mon pays, car j'y suis né ». Mais mon second choix serait la France, car je n'y ai trouvé que des amitiés ».

STÉPHANE LAUZANNE

L'HÔTEL DE MATIGNON ET SES HÔTES

Parmi les demeures princières, vestiges d'un passé fastueux, qui continuent à distinguer entre les quartiers de la capitale le noble « faubourg Saint-Germain », l'ancien hôtel de Matignon s'est imposé d'une façon particulière à l'attention publique, lorsque le choix du Gouvernement, à la recherche d'un domicile pour la Présidence du Conseil, s'est porté sur cette propriété. Tous ceux qui ont le culte de Paris se sont réjouis de voir sauvé du morcellement dont il était menacé un des plus précieux domaines urbains que nous ait laissés le XVIIIe siècle.

La création de l'hôtel de Matignon remonte à la formation même du quartier. Quand il commença de s'élever, en 1721, le bâtiment ne dominait guère que des cultures maraîchères sur cette rue de Varenne dont l'étymologie (ce n'est qu'une forme ancienne de garenne) se confond avec celle de la plaine de Garnelle ou Grenelle, où le chemin aboutissait, et rappelle que tout ce territoire fut jadis une réserve de chasse, ancien domaine rural de la vieille abbaye de Saint-Germain-des-Prés. S'ils avaient réalisé peu à peu cette partie de leur fief, les religieux, du reste, s'étaient appliqués à ne pas laisser prescrire leurs privilèges et ces terres restaient de leur censive.

Le désir des grands de posséder chacun à Paris un Versailles à sa mesure et de l'édifier, non plus dans le Marais lointain ou dans l'île Saint-Louis encombrée, mais près de la route de Sèvres, qui était aussi celle de la résidence du Grand Roi, l'attrait de

vastes terrains permettant le tracé de jardins étendus, réserves d'air pur et plaisir des yeux, avaient déjà au XVIIe siècle peuplé de beaux hôtels l'espace compris entre l'abbaye de Saint-Germain et la rue du Bac.

Au delà de cette rue, sauf dans la région qui avoisine le fleuve, les cultures dominent encore lorsque commence le siècle suivant. Un an avant la mort de Louis XIV, le topographe Jean de la Caille ne relève que quatre maisons rue de Varenne, deux rue de Babylone. Aucune lanterne dans ces deux voies, tôt arrêtées par les barrières. Mais la poussée vers l'ouest va bientôt combler le vide qui subsiste entre les fondations pieuses de la rue du Bac et le jeune hôtel des Invalides. Ainsi s'achèvera ce peuplement d'une intensité sans précédent dans la formation de Paris. Sans doute la spéculation n'y a pas perdu ses droits. Il semble qu'on en trouve la trace dans les rapides changements de mains du terrain qui nous occupe.

Entre l'année 1713, époque où il appartenait (il ne s'agit pour le moment que de la moitié environ de la surface actuelle, en façade sur la rue de Varenne) à une dame Leriche, veuve Harouard, dont c'était un bien de famille, et le 30 septembre 1719, date à laquelle le prince de Tingry l'acheta, ce terrain avait connu successivement deux autres propriétaires, le sieur de Roye, seigneur d'Entraigues et autres lieux, déjà possesseur de terres contiguës, et Louis-Denis Seguin, baron de Pouancé, président de la Chambre des Comptes. La valeur, chaque fois accrue, avait passé de 45 000 livres à 91 200, prix payé par le prince de Tingry et par très haute et puissante dame Louise-Madeleine de Harlay, son épouse.

Chrétien-Louis de Montmorency-Luxembourg, prince de Tingry depuis 1711, s'était fait une place honorable aux armées auprès de son père, le fameux maréchal de Luxembourg dont madame Cornuel a dit qu'il formait, avec quelques autres, « la monnaie de M. de Turenne ». Si à Steinkerque et à Neerwinden le père avait mérité que Conti l'appelât « le tapissier de Notre-Dame », tant il y avait pris de drapeaux, dans les mêmes batailles le fils s'était conduit, sinon avec autant d'éclat, du moins avec une bravoure remarquée. Et les divers commandements qu'il avait exercés depuis le préparaient

à recevoir à son tour le bâton fleurdelysé, tradition de famille que le petit-fils n'aura garde d'interrompre.

Les acquéreurs précédents, n'ayant eu en vue que des opérations foncières, s'étaient contentés de laisser le terrain en friche ou de le louer pour la culture; la résolution du prince de Tingry était d'y faire construire une résidence digne d'un Montmorency.

Il en demanda le dessin à Jean Courtonne. Celui-ci n'était encore ni membre de l'Académie d'architecture, ni architecte du roi, ni professeur officiel, tous honneurs qu'il n'allait pas tarder à recevoir, mais il s'était proposé à l'attention par quelques travaux particuliers. Pour les Chartreux il avait élevé, en 1707, la maison de rapport qui, louée à vie à madame de Vendôme, en reçut le nom, et constitue aujourd'hui la partie centrale de l'École des Mines du côté du jardin du Luxembourg. Et dans le même temps où le prince de Tingry s'adressait à lui, il enrichissait le faubourg Saint-Germain, rue de Grenelle, du bel hôtel de Noirmoutiers, où mourra le maréchal Foch.

Quand commencèrent les travaux de l'hôtel de la rue de Varenne? Courtonne lui-même, dans son *Traité de perspective*, donne comme date l'année 1721. Mais ce n'est que le 1er juillet 1722 que le prince de Tingry accepta le devis des ouvrages de maçonnerie, après avoir, quatre mois auparavant, signé le marché avec le jardinier chargé de planter les arbres et de former le parterre, « du meilleur style français ».

La construction n'était pas terminée lorsque « des raisons particulières » déterminèrent le prince de Tingry à vendre son hôtel dans l'état où il se trouvait. Courtonne fut un des principaux instruments de la négociation. Celle-ci devait aboutir, le 25 juillet 1723, à l'achat du domaine par le comte de Matignon, pour le prix de 311 920 livres. L'augmentation de valeur depuis la dernière mutation trouvait sa justification dans les travaux exécutés et déjà fort avancés.

Courtonne assure que l'acquéreur témoigna une joie extraordinaire de son acquisition. Joie « d'autant mieux fondée, ajoute notre architecte, que cet emplacement l'emporte par son exposition et par la beauté de la vue sur ce qu'il y a de plus riant aux environs de Paris et que, non seulement la

noblesse et la grandeur de l'édifice, mais la distribution et l'arrangement semblaient avoir été faits pour ce dernier. J'en reçus des compliments de lui et de tous ses amis... »

Le comte de Matignon, Jacques, IIIe du nom, était de très vieille noblesse. Il tirait son origine de la famille bretonne des Goyon, établie par la suite en Normandie, devenue Matignon dès le début du XIIIe siècle par alliance avec la dernière héritière de ce nom, et de même façon Thorigny au siècle suivant. Sa maison avait donné à la France des gens d'église, plusieurs maréchaux, un connétable, et n'avait cessé d'étendre son autorité et sa puissance. Lui-même avait exercé, avant de s'en démettre en 1713 en faveur de son fils, la lieutenance générale des armées et de la province de Normandie et le gouvernement des villes et citadelles de Saint-Lô, Cherbourg et île de Chaussey.

Courtonne continua d'abord à diriger les travaux comme auparavant, c'est-à-dire non seulement comme architecte, mais comme « maître-maçon et entrepreneur de bâtiments ». Bientôt, la confiance du nouveau propriétaire se montra plus réticente. « Une inquiétude que je ne sais à quoi attribuer, écrit Courtonne, porta M. le comte de Matignon à vouloir prendre les avis de quelques architectes, que leur modestie m'empêche de nommer et qui, nonobstant leur grande capacité, furent assez honnêtes pour s'en défendre, ne croyant pas qu'il fût de la bienséance de troubler une personne qui n'avait fait jusqu'alors aucun mauvais pas et qui s'était acquittée jusque-là de son devoir d'une manière irrépréhensible; il s'en est pourtant trouvé un qui n'a pas eu la même délicatesse et qui a si bien gagné la confiance de ce seigneur qu'après quelques légères remontrances que je crus être obligé de faire, il me parut qu'il était de mon honneur de me retirer et d'abandonner le reste, qui était fort peu de chose, à la conduite de ce dernier... »

Cet architecte « indélicat » était un nommé Mazin, « ingénieur et directeur des plans du roi ». Il reçut la succession de Courtonne en 1724. Mais son rôle, limité presque exclusivement à des vérifications, ne fut que de peu d'effet sur l'architecture du bâtiment. Le plan ne fut changé en aucune de ses parties, excepté « quelque bouchement ou ouverture de

portes, qu'on a pu faire dans les garde-robes et autres pièces de nulle conséquence ». Les élévations ne subirent pas de modification.

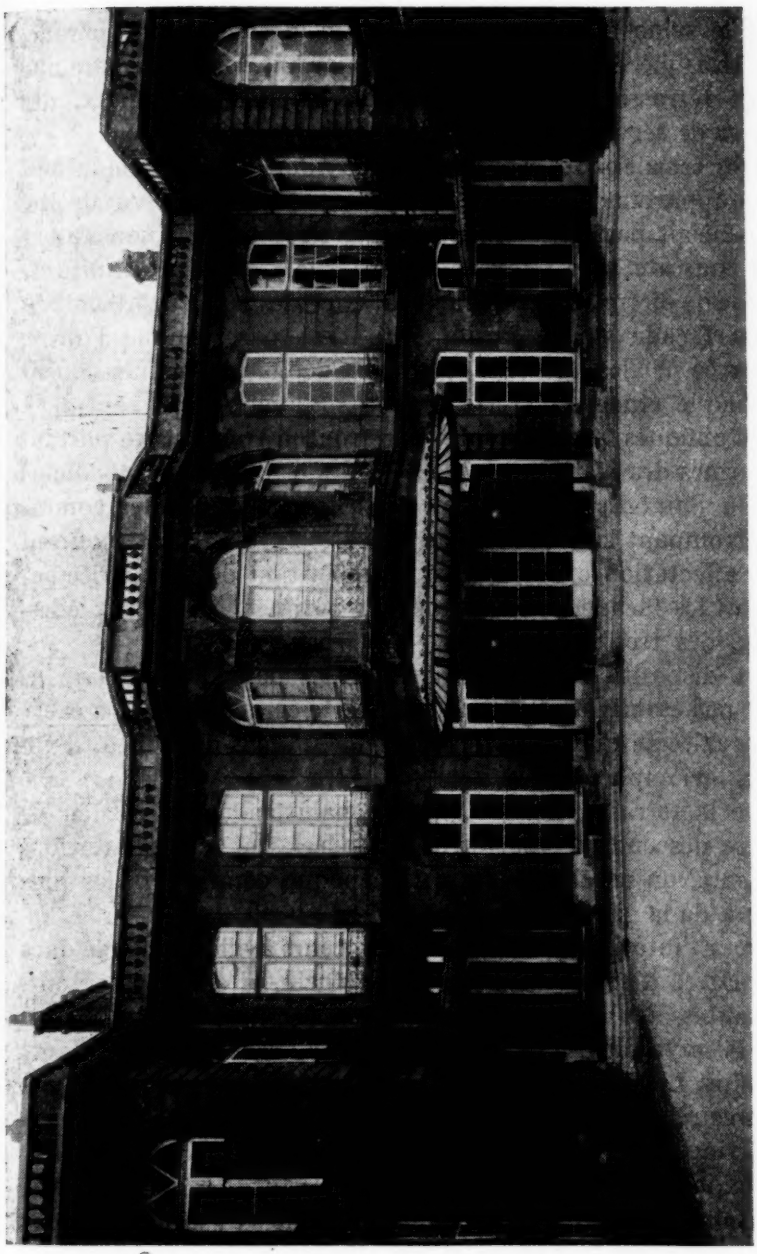
Courtonne cependant a tenu à nous avertir que les corniches de plâtre ornées de sculptures des deux étages n'étaient point de lui, non plus que les dessins des lambris de menuiserie, et il ajoute orgueilleusement : « On n'aura pas de peine à le croire si on se donne la peine de voir les corniches et les lambris de menuiserie de l'hôtel de Noirmoutiers. » Détail plus apparent, la porte cochère, dont la clé de l'arcade n'était pas encore posée, fut terminée sur un dessin sensiblement différent. Elle perdit un fronton surmonté de figures guerrières, que le premier architecte avait prévu comme couronnement.

Telle qu'elle est, flanquée de deux couples de colonnes ioniques, ouverte dans un mur incurvé que surmonte une balustrade à hauteur de l'entablement, l'entrée annonce bien les magnificences auxquelles elle prélude. Franchissons-la. L'hôtel apparaît, entre cour et jardin, selon la formule classique, un hôtel qui est un palais, un jardin qui est un parc. A droite et à gauche de la grande cour, les communs, les écuries, les remises, les cuisines se dissimulent derrière d'élégantes façades à arcades sans étage, qui rejoignent le principal corps de logis.

La façade de celui-ci du côté de la cour est limitée par deux pavillons latéraux et offre en son milieu un avant-corps à trois pans, dont deux cintrés, décoré de trophées. Les clefs de toutes les baies sont ornées de mascarons finement sculptés. Au haut de l'avant-corps Courtonne voulut placer les armes des Matignon, portées par deux enfants ailés; cette disposition ne fut pas conservée. Et sur toute la façade une balustrade, derrière laquelle s'élève un comble à la française, termine l'étage.

L'entrée principale des appartements se fait par cet avant-corps. Le vestibule, ovale, entièrement en pierre de taille, est orné de huit pilastres ioniques. Courtonne n'était pas peu fier de la voûte en calotte surbaissée qui le domine et qu'il qualifie lui-même d'« assez hardie ».

Ce vestibule donne accès à droite à une salle à manger, à



HÔTEL DE MATIGNON. FAÇADE SUR LA COUR. (Archives photographiques, Paris.)

gauche à une antichambre, en face à une salle d'assemblée que le salon fait communiquer avec la chambre de parade, ces trois pièces prenant jour sur le jardin, dont les sépare une large terrasse. Des chambres, des cabinets nombreux, des pièces de service occupent le reste du rez-de-chaussée.

Des escaliers ouverts dans les pavillons d'angle conduisent aux appartements de l'étage. Le grand escalier, à droite, satisfaisait particulièrement et fort légitimement son auteur qui constate sans fausse modestie que « cette continuité de masse de pierre suspendue fait un effet des plus surprenants ».

La façade sur le jardin, qui n'est pas, comme l'autre, enserrée par les ailes des communs, déploie majestueusement à chaque étage ses treize croisées. L'avant-corps central, à pans obliques, est surmonté d'un fronton triangulaire portant les armes des Matignon, entourées des colliers de Saint-Michel et du Saint-Esprit, fronton que Blondel critiquera comme interrompant la régularité de l'architecture et comme offrant une affectation excessive par la répétition des armoiries sur toutes les façades. Au sommet du bâtiment, sur des piédestaux, des trophées d'armes.

La disposition du plan fait que les deux avant-corps ne sont pas établis sur le même axe. Cette caractéristique a causé à l'architecte quelques difficultés techniques dont il a, d'ailleurs, triomphé.

De la terrasse, limitée par une balustrade, un escalier de pierre descend aux parterres à broderies et aux plantations du parc, un parc jugé dès cette époque comme un des plus beaux de la grand'ville.

Pour l'intérieur, des maîtres sculpteurs avaient modelé dans le plâtre, d'après les dessins de Mazin, des rosaces étourdissantes, des corniches animées par les plus aimables figures de la mythologie ou par les rondes échevelées d'enfants joufflus. Les boiseries avaient reçu le décor sculpté, aux lignes légères rehaussées d'or, habituel à l'art du XVIIIe siècle, et si ces rinceaux, ces festons, ces palmettes n'avaient point l'originalité des singeries, chinoiseries, turqueries d'un hôtel de Rohan ou d'un hôtel de Boullongne, elles n'en constituaient pas moins par leur grâce et leur harmonie un régal pour les yeux.

Le comte de Matignon avait donné les plus grands soins à tous ces détails. Il attendait l'achèvement des travaux chez son frère, le maréchal, rue Saint-Dominique, et envisageait son installation prochaine, lorsqu'il mourut, le 14 janvier 1725, sans avoir eu la joie d'entrer dans la Terre promise.

***

L'hôtel revint à son fils, Jacques-François-Léonor, alors âgé de trente-cinq ans, auquel, dès le 1er février 1724, c'est-à-dire quelques mois après l'acquisition, le comte de Matignon l'avait substitué, ainsi qu'à toute sa postérité masculine, de mâle en mâle, de façon qu'il ne sortît jamais de la famille. L'héritier des Matignon avait épousé, en octobre 1715, la fille aînée du prince de Monaco, Antoine Ier, mariage dont on peut mesurer l'importance quand on sait qu'Antoine Ier n'avait pas de fils. Il n'avait pas fallu à la maison de Monaco moins de trois ans de tergiversations, de négociations, de désaccord jusqu'à la rupture entre le prince et sa femme, Marie de Lorraine, et jusqu'à l'envoi de la jeune fille, Louise-Hippolyte, dans un couvent, à l'abri de l'influence maternelle, pour trouver un gendre qui plût à tous et répondît à toutes les exigences. Il convenait en effet que celui-ci, par sa naissance, fût digne d'une maison souveraine, mais il fallait en même temps qu'il pût accepter de substituer à son nom et à ses armes le nom et les armes des Grimaldi. Il devait être possesseur d'une grande fortune pour rétablir la situation financière de son beau-père, désintéresser son futur oncle, l'abbé de Monaco, permettre l'établissement de ses belles-sœurs. Enfin, il était nécessaire que le roi consentît à transférer sur sa tête la pairie de Valentinois qui appartenait à la famille de Monaco et était menacée de s'éteindre. Jacques-François-Léonor remplissait toutes ces conditions. Sa candidature avait été secrètement favorisée par la princesse de Monaco et présentée par le maréchal de Villeroy. Il réussit, là où avaient échoué le prince Charles de Lorraine, des membres de la maison de Montmorency et de celle de La Rochefoucault, un neveu de la princesse des Ursins, un fils du roi de Pologne et jusqu'au

comte d'Eu, second fils du duc du Maine, le propre petit-fils du Grand Roi.

C'est une figure infiniment séduisante que celle du nouveau duc de Valentinois. Ce soldat, qui, fidèle à la tradition, était colonel à treize ans et mestre de camp huit ans plus tard, qui avait fait brillamment, à la tête d'un régiment de cavalerie, les campagnes de Flandre et d'Allemagne, ce lieutenant général, ce gouverneur de places, ce grand seigneur promis au pouvoir souverain était par goût un philosophe, un poète et un artiste. M. L.-H. Labande, l'érudit conservateur des Archives de Monaco, à qui l'on doit de connaître le plus précieux de ce trésor, nous dit que le duc de Valentinois écrivait d'une façon fort agréable, taquinait même à temps perdu une Muse pimpante et folâtre, tenait registre de réflexions et préférait à l'éclat d'une situation brillante à la Cour une retraite dans son magnifique hôtel de la rue de Varenne, au milieu d'œuvres d'art et de livres.

L'hôtel de Matignon, devenu hôtel de Valentinois, avait été prêt dès 1725 à recevoir un hôte si digne d'en jouir et si préparé à l'embellir. Depuis quelque temps déjà et surtout depuis la mort, survenue l'année précédente, de la princesse de Monaco, qui leur était restée accueillante et tendrement attachée, le duc et la duchesse de Valentinois cherchaient à Paris un refuge contre les mauvais procédés du prince Antoine. Car ce dernier, sans doute parce que sa femme préférait Louise-Hippolyte, avait donné le meilleur de son affection à sa seconde fille, la princesse d'Isenghien. Et le temps était loin des relations plus que cordiales dont témoignent certaines lettres où le prince de Monaco offrait ses bons offices à son cher « Grison » — c'est ainsi qu'à cause de ses cheveux déjà « poivre et sel » on surnommait en famille le duc de Valentinois — le temps où il échangeait avec son gendre des propos légers sur les voluptés que peuvent offrir ou... suggérer les filles d'Opéra !

Le duc et la duchesse de Valentinois s'installèrent donc dans la belle demeure que le comte de Matignon avait si amoureusement préparée. Les meubles mis en réserve, les œuvres d'art accumulées à Paris et au château de Thorigny la dotèrent d'un ensemble artistique « d'un choix rare et de grand prix », dira Piganiol.

On en aura un aperçu en imaginant dans le grand salon du rez-de-chaussée les quatre dessus de porte commandés à Lancret (et aujourd'hui disparus) dominant toute une symphonie dorée où le bois des fauteuils recouverts de tapisserie des Gobelins, le bois des consoles, celui des supports rivalisaient d'éclat avec le cuivre du lustre et des girandoles; et en pénétrant, par exemple, dans la chambre à coucher de la duchesse Louise-Hippolyte, telle que nous la montre un inventaire, dépouillé par M. Labande. Les tentures du lit étaient faites de tapisserie au petit point à fond de soie. La commode, de style Régence, était en palissandre avec ornements de bronze et dessus de marbre blanc. Comme autres meubles une console de bois doré avec table de marbre et petites encoignures à volets de bois verni. Huit fauteuils dorés avec étoffe de damas cramoisi, sept autres, couverts de toile ou de tapisserie, permettaient une nombreuse assemblée. Au mur, deux trumeaux de glace et des portraits de famille. Deux bras de cheminée à deux branches de cuivre doré et un lustre à huit branches de même matière assuraient l'éclairage.

Dans la même chambre et dans ses dépendances on pouvait voir de nombreux tableaux, une *Bergère* et une tête d'Espagnol, de Rembrandt, *Pan et Syrinx*, par Rubens, l'*Enlèvement d'Europe*, par de Troy, *Loth et ses filles*, de Steen, d'autres toiles encore, des portraits, des estampes. Deux bustes de marbre blanc opposaient les traits d'un Satyre et ceux d'une Bacchante. Des animaux et magots d'ancienne porcelaine de Chine, deux perroquets en porcelaine de Saxe, deux coqs de porcelaine blanche, des tasses, pots-pourris, pots à oille, également en porcelaine, témoignaient d'un goût prononcé pour la céramique. Nous en retrouvons l'expression dans tous les appartements et avec le plus de somptuosité et d'abondance dans ceux occupés par le maître de maison.

Le duc de Valentinois suivait avec attention les grandes ventes et fréquentait les boutiques des marchands. Il savait profiter des occasions, puisque, nous apprend M. Labande, il s'était vu adjuger deux douzaines d'assiettes en porcelaine de Chine pour la somme de 54 livres 10 sols. Par contre, il n'hésitera pas à payer près de mille livres chacune certaines des soixante-deux tabatières d'or, d'émail, d'agate, d'écaille,

d'aventurine, d'ancienne laque, qui compteront parmi les plus remarquables de ses collections.

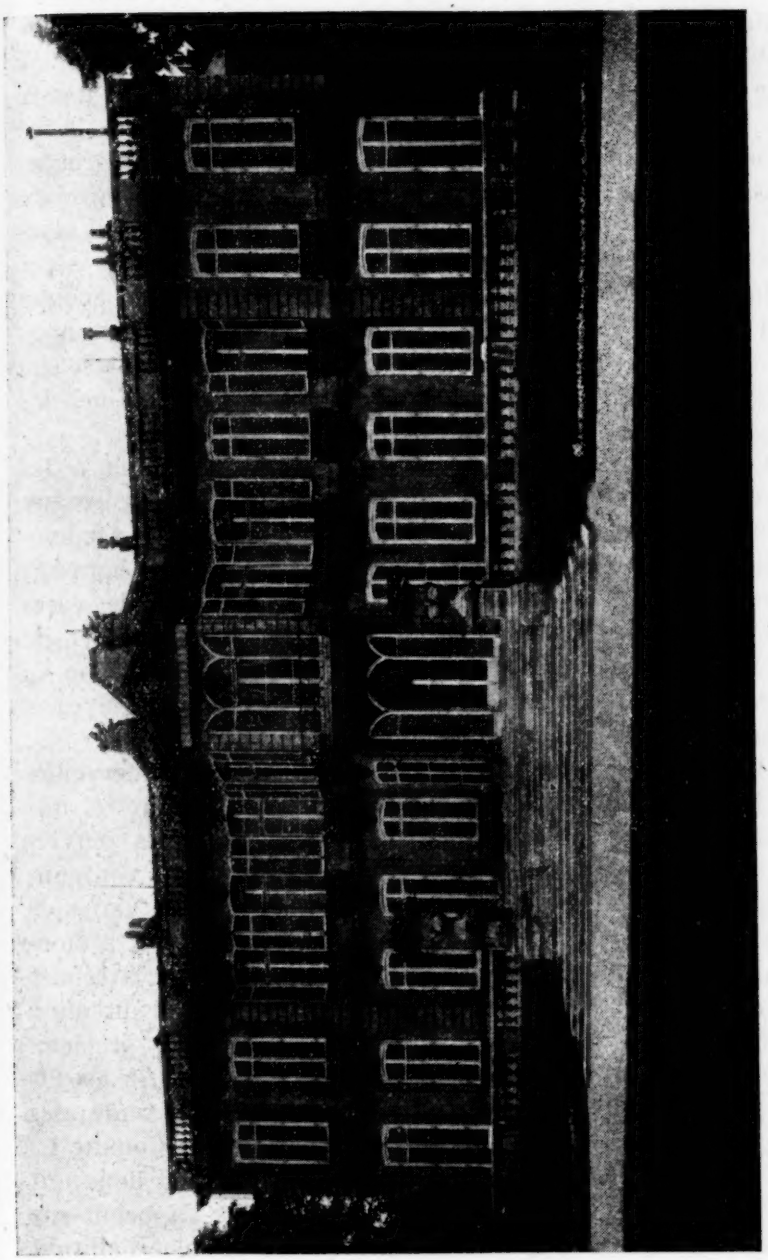
Pour les peintures, il avait commencé ses acquisitions dès son mariage. Aux portraits de famille et aux tableaux divers que lui avait légués son père, en même temps que des tapisseries magnifiques, il avait peu à peu ajouté des Téniers, des Breughel, des Guaspre Poussin, des Rubens, des Van der Meulen, des Rembrandt, des Van Dyck, des Paul Bril, des Véronèse, que viendront bientôt compléter soixante-seize tableaux, particulièrement de l'École italienne, et vingt-sept pièces de tapisserie de haute lisse, héritage d'Antoine Ier.

Le prince de Monaco mourut en effet le 21 février 1731. Cet événement éloigna de l'hôtel de la rue de Varenne d'abord la duchesse Louise-Hippolyte, devenue princesse souveraine, puis, à la fin de mai, son mari, associé au gouvernement. Absence de courte durée. Jacques-François-Léonor comprit bien vite que sa présence sur les bords de la Méditerranée n'était pas désirée par certains fonctionnaires de la principauté, ni même par sa femme, et revint aux rives de la Seine. Nous avons dit que c'était un sage. Mais le sort s'obstinait à éprouver cette sagesse : le 29 décembre de la même année, Louise-Hippolyte était enlevée par la petite vérole. Il semblait bien cette fois que l'infortuné duc de Valentinois devait s'effacer devant le prince Jacques Ier.

Il repartit donc pour Monaco. Il y retrouva la même cabale, conduite par la princesse d'Isenghien, celle qu'à l'époque de l'intimité il appelait « petite sœur ». Il n'avait pas assez le goût du pouvoir pour lutter longtemps. Deux années ne s'étaient pas écoulées qu'il avait abdiqué, en faveur de l'aîné de ses fils, alors dans sa quatorzième année. Il se réserva la tutelle du jeune Honoré III, nomma un gouverneur général et, définitivement cette fois, regagna Paris où il ne voulut plus être que duc de Valentinois comme devant.

Il avait ramené avec lui le nouveau souverain, dont les études n'étaient pas terminées et qui devait dans les armées du roi fournir une carrière assez glorieuse et assez remplie pour le tenir éloigné de la principauté durant quinze ans.

Avec celle du jeune prince de Monaco, il avait à assurer l'éducation de ses autres enfants. Il en avait eu neuf, dont



HÔTEL DE MATIGNON. FAÇADE SUR LE JARDIN. (Archives photographiques, Paris.)

trois étaient morts en bas âge. De ceux qui lui restaient, l'aînée, une fille, avait été mise, à la mort de sa mère, au couvent de la Visitation. Elle devait y prendre le voile. Néanmoins elle recevait des leçons de danse et de chant et venait passer de temps à autre quelques jours auprès de son père. Avec Honoré, trois autres fils, dont deux étaient nés rue de Varenne, faisaient leurs études à Louis-le-Grand, en attendant de suivre la carrière des armes. Une dernière fille, qui ne comptait alors que six ans, avait, dès l'année précédente, rejoint sa sœur à la Visitation. Un tableau de famille, peint à cette époque par Pierre Gobert et conservé au Palais de Monaco, nous montre les six enfants aux traits charmants dont la présence, quand ils étaient réunis, devait singulièrement animer les appartements trop vastes de l'hôtel de Matignon.

Ces appartements, le duc de Valentinois continua à les peupler de ses collections sans cesse accrues. De nouveaux tableaux étaient venus de Monaco. A sa galerie, aux porcelaines rares éparses dans l'hôtel, le duc avait joint un petit musée de marbres et de bronzes, une collection de vases d'argent ciselés, un cabinet d'antiquités, un médaillier de pièces d'or, la collection de tabatières, une bibliothèque de livres précieux et richement reliés dont les Archives de Monaco possèdent le catalogue et les quittances.

Bientôt l'espace ne suffit plus à contenir toutes les merveilles qu'il accumulait. Il acquit à Passy, près de la Muette, une grande maison de campagne où prirent place les œuvres d'art que ses autres propriétés ne pouvaient plus contenir. L'hôtel de Matignon lui-même, par des acquisitions faites en 1737 et en 1744, s'accrut de nouveaux terrains qui prolongeaient le jardin jusqu'à la rue de Babylone. A l'extrémité de ces terrains, il fit élever, en 1743-1744, sous la direction de Fauvel de Villiers, un petit « ermitage » du plus gracieux effet, composé d'un rez-de-chaussée à refends avec un avant-corps octogonal plus élevé, surmonté d'une balustrade; les larges baies s'ouvraient sur un jardin particulier. Comme l'a fait remarquer M. Georges Huisman, ce pavillon nous fait déjà songer à la légèreté de Bagatelle. Le duc l'appelait son « petit Trianon ». Piganiol raconte que le premier habitant de l'hôtel et le constructeur du pavillon (qu'il croit, d'ailleurs,

avoir été Jacques III de Matignon) occupait tour à tour ses différents appartements. Il est vraisemblable en tout cas qu'il dut souvent rechercher le séjour reposant du « petit Trianon ».

Les deuils et les déceptions viennent l'accabler : en 1743, il perd coup sur coup sa plus jeune fille, qui n'avait pas quinze ans, et un de ses fils qui allait en avoir dix-huit. Six ans plus tard, un autre fils, sur lequel il avait fondé de grands espoirs et qui habitait près de lui rue de Varenne, succombe dans le Roussillon, où se trouvait son régiment. L'humeur ombrageuse et indépendante d'Honoré III est pour lui une cause de nouveaux chagrins. Pour le punir d'une rupture inexpliquée de fiançailles, la veille même du contrat, il le fait interner pendant quelques mois dans la citadelle d'Arras. Peu après, l'enfant terrible est envoyé à la Bastille, on ne sait pour quelle incartade. On comprend que la philosophie du duc de Valentinois se soit teintée d'amertume et que dans les pensées qu'il a consignées sur ses carnets, il se soit montré sceptique sur « la constance de la fortune et les avantages de la gloire ». Il faisait exécuter encore des travaux décoratifs dans son hôtel lorsqu'il y mourut, le 23 avril 1751, ayant auprès de lui son second fils survivant, celui dont une blessure reçue à Fontenoy avait été consacrée par ce vers de Voltaire :

Monaco perd son sang et l'Amour en soupire.

Que de soupirs durent être poussés lorsque, quatre ans après la célèbre bataille, ce cavalier élégant et charmeur contracta mariage avec une petite-fille de Saint-Simon! Ce fut une des dernières joies du duc de Valentinois.

***

Le nouveau possesseur de l'hôtel de Matignon, Honoré-Camille-Léonard Grimaldi, duc de Valentinois, pair de France, prince souverain de Monaco, nous apparaît sous des traits infiniment moins avantageux que son père. Il avait à Fontenoy, à Raucoux, à Lawfeld, témoigné qu'il était brave et bon capitaine, mais pour le reste il se révéla trop absolu dans ses volontés et sans élégance dans sa conduite.

Des rapports de police le montrent, à cette époque, en liaison avec une demoiselle de la Comédie italienne nommée Caroline ou Coraline, pour laquelle il ne craignit point de faire un esclandre au théâtre. Ne s'avisa-t-il pas d'interpeller en pleine représentation l'Arlequin de la troupe, qui laissait, trop longtemps à son gré, la belle à ses genoux? Il faut savoir que cet acteur était lui-même amoureux de sa partenaire et, comme le rapportent les *Mémoires secrets*, « profitait de la situation pour mêler adroitement à la scène les épanchements de sa propre jalousie ». Sans se déconcerter, Arlequin fit sentir au prince que c'était lui qui manquait à ce moment au public « et le parterre de huer le petit souverain ».

Le prince de Monaco ne se complaisait pas seulement dans la société des filles de théâtre. Il avait rencontré à la cour de Versailles une grande dame génoise d'une beauté éclatante, la marquise de Brignole-Sale. Des relations s'établirent entre eux, qui ne furent pas que mondaines. Et peut-être eussent-elles continué longtemps si madame de Brignole n'avait, dans l'été de 1755, amené à Paris sa fille, Marie-Catherine, pour l'introduire dans le monde. Marie-Catherine venait d'avoir seize ans. Elle était d'humeur douce et de culture solide, simple et modeste, sensible et point coquette. Au physique « grande, svelte, bien faite; l'harmonieuse souplesse de sa taille parait chacun de ses mouvements d'une grâce inexprimable... Des cheveux abondants, de ce blond italien où le soleil semble avoir oublié ses rayons; des yeux d'un bleu profond, dont l'éclat innocent se voilait de mélancolie, reflétant à la fois l'ingénuité de l'enfance et l'expérience précoce des tristesses de la vie; un teint clair, uni, transparent, qu'animait à la moindre émotion l'afflux d'un sang chaud et pur », ainsi la décrit son historien, le marquis de Ségur.

Qui n'en aurait été troublé? Honoré III subit son charme. Sans doute aussi ne fut-il point insensible à l'immense fortune que pouvait lui apporter l'unique héritière d'une des plus riches comme des plus anciennes familles de la République de Gênes.

Elle-même, fût-ce inclination, fût-ce orgueil de devenir princesse souveraine, ne résista pas à ses avances. Témoin ce billet, « d'une écriture troublée et presque enfantine » qu'elle

rédigea à l'insu de ses parents — peut-être sous la dictée de son admirateur — et par lequel elle engagea sa vie : « Moi, soussignée, je déclare et promets à M. le prince de Monaco de ne jamais épouser d'autre que lui, quelque chose qui puisse arriver, ni jamais écouter aucune proposition qui pût tendre à me dégager. — A Paris, ce 29 novembre 1755. »

Le marquis de Brignole, père tendre et âme droite, n'envisagea pas sans répugnance de prendre pour gendre un homme d'une réputation fâcheuse et qui inspirait de la frayeur. La marquise eut un sursaut de révolte bien naturel. L'humeur changeante d'Honoré faillit terminer tout simplement leur embarras. Son ambition lui avait fait envisager une union plus brillante encore. Délaissant la jolie Marie-Catherine, il aurait épousé la fille du duc de la Vallière, s'il avait obtenu de Louis XV de retrouver à la Cour de France le rang qu'y avaient occupé naguère les Grimaldi. Le roi n'ayant pas osé lui accorder cette faveur, il renonça à mademoiselle de la Vallière et revint à mademoiselle de Brignole. Marie-Catherine ne lui tint pas rigueur de son manque de constance; elle se montra, elle du moins, fidèle à sa parole. Et ce fut la marquise, résignée, qui se chargea de vaincre les dernières résistances d'un père clairvoyant. N'avait-elle pas pris l'habitude de ne rien refuser au fougueux Honoré?

Si quelque dernière illusion subsistait dans le cœur de Marie-Catherine, elle dut être bien tenace pour ne pas succomber devant l'âpreté du prince au cours de la rédaction du contrat et au milieu des pénibles incidents dont une question d'étiquette marqua les fêtes nuptiales. Le mariage avait eu lieu, le 15 juin 1757, par procuration, car il n'était pas de la dignité d'un prince souverain d'aller chercher sa fiancée à Gênes. La pauvre épouse, escortée par une flottille de la République, n'arriva dans les eaux monégasques que pour se heurter à une nouvelle difficulté : qui s'avancerait au-devant de l'autre? Huit jours elle dut attendre sur une mer démontée, huit jours de pourparlers et de menaces de rupture, jusqu'à ce qu'on s'avisât de construire un pont entre la galère qui l'amenait et le port, afin que les deux cortèges pussent se rejoindre sans dommage pour la vanité d'aucune des parties!

Après trois années consécutives passées à Monaco — ce qui

ne lui était pas encore arrivé et ne devait pas se reproduire — Honoré III ne put rester plus longtemps éloigné de la capitale française. Il regagna l'hôtel de la rue de Varenne. Seul, d'abord. En attendant qu'il l'appelât auprès de lui, il avait envoyé Marie-Catherine à Gênes, avec un fils qu'elle lui avait donné deux ans plus tôt, le futur Honoré IV. Ces premières années de mariage furent marquées par une entente que les prémices ne laissaient guère présager. La confiante jeune femme contribua certainement à l'assurer par sa bonne volonté tendre. Son mari, en partant, avait exigé qu'elle lui adressât régulièrement un journal de ses actions. Elle s'était soumise de bonne grâce à ce contrôle, ajoutant gentiment : « Pour le journal de mes pensées, vous pouvez aisément le connaître; je ne pense qu'à vous. » Dans les derniers jours de 1760 les deux époux sont enfin réunis rue de Varenne. L'enfant avait été laissé à Gênes, aux soins de ses grands-parents.

La présentation à la Cour est un triomphe pour Marie-Catherine. Honoré ne laisse pas de s'émouvoir des marques d'admiration dont sa femme est l'objet. Un seul adorateur échappe à ses soupçons, celui justement qui met le plus d'empressement dans ses hommages. Mais ose-t-on suspecter un prince de Condé, même quand il est jeune et qu'on le sait ardent dans ses passions?

Marie-Catherine aurait besoin d'être défendue contre le séducteur, peut-être contre elle-même. Cependant son mari la délaisse pour de longs séjours solitaires à Thorigny où l'attirent ses chevaux. La princesse le presse de revenir, lui reproche affectueusement d' « oublier une femme qui l'aime et serait bien aise de le voir ». Vains appels. La naissance d'un second fils, Joseph, le 10 septembre 1763, à l'hôtel de Matignon, va sans doute resserrer les liens conjugaux. Hélas! la malignité publique s'est emparée d'une intimité qui n'est sans doute encore que respectueuse de la part de Condé, amicale pour ce qui est de la princesse. Le marquis de Ségur a raison de faire remarquer que le ton des lettres confidentielles échangées à cette époque entre les deux personnages ne permet pas d'autres suppositions. Le prince de Condé n'appelle Marie-Catherine que « princesse » et ne lui parle que de son

« attachement ». Ce n'est que plus tard, bien plus tard, quand il en aura le droit, qu'il lui écrira : « Cher amour » et « Je vous adore ». Mais la jalousie d'Honoré a été éveillée. Il pourrait encore reprendre sa jeune femme, qui est prête à tous les sacrifices pour le rassurer, renonce aux fêtes de Chantilly et de la Cour, se condamne, pendant les absences de son mari, à rester rue de Varenne dans la seule — et apaisante — société de ses enfants. Sa nature emportée le pousse aux insultes, aux menaces, aux humiliations. Marie-Catherine se rebelle et change d'attitude. Elle enfreint les défenses, elle se compromet. Un mot d'Horace Walpole, dans sa correspondance avec madame du Deffand, montre que sa réputation n'a pas été sans subir une grave atteinte. Elle avait été surprise avec le comte de Thiard, après un souper chez madame de Beuvron, en train d'essayer d'ouvrir par jeu un secrétaire. « Le cavalier était bien maladroit, écrit Walpole, d'employer si lourdement son temps dans un boudoir avec la plus jolie femme de France, et une femme un peu disposée à la curiosité. »

Le prince de Monaco répond à ces marques d'indépendance par un accroissement de rigueurs. La princesse, usée par la lutte, crache le sang. En juillet 1769, elle se sauve de l'hôtel de Matignon pour se retirer dans un couvent. Les adjurations de la marquise de Brignole la ramèneront rue de Varenne. Pas pour longtemps. Honoré ne prétend-il pas conduire de force sa femme à Monaco? Elle n'en pourra franchir désormais les limites. Elle sera sous sa loi. A moins qu'elle ne se retire à Gênes pour le reste de ses jours! La résolution de Marie-Catherine est vite prise : le 26 juillet 1770, à 11 heures du matin, elle abandonne définitivement le foyer conjugal; elle se rend au couvent de Bellechasse, puis à celui de l'Assomption. En même temps elle intente devant le Parlement de Paris une instance en séparation. Les dépositions, accablantes pour le prince de Monaco, des parents, des amis et même des domestiques appelés en témoignage, les manœuvres aussi de Condé amenèrent le dénouement souhaité par Marie-Catherine. Honoré III se vengea en prononçant, en tant que souverain, la déchéance de la princesse, en interdisant tout commerce entre elle et ses enfants et en faisant pendre... en effigie un valet de chambre monégasque qui avait témoigné contre lui.

Laissons désormais Marie-Catherine à sa nouvelle destinée; dans l'hôtel somptueux qu'elle s'est fait construire par Brongniart à Paris, rue Saint-Dominique, non loin du Palais-Bourbon, résidence de Condé; à Chantilly, où sa présence ne trouve plus d'autre entrave que la réserve de quelques familiers et la réprobation silencieuse d'un roi vertueux; plus tard à Betz, près de Crépy-en-Valois, où, dans un vaste domaine créé à sa fantaisie et que les poètes chanteront, elle pourra recevoir son ami toujours cher et en somme aussi fidèle qu'on peut l'être quand on est Condé, qu'on est libre et qu'on vit en un temps où l'on élève partout des temples à l'Amour.

L'hôtel de Matignon a perdu Marie-Catherine, mais le souvenir de la jeune femme n'en est pas absent, puisqu'il demeure en ses fils. Ceux-ci le montreront au jour de leur majorité. Ils se marient jeunes. L'aîné, Honoré, duc de Valentinois, épouse, en 1776, la fille unique du dernier duc d'Aumont, héritière par sa mère du titre et des biens des Mazarin. Madame de Valentinois va conquérir par sa beauté Paris et la Cour et triomphera à la promenade de Longchamp avec son carrosse de porcelaine que traînent quatre chevaux gris pommelés, harnachés de soie cramoisie. Le cadet, Joseph, s'unit, en 1782, à mademoiselle de Choiseul-Stainville, dont les boucles blondes encadrent un visage plein de charme.

La Révolution approche, qui va bouleverser toutes ces existences. Marie-Catherine suit Condé dans l'émigration et consacre jusqu'à la ruine sa fortune considérable à l'entretien de l'armée que son ami a levée pour la défense de la royauté.

Émigré aussi le comte de Valentinois, frère puîné du prince de Monaco. Émigré également et aide de camp du comte d'Artois le prince Joseph, dont la jeune femme paya de sa tête la fuite du mari et son dévouement à ses deux fillettes auprès desquelles elle était revenue. Un mensonge l'eût sauvée; elle refusa de « se salir » et monta, courageuse et touchante, dans la dernière charrette.

Honoré III, demeuré à Paris, avait subi des visites domiciliaires de la part de la section du Bonnet rouge. Pourtant il n'avait pas été autrement inquiété et la populace n'avait pas songé à le « démeubler » comme elle avait fait au marquis

de Castries, son voisin. Lui savait-on gré des contributions qu'il versait à la Caisse des dons patriotiques, de ses chevaux et de ses équipages donnés — oh! sans enthousiasme — pour le service de l'armée, des secours que, malgré la restriction de ses revenus, il faisait distribuer aux pauvres? Cependant, dès la promulgation de la loi des suspects, dans la nuit du 19 au 20 septembre 1793, il fut arrêté et incarcéré dans la caserne de la rue de Sèvres. Le même sort fut réservé à son fils Honoré, duc de Valentinois, et à sa bru, la duchesse d'Aumont... qui venait pourtant de divorcer et dont on ne sépara pas l'enfant dont elle avait la garde, le petit Florestan, au joli nom d'opérette. Tous leurs biens étaient mis sous séques[illegible]

Honoré III, avec un beau courage, adressa pétition sur pétition, mémoire sur mémoire. Il lui était facile d'invoquer sa qualité d'étranger, et, le considérât-on comme Français, sa parfaite correction depuis le début de la Révolution. Était-il responsable du départ d'un fils qui ne vivait plus avec lui depuis son mariage? A l'envoyé du Bonnet rouge la Société populaire de Thorigny confirma la générosité et la justice de l'ancien seigneur. Honoré III n'en resta pas moins incarcéré jusqu'au 14 vendémiaire an III (5 octobre 1794).

Il avait perdu son trône, ses sujets ayant d'eux-mêmes proclamé la déchéance de leur dynastie et la réunion de la Principauté à la France. Il retrouva du moins son hôtel de la rue de Varenne. Épuisé par l'âge, la maladie, les émotions, il y mourut sept mois plus tard.

Le séquestre ne fut définitivement levé sur ses biens que le 19 fructidor an X (6 septembre 1802). Mais les princes Honoré et Joseph, dont les ressources étaient fort réduites, durent vendre la plupart des propriétés paternelles. L'hôtel de Matignon subit le sort de Thorigny. Il fut acquis, en l'an XII, par un Écossais, du nom de Craufurd.

Plus atteinte encore pécuniairement que ses fils, Marie-Catherine vivait bourgeoisement en Angleterre avec le prince de Condé, d'une pension que leur consentait le gouvernement de Pitt. Elle eut la compensation tardive de devenir, dans la nuit de Noël 1808, presque septuagénaire, la femme légitime du prince du sang dont elle partageait depuis tant

d'années, avec une constance payée de retour, le mauvais comme l'heureux sort.

***

Quentin Craufurd (ou Crawford) était Écossais de naissance et Parisien par prédilection. Il répétait volontiers que si l'on peut faire sa fortune en tous lieux, c'est à Paris qu'il faut en jouir. Sa fortune, il l'alla faire aux Indes; mais dès qu'elle fut constituée, il vint, quelques années avant la Révolution, vivre sous notre ciel. Généreux et sensible, aimable et lettré, parlant et écrivant dans la perfection une langue qu'il estimait la plus propre à l'expression nette et claire de la pensée, il mérita de fréquenter la société la plus raffinée qui fut jamais et d'obtenir la sympathie de la reine elle-même. Sans doute Fersen n'avait pas été étranger à ce traitement en faveur d'un homme dont la compagne, madame Sullivan, ne lui était pas indifférente[1]. Ni Fersen ni Marie-Antoinette n'eurent à se repentir de leur confiance : au jour de Varennes, ils trouvèrent en Craufurd un auxiliaire aussi dévoué que discret.

Notre Écossais craignit-il que ce service le mit, en ces temps périlleux, dans une mauvaise situation? Le certain est qu'il quitta la France après le Dix août. Sa qualité de sujet britannique l'obligea à attendre la paix d'Amiens pour y rentrer. Il dut à la protection de Talleyrand et à l'amitié de Joséphine d'y pouvoir rester et d'y rester libre, malgré la reprise des hostilités entre son pays natal et son pays d'adoption et en dépit de sa présence à certaines réunions où le régime était malmené.

C'est alors qu'il acheta l'hôtel que la famille de Monaco ne pouvait plus conserver. Il le paya la somme de 189 400 francs, ce qui était peu en considération de sa valeur, mais infiniment supérieur à l'estimation faite cinq ans auparavant par l'architecte du gouvernement, lequel ne l'avait coté, dans un rapport d'inspection, que 48 000 francs! Il se plut à recevoir dans ses salons ceux de ses anciens amis que la Terreur avait épargnés et de nouveaux qu'attiraient l'agrément de son commerce et l'intérêt des œuvres d'art dont il aimait à s'entourer.

1. Sur les relations de Fersen avec madame Sullivan, voir la *Revue de Paris*, 1er et 15 mai 1929.

Il avait avant la tourmente réuni des collections précieuses. Pendant son absence elles avaient été saisies et vendues. Il entreprit d'en constituer de nouvelles. L'époque était favorable aux acquisitions. Les boutiques des marchands regorgeaient des dépouilles des « ci-devant », des biens nationaux liquidés. Il retrouva ainsi un tableau de Le Brun, représentant Louis XIV à cheval, tableau qu'il se souvenait d'avoir vu à Versailles; au retour de Louis XVIII, il l'offrira au roi.

Il s'attacha à réunir les portraits des personnages les plus remarquables de la France au cours des derniers siècles, ce qui était certes le plus bel hommage qu'un étranger pouvait rendre à notre pays. Toutes les favorites, d'Agnès Sorel à madame de Pompadour, d'autres grandes dames célèbres figuraient dans cette galerie, peintes par Mignard, Boucher, Coypel, à côté des rois et des reines, des princes, des courtisans, des grands ministres, des grands capitaines, des écrivains illustres. Tous les maîtres avaient contribué à la formation de ce musée unique. Si les attributions du catalogue sont exactes, le Philippe-le-Bon était de Jean Van Eyck, le François Ier du Titien, le Louis XI de Léonard de Vinci; le Charles IX et le Henri III faisaient partie de la série des Clouet; les portraits de Henri IV et de Marie de Médicis étaient l'œuvre de Porbus et provenaient de la galerie du duc de Valentinois; Louis XIV avait été représenté enfant par Philippe de Champaigne et adulte par Mignard; le Régent était de Rigaud. De Rigaud également le Bossuet, actuellement au Louvre, le Fléchier, le Racine. Il y avait ainsi plus de trois cents portraits à l'huile, sans compter les pastels, les miniatures, les bustes en terre cuite et en marbre.

Ajoutons à ses figures de nombreux tableaux des écoles française, italienne et espagnole, dont certains peut-être avaient été cédés par les fils d'Honoré III en même temps que la demeure, des pendules, des meubles de Boule, des porcelaines de Chine, du Japon, de Saxe, de Sèvres, des tabatières décorées en écaille noire et en or.

Craufurd s'était en outre composé une bibliothèque d' « honnête homme » et d'érudit. Lui-même écrivait sur la littérature et l'histoire, le plus souvent dans notre langue, des essais et des mélanges qui ne sont pas sans intérêt. Il a droit

surtout à notre reconnaissance pour avoir publié les Mémoires de madame du Hausset, femme de chambre de madame de Pompadour.

Toutes les œuvres d'art réunies par ce parfait collectionneur seront dispersées en 1820, après sa mort. Elles avaient, dans l'intervalle, été transportées de l'autre côté de l'eau, rue d'Anjou-Saint-Honoré.

***

Craufurd avait en effet, en 1808, vendu l'hôtel de Matignon à Talleyrand. L'accord ne se fit pas tout de suite. On trouve dans le Bulletin du 13 janvier du Ministère de la Police générale cette note : « ... On assure que le marché est sur le point de se terminer. M. de Crawfort *(sic)* demande 2 500 000 francs pour l'hôtel, ses dépendances et tout le mobilier qui est très beau. M. de Bénévent voudrait donner en échange et à compte sa maison de la rue d'Anjou et le mobilier. L'Anglais veut de l'argent; son intention est de faire construire une grande maison qu'il disposera de manière à recevoir une grande quantité de tableaux qu'il possède et auxquels il attache un grand prix, quoiqu'il y ait beaucoup de *croûtes.* »

Le *Bulletin* des 17 et 18 janvier enregistre la conclusion du marché, sans en faire connaître les conditions, et ajoute : « Le prince achète en même temps le petit hôtel Vérac, contigu à l'hôtel de M. de Crawfort. Ces deux hôtels vont former un des plus beaux palais de la capitale... »

Talleyrand n'était plus ministre des Relations extérieures de Sa Majesté impériale, mais il entendait bien ne pas se faire oublier. A sa table, dans ses salons, il recevait fastueusement, vêtu d'un costume de velours rouge brodé d'or. Ses soirées, agrémentées de la production d'artistes en renom, étaient célèbres. Chacun aspirait à y être convié. Et c'est parce que sa maison de la rue d'Anjou ne lui permettait pas de donner à ces fêtes une ampleur digne d'un prince d'Empire vice-grand électeur, qu'il avait acquis de Craufurd le somptueux hôtel de la rue de Varenne. Il y trouva un cadre en rapport avec sa magnificence et un étranger ne put mieux qualifier la société qui s'y pressait qu'en l'appelant « la petite cour ».

La maîtresse de maison — je n'ose écrire la reine de cette cour, titre qui reviendrait plutôt à madame de Rémusat — était la fameuse madame Grand, pour qui Talleyrand avait eu des bontés et qu'il avait épousée, plus consentant qu'enthousiaste. Le Premier Consul avait exigé cette régularisation. Madame de Talleyrand était très belle, mais, assure-t-on, son intelligence et sa culture n'étaient pas aussi éclatantes que sa beauté. On lui a attribué malicieusement ce mot, où il était fait allusion au lieu de sa naissance et où l'on voulait trouver une confession : « Je suis d'Inde. » Qu'importait après tout, puisqu'elle savait recevoir et que son mari avait de l'esprit pour deux?

Une spéculation malheureuse allait empêcher le prince de Bénévent d'attacher son souvenir d'une façon durable à l'ancien hôtel de Matignon. Lorsqu'on parle des salons de Talleyrand, on ne songe pas à ceux de la rue d'Anjou ou de la rue de Varenne, mais à l'hôtel de la rue Saint-Florentin où il passa les vingt-cinq dernières années d'une existence bien remplie. En 1811, en effet, Napoléon, en vue de faciliter l'arrangement des affaires de son vice-grand électeur, achetait son hôtel pour le compte du domaine.

***

Louis XVIII ne sut qu'en faire. La propriété n'avait pas à être restituée, puisqu'elle n'avait pas été confisquée. Elle figura nommément dans la dotation de la Couronne, établie par la loi du 8 novembre 1814. Mais le roi jugea préférable de conserver au domaine l'Élysée Bourbon, plus important et mieux situé, sur lequel la duchesse de Bourbon, Louise d'Orléans, sœur de Philippe-Égalité, dessaisie pendant la Révolution, venait de recouvrer ses droits. Cette princesse ne put qu'entrer dans les vues royales. Le 15 septembre 1815, par acte sous seing privé, un échange fut conclu : la duchesse céda l'Élysée, reçut l'hôtel de Valentinois (ainsi le désignent les textes officiels) et en outre une rente de 100 000 francs représentant un million en capital. Elle la toucha jusqu'à sa mort, survenue au début de 1822.

Sa légataire, la princesse Adélaïde d'Orléans, désira la

régularisation de l'accord intervenu huit années auparavant et, d'ailleurs, immédiatement exécuté. Les Chambres, appelées en 1823 à y donner leur approbation, ne se prononcèrent définitivement qu'au mois de mars 1825.

Une clause du testament obligeait la bénéficiaire à entretenir dans une dépendance « l'hospice d'Enghien » que la duchesse de Bourbon avait fondé. La princesse Adélaïde se libéra de cette servitude en transférant les hospitalisés dans une maison qu'elle possédait rue de Picpus.

« Madame Adélaïde » était une maîtresse femme. On prétend que c'est elle qui décida son frère, le roi Louis-Philippe, à accepter la couronne. Ses ennemis — elle s'en était créé de nombreux parmi les légitimistes — la disaient la meilleure tête diplomatique de France, « parce qu'elle ne se déboutonnait jamais »; allusion perfide à une imperfection de son visage. En effet, « ce n'était pas seulement par l'énergie et l'ambition, a écrit joliment d'Alméras, qu'elle s'écartait de son sexe, c'était aussi par la laideur. Elle aggravait cette laideur, ses airs de virago, ses traits trop accusés, son teint bourgeonné et rouge, par des toilettes d'un goût déplorable et où se donnaient rendez-vous toutes les couleurs de l'arc-en-ciel. Elle essayait ainsi de paraître jeune. Jamais tentative ne fut prolongée avec plus d'illusion. » Les libelles d'opposition imputaient son teint trop accentué à des habitudes d'intempérance. On lui attribuait une union morganatique avec un général. Certains n'hésitèrent pas à l'accuser d'inceste avec son frère! Au vrai, elle eut sur le roi une influence bienfaisante.

Elle l'avait suivi aux Tuileries et avait loué l'hôtel de la rue de Varenne à un colonel américain du nom de Thorn. Celui-ci y vécut une douzaine d'années. Il avait dépensé, paraît-il, plus d'un million pour le meubler. Les bals et les concerts qu'il offrait étaient fort recherchés du grand monde parisien. Madame de Girardin assure qu'il fermait ses portes à dix heures précises. Tant pis pour les invités retardataires! Mais madame de Girardin semble prendre plaisir à ridiculiser quelque peu le « riche Américain ». Témoin cette page : « La dernière fête a été troublée par les appréhensions du maître de la maison dont la monomanie est de se croire toujours poursuivi par les journalistes. Chaque fois qu'il entend annoncer M. d'Escars,

malgré lui ses angoisses recommencent; il croit voir apparaître M. Karr. L'autre jour on a annoncé M. le prince d'Henin, il a entendu M. Jules Janin; il a pâli. Un moment après, on a annoncé M. le comte Charles de Mornay; il a cru entendre : M. le vicomte Charles de Launay; il s'est évanoui. A peine était-il revenu à lui, qu'on a annoncé M. de la Villegontier; cette fois il a entendu : M. Théophile Gautier; c'en était trop, il a eu une attaque de nerfs, il a fallu l'emporter. On espère que cette affection n'aura pas de suites dangereuses : c'est une maladie bien connue sous le nom d'*entérite folliculaire.* » Peut-on se moquer avec plus d'esprit?

***

Madame Adélaïde mourut le 31 décembre 1847, moins de deux mois avant la révolution de février, qu'elle eût peut-être évitée. Elle avait légué la nue-propriété de son hôtel à son neveu le duc de Montpensier, lequel devait en recevoir l'usufruit à la mort de Louis-Philippe.

Dans l'intervalle, l'État, ayant pris l'hôtel à bail, pour neuf ans, à dater du 1er juillet 1848, y avait logé le chef du pouvoir exécutif, le général Cavaignac. Cette première tentative d'installation rue de Varenne d'une présidence du Conseil se termina dès la fin de l'année, avec les pouvoirs du président.

Au début du Second Empire, on trouve comme locataire Baroche, président du Conseil d'État, ayant rang de ministre et dont une loi spéciale assurait le logement « aux frais du gouvernement ».

***

Déjà le duc de Montpensier n'était plus propriétaire de l'immeuble. Pour se conformer au décret qui forçait les membres de la famille d'Orléans à vendre tous les biens leur appartenant en France, il l'avait cédé, le 28 juillet 1852, au duc de Galliéra. Le prix en avait été fixé à 980 000 francs, dont 30 000 francs pour les glaces. Le contrat fut signé, au nom du duc de Montpensier, par Édouard Bocher, administrateur général des biens et affaires de la maison d'Orléans, « à la

prison de la Conciergerie *entre les deux guichets comme lieu de liberté* ». Il était convenu que la résiliation du bail consenti à l'État serait obtenue pour le 1er juillet 1853 au plus tard, et Baroche dut émigrer au nº 78 de la même rue.

Raphaël de Ferrari, par la grâce du pape duc de Galliéra, était un opulent Génois dont le nom se trouvait associé à la création et à l'administration de nos chemins de fer, parmi les entreprises où fructifiaient les capitaux nombreux hérités d'un père financier. La duchesse était née de Brignole-Sale, comme la princesse Marie-Catherine. De là les initiales G. et B. (Galliéra et Brignole) qui signent les sombres bouquets en mosaïque de Florence, substitués hélas! sur les panneaux d'un salon du rez-de-chaussée, à la décoration légère du XVIIIe siècle.

Trop d'autres surcharges dans le goût un peu lourd de l'époque, des restaurations indiscrètes et jusqu'aux dessus de porte de Paul Baudry, qui écrasent les élégants lambris de leurs allégories démesurées à la gloire des cités italiennes, une vaste serre édifiée dans le fond du jardin, marquent encore le passage des Galliéra. Qu'il leur soit pardonné si c'est à eux qu'on doit aussi les trois dessus de porte charmants du grand salon du premier étage, le *Printemps*, l'*Eté*, l'*Automne*, attribués récemment par M. Georges Wildenstein à Fragonard! Le mérite leur en revient peut-être, puisque les archives des Valentinois ne portent pas trace de cette acquisition et que l'*Hiver*, complément de la série, a figuré, *non monté*, dans la succession de la famille Ferrari.

Thiers, Guizot, Mignet, Barthélemy Saint-Hilaire, Xavier Marmier, le chancelier Pasquier, le duc de Broglie, le marquis de Saint-Aignan se rencontrèrent dans ce décor modifié. Mais l'histoire retient surtout de cette période l'hospitalité donnée par la duchesse, devenue veuve, au comte de Paris. Elle avait mis à la disposition du prétendant tout le rez-de-chaussée et le jardin et elle avait poussé la délicatesse jusqu'à faire construire sur la rue de Babylone un petit hôtel pour le duc d'Orléans, son précepteur et ses domestiques, afin que le jeune prince ne fût pas distrait dans ses études. Une partie de l'hôtel de Chastellux contigu (à l'emplacement du nº 59 actuel de la rue de Varenne), acquis par le duc de Galliéra dès

1853, abritait depuis longtemps l'administration des biens de la famille d'Orléans.

La duchesse de Galliéra s'était réservé seulement les appartements du premier étage de l'hôtel de Matignon, demeurés, avec leur ameublement Louis-Philippe, tels qu'ils étaient du vivant de son mari. Elle y vivait retirée et préoccupée surtout de ses œuvres de charité, ne recevant plus guère, l'hiver, à ses lundis, que quelques amis survivants.

Toute l'animation semblait s'être concentrée au rez-de-chaussée, chez le comte de Paris : dans la salle, tendue de tapisseries d'Aubusson, éclairée le soir par des candélabres en vieux Chine, où attendaient les visiteurs; dans le cabinet du prince, sobrement garni de bureaux d'acajou, d'une bibliothèque de palissandre, de sièges de cuir et d'une réduction du *Gloria victis*, de Mercié; dans la salle à manger, au plafond de Baudry, où la table se parait d'un service de vermeil et d'argenterie offert par madame de Galliéra à ses hôtes princiers; dans le petit salon de la comtesse, dont la tenture était de satin bleu de ciel et les meubles de même étoffe avec application de broderies, et où l'on voyait groupées sur un guéridon, dans des cadres sans valeur, les photographies de tous les d'Orléans; dans les trois salons en enfilade où se reflétait à l'infini dans les glaces, sous l'étincellement des lustres, la foule mouvante des invités, les soirs de grande réception, de ces réceptions où il arrivait qu'on oubliât de convier la dame de céans.

L'une d'elles fit beaucoup de bruit et eut d'importantes conséquences. Ce fut la fameuse soirée du 14 mai 1886, donnée à l'occasion du mariage de la princesse Amélie avec le prince héritier de Portugal, le futur roi don Carlos, soirée dont le caractère détermina le vote de la loi d'expulsion des princes.

Rappelons-en les détails publiés à l'envi par les organes monarchistes : à l'entrée, la comtesse de Paris se tenait debout, ayant à ses côtés la jeune princesse Amélie. Seul, au milieu du salon, le comte tendait la main à chaque arrivant. La duchesse de Chartres tenait sa cour dans la vaste salle annexe que Belloir avait édifiée sur le perron du jardin, tout le long de la façade. Ailleurs la princesse Clémentine de Saxe-Cobourg et Gotha dialoguait avec le duc de Nemours. Le duc

de Chartres causait armée avec le peintre Detaille, dans un cercle d'artistes, où se distinguaient l'animalier Cain et le statuaire Mercié. Arsène Houssaye racontait au duc d'Aumale les grands jours de l'hôtel, du temps où le colonel Thorn en était le locataire. Et de groupe en groupe, la boutonnière fleurie de l'insigne blanc et bleu, les « gentilshommes de service », le comte d'Haussonville, le marquis d'Harcourt, le vicomte de Bondy, le baron de Chabaud-Latour, le marquis Pasquier, le comte de Chevilly, le duc de Glucksberg, Saint-Marc Girardin, etc., allaient, venaient, se multipliaient. On remarquait encore parmi les invités le grand-duc et la grande-duchesse Wladimir de Russie et les représentants des puissances étrangères.

Dans son éditorial, *le Figaro* triompha sans prudence : « La France conservatrice et libérale, croyante et monarchique, s'est retrouvée là hier soir, écrivit-il, fortifiée dans sa foi et ses espérances. On y avait sous la main le personnel complet d'un grand gouvernement, avec ses princes, ses diplomates, ses pairs, ses députés, ses conseillers d'État, ses fonctionnaires, sa jeunesse intelligente, toutes les forces sociales dans ce qu'elles ont à la fois de plus élevé et de plus populaire. C'était comme une puissante réserve montrant à tous les yeux quelles valeurs et quelles ressources possède encore notre pays pour les réparations de l'avenir... »

Constatations que refit à la tribune de la Chambre, dans un tout autre esprit, le président du Conseil, M. de Freycinet. Le territoire de la République fut désormais interdit aux chefs des familles ayant régné en France et à leurs héritiers directs et les descendants de Louis-Philippe furent rayés des cadres de l'armée. Parmi eux le duc d'Aumale, qui avait protesté avec hauteur contre cette mesure, se vit en outre exilé.

La duchesse de Galliéra, soit qu'elle fût mécontente de l'abus qui avait pu être fait de son hospitalité, soit qu'elle redoutât pour elle-même les conséquences de cette manifestation, reprit la pleine disposition de son hôtel. Le comte de Paris n'était plus en situation d'occuper les appartements qui lui avaient été si généreusement prêtés. Le marquis de Beauvoir, le comte de Chevilly et tout l'entourage intime du prince durent se retirer également des pièces où ils avaient

installé leurs bureaux. Et la duchesse alla jusqu'à annuler le legs qu'elle avait fait de l'hôtel à la maison d'Orléans.

Ce ne fut pas la seule modification qu'elle apporta à ses dispositions premières. Pour conserver, après sa mort, les collections artistiques assemblées rue de Varenne, elle avait affecté 5 millions à la construction du musée qui porte aujourd'hui son nom. La ville de Paris eut le musée, non sans quelques difficultés, mais elle l'eut vide. Tandis que le bâtiment s'édifiait, les œuvres d'art prenaient le chemin de Gênes. Quant à l'hôtel lui-même, ce fut en définitive l'empereur d'Autriche, François-Joseph, qui en reçut le don, en remerciement de services rendus, pour y installer son ambassadeur.

Le moins favorisé des légataires fut peut-être le propre fils du duc et de la duchesse de Galliéra. Curieux homme en vérité! Imbu de théories socialistes ou, selon certains, troublé par des persécutions imaginaires, il avait refusé l'héritage de son père et, filleul d'un roi, s'était contenté longtemps du nom roturier de Philippe Ferrari jusqu'au jour où, s'étant fait adopter, dit-on, par un Viennois, il y avait ajouté celui de La Renotière. Répétiteur de collège, il avait donné de vagues leçons à Paris, puis en Allemagne et en Amérique. C'est avec son consentement au moins tacite que la duchesse de Galliéra avait distribué peu à peu une des fortunes les plus considérables de l'époque. Il ne restait plus guère à cette grande dame de bien qu'une vingtaine de millions à disperser sur les deux cent vingt millions (plus d'un milliard en valeur actuelle) que lui avait laissés son mari, lorsqu'elle mourut, en l'hôtel de la rue de Varenne, le 9 décembre 1888, entre les bras de son fils.

Celui-ci, nanti d'une rente confortable, continua d'habiter, avec un « frère d'élection », dans une aile de l'hôtel dont la jouissance lui avait été réservée. Il partagea ce privilège avec une ancienne dame de compagnie et l'un des quatre-vingt-onze serviteurs de sa mère. Tous trois s'y trouvaient encore au début de la guerre. Lorsque, peu après, mourut le fils Ferrari, on découvrit dans sa succession une collection de timbres d'une grande valeur. Il l'avait léguée, par une haine maladive de la France, au musée postal de Berlin; elle subit le sort des autres biens allemands.

***

L'hôtel de Matignon abriterait toujours sans doute la représentation diplomatique de la monarchie dualiste... si la guerre n'était venue bouleverser à la fois l'organisation de l'Europe centrale et la validité des titres de propriété. Séquestré pendant les hostilités, il fut, à la paix, liquidé comme bien ex-ennemi. Le Gouvernement des États-Unis songea à y établir son ambassade, celui d'Égypte eut la même intention pour sa légation. Le prix auquel l'immeuble était estimé était élevé : plus de 13 millions et demi. Le 15 mars 1923, l'État français exerça son droit de préemption au profit de l'Office des biens et intérêts privés, création des traités, en même temps qu'il faisait classer l'hôtel parmi les « monuments historiques ». L'année suivante, on envisagea d'installer dans les meubles de l'ancienne ambassade d'Autriche-Hongrie l'Institut international de coopération intellectuelle. Finalement on renonça jusqu'à l'année dernière à troubler la jouissance de l'organisme qui occupait provisoirement les lieux depuis 1920, en qualité de locataire : les Tribunaux arbitraux mixtes, juridictions spéciales chargées de régler sans appel les différends d'ordre privé nés de l'application des traités de paix. L'hôtel de Matignon fut ainsi, durant près de quinze ans, un centre très actif de vie internationale pour le plus grand bénéfice de l'influence française, de la culture juridique française. M. Pierre Jaudon, notre éminent agent général auprès de ces tribunaux, n'a pas perdu l'espoir que cet essai sera poursuivi et que Paris deviendra ainsi pour le droit international privé ce qu'est La Haye pour le droit international public.

***

Mais à ces graves débats le cadre précieux de l'hôtel de Matignon n'était pas celui qui convenait le mieux. Une affectation plus judicieuse devait être donnée à ces appartements d'apparat promis au logement de grands personnages, à ces salons conçus pour de brillantes réceptions, à ce parc profond offert aux méditations fructueuses. Ainsi l'a

pensé M. le Président Doumergue quand il a fixé ici le siège de la Présidence du Conseil. Ainsi l'a pensé M. Pierre-Étienne Flandin quand il a conclu avec M. René Sicard, directeur de l'Office des biens et intérêts privés, la convention préparée par son prédécesseur. Ainsi l'ont pensé les Chambres en donnant leur assentiment à ce contrat.

Il ne suffisait pas d'occuper. Il fallait approprier : les architectes Paul Bigot et Jean Démaret, l'ingénieur Berge ont appliqué toute leur science à cette tâche, qui devait être discrète et qui le fut. Il fallait meubler : le goût d'une femme, madame Flandin, a su choisir parmi les réserves de Compiègne et de Fontainebleau, du Mobilier National les sièges, les tentures et les tapis qui s'accordaient le mieux avec le style et l'utilisation de chaque pièce.

Désormais, dans le vieil hôtel rénové, que hante encore peut-être l'ombre de Talleyrand parmi les hôtes divers dont nous venons d'évoquer rapidement les figures, seront prises les décisions qui marqueront le destin de la France.

GUSTAVE HIRSCHFELD,
Bibliothécaire du Sénat.

ÉTUDES PRÉHISTORIQUES

Pendant ces vingt dernières années la Préhistoire a fortifié ses positions; des découvertes successives ont permis d'établir la vérité de certaines hypothèses qui paraissaient trop audacieuses au début de ce siècle. Des clartés nouvelles laissent entrevoir peu à peu la gigantesque épopée de l'Homme aux prises avec les forces hostiles de la nature, s'appliquant à défendre la vie.

Les documents que les préhistoriens accumulent apportent des certitudes dont ne se prévalent pas les documents historiques. Un crâne humain fossile, un caillou gravé que l'on exhume d'une couche géologique intacte, scellée depuis des dizaines et des dizaines de millénaires, sont des témoins irrécusables, échappant aux passions humaines, tandis que l'on discutera toujours le texte le plus authentique, car le chroniqueur de bonne foi est enclin à mentir, à défigurer les faits au gré de sa haine ou de son amour.

Et cependant que de ténèbres demeurent encore sur ces lointaines et mystérieuses origines de l'homme! Que de questions semblent aujourd'hui insolubles! Et d'abord, d'où vient-il, notre ancêtre? Quelle fut sa primordiale apparence? Quel âge lui assigner puisque la Préhistoire échappe aux mesures exactes de la chronologie? Les évaluations oscillent terriblement car on ignore la durée des périodes géologiques. Et s'il fallut des millénaires innombrables pour que l'homme acquît sa forme définitive, en vertu de quel prodige son intelligence, à partir du jour où il se mit au travail, se

révèle-t-elle si attentive que, pendant la suite des époques paléolithiques, ses successeurs ne feront que perfectionner ses premières conquêtes? Tout ce qu'on peut affirmer, c'est qu'on voit reculer dans la nuit des temps l'apparition sensationnelle de l'homme au sein de l'Univers.

Beaucoup plus qu'un singe, un peu moins qu'un homme. Le crâne aplati, au front fuyant, la face puissante et projetée en avant, comme un museau, la mâchoire animale, dépourvue de menton, l'œil enfoncé sous d'énormes orbites, le corps petit (1 m. 55) et massif, l'attitude en demi-flexion, tel le révèlent de nombreux squelettes fossiles datant de la période moustérienne qui succède aux périodes chelléenne et acheuléenne, les plus lointaines de l'âge de la pierre taillée[1].

Ce Primitif à la structure brutale, à la tête ébauchée, l'Homo neanderthalensis[2], comptait déjà une longue ascendance, puisqu'on a trouvé, près d'Heidelberg, à 34 mètres de profondeur, dans une couche chelléenne, une mâchoire pareille à la sienne et qui s'adapte exactement à son crâne — mâchoire énorme et bestiale de ses plus lointains ancêtres.

A l'époque chelléenne, une autre race vivait en Europe. On ne connaît d'elle qu'un crâne dont les débris furent livrés par les gravières de Piltdown (Sussex) en 1912 : ces pièces essentielles permirent de le reconstituer et l'on a obtenu un crâne aux courbes harmonieuses, au front déjà élevé. Cet homme qui est peut-être la souche de notre race d'Homo sapiens, n'a laissé de lui, pendant tout le Paléolithique ancien — outre quelques silex taillés trouvés dans la même couche — que ce seul document. Mais, en préhistoire, prononce-t-on jamais le dernier mot[3]?

1. L'âge de la pierre taillée ou âge paléolithique comprend six périodes principales que l'on désigne d'après le nom des endroits où furent découverts les outils caractéristiques de leur industrie : Chelles; Saint-Acheul, la grotte du Moustier; Aurignac; Solutré; la grotte de la Madeleine. Les trois premières périodes : Chelléenne, Acheuléenne, Moustérienne, appartiennent au Paléolithique inférieur; les trois dernières : Aurignacienne, Solutréenne, Magdalénienne, au Paléolithique supérieur, qu'on appelle aussi âge du Renne.

2. Ainsi baptisé parce que le premier crâne de ce type fut découvert en 1856, dans la grotte de Néanderthal, près d'Elberfeld (époque moustérienne).

3. Jusqu'à présent la mâchoire de Mauer et le crâne de Piltdown sont les documents les plus anciens que l'on possède pour l'Europe; l'une est devenue le prototype de l'Homo Neanderthalensis, l'autre, le prototype de l'Homo sapiens.

Cependant les générateurs si imparfaits de l'Homo neanderthalensis ont donné les preuves de leur génie. Dès l'époque chelléenne, les hommes domestiquent le feu et découvrent le silex; parmi tant de cailloux ils discernent celui-là qui se laisse le plus facilement cliver. Rognons à peine débrutis d'abord, puis taillés à grands éclats sur les deux faces, et, plus tard, éclats de débitage utilisés. Dès lors, ces outils ne cesseront de varier dans leurs formes selon les services qu'on leur demande. Les hommes moustériens créent la pointe au rythme parfait, et, devenus des maîtres de la retouche, ils inventent une industrie microlithique qu'on a retrouvée dans certaines stations et dont la finesse étonne l'observateur.

Ayant achevé son œuvre et préparé la voie aux civilisations des périodes suivantes, l'Homo neanderthalensis disparaît et toute sa race avec lui, « rameau flétri », comme l'appelle M. Boule. Rien ne semble avoir survécu de cette famille humaine qui a régné si longtemps sur la terre, rien que ces outils admirables et le témoignage de sa croyance en une vie future ainsi que l'attestent le soin donné à ses morts, l'attitude rituelle de tous les squelettes, les instruments et la nourriture déposés auprès d'eux. En possession d'une industrie déjà complexe, sur ses riches ateliers de silex, elle s'est éteinte, et les préhistoriens n'arrivent pas à expliquer un si total évanouissement.

On dirait qu'à l'arrivée de leur successeur, l'Homo sapiens, le beau géant de Cro-Magnon, issu probablement de l'Homme de Piltdown, les hommes du Paléolithique ancien aient perdu la possibilité de vivre.

Très grand — certains squelettes dépassent 1 m. 82, mesurent jusqu'à 1 m. 94 — droit, l'ossature puissante et le crâne anobli, pourvu d'un front et d'un menton, la face encore disharmonique, il occupera le monde occidental pendant toute cette période aurignacienne d'une si longue durée. Il multiplie les ateliers, crée de nouveaux outils, le grattoir caréné, le rabot, le burin, utilise le bois de renne, invente la pointe de sagaie, à base fendue, le lissoir, les pendeloques. Et surtout, il découvre l'art; il commence à graver des figures d'animaux simplifiées sur des galets et le long des parois de

ses grottes. Il sculpte dans la pierre ou l'ivoire des formes humaines. Il est l'actif précurseur des ouvriers prodigieux, des grands artistes qui viendront plus tard, aux deux dernières périodes du Paléolithique, la période solutréenne et la période magdalénienne. Il se préoccupe de ses morts et envisage leur résurrection, puisqu'il les recouvre d'ocre rouge, la couleur de la vie. Jusqu'à la fin de l'âge de la pierre taillée, et même pendant l'âge de la pierre polie, ce rite funéraire continuera d'être observé.

Les hommes de Cro-Magnon n'étaient pas les seuls habitants de l'Europe occidentale à l'époque aurignacienne. Les grottes des Baoussé-Roussé, près de Vintimille, ont livré des squelettes dont le caractère négroïde est indiscutable. L'Afrique où la civilisation paléolithique a laissé des restes nombreux fut, vraisemblablement, reliée à l'Europe au moins jusqu'à la période chelléenne. Les deux continents ont dû échanger leurs peuplades et leurs industries. Les négroïdes des Baoussé-Roussé sont les descendants de ceux qui, peut-être, franchirent le pont tuniso-sicilien. Leur race engendra-t-elle ces Boschimans-Hottentots, les derniers chasseurs errants de l'Afrique méridionale — en voie de disparaître[1]? tandis que l'Homo sapiens de Cro-Magnon pourrait servir d'ancêtre aux Guanches des Canaries, à certains Basques, à certains Berbères.

Les hommes solutréens, qu'on ne peut encore suffisamment identifier, portèrent la taille du silex et de diverses pierres de luxe, le cristal de roche, la calcédoine, l'agate, à l'ultime degré d'une perfection qui ne sera jamais dépassée. Quelle technique patiente et hardie leur permit d'obtenir cette délicatesse de la retouche, qui caractérise les « pointes à cran » d'une admirable pureté, les minces et fragiles « feuilles de lauriers » parfois presque translucides? (Les fameuses lames de Volgu mesurent de 23 à 35 centimètres de longueur). Les armes se transformaient en œuvres d'art.

1. La plupart des statuettes humaines féminines de la période aurignacienne accusent, jusqu'à la hideur, un caractère anatomique très spécial, le développement adipeux du tissu sous-cutané de la région fessière et des hanches : la stéatopygie et la stéatomérie. Cette déformation, qui n'atteint que les femmes, est très répandue aujourd'hui encore chez les Boschimanes-Hottentotes et considérée comme une beauté.

Un homme nouveau inaugure la période magdalénienne; un Homo sapiens étiqueté type Laugerie-Chancelade : dolichocéphale de petite taille, à la face harmonisée. Il s'installe dans cette Dordogne refroidie, devenue maussade, conquise par la steppe, où les rennes abondent et qui continue d'être, avec les Pyrénées, le centre de la civilisation préhistorique.

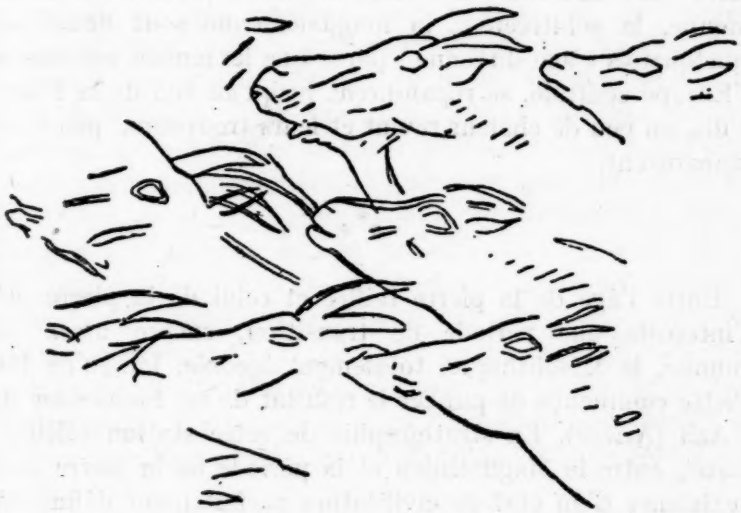
CHEVAL PEINT SUR UNE PAROI DE LA GROTTE DE NIAUX (ARIÈGE).
Époque magdalénienne.

Il est modeleur, sculpteur, dessinateur, peintre. Il conçoit des œuvres de haut style et de vaste envergure. Ainsi le fameux bas-relief des chevaux du Cap Blanc découpés en pleine roche dans la vallée de la Beune; ainsi les bisons d'argile du Tuc d'Audoubert[1], ainsi les gravures et les peintures dont il orne les grottes du Périgord, des Pyrénées et des Cantabres.

Au fond de ces cavernes, tout un monde animal ressuscite

1. Cette admirable découverte est due au comte Begouen et à ses fils, en 1912.

devant nos yeux stupéfaits : mammouths, bisons, antilopes, rennes d'une vérité saisissante; leur allure, leur galop, jusqu'à leur expression, l'artiste magdalénien a tout vu, tout senti. Il ne se contente pas de ses larges fresques de Niaux, de Font de Gaume, d'Altamira, de tant d'autres; ses armes de chasse et de pêche, les harpons, les sagaies, les poignards, les propulseurs en os et en bois de renne, et les moindres



ANTILOPES EN FUITE.
Gravure sur os, station de Bruniquel, Tarn-et-Garonne (Musée de Toulouse). Époque magdalénienne.

outils nécessaires à sa vie, il les décore de figures exactes et souvent stylisées. La beauté devient la compagne quotidienne de sa rude existence.

Les anthropologistes s'accordent à donner ces « Laugerie-Chancelade », passionnément épris de formes et de couleurs, pour ancêtres à la race méditerranéenne (Homo meridionalis), dolichocéphale, brune, de petite taille, habitant le sud de la France, de l'Italie, le Portugal et l'Espagne, à qui l'on doit es chefs-d'œuvre de la peinture et de la sculpture aux XIVe, XVe, XVIe siècles de notre ère.

Avec la période magdalénienne, le Paléolithique se termine.

Sa durée fut incalculable. Les hommes chelléens ont connu en France une végétation sub-tropicale (le laurier des Canaries et le figuier poussaient spontanément près de Pontoise). Ils ont chassé le rhinocéros, l'hippopotame, l'éléphant sur les bords de la Dordogne. A l'époque moustérienne, le climat se refroidit à mesure que les glaciers avancent. Les hommes quittent les bords des fleuves et disputent aux lions et aux ours leurs cavernes. Les trois dernières périodes, l'aurignacienne, la solutréenne, la magdalénienne sont dénommées quelquefois « âge du renne » parce que les rennes, envahissant l'Europe centrale, se répandirent jusqu'au sud de la France. Puis, un peu de chaleur revint et leurs troupeaux, peu à peu, disparurent.

***

Entre l'âge de la pierre taillée et celui de la pierre polie s'intercale une période de transition, encore assez mal connue, le Mésolithique, totalement ignorée, lorsqu'en 1895 Piette commença de publier le résultat de ses fouilles au Mas d'Azil (Ariège). La stratigraphie de cette station célèbre a établi, entre le Magdalénien et la période de la pierre polie, l'existence d'un état de civilisation parfaitement défini. Au-dessus d'un horizon magdalénien, on rencontre une couche où le cerf a remplacé le renne alors émigré, où des harpons aplatis et perforés en ramure de cerf se substituent aux harpons cylindriques en bois de renne, où l'on découvre des galets coloriés. Les hommes, qui ont cessé d'être des artistes, inscrivent en rouge, sur des cailloux, des points, des disques, des bandes, des motifs cruciformes. Est-ce une première tentative d'exprimer la pensée par des signes conventionnels?

Ils n'eurent pas le temps de la perfectionner. Déjà s'avance vers l'Occident, venus de l'Est, probablement des hauts plateaux de la Perse et de l'Anatolie, une race nouvelle, promotrice de la plus formidable révolution que l'humanité connaisse, et, sans doute, connaîtra jamais.

L'âge de la pierre polie, ou âge néolithique : des hommes brachycéphales, de taille moyenne, actifs, intelligents, des « réalisateurs ». Ils apportent avec eux leur civilisation utili-

taire qui possède en puissance les éléments de la civilisation gréco-latine, de notre civilisation. Ils polissent la pierre dure pour fabriquer leurs haches et leurs marteaux; ils labourent le sol; ils ont découvert les céréales, le lin, et les cultivent; ils inventent la fusaïole et le fuseau, tissent des étoffes, nouent des filets de pêche. Ils savent pétrir l'argile et façonner des vases. Ils défient la famine car ils ont domestiqué les animaux et mènent avec eux leurs moutons, leurs porcs, leurs bœufs et leurs chèvres que gardent leurs chiens[1]. Si ces hommes émigrent vers l'ouest, s'ils envahissent des territoires, ils comptent s'y établir : ils ont choisi la vie sédentaire. Près de leurs maisons, ils édifient des camps retranchés, première ébauche des forteresses futures : quand on possède des biens, ne faut-il pas les défendre? Et pour ce motif ils inaugurent la vie sociale et la guerre. Ils sont les créateurs de la Cité. Sans doute promulguent-ils des lois, car ils ont compris l'obligation de l'entr'aide. Les villages bâtis au milieu des eaux, sur des pilotis et reliés à la rive par un pont, attestent l'effort commun. La plupart des lacs suisses ont vu surgir ces îles construites par des hommes qui demandaient aux flots de protéger leurs maisons; les Lacustres fabriquaient des pirogues en creusant des troncs d'arbres : ils apprirent à naviguer[2].

C'est ainsi que les civilisateurs s'installèrent dans l'Europe occidentale, opposant aux Paléolithiques attardés leurs inventions triomphantes. Combien de siècles fallut-il aux descendants des grands artistes magdaléniens, à ces contemplatifs, à ces nomades satisfaits d'une grotte, à ces gens libres qui ne possédaient rien, pour se plier aux méthodes nouvelles? Ils durent vivre à l'écart de leurs vainqueurs puisque leurs tombeaux sont soigneusement séparés et que les vastes nécropoles néolithiques de la Lozère ne contiennent pas un seul crâne brachycéphale. Ils gardèrent leurs secrets : les galets coloriés disparaissent comme l'ancienne tradition de l'art

1. Le chien fut domestiqué à la période mésolithique; le cheval à l'âge du bronze.

2. Les Néolithiques risquaient leurs pauvres barques sur la mer : on a retrouvé dans l'île d'Elbe des silex venus de France, et, dans l'île Pianosa, des obsidiennes venues de la Sardaigne.

réaliste. Il semble même que les images vivantes soient frappées désormais d'une sorte d'interdit : on n'a retrouvé que de rares statuettes grossièrement taillées et quelques figures schématiques sur des menhirs.

Les civilisateurs de la pierre polie se contentent d'orner leurs vases de dessins géométriques. Ils gravent sur leurs dolmens des séries de courbes inscrites les unes dans les autres, des lignes entrecroisées dont l'ethnographe cherche en vain la signification. Ils substituent le symbole aux formes de la vie et s'abstiennent de reproduire, d'après nature, une silhouette humaine ou animale. En vertu de quel effroi? De quel ordre sacré? Comment ne pas songer à un autre peuple de l'Asie occidentale, soumis plus tard à la même discipline, signifiée par ses prophètes de la part de son Dieu? « Maudit soit l'homme qui fera une image taillée » (Deut. XXVII, 15). Et Mahomet, des siècles après Moïse, formule au nom d'Allah un décret identique.

Risquerons-nous une hypothèse? N'oserait-on pas imaginer d'obscures influences venues du fond des âges? Une tradition n'a-t-elle pu se transmettre entre des peuples dont les ancêtres vivaient tout proches les uns des autres? Les descendants des Néolithiques iconoclastes auraient communiqué à leurs voisins ce respect ou cette frayeur qui proscrivait toute œuvre à la ressemblance des créatures.

L'homme de la pierre polie, réaliste et mystique à la fois, préoccupé de son bien-être, de ses troupeaux, de ses greniers, et fidèle à de secrets commandements, s'il ne fut ni sculpteur, ni peintre, inventa l'architecture. Prodigieux architecte de la mort... Pour essayer de la vaincre ou de la fléchir, il bâtissait des monuments funèbres, il créait toute une hiérarchie de tombeaux. Comment, avec ses faibles moyens, au prix de quels efforts, galvanisé par quelle foi, édifia-t-il ses dolmens, ses allées couvertes dont les dalles pèsent des tonnes? Comment arriva-t-il à charrier les matériaux de ces nécropoles colossales? à remuer les épaisseurs de terre qui les protègent? Comment vint-il à bout de ce Mont-Saint-Michel de Carnac, tumulus gigantesque, véritable colline qu'il éleva pour abriter ses morts? Ce labeur surhumain témoigne d'une inquiétude religieuse, la plus obsédante peut-être, la plus tenace de

toutes les inquiétudes religieuses que l'humanité ait jamais connues[1].

Les périodes suivantes, l'âge du cuivre, l'âge du bronze, l'âge du fer, sont de brève durée. Le « progrès » en marche accélère son rythme. Les hommes apprennent à fondre les métaux, à les marteler, à les allier. Ils forgent des armes et des essieux, ils préparent déjà les conquêtes futures : la guerre offensive et organisée, le machinisme qui se révèle, aujourd'hui, une acquisition singulièrement dangereuse entre les dangereuses conquêtes de l'intelligence. L'âge du fer touche aux périodes historiques.

***

Au cours de ces dernières années, une découverte sensationnelle ramène à l'ordre du jour et éclaire un peu la question si obscure des origines de l'homme : elle permet d'affirmer l'existence d'un être préhumain, devançant l'Homo neanderthalensis et qu'on a baptisé le Sinanthrope.

Il y eut un grand émoi dans le monde savant lorsqu'en 1894 le docteur Dubois présenta un fémur et une calotte de crâne fossiles, avec deux dents, trouvés proche les uns des autres, à l'île de Java, dans une couche appartenant à la fin du Tertiaire (Pliocène). Le crâne est celui d'un homme dont le type est inférieur même au type de l'Homo neanderthalensis; le fémur atteste que cet intermédiaire se tenait debout. Un homme manqué, a dit l'abbé Breuil. Un être de transition entre le singe anthropomorphe et l'homme, (d'où son nom, le Pithecanthropus erectus), reculant jusqu'à la période tertiaire les origines humaines[2]. Vivait-il à la façon des singes dont les plus intelligents n'ont jamais fait de feu? Savait-il

1. Le menhir de Locmariaquer mesure 20 mètres de hauteur. L'allée de la Perotte (Charente) s'abrite sous un bloc de recouvrement dont le poids est évalué à 40 000 kilogrammes et qui a dû franchir une distance de 30 kilomètres. La colline du Mont-Saint-Michel de Carnac compte 115 mètres de longueur et 58 mètres de largeur. On estime que son volume atteint 35 000 mètres cubes. Ces monuments datent de la fin de l'âge néolithique et de l'âge du cuivre (période chalcolithique).

2. Une mission allemande allègue que la couche où l'on a trouvé les restes du Pithecanthropus appartient au Quaternaire.

fabriquer des outils? On n'a relevé auprès de lui aucun os calciné, aucun objet de silex. Bientôt certains préhistoriens émirent des doutes et imaginèrent, entre autres hypothèses, celle d'un gibbon d'une taille exceptionnelle. Si vraiment il s'agissait d'une race intermédiaire, pourquoi les fouilles subséquentes ne livraient-elles nulle part aucun individu de ce modèle[1]?

Le Pithecantropus erectus aurait donc vécu seul dans le monde?

C'est à Chou Kou Tien, à 50 kilomètres de Pékin, qu'on vient de lui découvrir une famille. Une série de documents indiscutables confirment désormais le témoignage des pauvres restes rapportés de Java; grâce à son cousin chinois, le Pithecanthrope reprend tout son prestige.

Le hasard, qui favorise les esprits préparés, orienta les recherches des savants.

Les rochers de Chou Kou Tien, propres à la fabrication de la chaux, présentent des failles très profondes remplies d'une terre rouge, riche en fossiles. En 1922, un ouvrier, extrayant cette terre, ramassa deux dents et les mit de côté. Elles ne furent décrites qu'en 1926 : c'était des dents humaines.

Aussitôt les recherches commencèrent, de vaste envergure, grâce à l'appui de la fondation Rockefeller; jamais la paléontologie humaine n'eut à son service des moyens aussi puissants. Neuf mille mètres cubes de terre sortis des failles, quinze cents caisses remplies de fossiles, tel fut le résultat acquis en 1929; parmi tous ces fossiles on avait exhumé des crânes.

Des crânes d'un intérêt exceptionnel; proches parents de celui du Pithecanthrope. Mais comment les dater?

Les fissures de Chou Kou Tien sont de très anciennes grottes dont le plafond s'est écroulé. La terre qui les remplit mesure environ 34 mètres d'épaisseur. Au cours de l'effondrement les couches se sont mélangées; elles ne présentent aucune répartition logique de leurs dépôts, aucune stratigraphie réelle. Du haut en bas de la faille on recueille des fossiles d'animaux divers qu'un cataclysme local a brassés : rhino-

1. En 1932, on a constaté l'existence de trois fémurs qui étaient restés enfermés dans une gangue de pierre exhumée en 1900. Très corrodés — aucun n'est intact — ils sont de la même taille et présentent les mêmes particularités que celui que découvrit le docteur Dubois.

céros, hyène, tigre, macaque, et toute une faune de petits rongeurs dont certaines espèces sont éteintes depuis le Quaternaire ancien.

Parmi ces restes d'animaux, des restes d'hommes, jetés çà et là, les restes d'une douzaine d'individus : chose étrange, ils n'ont laissé d'eux-mêmes que leur calotte cranienne, leur mâchoire, et des dents isolées; on n'a retrouvé qu'une seule clavicule, quelques fragments d'os du bras et de la main. Où donc ont passé les squelettes?

Les savants ne seraient pas de grands savants s'ils n'avaient de l'imagination. C'est pourquoi ils font si bon ménage avec les romanciers. D'aucuns imaginèrent une succession de drames : ces grottes auraient été le théâtre d'affreux repas; les grands fauves apportaient dans leurs repaires les uns après les autres tous les échantillons du malheureux Sinanthrope, se repaissaient de leurs corps et laissaient les crânes trop durs à broyer. Mais dans ce cas ne retrouverait-on pas les diaphyses pareillement indigestibles?

Puisque la couche géologique ne permet pas de dater les documents qu'elle renferme, c'est l'examen de la faune qui peut apporter quelque certitude, tandis que la morphologie des crânes les situera dans l'échelle des êtres.

Ils ne possèdent pas le moindre menton. Cependant ils ne présentent pas les autres caractères de l'Homo Neanderthalensis. Leur capacité est très inférieure à la sienne et la récurrence de leurs mâchoires s'accuse davantage.

A qui donc ressemble-t-il, cet homme de Chou Kou Tien?

Si l'on rapproche son crâne de celui du Pithecanthrope, on constate que les deux profils se superposent exactement; dans le sens vertical et dans le sens latéral; leur architecture identique ne laisse apercevoir entre eux que ces insignifiantes modifications individuelles présentées par les séries les plus pures. Ils ont la même calotte aplatie, à la voûte surbaissée, la même arcade sourcilière proéminente, et presque la même capacité, très supérieure à celle des singes anthropomorphes, inférieure à celle de l'homme[1].

1. La capacité cranienne du Pithecanthrope est de 900-927 centimètres cubes. Celle du Sinanthrope de 918 pour le n° 1 et de 1 150 pour le n° 2. Celle de l'Européen actuel de 1 565 centimètres cubes en moyenne.

Un développement si faible du crâne et du cerveau laisse supposer que ce Primitif était de petite stature.

Les dents très robustes, pourvues de longues racines, appartiennent au type humain. La canine n'est pas beaucoup plus forte que la prémolaire adjacente, tandis qu'elle est très développée chez les singes.

Le moulage intracranien a permis de constater une asymétrie cérébrale en faveur de l'hémisphère gauche : l'homme de Chou Kou Tien était droitier.

L'étrange similitude du Pithecanthrope et de l'homme que l'on appelle désormais le Sinanthrope, ne peut être un jeu du hasard. Et l'on est en droit de penser qu'une race de préhumains occupa le sud-est de l'Asie au temps du Paléolithique le plus reculé. Sans doute une lacune immense demeure entre Chou Kou Tien et Java. Mais l'avenir n'apportera-t-il pas d'autres révélations[1]?

Cependant les recherches continuent à Chou Kou Tien et aussi les surprises.

En 1930, les explorateurs signalèrent, dans la couche d'où l'on exhuma le Sinanthrope, des cendres et des os calcinés et, l'année suivante, des outils d'une taille grossière, en quartz, quelques-uns en silex, puis des bois de cerf et des cornes de gazelle façonnées. Ainsi le Précurseur se révélait un homme qui savait faire du feu! Il avait déjà une industrie!

Quelques préhistoriens imaginèrent un nouveau drame. Le Sinanthrope, disent-ils, de même que le Pithecanthrope, était incapable de faire du feu et de tailler la pierre. Il vivait sa pauvre existence de semi-animal lorsque l'Homo Neanderthalensis est venu, l'a vaincu, et peut-être mangé... abandonnant autour de ces restes les témoins de sa propre industrie, des outils de silex et des os calcinés. Mais pourquoi ce vainqueur ne laissa-t-il aucune autre trace de son passage, pas un crâne, pas une mâchoire? L'intervention de l'Homo Neanderthalensis est une hypothèse que rien ne confirme. Nous admet-

1. M. van Stein Callenfels présenta au Congrès international des sciences préhistoriques qui tint ses assises à Oslo en août 1936, le moulage d'un crâne d'enfant : ce crâne, trouvé dans la région orientale de Java, appartient à un Paléolithique très ancien : certains caractères morphologiques l'apparentent au Pithecanthrope.

tons avec le Père Teilhard de Chardin que, seul dans la création, le Précurseur d'Asie discerna les moyens d'améliorer son existence; par lui, malgré son crâne imparfait, le « Phénomène humain » commença d'intervenir dans le monde; la pensée entreprit ses premières démarches à une époque plus reculée qu'on n'osait l'envisager. Les recherches futures permettront-elles de relever les traces de cet ancêtre en Europe où l'Homo neanderthalensis a vécu si longtemps? où les vagues humaines se sont succédé, présentant des types de plus en plus parfaits : « Patiente infaillibilité de l'ascension des vivants[1]. »

***

Quant à l'Homo neanderthalensis, on savait qu'il a occupé l'Europe moyenne et le bassin de la Méditerranée, de Gibraltar en Palestine[2]. Cependant, entre ces points éloignés, des lacunes demeuraient encore. L'Italie n'avait livré de lui aucun vestige lorsque, tout récemment, le professeur Sergio Sergi a retiré d'une couche moustérienne, près de Rome, le crâne dit de Saccopastore qui présente les mêmes caractères que la fameuse calotte du Néanderthal, le crâne de Gibraltar et le crâne de Galilée. Bientôt l'abbé Breuil en exhumait un autre, identique au premier, dans la même couche. Ainsi le chaînon est rétabli en Italie et l'hypothèse, confirmée : l'Europe, du centre au sud et de l'ouest à l'est, a connu « le rameau flétri ».

L'Asie ne révélera-t-elle pas aussi la présence de cet être condamné?

On possède aujourd'hui la certitude qu'un homme paléolithique est apparu en Chine, laissant de son passage « des traces indubitables en niveaux bien stratifiés et parfaitement datés ». Les Pères E. Licent et Teilhard de Chardin ont trouvé au sud de l'Ordos, à environ 200 kilomètres de Pékin, dans les

1. *Le Phénomène humain*, par le Père Teilhard de Chardin.

2. Un fragment de crâne moustérien a été découvert en 1925 au nord du lac de Tibériade. En 1931-1932, une dizaine de squelettes humains, considérés comme datant de la période moustérienne et appartenant à la race du Néanderthal, ont encore été exhumés en Palestine; toutefois ils possèdent un menton. Pour les distinguer des autres races fossiles on a proposé de leur donner le nom de Palaeanthropus palestinus.

terres jaunes que les géologues appellent le löss classique de la Chine, des outils de type moustérien (le löss chinois et le löss d'Europe et surtout l'ergeron de France paraissent synchrones). « L'Homme paléolithique de Chine a dû vivre approximativement en même temps que les Moustériens ou les Aurignaciens de nos pays occidentaux[1] », concluent les pères Licent et Teilhard de Chardin. On ne distingue dans son industrie « aucun type d'outil inconnu à l'Europe », mais on constate l'association de formes lithiques moustériennes, aurignaciennes, magdaléniennes « que nous sommes habitués à trouver chronologiquement répartis sur divers niveaux ».

Cet Homme paléolithique d'Extrême-Orient a-t-il devancé, a-t-il suivi l'Homme paléolithique européen? On ne le sait pas encore. Mais on relève ses traces sur divers points de l'Asie. Ainsi le professeur Pittard les a signalées en Anatolie : il découvrit à Adi-Yaman, au pied du Taurus, des silex taillés qui semblent bien appartenir à l'industrie aurignacienne.

***

Et l'Afrique? L'Homo neanderthalensis traversa-t-il la Méditerranée? L'Afrique a-t-elle connu semblable ébauche humaine et assisté à sa disparition?

Un crâne, un seul jusqu'ici, venant de Brocken Hill, en Rhodésie, autorise les anthropologues à soutenir cette hypothèse, bien que l'on ne puisse déterminer la valeur chronologique de la couche où il reposait; il est construit sur le modèle de l'Homo neanderthalensis : même aplatissement du front, même face rappelant un museau. On dirait deux frères, dont l'un, le Rhodésien, est plus disgracié que l'autre. D'ailleurs des silex recueillis en divers lieux de l'Afrique attestent l'existence d'une industrie analogue aux industries chelléennes, acheuléennes, moustériennes. Analogue, mais non pas identique : la pointe moustérienne est souvent agrémentée d'un pédoncule que l'on ne rencontre pas en Europe. Si l'on peut aujourd'hui établir un parallélisme entre les étapes

1. *Le Paléolithique de la Chine*, par E. Licent et Teilhard de Chardin, *L'Anthropologie*, 1925.

des civilisations primitives sur les deux continents, il serait vain de supputer la durée de ces étapes et de les situer réciproquement avec exactitude. Il semble que l'Afrique fut soumise à d'autres rythmes que l'Europe. L'homme de Brocken Hill, réplique de l'Homo neanderthalensis, a disparu comme lui. Mais à quel moment? A quel moment l'Homo sapiens intervient-il? Tout ce qu'on peut affirmer, grâce aux découvertes récentes, c'est qu'à une époque voisine de notre époque aurignacienne deux groupes humains proches parents, l'un du géant de Cro-Magnon, l'autre du Négroïde de Grimaldi, ont existé en Afrique.

En 1929, M. Arembourg, préhistorien français, qui travaillait dans la grotte d'Afalou-bou-Rhummel (la grotte du Sable), au bord du golfe de Bougie, exhuma d'une couche appartenant au Paléolithique supérieur, un véritable ossuaire, le plus beau « matériel humain », comme disent les savants, que l'on possède aujourd'hui. Quelques crânes isolés eussent suffi à le combler de joie et il mettait au jour sept squelettes et cinquante crânes! MM. Boule, Verneau et Vallois qui les ont étudiés en 1934, reconnurent le type de Cro-Magnon, à la face disharmonique, pourvue d'un front et d'un menton, d'arcades sourcilières discrètes, type un peu atténué, stature un peu moins haute. L'homme d'Afalou, qu'on appelle le type de Mechta, et son cousin d'Europe doivent descendre d'une souche commune.

Le fait de rencontrer sur les deux rives de la Méditerranée des représentants de la même famille d'Homo sapiens ramène à l'ordre du jour la question troublante du peuplement de l'Afrique. Lequel de ces deux groupes semblables émigra d'un continent à l'autre? Est-ce l'ancêtre européen qui se mit en voyage? Ou au contraire l'Homo sapiens africain a-t-il abordé l'Europe en apportant son industrie? Les routes par l'Égypte et la Syrie au moins lui étaient ouvertes. Certains préhistoriens envisagent cette hypothèse. Cependant, l'industrie aurignacienne de l'Europe semble, en certaines stations, la suite logique de l'industrie moustérienne, accuse des rappels de la technique de l'époque précédente.

Il est possible que l'Homo sapiens soit apparu simultanément sur divers points du monde.

La même question se pose au sujet d'un autre groupe du Paléolithique supérieur africain, apparenté aux Négroïdes de Grimaldi. En décembre 1927 on découvrait en plein Sahara, dans le bassin de la vallée morte du Tilemsi, près du poste d'Asselar, un crâne fossile présentant les mêmes caractères négroïdes (non pas nègres) que les crânes des Baoussé-Roussé[1]. Et l'on suppose que l'homme d'Asselar et l'homme de Grimaldi descendent d'un ancêtre commun qui pourrait avoir engendré un groupe un peu composite, développé plus tard en Afrique, et fidèle à son type négroïde : les Boschimans-Hottentots.

Toutes les découvertes de ces dernières années témoignent que le continent africain a joué un rôle considérable dans l'évolution de l'humanité. Cependant on ne peut encore préciser d'où viennent les quatre familles humaines qui occupent l'Afrique aujourd'hui : les Blancs ou Berbères; les Rouges bruns de l'Erythrée et les Peuhls, dont l'habitat s'étend jusqu'au Sénégal; les Noirs (Nigritiens et Bantous), les Jaunes (Boschimans-Hottentots).

Les « Homo sapiens » de la période aurignacienne furent en Europe les premiers artistes gravant sur la pierre des silhouettes d'animaux et commençant de sculpter des formes humaines. Éveil de l'esprit qui prend conscience de son pouvoir; l'homme regarde le monde autour de lui et s'efforce d'en reproduire les traits; naissance d'une tradition dorénavant installée au cœur de l'humanité, flamme encore hésitante et timide qui jamais plus ne s'éteindra.

On présume que les cousins d'Afrique, l'homme d'Afalou et l'homme d'Asselar s'avisèrent eux aussi de créer des figures à la ressemblance des êtres vivants. On peut fort bien admettre que l'art africain soit autochtone. D'un bout à l'autre de l'Afrique, hormis la grande forêt encore inexplorée, les Français au Sahara et en Éthiopie, les Italiens en Lybie[2], les

1. Ce crâne fut décrit en 1932.

2. Plusieurs missions italiennes ont relevé, en divers points de la Lybie, des œuvres d'art rupestre fort intéressantes. Les résultats de ces recherches ne sont pas encore tous publiés. On trouvera un écho de ces trouvailles des savants italiens dans un opuscule richement illustré : di Caporiacco et Graziosi : *Le pitture rupestri di Ain Doua*, Firenze, 1934.

En 1934 également, M. l'abbé Breuil, lors d'un voyage en Abyssinie, a relevé des œuvres d'art rupestre.

Ces gravures et ces peintures d'âge divers, mais de style semblable s'éche-

Anglais en Rhodésie, ont trouvé des gravures et des peintures sur les parois de rochers et au fond des grottes. Mais on n'arrive ni à les dater, ni à établir une concordance avec l''art du Paléolithique européen. Certaines de ces gravures rappellent les chefs-d'œuvre de la Vézère et des Pyrénées. Elles témoignent de la même observation patiente qui surprend chaque attitude d'un animal, ses mouvements, ses expressions, de la même hardiesse, d'une égale sûreté de la technique : un trait impeccable gravé dans le roc cerne les silhouettes, la main qui tenait le burin de silex ne s'est pas reprise à deux fois; sans une hésitation, sans une faiblesse, elle achève le bel ouvrage — même lorsqu'il s'agit de représenter une girafe de plus de sept mètres de hauteur, huit girafes se profilant à la suite les unes des autres... Ainsi ce panneau relevé tout récemment par M. Maurice Reygasse au Tassili des Ajjers; ainsi cette suite étonnante de gravures et de peintures que la mission Gautier-Reygasse, en 1934, sur les indications des officiers français, a reconnues au bord de l'oued Djerat[1].

S'il n'est pas possible de dater ces œuvres, du moins constate-t-on que les animaux portraiturés avec tant d'exactitude appartiennent à une faune tropicale disparue de ces lieux depuis des millénaires et qui ne peut vivre qu'au bord des fleuves et proche des forêts. En étudiant les gravures et les peintures du Tassili des Ajjers et du Hoggar, on remarque la disparition successive des modèles qu'avaient choisis les graveurs et les peintres : girafes, éléphants, rhinocéros, hippopotames cèdent la place aux antilopes, aux bovidés; plus tard apparaît le cheval, et beaucoup plus tard le chameau. Dès l'âge néolithique, le Sahara deviendra un désert... Cette magnifique floraison d'art appartient donc à une période infiniment lointaine.

Le Tassili des Ajjers, même privé d'eau vive et de végétation, ne sera pas délaissé par les hommes et les artistes. En 1931, des officiers français remarquaient sur les rochers bordant

lonnant de la Colonie du Cap à la Lybie, paraissent jalonner un chemin de migrations qui auraient traversé l'Afrique, marchant à la rencontre de la Méditerranée.

1. Voir, à ce sujet, l'article de M. E.-F. Gautier : « Du nouveau au Sahara », *Revue de Paris*, 15 novembre 1935.

l'oued Djerat des images de chars gravés et peints, pareils aux chars des Garamantes que décrit Hérodote, le conducteur debout, le « galop volant » des chevaux, ces chars à deux roues, que les guerriers lançaient à toute allure lorsqu'ils allaient combattre les Éthiopiens.

Ainsi la succession des gravures et des peintures, jalousement conservées par le Tassili des Ajjers, par les grottes et les abris de la colonie du Cap et de la Lybie, conduit des périodes préhistoriques aux époques de l'histoire.

***

Les échos d'une découverte qui pourrait bien être sensationnelle nous arrivent ces jours-ci de l'autre côté du monde.

On sait qu'en Amérique — particulièrement aux États-Unis, — deux thèses s'affrontent quant à l'origine la plus ancienne des Américains indigènes : l'une les déclare autochtones; l'autre assure que les Indiens sont les descendants de groupes asiatiques venus par le détroit de Behring à des époques diverses, malaisées à déterminer et qui ne sont pas très anciennes.

Il y a déjà longtemps que les défenseurs de la première thèse utilisent, entre autres arguments, la découverte, à Trenton, de silex taillés à grands éclats sur le type chelléen d'Europe. De tels silex ne sont-ils pas la preuve de la haute antiquité des indigènes américains? Mais « l'école asiatique » ne se laissait pas convaincre.

Et voici que, l'automne dernier, dans le Wyoming, le professeur Renaud, directeur du département d'Anthropologie à l'Université de Denver, a recueilli en plusieurs endroits, des outils de silex d'aspect nettement paléolithique ancien qui témoignent de l'existence d'industries américaines parallèles aux industries chelléennes, acheuléennes et moustériennes. Patinés, érodés par les agents atmosphériques, ils proviennent des niveaux supérieurs de fleuves morts — la région est en plein désert.

Parmi ces objets que restitue la nuit des temps, aucun n'appartient à l'âge de la pierre polie, aucun ne s'apparente à la civilisation indienne. Si l'ancienneté de leur étiquette chrono-

logique se confirme, il sera désormais avéré que l'Amérique du Nord, au moins, a connu la civilisation de la pierre taillée, comme l'Europe, l'Asie et l'Afrique. Singulier accord entre les continents... La vie humaine, sur toute la terre, fut donc soumise au même rythme initial?

Aujourd'hui, les savants, à leur tour, découvrent l'Amérique... On devine l'importance d'une telle aventure.

***

Longtemps on a cru qu'entre la fin de la période magdalénienne et l'âge néolithique, il ne se passa rien. Les préhistoriens enregistraient un vide que Gabriel de Mortillet dénomma le « hiatus ». Leurs hypothèses allaient leur train : ils imaginaient, pour expliquer ce vide incongru, des événements formidables; ils appelaient au secours l'éventualité d'un cataclysme.

Les fouilles de Piette au Mas d'Azil démontrèrent que le hiatus n'existe pas; une humanité un peu différente continuait à vivre, ne laissant de son passage que des témoins très rares que l'on commence à découvrir. Cette période, encore si mystérieuse, sollicite les préhistoriens. Une certitude s'impose : la tradition de l'âge de la pierre taillée est rompue. On a placé, dans le cadre du Mésolithique, toute une série de types industriels qui attestent que les hommes se sont livrés à de nombreux essais. Cherchent-ils une transformation de l'outillage? Ils ne savent encore ni confectionner des vases, ni polir la pierre. Ils taillent de petits silex d'un dessin varié et souvent géométrique. Ils se parent de colliers et de bracelets en coquillages. Mais ils n'inventent aucun style. Ils ont cessé d'être des artistes. Ils ne s'efforcent pas d'imiter leurs prédécesseurs, les Magdaléniens; ils négligent de graver sur le roc des figures vivantes. On dirait que ces descendants épuisés d'une race créatrice attendent... Quoi donc? la venue de ceux qui leur enseigneront à vivre selon des modes nouveaux... et tellements supérieurs aux routines millénaires!

Autour de ces Mésolithiques, le monde animal et le monde végétal commencent à prendre l'aspect que nous leur connaissons aujourd'hui. Un climat doux et humide favorise la formation des tourbières qui remplacent la steppe. Une

grande partie de la faune magdalénienne s'est éteinte : le mammouth, l'ours et le lion des cavernes n'existent plus qu'en effigie sur les parois des grottes; le renne, le glouton, le lemming ont fui vers les régions arctiques[1]; tandis que le lièvre alpin, la marmotte, le bouquetin, le chamois gagnaient les hautes montagnes : double exode, émigration finale des compagnons de l'Homme magdalénien; nous n'assisterons pas à leur retour.

Est-ce parce que la vie était devenue plus difficile, que ses successeurs de la période mésolithique s'avisent de domestiquer le chien? qu'ils se rapprochent de la mer et lui demandent leur nourriture? Ils s'établissent le long des côtes, en France, en Espagne, au Portugal; ils pêchent des coquillages, dévalisent des bancs d'huîtres; ils chassent les oiseaux de mer; ils laisseront plus tard, près des grèves, des amoncellements énormes de débris de coquilles, les restes de leur cuisine qu'on a retrouvés. Ce fut la conquête initiale des littoraux.

A la période suivante, ce mode de vivre, se développant encore, se répandra sur les côtes du Danemark et de la Scandinavie[2].

Jusqu'à ces dernières années, on ne possédait que de rares documents humains concernant l'époque mésolithique; cependant les anthropologues étaient déjà en mesure d'affirmer que, pour la première fois, un homme brachycéphale apparaît sur le sol européen, rompant l'unité raciale. Pour la première fois les descendants du Dolichocéphale paléolithique vont rencontrer un être d'une tout autre race que la leur.

A Ofnet (Bavière), on découvrit en 1907 une sépulture de têtes coupées, vaste nécropole ne contenant que des crânes[3]. Or, ces crânes sont brachycéphales dans la proportion de 40 p. 100. Il s'agit donc d'un groupe avant-coureur des masses

1. Au Congrès d'Oslo (août 1936), M. Rust a signalé la découverte, près de Hambourg, d'un gisement appartenant au Magdalénien supérieur, très riche en débris de rennes. Cette découverte est d'une grande importance, car l'Europe du Nord n'avait jusqu'ici quasiment rien apporté comme preuve du passage des rennes à la fin du Paléolithique.

2. Les énormes dépôts de coquilles sur les côtes du Danemark sont appelés Kjökkenmöddings.

3. Le docteur R.-R. Schmidt publia sa découverte en 1912.

qui vont s'avancer en Europe aux temps néolithiques. Ou plutôt d'une série d'avant-gardes; en cette période transitoire, elles ont évolué chacune à sa façon, utilisé des industries diverses, inauguré — ou conservé — selon les lieux, des mœurs qui ne se ressemblent guère.

En France, l'homme du type Laugerie-Chancelade, de petite stature et dolichocéphale, existait encore. Pourquoi eût-il émigré? Sans doute acceptera-t-il la civilisation nouvelle, qui déjà s'annonce, en gardant ses propres traditions et ses rites funéraires. A l'époque néolithique on ne le voit pas se mêler à ces étrangers venus d'Orient. Il conserve jusque dans la mort l'intégrité de sa race.

Les préhistoriens pensaient que la Bretagne qui fut, à la fin de l'âge de la pierre polie, un vaste sanctuaire, une métropole religieuse, avait échappé aux invasions des époques précédentes. Elle ne livrait aucun outil qui leur appartînt, pas un silex taillé. A l'écart des courants humains, demeura-t-elle une terre inconnue jusqu'à l'arrivée des bâtisseurs de dolmens?

Non. Monsieur et madame Saint-Just Péquart ont établi, d'une façon péremptoire, dès 1928, que les Mésolithiques s'étaient installés dans certaines îles de l'archipel breton. Depuis vingt ans, ces deux préhistoriens fouillaient les tumuli du Morbihan et enrichissaient les musées français de collections d'os et de pierres polies, lorsqu'ils découvrirent, en explorant le sous-sol de l'île Teviec, un outillage de petits silex taillés, de lames retouchées et reconnurent une station mésolithique. Bientôt, ils exhumèrent les habitants de cette station — vingt-deux squelettes, de petite taille, 1 m. 55, au crâne dolichocéphale reproduisant le type de Laugerie-Chancelade. Parmi eux, celui d'un homme et celui d'une femme, son enfant dans les bras, s'abritaient sous une ramure de cerf disposée comme une sorte de couronne au-dessus de la tête. Monsieur et madame Saint-Just Péquart fouillèrent ensuite l'île Hoedic et mirent au jour sept sépultures, quatre d'entre elles présentaient un agencement intentionnel de bois de cerf, le long de la dépouille humaine. Les squelettes ainsi parés étaient pourvus d'un mobilier funéraire plus riche et plus soigné que celui des autres tombes. Les Mésolithiques bretons voulurent-

ils honorer des chefs ou célébraient-ils un rite religieux dont le sens nous échappe?

La France possède en divers lieux des habitats mésolithiques, mais on n'avait retrouvé presque aucun reste de leurs occupants. Pour la première fois, grâce aux surprises que réservaient les îles Teviec et Hoedic, les anthropologues ont pu étudier une importante série de squelettes.

***

Tandis que le civilisateur néolithique enseigne aux Européens ses méthodes et ses lois, l'art naturaliste, proscrit ou négligé ailleurs, se réfugie en Suède, en Norvège, en Finlande : on appelle cette période, dont il est difficile de préciser le début et la durée, l'âge de la pierre arctique.

Cet art ressemble à celui des Magdaléniens : même technique, même scrupule, même disposition des modèles croqués de profil, même souci de la vérité. Il est moins abondant. On ne possède qu'un petit nombre de gravures et de peintures qui furent signalées il y a environ vingt-cinq ans. Les artistes scandinaves ont portraituré le cerf, l'élan, le renne, et quelquefois l'ours, l'oiseau, le poisson, la baleine. Toutes ces espèces existent encore.

Les contours des figures sont profondément incisés et piquetés, ou bien obtenus par grattage de la roche. Les œuvres peintes, très rares, représentent des animaux dont le profil s'inscrit en rouge et noir — procédé cher aux Magdaléniens. L'exécution est parfaite. L'artiste donne souvent à ses croquis la grandeur du modèle et même la dépasse. Ainsi le renne de Böla en Stod, au nord de Trondhjem, long de 1 m. 80 et haut de 1 m. 36, dessiné sur la roche en lignes vigoureuses. Ainsi le renne de Fykanvatn, au nord du cercle polaire, mesurant près de 4 mètres et accompagné d'un faon « qui est peut-être ce que l'art primitif a produit de plus fin et de plus expressif ». Près du fjord de Trondhjem, la gravure d'un groupe de grands élans est considéré comme un des chefs-d'œuvre de l'âge de la pierre arctique.

Ailleurs, deux rennes mâles adultes descendent une côte. Ils sont marqués de signes conventionnels, des triangles pareils aux triangles qu'on observe sur certaines figures

d'animaux, datant du Paléolithique, en France, dans la grotte des Combarelles, par exemple[1].

Cet art scandinave appartenant à l'époque de la pierre polie est-il une survivance de l'art magdalénien importé tardivement en Suède et en Norvège, on ne sait par quelle voie, ni par quels messagers?

Est-il une invention spontanée des Nordiques? En ce cas ils auraient atteint des résultats immédiats, semblables à ceux que poursuivaient les graveurs et les peintres de la Dordogne et des Pyrénées à l'époque magdalénienne.

Cette question, d'autant plus difficile à résoudre qu'on ne possède aucune stratigraphie concernant les œuvres scandinaves.

***

Ténèbres lentement déchirées, coin de voile à demi soulevé; archives qu'on tire des profondeurs de la terre; vérités transitoires attendant que d'autres vérités les confirment; incommensurable passé qui s'éclaire peu à peu comme ces paysages de montagnes tout enveloppées de brumes dont le soleil colore par degré les cimes et les arêtes. Les annales des Primitifs peuvent-elles connaître la pleine lumière? Espérons-nous que la science ressuscitera ces ancêtres perdus aux confins des temps?

A travers l'ombre, déjà, certaines figures se laissent entrevoir. On croit surprendre leurs traits, leurs attitudes, quelques bribes de leur vie.

Indistincte encore, à peine apparue, la silhouette du Préhumain d'Asie; les savants s'efforcent de le mieux en mieux définir; il taille ses premiers silex, il se courbe sur un feu qu'il sait conserver.

Deux races initiales se rencontrent dans la plus ancienne Europe, deux ébauches de types humains, l'un dont la descendance est condamnée à disparaître des centaines de siècles plus tard, l'autre, destiné à survivre, et qui engendrera l'Homo sapiens.

Éternité de l'âge paléolithique... Toute l'industrie se

1. On rencontre des gravures rupestres au delà même du soixante-neuvième degré de latitude septentrionale, jusqu'à Balsfjord.

borne à reprendre et à modifier la taille du silex. Mais l'Homo sapiens, dès son élection, commence à graver des formes sur la pierre; il découvre la joie d'évoquer des images à la ressemblance des créatures. Événement capital, magnifique revanche de cette humanité qui nous semble immobile tandis que le climat, les plantes, les animaux et la terre elle-même changeaient autour d'elle. Et le miracle s'effectue : l'art nous permet de rejoindre ces êtres séparés de nous par les abîmes des temps. Les dessinateurs et les peintres magdaléniens livrent un peu de leur âme. Le renne à l'agonie gravé sur un galet n'exprime-t-il pas l'angoisse des vivants aux approches de la mort? Et cette galopade d'un troupeau sauvage, la puissance des bisons qui foncent, l'émoi d'une antilope attardée ne laissent-ils pas déchiffrer tour à tour l'épouvante, le goût de la force, l'ardeur de vivre et ce grand désir de s'emparer des aspects du monde et de fixer l'instant fugitif?

Leurs âmes... Le pauvre Homo neanderthalensis lui-même n'a-t-il pas donné à ses morts une sépulture soigneuse, des armes et des provisions pour le grand voyage? Et les autres? N'ont-ils pas cru, tous, à une survie, dépendant de quelque sagesse mystérieuse qu'il s'agissait de fléchir?

Les millénaires coulent. Et voici l'arrivée du constructeur néolithique.

Constructeur de villes, de tombeaux, de monuments gigantesques, de lois, de disciplines, de sociétés, d'une civilisation qui s'installe, à laquelle désormais les hommes n'échapperont plus. Il apporte avec lui des chaînes et la plus pesante de toutes, le besoin de posséder les troupeaux et les champs.

Prodigieuse histoire de ces Primitifs surgis à l'autre bout des temps! Liés à eux par nos instincts les plus secrets, nous gardons au fond de notre chair la palpitation confuse de leurs êtres, obstinés à vaincre un monde hostile, le passionné besoin de durée qui fut la condition même de cette vie précaire, sans cesse en péril et qu'ils devaient à tout prix sauvegarder.

NOËLLE ROGER[1]

1. D'après des documents fournis par le professeur Eugène Pittard.

POLITIQUE INTÉRIEURE DU JAPON

Alors que produits japonais et baïonnettes japonaises envahissaient le monde et semblaient consacrer la puissance du Japon, des troubles intérieurs particulièrement graves ont provoqué l'étonnement et suggéré que le bel édifice de l'Empire du Soleil-Levant devait cacher de sérieuses lézardes.

Si la surpopulation, la surindustrialisation, l'expansion continentale sont les causes relativement récentes de ces manifestations, on ne peut cependant bien les comprendre sans faire un très bref examen du passé du Japon.

Les débuts du Nippon sont des plus obscurs, car l'écriture n'a été importée de Chine qu'au IVe siècle de l'ère chrétienne et les premiers documents historiques, ou soi-disant tels, ne datent que du VIIe siècle. Cependant on sait que primitivement des clans formaient, dans le sud-ouest du Japon, des groupements indépendants dont le nombre et la puissance s'accrurent peu à peu. Le chef du plus important de ces clans réglait patriarcalement les différends qui surgissaient entre les autres : c'est le clan dit Impérial et la tradition veut que le premier Empereur, Jemmu, descendant de Amaterasuomikami, Déesse du Soleil et Patronne du Japon, soit monté sur le trône en 660 avant Jésus-Christ. Quoi qu'il en soit, sa lignée l'a occupé d'une manière continue jusqu'à ce jour.

Dès le Ve siècle, le clan impérial ne domine plus les autres, et, sans renoncer au titre impérial, il finit par abdiquer son

semblant d'autorité en faveur du Kwangaku (régent) ou du Shogun (généralissime). Au début du VIIe siècle, ce système politique est solidement établi, et jusqu'en 1868, les différents clans ou plutôt les grandes maisons seigneuriales qui leur ont succédé, luttent désespérément entre elles pour s'emparer du shogunat.

Ainsi l'Empereur sans autorité personnelle reste le représentant permanent de l'autorité. Dans cette mosaïque d'appétits divers et de luttes intestines, sa fonction est respectée : car, s'il n'a plus lui-même de pouvoir, il n'en porte pas moins l'étendard de l'antique Japon fondé par les Dieux.

Très rapidement la société japonaise a évolué dans le sens féodal, et dès le XIIe siècle, un système de chevalerie militaire s'est établi qui ne prendra fin qu'au XIXe siècle.

Les grands seigneurs sont les « Daimyos »; leurs vassaux, les Samouraïs, sorte de hobereaux militaires, « ont la guerre comme commerce et leur harnachement comme oreiller ».

Ils sont régis par un code chevaleresque dit « Bushido »; on appelle l'administration du Shogun *Baku-Fu*, « Tente du Gouvernement », que nous traduirions par « Grand Quartier Général », bref c'est le règne absolu du sabre accompagné du culte du Dieu de la Guerre, Hachiman.

Jusqu'au XVIIe siècle, l'histoire du Japon n'est qu'une suite de guerres intestines des plus sanglantes, les unes de prestige, les autres destinées à assurer aux vainqueurs la possession des rares bonnes terres à riz, car cette dernière denrée est la base de la nourriture, des impôts et de toutes les transactions.

On saisira l'importance de ce tournoi chevaleresque et meurtrier, quand on saura qu'en 1600, indépendamment des maisons suzeraines de création récente, il ne restait que 12 grandes familles sur les 260 dénombrées en 1420.

Quant aux paysans, ils menaient une existence asservie et misérable : ils ne pouvaient quitter la terre à laquelle ils étaient attachés; ils payaient un impôt établi d'après l'étendue de leur culture et leur capacité de travail; ils fournissaient aux seigneurs leurs soldats. Aussi s'explique-t-on, pourquoi, dès le VIIIe siècle, les intendants des seigneurs tenaient des cadastres ruraux extraordinairement minutieux, mentionnant le sexe, l'âge, l'état de santé des différents individus rivés au

sol qui les avait vus naître. C'est le seul intérêt que leur ait jamais porté la société féodale.

Ainsi, disciplinés comme les Samouraïs, servant la terre et leurs seigneurs, taillables et corvéables à merci, rançonnés par tous les porteurs de sabres, les paysans ont semé et récolté pour autrui pendant des siècles de misère pathétique.

La date de 1615 est capitale dans l'histoire du Japon. Elle marque l'accession au Shogunat de la famille Togukawa : elle brise définitivement toutes les ambitions des autres grandes maisons, qui se contentent d'administrer à leur guise leurs immenses domaines et leur fortune. Enfin la nation connaît la paix. Ce nouvel état de choses devait fatalement semer le désarroi parmi les Samouraïs désormais privés d'exploits : tout au plus le Bushido leur donne-t-il la faculté d'essayer la trempe de leurs armes sur les cadavres des criminels de droit commun. Lassés de promener leur sabre au fourreau dans leur demeure fortifiée, ils la quittent pour les villes qui prennent alors une extension considérable. Ils cherchent à y faire figure, et les occasions de dépenser de l'argent sont nombreuses. Ignorants de l'usage de la monnaie qui a supplanté peu à peu le riz, les Samouraïs s'endettent rapidement. Ils empruntent en donnant en gage sabre et tenue de cérémonie. On cherche bien à les tirer d'affaire : un édit de 1730 fait défense aux commerçants de se rassembler devant leur maison pour exiger le paiement de leurs dettes. Un autre en 1789 annule toutes leurs dettes antérieures à 1785 et établit un semblant de règlement transactionnel pour celles contractées après 1785. Rien ne peut cependant les sauver. Ils restreignent volontairement le nombre de leurs enfants, vendent privilèges et titres ou s'allient par mariage avec ceux qui les exploitent, et finalement le XIXe siècle enregistre officiellement leur disparition : c'est leur classe qui a le mieux représenté le Japon pendant dix siècles et ce sont leurs exploits et les sacrifices qu'ils ont faits au code de la chevalerie qui forment le fond de toutes les productions littéraires et dramatiques du pays.

Les paysans, qui n'ont plus le spectacle des cavalcades et des hauts faits d'armes des Samouraïs, jettent les yeux sur eux-mêmes, et semblent prendre conscience de leur état pitoyable,

car leur sort ne s'est pas amélioré, et n'inspire aucune pitié aux pouvoirs publics.

Un édit du début du XVIIe siècle commence par ces mots : « Étant donné que les paysans sont stupides et imprévoyants ». Un autre, en 1649, ordonne aux cultivateurs : « de se lever de bonne heure, de travailler la nuit, de ne pas manger de riz, de se contenter d'aliments plus grossiers, de s'abstenir de thé et de tabac, de divorcer immédiatement d'avec leurs femmes, si elles aiment visiter les temples et se promener dans les bois. »

En 1651, le Shogun condescend à recevoir un fermier, porte-parole de trois cents de ses camarades, qui se plaignent des mauvais traitements de leur maître. Le maître est puni, le fermier et sa femme sont crucifiés, après avoir assisté à la mise à mort de leurs enfants.

La misère s'aggrave du fait que le riz n'est plus la monnaie d'échange et qu'il faut le troquer contre des pièces de métal. C'est le Shogun qui fixe ce cours : il s'en acquitte en principe à son profit, le plus souvent très mal, car il est nouveau dans un métier dont les événements contemporains font voir toutes les difficultés. Les révoltes agraires se font nombreuses : le paysan quitte le sol pour la ville. Le Shogun a beau faire pour le garder de force à son champ, on conçoit que ce cultivateur prenne tous les risques pour quitter la plus misérable des existences. Il diminue systématiquement le nombre de ceux qui cultivent la terre, en pratiquant l'avortement et même l'infanticide. Les rizières, privées d'une partie de leurs travailleurs, produisent peu, et ce sont des années de famine. Les Samouraïs répugnent à tuer sans gloire les paysans révoltés. Le Shogun ne sait que faire. Pour ajouter à ses difficultés, la question étrangère se pose pour la première fois au Japon. Jusqu'alors l'accès de l'île était plus ou moins interdit aux étrangers. Mais en 1854 le commandant américain Perry obligea le Japon, sous la menace des canons, à signer un traité de commerce. Le Shogun perdit dans l'affaire tout prestige. Il s'était humilié et il avait humilié avec lui le Japon. Attaqué vivement par la Cour Impériale, il jugea du reste la situation avec sagesse, et plutôt que de déclarer une guerre civile, en appelant à l'aide ses vassaux, il prit le parti de se retirer.

Dans ce trop court aperçu du passé, il serait injuste de ne pas indiquer que écriture, arts, Confucianisme, Boudhisme, venus de Chine, ont pu s'implanter et semer de la douceur; mais ce sont cependant le château fort, le sabre, l'étiquette féodale qui ont formé le fond de la vie du pays. Ainsi se sont dessinés ces traits singuliers propres au Japon : une race trempée dans le sang, dure à elle-même, dure aux autres; un particularisme étroit qui rassemble les individus les uns contre les autres; une passion de la gloire et même de la gloriole; un esprit farouche de discipline qui a permis aux Samouraïs et aux paysans de servir sans murmurer; un mépris absolu de la mort, la vie ne valant la peine d'être vécue qu'autant qu'elle peut être sacrifiée à un idéal; un loyalisme pour l'Empereur, qui atteste que le Japon date de très loin et a été fondé par les Dieux.

Reste à voir ce que le Japon est devenu au contact des « Temps Modernes ». Les « Temps Modernes » commencent avec la Restauration dite Meiji. En 1868, un décret parut disant : « Il a plu à l'Empereur de promulguer un édit proclamant une Constitution politique pour définir les droits et les devoirs de ses sujets... »

A vrai dire cette constitution a tant soit peu varié de 1868 à 1890; elle a été l'œuvre des Daimyos, anciens adversaires de la maison Togukawa. Grands seigneurs, ils ont cherché à sauver leurs privilèges : grands patriotes, ils ont compris cependant qu'il fallait réaliser une certaine unité pour résister aux convoitises des étrangers : enfin, grands ignorants, ils ont eu quelque peine à mettre sur pied une constitution!

On comprend toutes les hésitations qu'avait pu causer la préparation de cette machine politique en lisant le rapport envoyé d'Angleterre vers 1865, par un certain Foukouzawa chargé d'étudier le système parlementaire britannique. « Je ne comprends pas très bien comment se font leurs élections et quand je demande quels services peut rendre un Parlement, les étrangers se mettent tout bonnement à rire. Il y a deux partis, un conservateur et un libéral qui se combattent furieusement, sans s'insurger. Comment cela peut-il être? Ils appellent cela une querelle politique dans un ordre social pacifique. C'est à n'y rien comprendre. Bien qu'ils soient

tous deux ennemis, ces deux partis s'associent pour boire et manger : tout cela est inexplicable[1]... »

L'Empereur, seul, peut changer la Constitution; l'année dernière, un membre de la Diéte, le professeur de droit Minobe, a provoqué un scandale sans précédent en déposant une motion, déclarant que « l'Empereur était la plus haute expression de la notion de l'État ». Ainsi, aujourd'hui encore, l'Empereur, « descendant des Ancêtres Impériaux », apparaît comme détaché de toute idée politique, et les partis les plus révolutionnaires tiennent à se placer sous son égide. C'est le chef de la grande famille japonaise, le représentant immémorial de la Tradition, le symbole de l'Empire. Les Japonais critiqueront les conseillers de l'Empereur; ils ne critiqueront pas l'Empereur.

A côté de l'Empereur, fonctionnent les cinq institutions suivantes :

A. — Le Gouvernement.
B. — Le Genro.
C. — Le Conseil Privé.
D. — Le Cabinet de la Maison de l'Empereur.
E. — La Diète.

Le gouvernement est composé des chefs des douze ministères, la direction de ce conseil est assurée par le Premier Ministre, qui peut ou non détenir un portefeuille. Sa tâche est rude, car c'est lui qui établit le budget général et cherche à mettre en accord sur ce point ses différents collègues. L'Empereur nomme et révoque les ministres qui ne sont responsables que devant lui.

Le « Genro » ou « Conseil des Anciens », qui a compris autrefois tous ceux qui ont travaillé à l'élaboration de la Constitution et, en fait, déterminé la politique intérieure et extérieure du Japon, est réduit maintenant à un seul membre, le vénérable prince Saïonji, qui a échappé aux derniers attentats, et dont les conseils ont encore aidé l'Empereur à former le Gouvernement actuel.

1. D'après Mogi et Redman, *Problem of the far East*, 1935.

Les membres du Conseil Privé sont choisis par l'Empereur; leur nombre varie de 25 à 30. La moyenne de leur âge est de soixante-quatorze ans : il n'est pas surprenant qu'on leur prête des tendances conservatrices.

Les personnages principaux du Cabinet de la Maison Impériale, sont : le Gardien du Sceau Privé, le Grand Chambellan, le Ministre de la Maison, le Commandant militaire de la Maison.

L'Empereur convoque à sa guise tous ses Conseillers dont les fonctions sont occultes.

La Diète se compose de la Chambre des Pairs et de la Chambre des Représentants. La Chambre des Pairs comprend : 17 princes du sang, 15 princes, 30 marquis, 18 représentants des comtes, 66 représentants des vicomtes, 66 représentants des barons, 129 représentants nommés à vie par l'Empereur pour services rendus à l'État, 66 représentants des citoyens payant le plus d'impôts.

La Chambre des Représentants est élue au suffrage universel. En commun avec la Chambre des Pairs, elle a les prérogatives suivantes :

1° Le droit de recevoir des pétitions;

2° Le droit de s'adresser à l'Empereur et de lui faire des représentations;

3° Le droit de poser des questions au Gouvernement;

4° Le droit de discuter et de contrôler le budget.

Cette dernière prérogative, d'essence démocratique, est fort limitée en pratique. La session de la Diète, prévue pour trois mois, ne dure d'ordinaire que deux mois. Le reste de l'année, l'Empereur a le pouvoir de gouverner directement au moyen d'Ordonnances Impériales : si le budget présenté par le Gouvement n'est pas adopté, ou s'il n'est pas même présenté, celui de l'année précédente est maintenu d'office. On conçoit mal que dans ces conditions, les Japonais se passionnent pour une assemblée dont les pouvoirs sont si réduits. Pourtant les élections au suffrage universel sont l'objet d'âpres luttes. Pratiquement les candidats sont à la solde des grands groupes capitalistes qui dirigent le pays. Ces élections coûtent fort cher et l'action des élus se borne à favoriser et à protéger les intérêts qu'ils représentent. Méprisés de tous, ils

s'agitent dans des questions de second plan ou écoutent les communications que les Ministres veulent bien faire à la Nation par leur intermédiaire. Aussi ne convient-il pas d'attacher une grande importance aux étiquettes politiques des partis; deux sont fort connus; Seiukai (conservateur?) Minseïto (libéral?) Il suffira d'indiquer qu'avant les récentes élections, le parti Seiukai disposait de 364 sièges sur un ensemble de 406 et que cependant il n'était pas représenté dans le Gouvernement.

L'Empereur — et nous touchons ici au point névralgique de la Constitution japonaise, est chef direct de l'Armée et de la Marine; il fixe leur organisation; il déclare la guerre, signe la paix. Les ministres de la Guerre et de la Marine ne sont donc pas solidaires des autres membres du Gouvernement, ils ont accès diectement auprès de l'Empereur et pratiquement peuvent l'entretenir de n'importe quel sujet. Qu'il leur plaise de démissionner, leurs collègues seront bien embarrassés, car aucun autre général et amiral ne consentira à faire parti du ministère s'il n'est autorisé de le faire par l'ensemble de l'Armée et de la Marine. Par cette menace de démission les deux ministres paralysent en quelque sorte l'action de leurs collègues et gardent une indépendance qui a permis au ministre de la Guerre de déclarer de son propre chef, quand la Chine a dévalué récemment son dollar : « Le fait pour la Chine d'avoir dévalué sa monnaie sans consulter le Japon, constitue un fait inamical. L'armée japonaise en prend note et elle agira le cas échéant. »

Le statut de l'Armée et de la Marine est d'autant plus important que la majorité des officiers sortent du peuple. En contact avec leurs familles, leurs soldats, leurs anciens soldats, ils ont en quelque sorte ressuscité la classe des samouraïs, et pour la masse de la population, qui ne comprend pas le fonctionnement des Institutions politiques, ou les méprise, ils sont leurs représentants naturels. Il faut donc indiquer sommairement quels sont les desiderata actuels du peuple japonais.

Les Japonais étaient environ 7 millions au VIIe siècle, 28 millions au XIXe siècle; ils sont maintenant 66 millions à vivre dans un groupe d'îles dont la superficie est de 25 p. 100

inférieure à celle de la France. Le rythme actuel de l'accroissement de la population est de un million par an. Cette population se répartit à peu près ainsi : agriculteurs 48 p. 100, pêcheurs 20 p. 100; artisans 19 p. 100; commerçants 13 p. 100. La seizième partie seulement du territoire est cultivable et les cultivateurs sont plus de 30 millions : aussi la superficie de 35 p. 100 des fermes est-elle inférieure à un hectare, la superficie de 34 p. 100 à un demi-hectare, et 1 p. 100 seulement supérieure à 5 hectares.

On évalue à 5 millions environ le nombre des familles de fermiers ou petits propriétaires. Comme leurs prédécesseurs, ces agriculteurs sont dans la misère, mais, alors que le Shogun s'occupait à contre-cœur de cette classe inférieure de la nation, les dirigeants actuels tentent de la secourir. L'énorme excédent de population ne peut vivre que grâce à l'industrie... ou bien en émigrant. Il faut donc que les Japonais puissent se nourrir à bon marché pour produire à bon marché : d'où la politique agraire du riz vendu à un prix dérisoire avec toutes les conséquences qu'elle comporte. Le cultivateur crève la faim : l'ouvrier se nourrit pour un prix modique, il accepte un salaire infime, supérieur cependant à la rémunération que le paysan peut espérer de son travail. Ainsi la Restauration Meiji aura consacré la grande pitié séculaire de l'agriculture japonaise, qui, de l'aveu de tous les économistes, ne parvient pas à joindre les deux bouts.

Conditionnés par la vie agricole, les salaires du restant de la population sont modiques. Voici quelques chiffres de salaires et de soldes mensuels qui ne comprennent ni le logement, ni la nourriture. Un ouvrier d'usine 60 yens[1]. Un maître d'école 62 yens; un officier subalterne de 60 yens jusqu'à 110 yens (capitaine), un commandant 225 yens; un colonel 359 yens. Dans les usines modèles des grands capitalistes, les ouvrières sont logées et nourries. Pour une journée d'environ dix heures, elles touchent 0 yen 66 avec retenue de 15 sens pour la nourriture, qui consiste en trois repas; matin : riz, soupe, fèves, thé, picèles; déjeuner : potage, riz, poisson; fruit, thé; souper : potage, riz, poisson salé, épinards, radis, thé.

1. 1 yen : 4 fr. 40.

Cette main-d'œuvre féminine abonde, car les filles de paysans sont heureuses d'aller à l'usine : de bons dortoirs, des cours d'éducation complémentaire, des sports, des jeux, des leçons sur l'art de servir le thé, de faire des bouquets de fleurs, des promenades aux pays classiques leur apportent sans doute les seules heures souriantes qu'elles connaîtront jamais. Après trois à cinq ans de travail, dès qu'elles ont pu amasser quelques centaines de yens d'économie, elles se hâtent de retourner chez elles. Leur pécule leur constitue une dot, ou contribue à aider les parents, ou paye l'éducation du frère qui espère devenir fonctionnaire ou officier.

Mais ces grandes usines modèles ne représentent que le tiers environ de la production industrielle : il y a tous les établissements qui comptent moins de 100 ouvriers et surtout les artisans qui travaillent en chambre et en famille; là iront en grande partie des enfants, apprentis qui n'auront que la nourriture en échange de nombreuses heures de travail. On se rendra mieux compte des conditions infimes de la vie quand on saura qu'en 1935, une jeune servante, travaillant au pair dans l'hôtel d'une petite localité montagneuse, espérait, en trois mois, amasser 7 yens de pourboires qui lui permettraient d'acheter sa robe de mariage.

Cette pauvreté, qui confine à la misère, est un facteur constant de mécontentement. Elle explique, par elle-même et par les conséquences matérielles et psychologiques qui l'accompagnent, les événements de février 1936.

Le brusque accroisement de la population depuis 1868 s'explique par ce fait qu'à la suite de la Réforme Meiji, qui améliorait nettement leur situation légale, les masses japonaises ont cru que leurs enfants n'étaient plus par avance condamnés à une destinée effroyable.

Mais le rythme de cet accroissement a lui-même déterminé la situation présente. Travailleurs, intelligents, disciplinés, sobres, épaulés par un gouvernement pourvu de moyens militaires, les Japonais émigrants ont effrayé les Blancs qui leur ont refusé le droit de cité.

Force leur a été de se rejeter sur le Continent asiatique.

Leur prodigieuse pénétration s'y est faite à la fois politiquement et économiquement : au début, on n'a parlé que

d'assurer la sécurité du pays : guerre de Chine (1894) qui a abouti à l'occupation de la Corée, guerre contre la Russie (1904), qui par son Transsibérien, et son établissement militaire à Port-Arthur, menaçait à nouveau le Japon. L'occupation de la Péninsule de Shantung (Port-Arthur) et des chemins de fer du sud de la Mandchourie a servi de tremplin aux troupes qui y tenaient garnison.

En même temps, les gros capitalistes japonais manquant de matières premières pour leur admirable main-d'œuvre, ont su mettre la main sur les importantes mines de charbon et les filatures de coton de la Chine du Nord et de la Mandchourie. Militaires et civils se poussant les uns les autres, ont fini par annexer la Mandchourie et occuper les cinq provinces du Nord de la Chine.

Une confiance illimitée en eux-mêmes, une griserie provoquée par une suite continuelle de victoires, un parfait mépris pour les Chinois en proie à l'anarchie, un mépris moindre mais certain pour les Blancs divisés économiquement et politiquement : ces facteurs ont récemment contribué à persuader les officiers du corps d'occupation du Shantung qu'ils pouvaient porter les frontières de l'Empire où bon leur semblerait, et puisqu'une nouvelle guerre avec la Russie était inévitable, plus on la précipiterait, plus les conditions seraient favorables.

A leur point de vue, les dirigeants, dont ils jugent l'action timide, sont des traîtres vendus à ce patronat qui se préoccupe de sa propre fortune et non de la grandeur du Japon : il faut augmenter les budgets de la guerre et de la marine, imposer la force du Nippon sans tenir compte des réactions possibles de l'étranger. Ce programme, pour simpliste qu'il soit, est net et énergique. Ce n'est pas seulement celui de quelques officiers : il est devenu celui de l'armée et avec l'armée celui du peuple.

Nous avons dit combien le peuple méprise les représentants malhonnêtes qui, soi-disant, défendent ses intérêts soixante jours par an. Par contre, il est à la dévotion de l'officier qui sert l'Empereur et la grandeur du Japon. L'officier est un des leurs : pour lui permettre d'achever son éducation toute une famille a enduré pendant vingt ans les pires privations. Pour lui, elle n'a pas mangé à sa faim, elle s'est refusé une excur-

sion le jour de la fête des cerisiers en fleurs, elle a vendu une ou deux filles aux maisons de prostitution.

Officiers et soldats ont en commun une même haine : celle du grand patronat qui, selon eux, trahit le Japon, qui condamne le peuple à la misère. Il est tout naturel que ce sentiment ait inspiré une alliance qui se prolonge hors du régiment par toutes sortes de ligues plus ou moins secrètes. Mentionnons tout d'abord la Société des Réservistes, avec ses 53 000 officiers, ses 80 000 sous-officiers ses 2 600 000 soldats; elle fait une intense propagande patriotique et militaire, mais tout en étant très dévouée aux aspirations paysannes, elle n'est pas un instrument politique de premier plan. Par contre, depuis dix ans, il s'est formé un nombre incalculable de ligues, plus ou moins secrètes, aux programmes anticapitalistes des plus violents : elles évoluent, se scindent en de nombreuses fractions, disparaissent ou s'amalgament à nouveau à d'autres ligues. Bref, elles présentent tout le foisonnement intense de l'Extrême-Orient.

Leurs directives leur sont données par les militaires. Dans une société souvent corrompue, le corps des officiers donne l'impression d'une grande stabilité et d'une grande honnêteté. Ils gardent contact avec le peuple dont ils sortent, non pour augmenter leur pouvoir, mais pour augmenter la puissance de la Nation.Enivrés de patriotisme, apôtres mystiques, illuminés, ils vivent leur rêve et finissent par se convaincre de la destinée quasi-divine du Japon.

Tout en demandant que les salaires des soldats soient relevés, ils croient à leur mission et subordonneront toute considération de bien-être ou de lutte sociale à l'accomplissement de cette mission. Il est mauvais que des ouvriers tournent des obus pour des salaires dérisoires : il est plus mauvais encore que ces ouvriers se mettent en grève et compromettent la sécurité de l'Empire.

Aussi se trouve-t-on en présence de ligues politiques aux programmes anticapitalistes des plus violents, dont l'unique but est de briser par la violence toute tentative révolutionnaire des classes prolétariennes. Si l'on ajoute que les grandes familles capitalistes ont également l'habileté de créer ces ligues pour les détourner ensuite de leur véri-

table but, on comprendra que le sens de leur action n'apparaisse pas toujours très intelligible. Mais cette action ne saurait pourtant être négligée, car elle explique les événements actuels.

Quelques phrases tirées d'un article du général Araki, ancien ministre de la Guerre, qui est un des apôtres du mouvement « jeune officier » permettront de comprendre l'exaltation qui anime les membres de ces ligues... « Depuis les débuts de l'histoire, la supériorité du Japon a consisté en ceci : la méchanceté et l'injustice n'ont jamais guidé ses actes déterminés seulement par des considérations très élevées... Depuis que le Japon avec l'ère Meiji a montré au monde entier sa véritable et sincère physionomie, il a toujours agi par esprit de justice et ne s'est déterminé à recourir à la force que pour en faire bénéficier le monde. Il n'a jamais hésité pour supprimer le mal... Différents pays dans l'est de l'Asie sont opprimés par les races blanches. Le Japon Impérial revenu à lui ne saurait tolérer l'arbitraire des races blanches; c'est la mission du Japon de combattre tous les actes incompatibles avec la Vertu Impériale, quel que soit le pays responsable de ces actes... C'est une vue superficielle que de considérer le Japon comme un pays à tendances militaires ou impérialistes. Seul peut avoir ces idées celui qui ne comprend pas que le Japon prend seulement les armes en faveur de la paix... « La question de la surpopulation est importante. La question des approvisionnements est importante. La question de notre situation internationale est importante. Mais il ne faut pas trop nous inquiéter de ces questions. Le peuple japonais doit s'élever au-dessus de tous les autres et voir plus loin qu'eux. Quand il aura réalisé sa mission et son but, tous ces problèmes se résoudront d'eux-mêmes[1]. »

Voici, d'autre part, la traduction d'un tract signé par « les officiers et les paysans qui pensent comme eux » : « Le Japon souffre parce que les esprits politiques se consacrent complètement aux questions de puissance et d'intérêts de partis, parce que, d'accord avec eux, les ploutocrates font couler la sueur et le sang du peuple, parce que les autorités les supportent et accroissent les moyens de répression, parce

1. D'après Tanin et Yohan, *Militarism in Japon*, 1934.

que la politique étrangère est faible, parce que l'éducation nationale est en déclin, parce qu'il y a décomposition des idées. Le Japon périra si l'on ne fait des réformes immédiates. Peuple, prends les armes et soulève-toi. Seule l'action directe te délivrera. Il n'y a pas d'autres moyens. Peuple! au nom de l'Empereur, mets à mort les mauvais fonctionnaires de la Cour Impériale, tue les ploutocrates et les partis politiques actuels qui sont les ennemis du peuple. Punis ceux qui abusent de leur pouvoir, tue et débarrasse-toi des classes privilégiées qui te trahissent[1]. »

Devons-nous donc nous étonner quand nous voyons des contribuables former des ligues qui réclament l'élévation des impôts afin de permettre l'augmentation du budget de la guerre, des ouvriers verser la solde d'une journée de travail, pour permettre l'achat d'un avion? En 1934, un malheureux éditeur est assassiné : il avait patronné la tournée d'un champion américain de base-ball, jeu devenu très populaire au Japon : ce faisant, il avait appauvri et amoindri son pays, puisqu'il avait fallu changer des yens en dollars pour rétribuer le joueur américain.

Malheureusement, il y a des faits bien plus graves : ce sont depuis six ans tous les attentats politiques, manqués ou réussis, qui ont abouti à l'insurrection du 26 février 1936. Lors de ces événements, les Occidentaux ont été particulièrement impressionnés par le meurtre de M. Takahashi, ministre des Finances, vieillard de quatre-vingt deux ans. Takahashi était estimé dans tout le Japon : il était intègre, capable; il avait été Premier Ministre : il avait précédemment sauvé son pays d'une débâcle financière. Avec ces titres et son grand âge, on aurait pu le croire à l'abri d'une agression sauvage.

Mais en juillet 1935, lors de l'établissement du budget, les services de l'armée avaient réclamé 596 millions de yens. Takahaski leur en avait offert 480. Une lutte sourde s'engagea; les militaires s'employèrent à faire pression de toutes manières sur l'Empereur et sur l'opinion publique. Le ministre ne broncha pas : à tous les arguments, il se contenta de répondre qu'il ne voulait pas compromettre l'équilibre de son budget et que de nouveaux impôts seraient dangereux pour

1. D'après Tanin et Yohan, *Militarism in Japon*, 1934.

l'industrie et le commerce, auxquels il était décidé à ne point toucher, puisque c'était grâce à leur prospérité qu'il pouvait s'adresser au pays pour boucler par un emprunt intérieur un déficit de 680 millions de yens. L'isolement du Japon ne lui permettait pas de conclure un emprunt extérieur. Finalement, en novembre, l'armée, bien à contre-œur, accepta un petit supplément de 28 millions que le ministre lui offrit au lieu des 116 millions demandés. Mais, ce jour-là, le ministre avait scellé son destin, car, aux yeux de l'armée, Takahashi et ses collègues avaient trahi l'Empereur.

Cette « trahison » reflétait l'état d'esprit des dirigeants et grands capitalistes, qui, en étroite collaboration, ont déterminé la grande explosion de l'expansion japonaise. La clef de tout leur système est la production à bon marché, à si bon marché qu'on puisse vaincre les barrières douanières ou tout au moins avoir l'assurance d'une sorte de monopole auprès des peuples pauvres, en particulier ceux de l'Asie.

Les salaires bas sont donc une nécessité. Ils permettent à une trentaine de millions d'individus de vivre géographiquement en surnombre au Japon; on peut dire que de ce fait les 60 millions vivent mal : d'accord, mais ils vivent. Les grands capitalistes ne cherchent pas à transformer le travail du peuple japonais en argent qu'ils dépensent ou placent à l'étranger. Les profits sont remployés dans de nouvelles entreprises pour le plus grand bien de l'Empire.

Cette prodigieuse expansion industrielle et commerciale dresse peu à peu le reste du monde contre eux : ce n'est plus une querelle de races et de couleur, il s'agit de savoir si le Japonais pourra subsister par un travail intense dans un monde qui boycotte ses produits.

Les militaires risquent de compromettre la situation. Ce sont eux qui ont franchi de leur propre autorité les frontières de Mandchourie. Certes, la Mandchourie offre un champ d'activité immense; mais son développement demande une énorme mise de fonds et il n'est pas certain que le climat puisse convenir aux Japonais qui ont besoin pour vivre d'une nourriture et d'un climat très spéciaux. Déjà les pertes de l'armée du Kwantung se montent à 175 000 hommes, pour une période de quatre ans et sur ce chiffre il y a 166 000 malades. Si les

dirigeants ont pu assoupir diplomatiquement l'affaire mandchoue, ils sont à la merci de quelque nouvelle incartade militaire, qui, cette fois, pourrait déclencher l'action des Soviets.

Leurs vues sur un conflit avec les Soviets ne sont pas aussi optimistes que celles des militaires : ils ne tiennent pas à se mesurer seuls à seuls avec eux, ils ne veulent pas d'une opération qui pourrait comporter des aléas : un échec dans les conditions actuelles intérieures et extérieures ne se traduirait pas par quelques poteaux frontières rapprochés du Japon, mais par une catastrophe. Car la pénétration en Chine, marché en théorie illimité pour les produits japonais ne se fait pas sans dangers. L'histoire de cette pénétration comporterait des développements infinis. Contentons-nous de dire que les Japonais n'ont pas eu la manière, qu'ils pouvaient difficilement l'avoir, car la Chine antique et dédaigneuse, en proie à la pire des anarchies, a cependant le plus grand mépris pour ce jeune cousin discipliné et guerrier. On ne prend pas du bon métal pour en faire des clous, ni de bons citoyens pour en faire des soldats, dit un dicton fort populaire en Chine, et tous les Japonais servent dans l'armée. Civils et militaires japonais se promènent impunément à travers toute la Chine, créant incidents sur incidents, que Tokyo exploite à sa volonté; c'est une médiocre propagande commerciale; la marchandise japonaise est malvenue, le boycottage est partout latent, les Japonais sont réduits à prendre leurs clients à la gorge.

De plus, leur action les a placés devant le dilemme suivant : ou détruire systématiquement les Chinois et se priver de leur clientèle, ou les protéger et accroître leur pouvoir d'achat. Comme la main-d'œuvre chinoise se contente d'une poignée de riz, là où la japonaise en réclamera deux, ordonner le travail chinois, c'est inévitablement concurrencer et détruire le travail japonais. On cherche vainement une solution à ce problème. Quoi qu'il fasse, le Japon est en train de transformer la Chine en un immense réservoir de haine et c'est pourquoi les dirigeants savent qu'ils ne peuvent subir le moindre échec dans quelque partie du monde que ce soit. Les masses chinoises sont cruelles : les mers de Chine sont profondes...

Toutes considérations qui éclairent les événements de février 1936. En apparence les dirigeants ont eu le dessus.

Les conjurés, qui autrefois auraient été traités avec mansuétude, ont été sévèrement punis : Chambre des pairs et Chambre des Représentants ont attaqué l'armée avec violence, proclamant la suprématie du pouvoir civil et arguant que puisqu'on traquait le communisme, il fallait également traquer le fascisme. Par contre, la constitution du nouveau ministère a été laborieuse : il a tout de même fallu composer comme d'habitude avec les représentants de l'armée et de la marine. Un Pair, ayant prononcé en séance publique des paroles désagréables pour les officiers, a offert sa démission avant même qu'on la lui demandât.

Les attentats de Février, gestes odieux de gens sincères et médiocres, sont avant tout l'expression d'un très grand malaise économique. La responsabilité des dirigeants est bien engagée, mais non de la manière dont se l'imaginent leurs adversaires.

Grâce à leur intelligence et à leur initiative, le Japon n'est pas resté une masse de quelque 30 millions d'individus occupés à cultiver, à pêcher, à laquer de petites boîtes, à colorier des lanternes. Les dirigeants ont fait la Nation et sa grandeur : mais en provoquant sa prodigieuse expansion, ils l'ont complètement déséquilibrée.

Ils ont cru et avec eux toutes les classes ont cru que les « Temps Nouveaux », c'étaient les « Temps Meilleurs », que la civilisation moderne, c'était à la fois puissance et prospérité.

Confiants dans leur destinée, ils ont semé à profusion ces enfants dont samouraïs et paysans s'appliquaient à restreindre le nombre et dont le poids énorme risque de faire culbuter le magnifique édifice devenu trop lourd pour sa base.

Les experts donnent leurs avis; impuissants devant les progrès du mal, ils se querellent entre eux. Pour remédier à cette situation, il faudrait peut-être plus que de la discipline et du courage, il faudrait avoir le don des miracles.

MICHEL CALMANN

LE FESTIVAL DE SALZBOURG

(DU CORREGIDOR AUX MAITRES CHANTEURS)

TOSCANINI

Il apparaît. La salle trépigne, applaudit, crie. Sans un regard pour elle, il s'installe à son pupitre et attaque. Il faut pouvoir le suivre dans son farouche combat avec les sons, il chante, montre son cœur, son crâne s'empourpre, il sourit... A chaque pause il s'évente de son mouchoir à grands gestes brusques.

A la fin de la représentation, ses interprètes l'attirent sur la scène. Les acclamations emplissent l'immense vaisseau sonore du Festspielhaus. Il salue à peine. Il semble qu'on l'ait arraché à un rêve. Il veut fuir.

On est obligé d'éteindre la salle pour que le public cesse de le réclamer.

Ces succès, comme personne n'en connaît plus, touchent-ils son cœur? N'est-il pas déjà récompensé par cette fête qu'il vient de se donner à lui-même en faisant de son mieux pour que ce qu'ont écrit Beethoven, Wagner ou Verdi soit joué tel qu'ils l'ont voulu?

Son masque aveugle de statue ne laisse rien voir.

***

M. Arturo Toscanini est le seul chef d'orchestre qui ne donne jamais l'impression d'être à la limite de son effort; de ne plus être le maître de son élan; sa force est un torrent

bouillonnant que des berges de granit contiennent et disciplinent. Il pourrait faire penser à la statue du Colleoni, ce condottiere vénitien qui a inspiré à Verrochio son chef-d'œuvre. Le cheval va au pas. Il est retenu par la main d'airain du cavalier, mais on sent dans l'homme et dans la bête une telle ardeur maîtrisée, de telles réserves de puissance, un tel « dynamisme », que l'on reçoit en les voyant comme un choc mystérieux et inoubliable. C'est une impression analogue que donne Toscanini, lorsque dirigeant *Fidelio* il aborde l'ouverture *Léonore III* que depuis Mahler on joue en prélude au dernier tableau. Le drame est joué. Léonore qui, déguisée en garçon, s'était fait engager comme gardien dans la prison où Florestan son mari était arbitrairement incarcéré, a réussi à déjouer les ruses cruelles de Pizarro, le gouverneur. Par son courage et son audace, elle a arraché son mari au cachot et à la mort. Le tyran est confondu. C'est l'heure de la libération. Éclate le chant d'allégresse. Derrière le rideau retentissent les trompettes de la liberté. Toute la générosité de Beethoven, son enthousiasme, sa haine de la tyrannie, tout ce qu'il peut y avoir de sublime dans l'amour humain : Toscanini mieux que personne nous fait pénétrer dans cet univers héroïque.

Déjà l'an dernier *Fidelio* dirigé par Toscanini nous était apparu comme une des œuvres les plus émouvantes de la musique. Nous avons pu admirer une fois de plus la puissance d'un chef qui reste toujours le maître absolu de son orchestre et de ses chanteurs. L'orchestre philharmonique de Vienne, madame Lotte Lehmann, admirable Fidelio, les magnifiques chœurs de l'Opéra de Vienne, M. Koloman von Pataky (Florestan), madame Luise Helletsgruber (Marcelline), M. Alfred Jerger (Pizarro), M. Anton Baumann (Rocco) ont été les dignes interprètes de ce drame d'amour et de liberté, cet opéra né de la Révolution française.

Il est certain que Toscanini obligerait par sa seule présence chacun à se dépasser soi-même. Son autorité est sans égale et avec lui l'exceptionnel devient la norme. Il a horreur de l'improvisation. Personne n'exige autant de répétitions que lui. On disait cet été à Salzbourg qu'avant qu'il ne jugeât l'œuvre au point, pour *les Maîtres chanteurs de Nuremberg*,

il avait eu besoin de 42 séances de travail. Comment s'étonner alors que chaque œuvre dirigée par lui donne une telle impression d'aisance et de facilité que les ensembles vocaux atteignent à la perfection et que les opéras dont il s'occupe soient comme transfigurés, tout simplement parce qu'interprètes et musiciens, sûrs d'eux-mêmes, peuvent vraiment leur donner la vie.

De ce point de vue, cette année, *les Maîtres chanteurs* qui étaient la grande attraction du festival furent une réussite inégalable.

***

On pouvait redouter que l'exiguïté du plateau ne rendît la besogne du metteur en scène difficile et qu'il n'échouât, en particulier au deuxième et au dernier tableau qui nécessitent une grande figuration et surtout beaucoup de mouvement. Il faut louer M. Herbert Graf, metteur en scène, et M. Robert Kautsky, décorateur, de leur ingéniosité. La rue de Nuremberg, où demeurent Hans Sachs et Pogner, au lieu de se développer en profondeur, ce qui exige une très grande scène, ils l'ont conçue, si j'ose dire, en hauteur, c'est-à-dire que cette rue est, comme on le voit si souvent dans les vieilles villes allemandes, formée de degrés et de paliers. Les entrées se font par le haut. Cette disposition donne une vie inimitable à l'extraordinaire charivari de la nuit de la Saint-Jean, inspiré certainement à Wagner par les troubles de 1830 à Leipzig où les étudiants auxquels il se joignait, se livrèrent à tant de violences désordonnées. « Je me rappelle, écrit-il dans ses Mémoires[1], avec horreur l'influence enivrante qu'eut sur moi la vue de ces actes incompréhensibles et barbares. Sans le moindre motif personnel, dans une rage de forcené, je m'unis aux jeunes vandales, et, avec eux, je fracassai en fou furieux tout ce qui, meubles ou ustensiles, me tomba sous la main. Je ne crois pas qu'en agissant ainsi j'étais guidé par le motif initial de cette émeute... Je pense plutôt que j'étais entraîné, comme en un tourbillon, par ce que ces fureurs populaires ont de diabolique. »

1. Richard Wagner, *Ma vie*, tome I. Trad. de N. Valentin et A. Schenk.

Ce tourbillon diabolique qui d'ordinaire est si gauche, si morne — on a pu le remarquer lorsqu'au printemps M. Furtwængler dirigea à l'Opéra deux représentations des *Maîtres* — grâce à cette disposition du décor, M. Toscanini a pu le déchaîner avec toute la force désirable. Suivant une méthode qui devrait être adoptée toutes les fois que c'est possible, M. Toscanini, sachant qu'il est impossible d'obtenir que des choristes, surtout en une scène aussi complexe, puissent à la fois chanter et jouer, a en quelque sorte divisé le travail. Aux fenêtres, sur les paliers, d'où ils peuvent ne pas perdre de vue le dirigeant et où leur immobilité n'a rien de gênant, il a placé les chanteurs, toute l'action étant réservée à des figurants ou à des danseurs qui, absolument libres de leurs mouvements, peuvent donner à cette scène si périlleuse, à ce sabbat médiéval, la truculence d'un Breughel sonore.

On a dit que Toscanini avait italianisé *les Maîtres chanteurs*. D'accord, si l'on entend par là qu'il a insufflé au chef-d'œuvre allemand la vraie jeunesse, l'entrain, la gaieté, qu'il en a mis en valeur le joyeux style populaire, mais il ne faudrait pas croire que le « vrai drame » des *Maîtres chanteurs*, il ne nous l'ait pas rendu sensible. D'une part, sous sa direction M. Charles Kullmann, le jeune ténor de l'opéra de Vienne, composé le rôle de Walter avec la fraîcheur, la poésie, l'enthousiasme qui convenaient à un poète qui, soutenu par l'amour, réussit à triompher des disciplines et des règles scolaires. M. Kullmann est un des meilleurs Walter qui soient. On le connaissait bien à Salzbourg, mais on peut bien dire que malgré ses succès dans *Cosi fan tutte*, dans l'*Enlèvement au sérail*, il a, grâce à Toscanini et à cette interprétation si généreuse, fait dans sa carrière lyrique un pas de géant.

D'autre part, tout ce qu'il y a de mélancolique dans le rôle d'Hans Sachs, le drame de l'homme vieillissant qui doit s'effacer devant la jeunesse, drame qui n'est exprimé que très brièvement par les paroles, mais que le rappel du roi Marke rend si poignant et qui domine dès le deuxième acte tout le rôle du cordonnier poète, cette lutte contre sa propre douleur, tout ce pathétique si simple, Toscanini l'a exprimé avec une inhabituelle grandeur. M. Hans Hermann Nissen, dans le rôle d'Hans Sachs, s'est montré digne de

l'œuvre et du chef. On a apprécié tout particulièrement M. Richard Sallaba qui jouait David, l'apprenti d'Hans Sachs. Quant au Beckmesser de M. Wiedemann, c'était Tartufe lui-même. Madame Lotte Lehmann, de qui on connaît bien en France la voix et l'art admirables, chantait le rôle malheureusement peu important d'Eva. Il y aurait encore beaucoup à dire sur les représentations qui furent, au cours de cet été si troublé, si lourd d'inquiétudes diverses, comme des oasis de sereine beauté...

***

L'an dernier, ainsi que nous avons eu l'occasion de l'écrire ici, M. Asturo Toscanini avait monté le *Falstaff* de Verdi, cette adaptation des *Joyeuses Commères* qui faisait dire au compositeur octogénaire : « Pour la première fois, je m'amuse. » Il l'a repris cette année avec à peu près la même distribution. Dominant tout l'opéra, dans le rôle du lourdaud paillard, M. Mariano Stabile, le grand *Falstaff* du moment, étonne comme au premier jour. Le succès de *Falstaff* est à Salzbourg d'une qualité particulière, car, pour beaucoup de spectateurs ignorant cet aspect de Verdi, cette œuvre spirituelle et désenchantée est une révélation. On l'admire avec surprise en même temps qu'on applaudit la frénésie de Toscanini, son humour qui donnent à l'épopée de ce Don Juan grotesque un véritable accent shakespearien :

> Quand j'étais page
> du sire de Norfolk, j'étais
> si mince, que je flottais,
> diaphane mirage....

En plus de ces trois opéras, M. Asturo Toscanini a dirigé deux importants concerts. Il a monté en particulier avec les chœurs de l'opéra de Vienne le *Requiem* allemand de Brahms qui lui a valu, surtout de la part de ses auditeurs autrichiens, un triomphe.

Au cours du mois d'août, il est monté quinze fois au pupitre. Il a donc dominé tout le festival de son écrasante personnalité. Sa présence a quelque peu transformé l'atmo-

sphère du festival, et dans un sens qui peut être dangereux pour les années à venir. Il s'est créé un snobisme Toscanini qui a été parfois la cause d'injustices assez regrettables. C'est ainsi que M. Félix von Weingartner qui, à l'occasion du cinquantième anniversaire de la mort de Franz Liszt, dirigeait le grand oratorio *Christus*, avec une science incontestée, un admirable respect de l'œuvre, n'a pas obtenu le grand succès auquel il avait droit, que les frères Heinz et Robert Scholz qui ont, cette année encore, exécuté à deux pianos *l'Art de la fugue de Bach*, dans la transcription du docteur Erich Schwebsch, n'ont pu remplir la salle du Mozarteum. Cependant est-il dans la musique monument plus important que ce testament spirituel de Bach; en est-il aussi qui soit moins connu puisqu'il n'y a guère que huit ans que grâce à Wolfgang Graesers, cette œuvre que l'on avait considérée, pendant cent soixante-quinze ans, comme abstraite et scolaire, nous a été restituée avec tout son pathétique et son inspiration quasi céleste? Ceci dit, nous ne pouvons que comprendre l'élan qui porte vers Toscanini et nous réjouir de la foule qui l'attend patiemment après le spectacle pour l'acclamer. Il est vrai que la même foule guette devant la porte de Lanz, le magasin où l'on se déguise en tyrolien, la sortie de cette blême vedette de cinéma, qui, une cigarette collée au coin de sa bouche sanglante, l'œil trouble derrière ses cils artificiels, se traîne comme un spectre de la neurasthénie, du restaurant Mirabell au café Bazar sans savoir que le vert ne lui va pas.

Le succès de Toscanini est tel qu'on en oublie presque Mozart.

***

A vrai dire, la part de Mozart n'était pas très importante cette année : deux représentations des *Noces de Figaro*, deux de *Cosi fan tutte*, quatre de *Don Giovanni*, un concert symphonique, les deux concerts de musique religieuse rituels, les sérénades et les concerts à la cathédrale, c'est somme toute peu quand on pense à tout ce que l'on désirerait entendre. L'an dernier nous avions eu, sous la direction de M. Bruno

Walter, une charmante interprétation de *l'Enlèvement au sérail* que nous avons regrettée cette année. Regrettons *la Flûte enchantée* que l'on n'a pas joué à Salzbourg depuis 1933 — on prête d'ailleurs à Toscanini l'intention de la diriger l'an prochain — et *Idoménée* où se trouve une des plus belles tempêtes de la musique, pour ne nous en tenir qu'aux principales œuvres lyriques.

Malgré ces plaintes, c'est peut-être tout de même à Mozart que l'on doit cette année les émotions les plus pures. Le concert que dirigea M. Bruno Walter le 21 août au Mozarteum est inoubliable. Programme bref : un divertissement en si bémol majeur datant de 1777, un concerto pour violon en sol majeur où notre compatriote, M. Zino Francescatti, fut exactement ce qu'il fallait être — ces deux parties gracieuses et comme insouciantes contrastant avec la grande symphonie en sol mineur, testament musical de Mozart : tragique monologue de l'homme devant son destin, rêves et souffrances vaines avec, par moments, « un écho lointain des jardins du faubourg tout proche ».

C'est un Mozart déjà détaché de cette terre qui s'est montré à nous dans le célèbre motet *Ave verum* « le plus profondément radieux de tous les chants eucharistiques » que le directeur du Mozarteum, M. Paumgartner, fit exécuter au cours d'un concert spirituel à l'église Sankt Peter.

A-t-on maintenant le courage de regretter que *Don Giovanni*, cette année, à la suite de changements dans l'interprétation ait été bien loin des fulgurantes représentations d'il y a deux ans, que la mise en scène de l'*Orphée* de Gluck ait été si dénuée de goût.

On arrivait d'ailleurs à l'oublier ainsi que certaines danses réglées par madame Margarete Wallmann où le style berlinois s'alliait de la plus déconcertante manière à la technique des ensembles dans les films américains à grand spectacle — de préférence à sujet biblique. Mais n'insistons pas et louons sans réserve madame Kerstin Thorborg qui a été un très bel Orphée et madame Jarmila Novotna qui dans le rôle trop bref d'Eurydice a su donner une vision pleine de grâce, de pureté et d'élégance.

Orphée est tout à fait à sa place à Salzbourg et il faut sou-

haiter que cette grandiose tragédie « composée, comme disait Gluck de son *Alceste*, tout entière sur la vérité de la nature et dans laquelle toutes les passions ont leur véritable accent » reste au programme des festivals. On voudrait que Salzbourg devînt une espèce de conservatoire des chefs-d'œuvre et qu'on ne courût plus le risque d'échecs comme celui du *Corregidor*, l'unique opéra de l'infortuné Hugo Wolf.

***

Rien n'est plus émouvant que la vie de Hugo Wolf. Ce grand musicien autrichien, ce compositeur de lieder qui peut être comparé aux plus grands Schumann, Schubert, est peu connu en France. M. Romain Rolland lui a consacré une belle étude — dans cette revue même, il y a plus de trente ans. Cette étude a été reprise dans ses *Musiciens d'aujourd'hui*. Il faut la lire, car le drame de cette vie, abstraction faite de la valeur de l'œuvre du musicien, est si révélateur de l'étrange démarche du génie qu'il est d'une importance capitale pour tous ceux que les problèmes de l'inspiration intéressent. M. G. Jean-Aubry lui aussi s'est occupé d'Hugo Wolf. Grâce à lui on a pu entendre, il y a deux ans à l'Université des Annales quelques lieder de l'auteur du *Corregidor* chantés par madame Elisabeth Schumann. On souhaiterait que l'ouvrage[1] que M. Ernst Decsey a consacré au malheureux Hugo Wolf pût être traduit en français. C'est le plus troublant roman de la vocation et de la misère.

On y suit pas à pas les luttes et les enthousiasmes de Hugo Wolf depuis ses années d'enfance, alors qu'il tenait le second violon dans le petit orchestre que son père, le corroyeur Philipp Wolf, avait constitué avec des membres de sa famille à Windischgraez, dans cette Styrie si peu germanique, où le sang latin se mêle au sang slave jusqu'à l'insconscience finale.

Est-ce la nostalgie du Sud qui a conduit Hugo Wolf à si souvent évoquer dans son œuvre les pays du soleil, dans ses *lieder* espagnols, dans ses *lieder* italiens, dans son opéra *le Corregidor* et aussi dans *Manuel Venegas*, cet autre opéra

1. Deutsche Verlag-Anstalt, Stuttgart.

auquel il travaillait quand un premier accès de folie vint l'abattre. Folie aussi soudaine que les sursauts de son inspiration.

Vraiment, quand il pouvait travailler, quelque chose lui était donné. « De 1888 à 1890, dit Romain Rolland, il écrit coup sur coup, dans un délire; 53 *lieder* de Mörike, 51 *lieder* de Gœthe, 44 *lieder* espagnols, 17 *lieder* d'Eichendorff, une dizaine de Keller, et les premiers *lieder* italiens : soit environ 200 *lieder*, tous d'une individualité admirable. » Il lui arrivait d'en écrire plusieurs par jour. Puis sans raison apparente la source musicale tarit. De 1891 à 1895, il ne produit rien... « Pour la composition, c'est fini, je ne peux même plus me figurer ce que c'est qu'une harmonie et une mélodie, et je commence presque à douter que les compositions qui portent mon nom soient vraiment de moi... Le ciel donne à chacun un génie tout entier, ou pas de génie du tout. L'enfer m'a donné tout à demi. » Déchirante et noble plainte de Wolf à un ami.

En mars 1895, le génie créateur revit. En trois mois Hugo Wolf écrit ce *Corregidor* que, dans un sentiment très louable, M. Bruno Walter avait fait inscrire au programme du festival de Salzbourg.

On peut d'abord s'étonner que Hugo Wolf que l'on pouvait surnommer le *musicien fou de poésie* — il n'hésitait pas à réveiller ses amis au milieu de la nuit pour leur lire de beaux vers qu'il venait de découvrir et son goût était des plus sûrs — que ce puriste qui, à la différence des plus grands de ses émules, n'a pas mis en musique une seule poésie médiocre, ait accepté un livret aussi plat. Il voulait à toutes forces « des orgies de clair de lune et de guitares ». Il crut les trouver dans cette nouvelle de Pedro de Alarcon, *le Tricorne*, qui a fourni depuis à Manuel de Falla le sujet d'un merveilleux ballet. L'histoire est brève et plutôt faite pour inspirer un chorégraphe qu'un compositeur d'opéras.

Le meunier Tio Lukas a une très jolie femme, Frasquita, qui l'aime et lui est fidèle. Elle a su plaire au Corregidor (juge de paix) qui, pour se venger du mépris de la jeune femme, fait convoquer de nuit le mari chez l'alcade. Son dessein est de profiter de cette nuit pour conquérir Frasquita. Il manque de chance et, en arrivant au moulin, tombe dans une mare.

La belle meunière le réchauffe et le met dans le lit conjugal pendant que ses vêtements sèchent. Elle quitte alors la maison, court à la recherche de Tio Lukas, pendant que celui-ci qui a pu s'échapper, rentrant au moulin, trouve trop de raisons de croire à son infortune. Il s'empare des vêtements du Corregidor, les revêt et laisse les siens à la place. Il part, décidé à s'introduire auprès de la femme du Corregidor comme il croit que le Corregidor l'a fait auprès de la sienne. Mais tout s'arrange et l'innocence de Frasquita est reconnue et le Corregidor bafoué.

Malgré son culte pour Wagner, malgré les quelques années où Hugo Wolf avait fait de la critique musicale au *Salonblatt* de Vienne, malgré sa très courte expérience de chef d'orchestre, au théâtre municipal de Salzbourg, Hugo Wolf manquait par trop d'expérience scénique. Obsédé par *les Maîtres chanteurs*, il ne sut pas donner à son opéra l'accent qui retient l'attention. L'œuvre coule avec monotonie bien qu'on y trouve de beaux morceaux, la chanson de Frasquita (In dem Schatten meiner Locken — mais c'est un lied du recueil espagnol) le duo d'amour au début du second acte, les plaintes du meunier...

A Salzbourg, le principal défaut du *Corregidor* était de voisiner avec ces indiscutables chefs-d'œuvre que nous avons nommés. L'interprétation excellente groupait la belle madame Jarmila Novotna qui fut une très séduisante Frasquita, M. Gunnar Graarud (le Corregidor), M. Alfred Jerger (Tio Lukas).

Évidemment, on eût préféré à la place du *Corregidor* entendre *l'Enlèvement au sérail* ou *Obéron*, mais il ne faut pas regretter ces représentations si elles ont attiré sur Hugo Woff l'attention d'un public nouveau.

Il mérite cette attention, et les auditeurs du concert de *lieder* que donna madame Lotte Lehmann accompagnée au piano par M. Bruno Walter ont pu juger du don merveilleux qu'avait reçu en venant au monde ce fils d'artisan styrien. Touché par l'aile du génie, pauvre, malhabile, farouche malgré sa volonté tenace, il ne sut pas imposer son œuvre et c'est de là peut-être qu'il mourut. « Ses *lieder*, dit M. Decsey, sont sur les pianos des plus pauvres maisons, à côté des *lieder* de Schubert. » Le pauvre Wolf prend sa revanche.

***

Il faudrait se garder d'achever cet espèce de panorama — bien rapide et incomplet — du festival de Salzbourg sans d'une part enregistrer le succès de M. Pierre Monteux qui dirigea au début d'août un concert consacré aux compositeurs français modernes et celui de M. Arthur Rodzinski avec de la musique contemporaine. M. A. Rodzinski est d'origine polonaise. Il est directeur général de la musique à Cleveland. M. A. Toscanini l'a fait engager cette année à Salzbourg où il a dirigé *l'Oiseau de feu* de Stravinsky, *la Fête-Dieu à Séville* d'Albeniz avec des qualités de précision, de rythme et de couleur voisines de celles de son illustre protecteur. Il a fait également entendre, à côté d'œuvres de compositeurs autrichiens modernes, la première symphonie de Dimitri Szostakowicz, le jeune compositeur soviétique qui semble devoir continuer les traditions des Cinq — ce qui n'est d'ailleurs pas sans intérêt.

GEORGES POUPET

EN QUÊTE D'UNE PHILOSOPHIE

(L'ŒUVRE DE D. PARODI)

« En quête d'une philosophie », sous ce titre modeste, M. D. Parodi nous offre une sorte de confession intellectuelle : dressant l'inventaire de ses convictions pour discerner celles qui ont « tenu », à l'épreuve d'une méditation prolongée durant toute une vie d'études, il entend se demander à lui-même quelle réponse il apporterait aux éternelles questions de la métaphysique.

M. D. Parodi avait déjà passé en revue, avec une volonté de sympathie qui est en pareille matière condition de pénétration, nombre de conceptions de la vie, de Rousseau à Bergson, de Cournot à Durkheim. Ses deux livres principaux — *La philosophie contemporaine en France, Essai de classification des doctrines*, et *Du positivisme à l'idéalisme, Études critiques sur les philosophes* — sont des guides bien connus de quiconque, étranger ou français, cherche à s'orienter au milieu du tumulte intellectuel d'aujourd'hui : on était heureux d'y voir l'auteur, non content de résumer les systèmes, s'efforcer de les repenser pour en mieux sauver le grain de vérité assimilable.

Ces analyses convergentes, dégageant les tendances essentielles, préparaient visiblement une synthèse. C'est cette synthèse que M. Parodi ose nous présenter aujourd'hui. Abordant à son tour le Sphinx en face, il veut préciser quels secrets il pense qu'on peut lui arracher.

La situation qu'occupe l'auteur augmentera, aux yeux de beaucoup, la valeur symptomatique de sa confession.

M. D. Parodi est inspecteur général de l'éducation nationale. Il est un des successeurs de ce penseur profond qui a peu écrit, mais beaucoup agi, l'auteur du *Fondement de l'Induction*, Jules Lachelier, qui, après avoir enseigné à l'École Normale Supérieure, allait visiter, de lycée en lycée, les professeurs sur lesquels il avait pu déjà exercer une influence, comme président du jury au Concours d'agrégation de philosophie.

En ce temps-là, il semble bien que l'idéalisme, — un idéalisme plus ou moins directement inspiré du kantisme — dominait dans ces classes de philosophie qui sont, on l'a noté souvent, une des « curiosités » de l'enseignement secondaire français. Nous nous imaginions alors avoir gagné une grande victoire intellectuelle si nous avions fait comprendre à nos apprentis bacheliers que le monde extérieur, bien loin d'être une réalité donnée dont la conscience ne serait qu'un reflet, était lui-même un produit de l'esprit, et tenait sa cohérence des lois que lui impose la raison. De quel genre d'existence, après cela, jouissaient les choses, et comment pouvait-on sortir de cet esprit où l'on prenait son point d'appui, ce n'était pas toujours facile à expliquer. Et beaucoup de gens s'effrayaient quelque peu de ces mystères. A l'École Normale déjà, où M. Lachelier, méditant devant ses élèves, donnait un enseignement dont les principes descendaient en nappes jusqu'à la plupart des classes de lycées, Bersot s'étonnait, s'inquiétait. Bersot, directeur hors de pair, connaissait mieux, comprenait mieux, paraît-il, la philosophie de Voltaire que celle de Kant. Il fit venir un jour Émile Boutroux — le futur auteur de la *Contingence des lois de la nature* — élève chéri, mais au besoin résistant, de Lachelier; il lui demanda en quoi consistait au juste et à quoi tendait cet idéalisme dont les lacheliéristes lui rebattaient les oreilles. Boutroux répondit que selon lui on attachait trop d'importance à la façon de passer du subjectif à l'objectif. Le vrai débat était à ses yeux entre la liberté et la nécessité. En tout cas, il convenait qu'il était dangereux de réduire toute la réalité à un système d'idées.

M. D. Parodi, qui nous rapporte ce trait, et qui devait être à son tour un élève chéri, mais résistant, de Boutroux, donnera gain de cause, en dernière analyse, au vieux maître de l'École

Normale, Lachelier, devenu grand directeur de l'enseignement philosophique en France. Et il le remerciera de nous avoir rappelé à tous que toute réalité doit être suspendue à la pensée, qu'elle seule se suffit à elle-même, et que le rationalisme, qui impose des lois aux choses, ne peut s'achever logiquement qu'en un idéalisme intégral. Mais de cet idéalisme même, M. Parodi va s'efforcer de déterminer avec plus de précision la nature et la portée, en montrant qu'on ne peut résoudre que par lui les grands problèmes autour desquels s'acharne la pensée contemporaine.

***

On pourrait dire que M. Parodi était comme prédestiné à tenir ce rôle, si l'on évoque l'atmosphère de famille où devait se former son esprit. Lui-même attire notre attention sur le bienfait de cette tradition, lorsqu'il dédie son livre sur *la Philosophie contemporaine en France* « à la mémoire de son père Alexandre Parodi, l'auteur d'*Ulm le parricide*, de *Rome vaincue* et de *la reine Jeanne*, qui toute sa vie lutta durement pour le réveil de l'idéalisme en France ». L'âme de notre jeune philosophe est donc de bonne heure imprégnée d'une poésie à la fois cornélienne et romantique. Des vers nombreux, non seulement de son père, mais des précurseurs de son père, chantent toute sa vie dans sa mémoire. Ses camarades de « turne » à l'École Normale Supérieure se souviennent que, toutes lumières éteintes, il déclamait volontiers tout un acte de *Ruy Blas*...

Mais c'est du côté de l'idéalisme romantique, en effet, que cette tradition aurait dû incliner le jeune penseur. S'il n'avait cédé qu'à elle seule, il eût été sans doute amené à faire primer en toutes choses les puissances obscures et révélatrices du sentiment. Mais ayant pour sa part choisi d'être philosophe et non poète, D. Parodi entend se plier à toutes les exigences de la raison critique, qui est en même temps la raison classique, procédant par poids et mesures, par jugements de valeur universelle. C'est par elle et par elle seule — en dehors de toute effusion de la foi et de toute suggestion du sentiment, — qu'il est reconduit aux sommets de l'idéalisme pur. Lui-même dit quelque part, du drame philosophique contemporain, qu'on

y pourrait voir une lutte prolongée du romantisme et du classicisme. C'est du côté des classiques, cette fois, qu'il voudrait se ranger.

Il reconnaît d'ailleurs que leur cause paraît compromise. Et il voit se multiplier de notre temps les signes d'antirationalisme. M. Édouard Benès, dans une communication à l'Institut de France, adjurait naguère notre pays de tenir bon, de rester fidèle à la tradition de Descartes, devant ce qu'il appelait une vague d' « instinctisme », venue de l'Orient pour submerger l'Europe. Mais au pays de Descartes aussi la raison trouve des détracteurs. Non seulement on dénonce son impuissance à étreindre l'absolu, à toucher le fond des choses, mais encore on déprécie la science, sa fille chérie : celle-ci, bien entendu, n'atteindrait que des apparences, et encore à l'aide d'une série de conventions, pour ne pas dire d'artifices, qui lui laisseraient entre les doigts bien peu de vérité objective. Et ainsi les voies seraient ouvertes à d'autres modes de connaissance : l'intuition, la foi, les options du sentiment, et ces « certitudes morales » chères à M. Ollé-Laprune, dont l'enseignement précéda de peu celui de M. Bergson à l'École Normale Supérieure, au temps où M. Parodi y était élève.

Les effusions d'Ollé-Laprune — si sympathique qu'il fût à tous — exerçaient assez peu d'influence, semble-t-il, sur les Normaliens de ce temps-là. Mais depuis, la tradition qu'il représentait n'a-t-elle pas pris largement sa revanche? Toute réaction contre le rationalisme scientiste apporte de l'eau à cette rivière. Bien d'autres sources d'ailleurs l'alimentent. Parmi lesquelles, d'abord, celle qui bouillonne au pied de la cime bergsonienne. Les profondes critiques dirigées par l'auteur de l'*Essai sur les données immédiates de la conscience* contre les ambitions de la raison discursive, dès que celle-ci sort de son rôle d'instrument utile à l'action sur les choses extérieures, la confiance qu'il place dans l'intuition, capable d'atteindre directement le donné sensible aussi bien que la durée intérieure, n'ont-elles pas préparé nombre d'esprits à se défier du rationalisme aussi bien que de l'idéalisme? Beaucoup d'entre eux, d'ailleurs, oublient volontiers le prix que Bergson lui-même attache aux recherches méthodiques de la science, considérées comme une sorte de propédeutique intellectuelle,

préface nécessaire aux révélations de la sympathie. Ils ne semblent voir dans ses analyses qu'une permission d'affirmer sans démontrer. Ils se lancent à raison perdue dans l'ineffable, qui est aussi l'incommunicable. Vainement, alors, nous informent-ils qu'une expérience mystique leur rend l'absolu éternellement présent. Qui ne participe pas à cette grâce ne sait, en attendant, à quel saint se vouer, faute d'argument rationnel pour entraîner sa conviction. Il a en face de lui, bien plutôt que des disciples de Bergson, des héritiers de Rousseau, initiateur en plein XVIIIe siècle de la réaction anti-intellectualiste. C'est Rousseau qui s'écriait, dans des déclarations que M. Parodi relève : « Quand tous les philosophes prouveraient que j'ai tort, si vous sentez que j'ai raison, je n'en veux pas davantage. » On encore : « Grâce au ciel nous voilà délivrés de tout cet effrayant appareil de la philosophie : nous pouvons être hommes sans être savants. » De l'orgueil romantique qu'on voit prendre racine ici, l'intuitionnisme mystique, cher à beaucoup de nos contemporains, est un surgeon. Et M. Parodi ne peut celer qu'il se défie de toute cette floraison, la considérant comme fatale, non seulement à la spéculation philosophique traditionnelle, mais au sain exercice de la raison scientifique.

***

Plus dangereux encore à ses yeux est l'état d'esprit qu'on appelle le pragmatisme : puisque celui-ci semble sacrifier délibérément la notion même de vérité, qu'il remplace par celle de valeur. Ne cherchons plus à savoir si une idée est vraie ou fausse. L'important est qu'elle soit commode. Si elle s'adapte aux besoins de la vie, si elle sert les intérêts de l'humanité, elle trouvera le crédit nécessaire, elle deviendra monnaie transmissible. Qu'il s'agisse d'ailleurs des intérêts matériels ou des intérêts moraux, nous sommes logés à la même enseigne. Nous adoptons une théorie, une méthode, une attitude d'esprit parce qu'elles font progresser la technique industrielle. Avec plus d'enthousiasme encore, nous les accueillons si elles sont de nature à rendre la paix aux âmes, si elles enrichissent la thérapeutique morale. « Ce qu'il vaut mieux pour nous de croire, disait William James,

voilà qui équivaut tout à fait à une définition de la vérité. » Philosophie d'ingénieurs et de pasteurs, a-t-on dit, — et à ces titres particulièrement en harmonie avec le climat des États-Unis — cette doctrine est aussi, comme M. René Berthelot a été le premier, croyons-nous, à l'observer, un véritable « romantisme utilitaire ». Utilitaire, puisque l'intérêt ici mesure la vérité. Romantique, quoiqu'on laisse le soin de façonner ces vérités utiles aux puissances d'adaptation cachées dans les organismes, manœuvrant, dans l'ombre de l'inconscient, par des séries de tâtonnements insensibles et d'expérimentations invisibles, bien mieux que dans la lumière des idées claires et distinctes. Cette apologie de la vie, qui tient une si large place dans les grands systèmes de la période romantique en Allemagne, c'est le principal résidu philosophique qu'on découvre dans le creuset du pragmatisme anglo-saxon. M. Parodi est aussi sévère que son camarade de promotion M. René Berthelot pour ce retour offensif du vitalisme, contre lequel il voudrait défendre la tradition rationaliste de la pensée française. « Le pragmatisme, écrit-il avec fermeté, nous semble se présenter comme une doctrine ambiguë entre toutes. Il emprunte à l'idéalisme la grande idée que la pensée crée la nature en la pensant, mais en ôtant à la pensée tout ce qui la définit, la fonde et l'assure. Il revendique les droits du sentiment et de la croyance, mais en faisant apparaître sentiment et croyance comme purement utilitaires, et par suite arbitraires. Il veut exalter la puissance humaine et lui enlève tous ses points d'appui. »

Si le pragmatisme répugne ainsi à M. D. Parodi, il viendra naturellement à l'esprit que du même coup le positivisme devrait lui agréer. Car le positivisme implique le respect, sinon le culte de la science. Par les vérités qu'elle accumule, en faisant abstraction de toutes préférences sentimentales, en s'efforçant de refléter les choses comme elles sont, la science permet au positivisme d'édifier, sur un soubassement de faits, une conception de la vie capable de régler les activités en ralliant les esprits par ce qu'ils ont de plus haut : leur capacité de s'incliner devant le démontrable. M. Parodi reconnaît là une noble et féconde ambition. Toutefois il semble craindre qu'en cédant aux tendances qu'elle incarne

on ne soit porté à se contenter de la constatation des faits, dans ce qu'ils ont en effet de positif, mais en même temps de particulier. Négligeant le grand système, la nouvelle cathédrale bâtie par Auguste Comte, il paraît entendre par positivisme un état d'esprit qui pousserait la défiance à l'égard de toute spéculation métaphysique au point de tenir en suspicion toute déduction, toute construction intellectuelle. C'est ainsi qu'il loue M. Meyerson, l'auteur d'*Identité et Réalité* et de l'*Explication dans les sciences*, d'avoir rappelé aux savants positivistes que la science ne se contente pas de décrire les faits du dehors : il lui faut tenter de les expliquer, en ramenant le divers à l'identique. De même il trouve opportun l'avertissement paradoxal de M. Bouasse : « ce qui fait l'originalité de la méthode en physique est l'importance qu'y prend le raisonnement déductif ». Que le culte du fait ne nous fasse donc jamais oublier ce que la science elle-même doit aux audaces de la raison, législatrice et constructive. Mais surtout qu'il ne nous fasse pas méconnaître qu'en se consultant directement elle-même, en réfléchissant sur les conditions de son activité, la raison est capable de découvrir des réalités insaisissables à la perception, même prolongée et complétée par les recherches du physicien, du chimiste, du biologiste. Ne lui appartient-il pas de poser des principes sans lesquels la science elle-même serait impossible? Si donc la science positive se mêlait de vouloir « expliquer » la raison comme un simple produit historique, elle porterait une main sacrilège sur ses propres fondations.

Par ces motifs s'explique l'attitude de M. D. Parodi vis-à-vis des prétentions du groupe de l'*Année sociologique* dont il fut d'abord, à côté de M. Paul Lapie, le collaborateur. Lorsqu'il devint visible que, non contente de coordonner, par l'emploi d'une méthode comparative, nombre de faits d'ordre juridique, économique, religieux, la sociologie se muait à son tour en une philosophie, le « sociologisme », et entendait non seulement rattacher tous jugements de valeur à des impératifs sociaux, mais encore, par l'influence de la vie en groupe, rendre compte de la formation des catégories de la raison elle-même, M. Parodi devait réagir. Vainement Durkheim maintenait-il, sans la 2e édition des *Règles de la*

Méthode sociologique, contre ceux qui l'accusaient de vouloir expliquer le supérieur par l'inférieur, que la seule étiquette qui lui paraissait convenir à sa doctrine était celle de rationalisme. M. Parodi ne pouvait voir en celle-ci qu'un empirisme perfectionné, le conditionnant, selon lui, ne pouvant s'expliquer par le conditionné, la pensée ne pouvant s'expliquer par les choses, dont elle seule rend l'existence intelligible.

***

Car tel est bien le refuge où M. Parodi abrite son rationalisme : les pierres en sont empruntées à la *Critique de la raison pure*. Il tourne et retourne de toutes les façons ce thème initial : le monde de la perception, celui même de la science positive, n'existe que pour une pensée, n'a pas de sens en dehors de la pensée. Et pour faire comprendre cette vérité première si grosse de conséquences, il multiplie les formules frappantes :

« Depuis Descartes, et de nouveau depuis Kant, la pensée moderne a constamment reconnu qu'elle ne saisit directement qu'elle-même : « l'âme se connaît plus immédiatement et plus sûrement que le corps »; ce n'est qu'à l'état de représentations que se présentent d'abord à moi, que sont perçus tous les phénomènes ou les objets de la nature, et mon propre corps parmi eux; et sans doute les corps, et l'étendue, et la matière se définissent pour moi comme autres que moi, extérieurs à moi, limites de mon propre être : mais c'est pourtant encore au sein de la conscience ou de la pensée, et par rapport à elle, que s'établit cette distinction entre le moi et le non-moi; l'extérieur à moi ou le non-moi, étant connu ou conçu, est donc par là même intérieur à la pensée; l'idée de perception extérieure, à prendre l'expression à la lettre, serait à la rigueur contradictoire.... La connaissance constitue un monde qui est pour nous le monde : au delà, il n'y a rien. »

Ailleurs, à propos de l'*Essai sur les éléments principaux de la représentation* d'Octave Hamelin : « Rien n'existe ni n'est concevable hors de la pensée : l'idée même d'une chose qui ne serait que chose, posée ou conçue sans rapport aucun à une pensée est contradictoire, la faculté de penser, c'est la faculté même de poser des existences. »

Enfin dans le dernier livre de notre auteur, relevons ces remarques caractéristiques : « Cinq arbres alignés ne sont cinq ou alignés que pour qui les compte ou les observe dans leur perspective, non si l'on considère ce qu'ils peuvent être en soi et sans relation pensée entre eux... L'univers du mécanisme rigoureux ne peut exister que par la pensée du savant qui le conçoit : car en lui-même, il s'émiette en une poussière d'éléments cosmiques, atomes, ions, vibrations ou rides spatiales, sans lien ni consistance, sans quantité, ni forme ni caractère assignable quelconque, car tous supposeraient, pour se déterminer, des relations ou des mesures, et donc une conscience qui relie et qui juge. » Qu'on ne s'étonne pas après cela que M. Parodi accepte le déterminisme, puisque celui-ci nous permettrait de prévoir, de mettre de l'ordre dans les apparences, de les coordonner : il est une condition de l'intelligibilité de l'univers.

Il est à noter qu'ici M. Parodi accorde moins à la contingence que son maître et ami Émile Boutroux, qui, réagissant contre les prétentions monistes d'un Taine, insistait à plaisir sur la part de l'hétérogène, du nouveau, de l'imprévisible dans le monde, en somme sur tout ce qui, dans la réalité, déborde les cadres de la raison. Pour notre auteur, plus kantien en ceci, la réalité n'est jamais saisissable en dehors de ces cadres. D'ailleurs ne laissons pas dire que ces cadres eux-mêmes sont peu à peu façonnés et comme forgés sous les coups de l'expérience. La pensée de M. Parodi se séparerait sur ce point de celle de son compagnon de lutte M. Brunschvicg, l'auteur du *Progrès de la conscience*, qui est aussi celui de la *Causalité physique* et des *Étapes de la philosophie mathématique*. M. Léon Brunschvicg est persuadé le premier que la philosophie tout entière consiste à mesurer l'originalité créatrice de l'esprit humain, opérant dans une autonomie absolue. Mais il admet dans la perception des « chocs » imprévisibles qui posent autant de problèmes à la raison. C'est à résoudre ces problèmes que s'attache la science positive, essayant toutes sortes d'hypothèses, multipliant les constructions. Par cette interposition nous sommes inclinés — par exemple en ce qui concerne notre conception de la causalité — à prendre des habitudes de pensée que nul

n'aurait pu déduire *a priori* de la structure de la raison. Cette structure est elle-même en perpétuel devenir. Et c'est l'histoire seule, l'histoire des sciences, qui nous révèle les moments de la vie de l'esprit.

Renonciation à laquelle ne saurait souscrire M. Parodi. Assouplissement qui lui fait l'effet d'un évanouissement. Si la raison porte le monde, elle doit avoir une charpente. Et cette charpente peut, aux yeux du chercheur, se découvrir progressivement : ce n'est pas lui qui la crée arbitrairement. « Si connaître, c'est poser une vérité antérieure à la découverte que j'en fais, c'est aussi poser implicitement des principes, qui semblent les conditions nécessaires de son exercice, ou si l'on préfère les lois nécessaires et *a priori* de la représentation. »

D'où il suit que, rien qu'à réfléchir sur les conditions de l'explication scientifique, la philosophie retrouve un objet propre : opérant ce « dédoublement critique » qui est caractéristique de la démarche de la pensée réfléchie, transformant en objet ce qui était sujet, elle se rend bien compte qu'aucune existence ne peut être sans le mouvement perpétuel d'une activité spirituelle inépuisable. Cette activité environne, porte, soutient l'individu dans son effort de connaissance.

***

On voit ici le rationalisme de M. Parodi déboucher en un large idéalisme. Encore conviendrait-il de préciser la nature de cet idéalisme même. Car ce mot peut être pris en plus d'un sens. Il y a un idéalisme criticiste, de type kantien, qui nous présente le monde comme une projection de l'esprit, comme un système d'apparences bien liées. Il y a un idéalisme réaliste, de type hégélien, qui place au cœur des choses une pensée qui s'ignore, aspirant à devenir consciente d'elle-même. M. D. Parodi nous paraît se proposer de passer du premier type au second. Ce n'est pas seulement dans le secret de l'esprit, c'est dans celui des choses qu'il croit pouvoir nous faire pénétrer : nous y retrouverons l'esprit dormant dans le sein de la nature. Non content de développer à sa façon les adages classiques : « *Esse est percipi* — *Esse est percipere* »

d'où il résulte qu'il n'y a d'être que le perçu et le percevant, il observe que le perçu ne saurait être accessible au percevant si lui-même ne cachait pas une aspiration à la conscience, une tendance en marche vers la pensée, tendance qui ne peut à son tour se concevoir sans quelque pensée embryonnaire. Toute connaissance suppose résistance; elle suppose aussi sympathie. L'esprit refoule en quelque sorte hors de lui l'objet qu'il veut connaître et qui devient sa matière. Mais finalement il ne le comprendra que si l'objet lui est assimilable : c'est-à-dire, s'il y a dans le donné quelque chose qui ressemble à l'esprit. Sur ce point comme sur plusieurs autres, un rapprochement semble s'opérer entre la pensée de M. Bergson et celle de M. D. Parodi : il est prêt à adopter l'idée d'un « élan vital » dont les êtres sont traversés et par lequel ils sont comme entraînés en haut, vers la lumière. M. D. Parodi pousse très loin cette hypothèse : puisque, abordant à son tour le fameux problème de la transmission du mouvement d'une boule de billard à l'autre, il admet que « ce que du dehors nous appelons un choc, c'est, en soi et du dedans, la fusion de deux spontanéités qui tantôt se contrariant et tantôt s'augmentant l'une de l'autre, aboutissent pourtant à une spontanéité nouvelle ». Et encore, dans la double révolution qu'accomplit la terre, il voit comme l'effet d'une mémoire élémentaire d'impulsions reçues en un lointain passé, c'est-à-dire la coexistence en un même mobile, en un même être, de tendances différentes. Ce qui revient à dire qu'on ne peut concevoir aucune existence sans lui prêter une pensée intérieure. « L'idéalisme apparaît comme se complétant et s'épanouissant naturellement en un spiritualisme universel. »

Nous comprendrons peut-être plus clairement la nature de cet idéalisme, réaliste et spiritualiste à la fois, si nous le confrontons avec l'attitude de Descartes. Descartes, maintient que l'âme est plus aisée à connaître que le corps. Et c'est le point de départ de l'idéalisme moderne. M. D. Parodi à son tour témoigne sa reconnaissance pour cette révolution intellectuelle à l'auteur du *Discours de la Méthode*. Mais celui-ci, s'établissant dans la pensée, en a comme projeté au dehors l'étendue, substance elle aussi, correspondant

à une idée claire et distincte. Le monde de l'étendue va désormais être séparé du monde de la pensée. Réparer les effets de cette scission, ce sera la grande préoccupation de la plupart des successeurs de Descartes. Et l'on sait que Leibniz, en particulier, surmontera le dualisme en démontrant qu'il y a de la morale partout comme de la géométrie partout, et en installant, dans la multiplicité des êtres, des « monades » douées de perception comme d'appétition. Or c'est du côté de Leibniz que penche décidément M. D. Parodi lorsqu'il s'efforce de passer, non seulement du romantisme au rationalisme, mais du positivisme à l'idéalisme intégral. C'est parce que lui aussi met de la morale partout et partout de l'intelligence, qu'il peut présenter la connaissance comme accord interne et développement d'une activité déjà en elle-même spirituelle, et dont l'esprit pressentait implicitement dès l'origine la forme achevée. Ce qui revient à dire que par M. D. Parodi l'idéalisme ne consiste nullement à nier toute existence objective, mais à loger dans les objets des sujets en germe. Le besoin de systématiser et de comprendre le réel ne serait qu'une incompréhensible illusion, si ce réel n'était pas déjà en lui-même intelligible, s'il n'aspirait pas déjà de lui-même à se constituer en système.

***

En prêtant ainsi une âme aux choses, une aspiration vers la pensée à la vie, un élan vers la lumière aux êtres inconscients, le fils du dramaturge ne revient-il pas à son tour au péché mignon du romantisme, vitaliste par essence? Du moins lui taille-t-il une part assez belle. Et, de ce point de vue encore, son œuvre peut être présentée comme un grand effort de conciliation synthétique : entre le rationalisme classique et l'idéalisme romantique il intervient, il apparaît, portant un magique rameau d'olivier, révélateur des plus profonds secrets de l'esprit et de la nature.

C. BOUGLÉ

LE THÉÂTRE

Du nouveau à la Comédie-Française. — Le Tricentenaire du Cid. — Situation présente de Corneille.

Nous avons maintes fois protesté, ici même, depuis six ans, contre le désordre qui régnait à la *Comédie-Française*, contre la décadence de l'institution et l'inertie des pouvoirs publics en face d'une situation si déplorable. Souvent, pour dissimuler la tristesse que nous causait cet abaissement progressif d'une grande chose, nous avons employé le ton de la raillerie, car, dès qu'une vieille fondation chargée de gloire cesse d'être respectable, elle prête à rire. A plus forte raison, lorsqu'il s'agit d'une Société de Comédiens, peut-on être assuré que l'anarchie n'y va pas sans pittoresque. La multiplicité des incidents, les conflits des personnes, les renversements des influences, l'emphase burlesque, le « drapé » des attitudes, tout y est occasion à moquerie, pour l'observateur. Faut-il aussi l'avouer? nous avions mis notre suprême espoir dans l'évidence de ces ridicules, sachant bien que, chez nous, comme on l'a dit, le ridicule tue. Puisque la considération des dangers courus par notre répertoire national dans cette sinistre aventure et l'exposé sérieux des réformes à tenter laissaient nos dirigeants complètement indifférents, une seule chance restait, c'était que l'excès du grotesque soulevât dans l'opinion une clameur telle et si continue qu'elle finît par les émouvoir. On a peine à imaginer, en effet, à quelle profondeur de décri, au cours des dernières années, la *Maison de Molière* était descendue en France — et plus encore, peut-être, à l'étranger. C'était, positivement, une de nos hontes, comme

certaines statues de Paris, comme la laideur de nos banlieues, comme la zone. Cependant il n'y avait aucun indice que le gouvernement fût disposé à agir. Sans doute, des commissions avaient été nommées pour examiner le cas, mais elles se tenaient toujours, si j'ose dire, à l'intérieur de l'abcès. Les ministres qui se succédaient rue de Grenelle, au rythme que l'on sait, continuaient, durant leur court passage à recevoir courtoisement les donneurs d'avis, à les écouter avec tous les signes extérieurs d'une vive attention. Mais cela, c'est l'usage des pays à régime parlementaire, lorsque les ministres n'ont aucune envie de bouger, fût-ce le petit doigt, pour changer quoi que ce soit aux errements. Quant aux présidents du Conseil, personnages plus lointains, ou bien ils ne s'intéressaient pas à la question, ou bien ils la jugeaient de nulle importance, ou bien ils s'exagéraient les difficultés qu'il y aurait à la résoudre, ou bien encore les dissuadaient d'intervenir les hautes protections dont jouissaient obscurément les partisans du *statu quo*. Car il n'y a situation si mauvaise où l'on ne trouve des partisans du *statu quo* : à savoir ceux pour qui le *statu quo* se confond avec leur intérêt. Ainsi le scandale s'éternisait.

Vint au pouvoir un parti nouveau. Est-il plus sensible aux lazzi? a-t-il meilleur goût? est-il plus indépendant à l'égard des secrètes influences qui barraient la route aux réformes? Je l'ignore. Je ne m'occupe pas de politique et ce côté de l'affaire m'échappe entièrement. Je constate simplement ceci : pendant des années, la réforme de la *Comédie-Française* parut impraticable, impossible : un vrai monstre auquel nul n'osait s'attaquer. Or, il a suffi d'un trait de plume pour que le monstre se dégonflât.

— Mais, dira-t-on, vous parlez de réformes, nous ne voyons pour le moment qu'un choix de personnalités nouvelles, appelées à y procéder : le remplacement de l'administrateur général par un autre et la nomination (assez peu claire, d'ailleurs, l'indication plutôt) d'une sorte de « conseil technique », composé de quatre hommes de théâtre, promus ou promis au rôle de metteurs en scène éventuels. Tout cela est bien peu de chose — C'est énorme, et pour deux raisons : l'essentiel, d'abord, était de rompre l'enchantement, le triste enchantement du *statu quo*. A un changement de personnes correspond un chan-

gement d'esprit. J'ai soutenu ici même que ce qui sauverait la *Comédie-Française*, c'était l'incomparable valeur de son répertoire classique. Qu'il advienne seulement, disais-je, que celui-ci soit mieux honoré, j'entendais remis à l'étude, et le salut aussitôt se dessinera. L'opinion commune d'après laquelle les spectacles des *Français* sont une « rigolade » (poussiéreuse, au reste), se retournera brusquement. On redécouvrira la *Maison de Molière*. Il redeviendra chic d'y aller, en même temps que le vrai « théâtre du peuple, « pourra, dans l'atmosphère des chefs-d'œuvre rajeunis, rendus à leur rayonnement, à leur éternité, y chercher des modèles ». Or, et c'est ici le deuxième motif d'espérer, la deuxième raison qui fait que le résultat obtenu est déjà considérable, les personnalités auxquelles le Ministre de l'Éducation nationale a fait appel inspirent confiance. Cette confiance n'est pas limitée à l'approbation de quelques cercles d'artistes ou d'amis. Elle est générale, je dirai même universelle, car elle est partagée, au delà de nos frontières, par tous ceux que la décadence de notre première scène nationale inquiétait. Il fallait qu'il en fût ainsi, pour que la mesure prise ne pût être discutée.

M. Édouard Bourdet, le nouvel administrateur général de la *Comédie-Française*, qui entre en fonctions ce mois-ci, est l'auteur du *Sexe faible* et de *la Prisonnière*, pour ne citer que ses œuvres les plus accomplies. C'est donc un des meilleurs dramaturges de l'époque. Il jouit en outre, sur ce plan, du prestige qui s'attache au succès, lorsque celui-ci dépasse une certaine ampleur sans rien perdre de sa qualité. Mais M. Émile Fabre, le parfait honnête homme qui s'en va, est lui-même un excellent écrivain de théâtre. Preuve que ce titre éminent n'implique pas à lui seul toutes les vertus requises pour réussir rue de Richelieu. M. Édouard Bourdet est, de plus, un bon administrateur, ainsi qu'en témoigne la prospérité du théâtre de la Michodière, dont il assume la direction avec M. Victor Boucher, depuis le départ de M. Quinson. Ce n'est pas tout : le caractère de l'homme importe. Plus le troupeau est indocile, plus le berger doit avoir la main ferme. L'humeur de M. Édouard Bourdet nous rassure. Loué soit Dieu ! il manque absolument de familiarité. Je ne connais personne de plus réservé. D'aucuns diront : « distant ». Oh ! tant mieux ! Si cela est, quelle chance !

Précisément, ce sont certaines distances dans les rapports qu'il est urgent de rétablir à la *Comédie-Française*; j'entends bien que les sociétaires y sont chez eux, mais l'Administrateur général n'est pas leur délégué, il est nommé par le ministre seul, il est indépendant d'eux — il est au-dessus d'eux. Au-dessus. Là est la distance, marquée par le statut même de la fondation. En l'oubliant, les sociétaires perdaient de vue la limite de leurs droits — et la notion de l'intérêt social, chacun ayant tendance à faire prévaloir ses intérêts particuliers, à imposer comme règle les fantaisies contradictoires de l'arbitraire individuel. Bref, l'atmosphère du cabinet de l'Administrateur général a besoin d'être réfrigérée. Le regard de M. Édouard Bourdet y pourvoira.

Une des caractéristiques les plus heureuses de la réforme, c'est qu'elle introduit dans l'institution une distinction ou plutôt un partage de collaboration entre l'Administrateur, à qui incombe la direction générale de l'entreprise et un groupe de « techniciens », spécialement chargés de veiller à la bonne présentation des ouvrages. Chacun s'improvise « metteur en scène », aujourd'hui cette manie outrecuidante n'est que trop visible, souvent dans les spectacles de Paris. Elle sévissait de même au *Théâtre-Français*. Faut-il répéter que la mise en scène est un art, qui suppose un don très défini et de plus requiert une longue expérience. Le Ministre de l'Éducation nationale a porté son choix sur quatre personnalités, renommées, dans le monde entier, par les preuves éclatantes qu'elles ont fourni de leur maîtrise sur ce terrain : MM. Copeau, Jouvet, Dullin et Baty. Les membres de ce collège illustre ont des tempéraments différents, mais tous ont la préoccupation, la connaissance de ce qui manquait le plus sur la scène des *Français* : le style. D'où notre espoir que sera réalisé l'unité dans la variété. A l'Administrateur, qui garde la haute main sur les destinées de la Maison (avec toutes les responsabilités que cet honneur comporte) reviendra le soin de désigner, pour chaque ouvrage, celui des quatre metteurs en scène qui donnera ses directives aux décorateurs, aux dessinateurs de costumes, etc., et dirigera les répétitions. Des répétitions enfin *dirigées!* à la *Comédie-Française!* il paraît que nous verrons cela!

La réforme, cependant, reste incomplète. Un point très

important n'a pas été abordé. Selon nous, le *Théâtre-Français* ne devrait pas « créer » d'ouvrages. Ce n'est pas là sa destination propre. Nous l'avons dit souvent ici. Nous le répétons encore une fois. Mais le fait est qu'il en « crée ». Or, la réception des nouveautés demeure soumise au régime ancien. C'est grave. On m'a compris? Oui, je souhaite la suppression du comité de lecture, cet aéropage ridicule et néfaste.

***

La *Comédie-Française* se prépare à célébrer en cette fin d'année 1936 le tricentenaire du *Cid*. L'Administrateur général et le metteur en scène éventuel vont se trouver pris de court s'ils veulent renouveler la présentation de l'ouvrage. Sans doute y renonceront-ils, une si grosse partie ne pouvant être risquée dans la hâte. Quelle que soit notre impatience de voir les transformations que le régime nouveau ne peut manquer d'apporter dans les spectacles de la *Comédie*, il faut laisser à M. Édouard Bourdet le temps de prendre l'air de la Maison, où plutôt, Seigneur Dieu! le temps d'ouvrir les fenêtres pour y renouveler l'air! Corneille pâtira donc, cette année, du fait que le Tricentenaire du *Cid* va tomber au milieu du branle-bas d'une installation. Nous reverrons probablement le *Cid* tel que je le vis, il y a deux ou trois ans, lors d'une représentation affligeante dont j'ai rendu compte à cette place. Notez qu'il s'agissait alors d'une présentation dite « nouvelle », où des changements de décors s'adaptaient à la succession des tableaux, comme dans les mises en scène (modernes) de Shakespeare. J'ai formulé des réserves sur ce point. Mais le côté pénible du spectacle, c'était l'interprétation. Espérons, du moins, que ce sera M. Yonnel, cantonné naguère dans le petit rôle de don Sanche (auquel il savait d'ailleurs prêter un relief inattendu) qui interprétera le rôle de *Rodrigue*. Cela suffirait à relever sensiblement le niveau de la représentation.

René Rocher, la saison dernière, a donné le *Cid*, au *Vieux-Colombier*, au cours d'une inoubliable série de spectacles classiques. En rapport avec l'époque réelle où vécut le *Cid* espagnol, la présentation de l'ouvrage (décors et costumes), au *Vieux-Colombier*, avait je ne sais quoi de médiéval. Ce parti pris d'exactitude historique n'était peut-être pas tout à fait

à sa place ici. Il a le défaut d'alourdir, d'assombrir l'ouvrage. Le *Cid* de Corneille est rayonnant. Une décoration médiévale interpose comme un nuage entre le spectateur et ce foyer lumineux. L'atmosphère où le drame se joue en est comme attristée. C'est pourquoi, si faux qu'il soit historiquement, le style « Renaissance » est mieux en harmonie avec l'esprit de l'œuvre. A ne considérer que celui-ci, on imagine très bien que ce qui conviendrait le mieux au *Cid*, à la sorte de chevalerie éloquente et ornée qui la caractérise, ce serait, si l'on peut dire, une décoration « François Ier », « Bayard à Marignan ». Car c'est la forme qui situe, qui crée le milieu, beaucoup plus que la date à laquelle se déroule l'action. — Mais, à ce compte-là, objectera-t-on, le mieux serait encore d'habiller le *Cid* à la mode de Louis XIII. — Non, car la langue n'est pas toute la forme. La forme est quelque chose de plus vaste, et la chevalerie du *Cid* n'est pas de l'époque Louis XIII. C'est M. Henri Rollan qui jouait Rodrigue au *Vieux-Colombier*. Il s'y montrait admirable. Or, l'on se souvient que, dans la même saison, il avait, au même théâtre, donné du personnage d'Alceste une image saisissante. Un comédien capable de faire, coup sur coup, de pareilles preuves doit être placé au premier rang. La façon, notamment, dont M. Rollan disait les célèbres Stances, à la fin du premier acte, était d'un art consommé. Par le ton de profonde réflexion, l'accent intime, sur lequel il attaquait le morceau, il rendait sensible à tous que les Stances sont une méditation, un monologue intérieur, introduit dans l'action. Telle était bien là, d'ailleurs, la vue de Corneille; après avoir expliqué l'emploi des Stances par la raison que le lyrisme est en situation dans les passages où il a usé de cet artifice, Corneille ajoute que l'alexandrin est mieux adapté à l'action dramatique, au dialogue, parce qu'il est plus rapproché de la prose. N'est-il pas piquant d'opposer ces derniers mots à la prévention méprisante de certains esthètes qui, de nos jours, reprochent au vers dramatique de ressembler à de la prose? Ce qu'ils représentent comme une tare semblait à Corneille une vertu, voire la justification même du vers alexandrin au théâtre. Il est vrai que cette « approximation » de la prose n'est point la prose. Entre l'excellente prose de Corneille, par exemple, et l'alexandrin du *Cid* ou de *Polyeucte*, il y a une marge.

C'est dans cet intervalle précisément que la poésie cornélienne trouve sa place. Mais, si beaucoup de gens, aujourd'hui, parlent avec dédain du théâtre en vers, en revanche, je ne vois personne qui en parle avec une connaissance réelle du sujet.

Le Tricentenaire du *Cid* a fait éclore cette année une série d'ouvrages qui méritent de retenir l'attention. D'abord, M. Pierre Lièvre nous offre un *Théâtre complet de Corneille*, en deux volumes, avec préface, notes, bibliographie et chronologie[1]. C'est une très belle édition. Le texte en est conforme à l'édition de 1682 établie par Corneille lui-même, deux ans avant sa mort. C'est la meilleure, les éditions suivantes de Thomas Corneille et de Voltaire comportant par endroits, des corrections fâcheuses, sous prétexte de pureté grammaticale. La préface de M. Pierre Lièvre est remarquable, écrite avec une rigueur, un relief surprenants; sans aller jamais jusqu'au pastiche, ce dont le bon goût de l'auteur eût suffi à le détourner, elle n'est pas sans rappeler, en quelques passages, par le tour ou l'expression, les *Examens* fameux. Outre la vertu d'une concision vigoureuse, M. Pierre Lièvre possède un louable détachement à l'égard des fausses opinions, des préjugés absurdes qui composent, trop souvent, le bagage de la critique moderne. Enfin il a, de son auteur, une connaissance familière et tout en se défendant avec un scrupule fort plaisant, contre les excès où risquerait de l'entraîner une dévotion trop vive, il s'afflige de voir que le culte de Corneille est aujourd'hui si négligé.

C'est également dans le dessein de ranimer les lampes sur l'autel du grand Corneille qu'un autre écrivain estimé pour l'indépendance, l'acuité et le profond sérieux de ses réflexions, M. Jean Schlumberger, publie un livre intitulé un peu bizarrement peut-être *Plaisir à Corneille*[2]. L'ouvrage est une manière d'anthologie, expliquée, où les commentaires et les éclaircissements s'entrelacent aux morceaux choisis[3].

M. Lièvre constate que Corneille « se trouve en dehors des préoccupations de notre temps », et cela, « pour des raisons

1. *N. R. F.*, Bibliothèque de la Pléiade.
2. Gallimard, éditeur.
3. Signalons encore un *Pierre Corneille intime* par Armand Le Corbeiller (Malfère, éditeur), excellente biographie, où le grand homme nous est montré dans le train modeste et l'éminente dignité de sa vie.

mystérieuses ». Il enregistre que le culte de Racine, au contraire, est de plus en plus honoré. « Au temps où nous sommes, dit-il, la perfection et la supériorité raciniennes constituent tout en sorte de dogme intangible ». M. Schlumberger, pareillement, tout en rappelant que, au temps du romantisme, c'est de Racine qu'on s'est détourné « comme de l'ennui même, de la convention et de la platitude », avoue que c'est Corneille aujourd'hui qui est « tombé dans un gouffre d'indifférence », alors que l'admiration pour Racine « a soudain grandi, jusqu'à l'idolâtrie ». Il remarque ensuite avec pertinence que cette faveur nouvelle dont jouit le théâtre de Racine s'est faite uniquement par la lecture. Il aurait pu ajouter que cette « expansion » du culte racinien n'excède d'ailleurs pas le cercle étroit des lettrés. Après quoi il eût pu encore noter que l' « expansion », bien que resserrée dans ces limites, ne laissait pas d'être immense, du point de vue de la conquête esthétique, car ce sont les jugements qui ont cours dans les milieux littéraires qui font la loi de l'opinion en littérature — pour quelques générations, du moins. Or, ayant observé que les admirateurs de Racine peu soucieux d'assister aux représentations de ses pièces (mais cela tient peut-être à ce que les représentations des tragédies classiques à la *Comédie-Française* n'ont plus aucun style) vont chercher dans le livre, sans se préoccuper de l'œuvre entière, telle scène, tel vers qui les enchantent, M. Schlumberger s'est demandé si l'on ne pourrait pas faire la même chose pour Corneille. Son livre n'a d'autre intention que de préparer les voies aux lecteurs de bonne volonté, de les appâter en leur mettant sous les yeux des trésors littéraires. Encore que tous les moyens soient bons pour qui veut réagir contre la désaffection générale de nos contemporains à l'égard de Corneille, j'ai peur que la méthode employée par M. Schlumberger n'offre l'inconvénient d'être elle-même un peu trop « littéraire », en effet. Lorsqu'un homme cultivé cherche dans son Racine tel passage qui le ravit, il cède aux sollicitations d'un souvenir vivant qui, parfois, se rattache, bien que le liseur en question n'aille plus, par hypothèse, au théâtre, à quelque représentation, voire mauvaise peut-être, à laquelle il assista jadis. Ici — je veux dire en suivant M. Schlumberger — nous obéissons à un appel purement livresque, entendez littéraire

au sens strict, ce qui, par pétition de principe, suppose déjà, chez nous, un commencement de cet appétit de Corneille qu'il s'agit de réveiller dans notre esprit. De plus, M. Schlumberger, connaissant très bien les répugnances des esthètes pour les procédés scolaires, et sans doute partageant leurs dédains, abrège autant qu'il peut, quand il ne les élude pas entièrement, les « analyses » des pièces de Corneille d'où il extrait des beautés proprement « poétiques ». De sorte que, non seulement la considération du théâtre demeure en dehors de son hommage, mais ce que le livre peut encore laisser entrevoir de l'action scénique et de son enchaînement, y est réduit au minimum. Un minimum qui ne va pas sans quelque obscurité. Je gage que quelqu'un qui ne saurait rien des œuvres de Corneille serait bien empêché de les raconter, après avoir lu M. Schlumberger. Ce qui revient à dire que M. Schlumberger suppose connue l'intrigue de chaque ouvrage, ou du moins qu'il estime suffisant de la rappeler par de discrètes allusions, encore qu'il ait dit en commençant que, parmi les trentre-trois pièces de Corneille, il en est vingt-six ou vingt-sept que le public aujourd'hui ignore totalement. Or, je ne pense pas que les beautés, même spécialement « poétiques », même purement formelles, d'une pièce de théâtre, puissent garder leur pleine signification, leur pleine résonance, pour le lecteur (il ne s'agit plus ici du spectateur) qui n'a pas une claire compréhension du dessin dramatique de l'ouvrage. Car c'est le plus souvent à la force de la situation que l'expression emprunte sa propre puissance. Ces réserves faites, le goût qui préside au florilège est impeccable. Le livre forme le bréviaire rêvé pour les amis de Corneille. Mais l'objet du livre était de gagner à Corneille de nouveaux amis, avant même de plaire au petit nombre de ceux qu'il a encore.

Quant aux « raisons mystérieuses » (comme dit M. Pierre Lièvre) de la défaveur où Corneille, de nos jours, a glissé, M. Jean Schlumberger, ingénieusement, s'efforce d'y porter la sonde. Renouvelant par des arguments inédits le vieux parallèle entre Corneille et Racine, il y voit une opposition éternelle « entre un art héroïque et un art de jouissance ou de connaissance pure, entre un art qui construit une image exemplaire de l'homme et un art qui la défait par l'analyse et le raffinement ». D'après cette thèse (car c'en est une),

la propagation du culte racinien correspondrait à une de ces époques de sécurité où l'on a tout loisir de se tourner vers « les dispensateurs de voluptés délicates ». Or, le présent n'est point tel. Conséquemment, l'époque racinienne serait déjà passée. Une nouvelle époque cornélienne s'annoncerait, nos jours troublés étant de ceux où le public, paraît-il, « réclame les fortes leçons des poètes affirmateurs ». Certes, cela est très bien lié, mais le défaut des thèses, c'est leur logique même. La vie, et en particulier la vie des œuvres littéraires, commandée par les fluctuations souvent indéfinissables du goût, échappe à cette cohérence rigoureuse. Ici, la symétrie est trop sommaire pour tout expliquer. Méfions-nous, en histoire littéraire, des preuves tirées de la sociologie. De plus, je ferai remarquer à M. Schlumberger que, quelques lignes plus haut, il nous a dit que l'époque romantique ne fut pas favorable à Racine. Cependant l'apogée du romantisme correspond au règne de Louis-Philippe, période comprise, je le reconnais, entre deux révolutions, mais, dans l'ensemble, l'une des plus calmes, politiquement, que la France ait connues, sans guerre extérieure du moins, et nullement une de ces époques où, selon l'expression de M. Schlumberger, « la civilisation semble menacée ». C'est donc, pour des raisons autres que politiques et sociales que les romantiques se détournaient de Racine. Ils eussent dû prendre « plaisir à Racine » et non « plaisir à Corneille », si les motifs d'admiration et de désaffection indiqués par M. Schlumberger étaient si agissants. La vérité, c'est qu'ils n'obéissaient qu'à des raisons d'ordre littéraire. A celles-ci l'histoire des mœurs, je le veux bien, n'est pas tout à fait étrangère, mais il est bien hasardeux de les rattacher à des considérations sur le sort des États, la tranquillité ou l'ébranlement des empires.

Autre point : s'il est indéniable que le sentiment de l'honneur et le sentiment du devoir tiennent une place importante dans le théâtre de Corneille, M. Schlumberger s'accorde avec M. Lièvre et avec tous les bons esprits pour penser que la vue pédagogique selon laquelle Corneille représente les hommes « tels qu'ils devraient être » est singulièrement étroite et ne s'applique nullement à l'ensemble de son œuvre si riche et si variée. On y distingue plutôt, en plusieurs ouvrages, une apothéose de l'énergie poussée jusqu'à la fureur, jusqu'au

crime. Encore n'est-ce là, de même, qu'une vue très fragmentaire, une clé qui s'adapte à quelques parties de son théâtre, mais à ces parties seulement. M. Pierre Lièvre déclare que l'œuvre de Corneille est, par endroits, une apologie du pouvoir personnel, que « jamais on ne vit ailleurs tant de personnages assoiffés de régner », mais que, d'autre part, on est souvent enclin, non sans raison, à prêter à Corneille une âme républicaine et que Stendhal, qui l'aimait tant, la qualifie même, parfois, de « jacobin ». Et M. Lièvre d'expliquer cette contradiction apparente par le dédoublement particulier aux poètes véritablement inspirés, lequel « leur permet d'entrer tour à tour dans les cœurs opposés des personnages qu'ils inventent ». Là est, ce me semble, la note juste. Que si nous aspirons maintenant à un art qui construise « une image exemplaire de l'homme », ainsi que le prétend M. Schlumberger, certes, le théâtre de Corneille pourra nous en fournir des modèles, mais il faudra les choisir parmi d'autres images et ces modèles sont précisément ce que la postérité, toujours simplificatrice, a surtout retenu de Corneille — ce que, par ailleurs, M. Lièvre et M. Schlumberger, en tant qu'artistes, tous les deux, lui reprochent d'avoir presque uniquement retenu.

En effet, ce qu'il y a de prodigieux, chez Corneille, c'est, avant toutes choses, la diversité de son invention, la fertilité extraordinaire de son imagination créatrice. M. Lièvre et M. Schlumberger ne sont pas loin de considérer comme une iniquité affreuse que, parmi tant d'ouvrages où le génie éclate, six ou sept seulement soient demeurés. Le propos de M. Schlumberger, dans son « Plaisir à Corneille », est de réparer cette injustice, de nous initier aux splendeurs méconnues, aux charmes oubliés de son auteur. Réussira-t-il à persuader la masse du public, ou simplement le monde des lettres? Il est permis d'en douter. D'ailleurs, lui-même en doute. Parvenu au terme de sa « promenade anthologique », il accuse quelque fatigue. Après avoir, au départ, protesté contre le verdict de la postérité, il est tout près de concéder que la dure « limitation aux six ou sept chefs-d'œuvre » n'est pas sans quelque fondement. M. Lièvre avait moins d'illusion, qui, dès l'abord, n'osait pas espérer que ses efforts pussent suffire à faire remonter aux esprits ce qu'il nomme en style cornélien « une pente si funeste ». Pour ma part, j'ai relu tout Corneille. Une fois

de plus, j'ai été ébloui par la magnificence du verbe et l'abondance des combinaisons scéniques, mais je l'ai été en littérateur, curieux de trouvailles techniques, en amateur de poésie. Peut-on exiger du grand nombre cette ferveur un peu spéciale? Pour le grand nombre restent les « six ou sept chefs-d'œuvre », qui, eux, possèdent la suprême vertu : à savoir la grandeur dans la simplicité. Le défaut de Corneille, dans les ouvrages postérieurs, c'est une complexité croissante, un excès de rigueur dramatique et comme un abus de la perfection dans la mécanique théâtrale. D'où une tendance de l'automatisme à remplacer l'humanité, le personnage devenant un ressort dans un système d'horlogerie. En dehors des chefs-d'œuvre consacrés, Corneille est, au début, un auteur qui se cherche encore (tout en indiquant aux autres des voies fécondes), après l'apogée un auteur trop sûr de son métier, qui, à force d'en serrer les écrous, devient obscur et difficile, condition terrible pour un dramaturge. Ajoutez à cela que la langue de Corneille, si éclatante qu'elle soit, semble aujourd'hui archaïque, comparée à la langue de Racine, comme au siècle précédent, la langue de Rabelais comparée à celle de Montaigne. C'est encore pour le public, une raison d'éloignement, raison quasi-matérielle, mais, pour cela même, très forte. Enfin, il n'est question que d'amour dans Racine. C'est là un genre de « monotonie », dont on ne se lasse guère en France et qu'on y préfère même à la variété. Les romantiques ont pu dédaigner Racine parce qu'ils prétendent eux-mêmes instaurer une conception nouvelle de l'amour, plus décorative, plus oratoire. Mais l'admiration pour Racine est revenue en faveur avec le goût de la vérité.

FRANÇOIS PORCHÉ

Les communications relatives à la Rédaction doivent être adressées à M. Marcel THIÉBAUT, Secrétaire général de la Revue de Paris, 114, *avenue des Champs-Élysées. — Paris (VIIIe).*

L'Administrateur-Gérant : MARCEL THIÉBAUT.

LE MARCHÉ FINANCIER

La tradition de fermeté boursière en septembre s'est renouvelée et tout donne à penser que le mois va se terminer dans de bonnes conditions pour le marché financier.

Les essais de reprise qui, déjà, s'étaient manifestés en pleine période de vacances se sont, en effet accentués, nous ramenant une activité de transactions qui, sans être encore effervescente, nous change considérablement, cependant, de la pénurie d'affaires qui caractérisait, depuis si longtemps, la Bourse de Paris.

Pendant la première quinzaine du mois, le marché avait oscillé en poussant son élan, tantôt vers les valeurs nationales, tantôt vers les valeurs internationales. Puis, brusquement, après la liquidation du 15, il s'est franchement décidé en faveur des titres nationaux dont beaucoup sont apparus comme ayant été exagérément dépréciés durant la longue période de marasme subie par la Bourse.

Ce réveil se rattache évidemment à l'apaisement relatif survenu dans l'ordre politique intérieur et extérieur. Les grandes calamités que l'on avait redoutées, tant du fait des événements d'Espagne que des rebondissements incessants des occupations ouvrières, ne sont point encore complètement écartées; néanmoins, elles paraissent plutôt s'éloigner. Après avoir appréhendé le pire, on est satisfait de pouvoir se permettre un peu d'optimisme. La Bourse traduit excellemment cet état d'esprit.

On a remarqué, du reste, que de nombreux ordres d'achats sont venus de l'étranger, notamment de Suisse et de New-York, se portant plus spécialement vers les valeurs d'électricité et de produits chimiques. Les capitaux nationaux, de leur côté,

n'ont point boudé la hausse. Leurs demandes se sont disséminées sur la plupart des compartiments y déterminant, par suite de l'absence de flottant, des relèvements de cours parfois importants sans que tous les ordres puissent être servis. Le redressement général du marché, rentes comprises, paraît être ainsi de fort bon aloi. Souhaitons que rien ne vienne l'entraver les jours prochains.

Pour peu qu'il se prolonge, nous pourrions envisager une régression sensible de la crise financière qui s'appesantissait sur nous depuis cinq ou six ans.

La hausse de la Bourse, en effet, avec son stimulant de profits, ne tarderait pas à ramener dans la circulation une importante partie des capitaux qui se sont réfugiés dans une thésaurisation stérile. Leur retour à l'activité permettrait à de nombreuses entreprises industrielles et commerciales de leur faire appel, dans un délai plus ou moins proche, pour des besoins de renouvellement de matériels ou d'extensions qui se sont accumulés au cours des années de crise. Nous assisterions ainsi à un renouveau productif qui serait encore le meilleur moyen de subvenir aux charges nouvelles imposées par les législations récemment improvisées.

Il semble bien, d'ailleurs, que le gouvernement lui-même commence, maintenant, à se rendre compte du rôle important que la Bourse peut être appelée à jouer. Au moment où les grandes places étrangères accentuent de mois en mois leur retour à la santé et à l'activité si fructueuse pour l'intérêt national, il serait infiniment regrettable que la nôtre demeurât parmi celles qui se consument dans l'inaction. Si nous sommes réellement en train de commencer à réagir contre ce mauvais sort, c'est tout le pays qui finalement en bénéficiera.

ANDRÉ PLY,
de la Banque de l'Union industrielle française.

Toute demande de renseignements détaillée concernant cette chronique doit être adressée directement à son rédacteur, M. André Ply, 4, rue de Vienne, Paris (8e).